





11 17 H-3

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE



IMPRIMERIE FOUPART-DAYL ET C^e, RUE DU SAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSSSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME CINQUIÈME

SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR



PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE

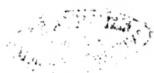
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1864

TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS





HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

III. LES RÉACTIONS DANS LES ANNÉES 1815 A 1820

LA PRUSSE

Position historique de la Prusse vis-à-vis de l'Allemagne.

L'espérance que nourrissait l'Allemagne d'arriver, sous la prédominance et à la suite de la Prusse, à une puissance politique plus grande et à une union plus concentrée des forces de toute la patrie ; cette espérance, disons-nous, n'a pénétré que graduellement dans la conscience des hommes, et seulement depuis que l'opposition rivale entre l'Autriche et la Prusse s'est dessinée d'une manière plus marquée. Mais on peut les justifier par un enchaînement de situations historiques qui remontent à une époque bien

T. V.

1



antérieure, et elles sont fondées sur un sentiment national et commun à tous les Allemands, sentiment complètement sain et très-profondément enraciné. Depuis la fin des grandes dynasties impériales de la première partie du moyen âge, les États ecclésiastiques, les nombreux petits territoires immédiats, ainsi que les divisions des petits États coupés, par le droit de succession, en pays plus petits encore, tout cela avait empêché, à l'ouest et au midi de l'Allemagne, la formation de puissances territoriales qui auraient pu élever ou maintenir des prétentions durables à la dignité impériale ou à une position prédominante dans l'Empire. Les États de l'Est qui, en s'entre-choquant avec les Slaves, les Magyars, les Mongols et les Turcs, acquéraient une plus grande étendue territoriale, furent les seuls qui, depuis la fin des Hohenstaufen, pussent élever de telles prétentions. Parmi eux, la Bohême, à moitié slave, avait acquis une certaine importance, et si Charles IV avait réussi à y fonder une puissance dynastique qui lui eût permis de maintenir la dignité impériale, cet État serait devenu pour l'Allemagne un chef plus dangereux que ne le fut, plus tard, l'Autriche des Habsbourg. Composée d'un mélange de races et de langues, unie à des pays étrangers et dominée par des intérêts également étrangers, l'Autriche a souvent menacé la chose publique allemande, et en a abusé plus souvent encore pour réaliser des desseins étrangers à la grande patrie, tandis qu'elle s'est, en même temps, détournée de plus en plus de toute culture politique et intellectuelle, telle que l'entendait l'Allemagne.

L'histoire de l'État prussien était absolument le contraire de tout cela, même déjà à l'époque où les deux principaux éléments, dont il s'est formé, suivaient encore

des voies tout à fait séparées. Les Marches de Brandebourg et l'État de l'ordre Teutonique en Prusse sont nés de la lutte rivale entre l'élément germanique et les peuples slaves qui se combattaient entre l'Elbe et la Vistule, ainsi que des croisades entreprises par les Allemands contre le paganisme incorrigible dans la Prusse et en Lithuanie. Pour conquérir et pour coloniser ces parties avancées de l'Allemagne, les peuples germaniques ont versé le sang le plus noble que, dans ces pays de l'Est, on aimait à conserver aussi pur de tout mélange que les immigrants anglo-saxons le faisaient en Amérique. Les Slaves et les Borusses, souvent refoulés et souvent transplantés, durent reculer devant l'invasion allemande, ou bien leur caractère primitif s'effaça ou s'usa, parce que les habitants acceptaient la religion, les mœurs et la langue des Allemands; parce que l'agriculture, ainsi que la culture intellectuelle et politique de l'Allemagne, s'y répandait, et parce qu'on s'y familiarisait avec l'industrie germanique dans les villes. En effet, radicalement différentes des villes rustiques des Slaves sans bourgeoisie proprement dite, elles furent établies, pendant la colonisation du pays, d'après un plan préconçu et en grandes masses, avec la liberté et l'autonomie, telles qu'elles régnaient dans les communes allemandes. Bien que ces deux États fussent fort éloignés du territoire de l'Empire germanique et que les liens politiques qui les y rattachaient fussent fort lâches, pendant toutes les vicissitudes de la fortune qu'ils partageaient avec tous ces pays des frontières orientales, un génie bienfaisant veillait cependant toujours sur eux. Il y protégeait et y conservait pure la nationalité allemande, ainsi que sa culture intellectuelle et politique, au milieu des dangers les plus grands,

et cela par ces pays eux-mêmes, par leurs relations réciproques et par leurs rapports mutuels, à l'aide desquels ils se complétaient l'un l'autre.

Au treizième siècle, jusqu'à la mort de Waldemar en 1319, lorsque l'ordre Teutonique avait encore à combattre pour obtenir un domicile, les Marches de Brandebourg maintenaient une position prédominante au Nord-Est. Lorsque, pendant le siècle suivant, elles tombèrent en dissolution; qu'elles se trouvèrent même, depuis 1374, réunies à la Bohême, et que l'élément slave, en se relevant, menaça de les absorber, l'ordre Teutonique, qui était alors à son apogée, prit leur position prédominante et protectrice, pendant le siècle où les accents de la poésie allemande se faisaient entendre jusqu'au delà de la Dûna (Dwina). Et encore, au moment où l'aristocratie à demi monacale et dégénérée de cet ordre fut ébranlée dans ses bases mêmes à la bataille de Tannenberg, en 1410, présentant à peu près les mêmes phénomènes que l'absolutisme prussien en 1806; lorsque, par suite de cet événement, l'ordre Teutonique perdit la moitié de son territoire et que, dans l'autre moitié, il dut renoncer à son indépendance que lui enleva la Pologne, les Marches de Brandebourg, après avoir été de nouveau séparées de la Bohême, furent aussitôt (1415) opposées par le roi Sigismond, comme un nouveau boulevard, aux deux États slaves. On rendit aux Marches leur voix électorale, afin de les rattacher, par une union plus intime, à l'Empire où il s'agissait, en même temps, d'introduire des réformes spirituelles et séculières pour augmenter ses forces. On donna ce pays à la maison de Hohenzollern, à ces burgraves de Nuremberg dont la politique traditionnelle avait été de s'attacher, avec une fidélité iné-

branlable, à l'Empire et à chacun des empereurs (1) ; on rapprocha même, d'après un dessein préconçu, le nouveau margrave Frédéric I^{er} de la dignité royale et impériale allemande.

Ces grands desseins qu'on avait en vue lors de la nouvelle fondation des Marches de Brandebourg, c'est-à-dire la protection de l'Allemagne contre l'élément slave et la réforme de la Constitution de l'Empire, forment encore de nos jours, en grande partie, la mission confiée à l'État prussien et à sa politique, mission agrandie et parvenue à plus de maturité. Mais, à l'époque dont nous venons de parler, elle fut complètement manquée, et on eut à faire des détours immenses afin de la poursuivre et de la reprendre. Cependant, même à l'époque où l'idée de cette mission avait été oubliée, elle n'a jamais été perdue de fait. Sigismond laissa échapper étourdiment et abandonna l'occasion d'introduire, dans l'Église et dans l'État, les réformes qu'on avait eues en vue. Par son alliance avec la Pologne, il faillit ruiner complètement l'ordre Teutonique auquel on avait voulu venir en aide. Les élections pour le trône d'Allemagne, de 1438 à 1440, donnèrent, pour un long temps à venir, la dignité impériale à la maison de Habsbourg, au lieu d'en doter la maison rivale de Hohenzollern. Le Brandebourg, qui avait dû être le boulevard de l'Allemagne, eut à se défendre contre des voisins puissants et guerriers et à observer, pendant deux siècles entiers, une attitude prudente et retirée, en se montrant vigilant à l'égard de la Saxe, timide vis-à-vis de la Suède et humble dans ses

(1) Cf. Droysen : *Geschichte der preussischen Politik* (Histoire de la politique prussienne), tome I^{er}, 1855.

rapports avec la Pologne. Précisément cette position dangereuse força le Brandebourg à se rattacher fermement et à tout prix à l'Autriche, au chef suprême de l'Empire germanique, même à l'époque où cette puissance poursuivait ses desseins les plus dangereux et se rendait coupable des empiétements les plus contraires aux intérêts de la patrie commune. Nous parlons de la guerre de la ligue de Smalkalde et de la guerre de Trente ans, où une race princière plus énergique, dans une position plus sûre et s'appuyant sur un peuple plus vigoureux, aurait fait un autre choix entre les intérêts du pays ou de l'Empire et ceux de la maison de Habsbourg.

Dans ces temps de faiblesse et de tourments, l'attitude tout à fait allemande, prise par les habitants de ces colonies et de ces pays de frontières, se montre de la manière la plus diverse : tantôt par l'expression la plus précise de la conscience nationale ; tantôt par les traits les plus instinctifs soit de la culture intellectuelle du peuple, soit de la nature individuelle des princes ; tantôt dans les dispositions en apparence accidentelles du sort. A l'époque de sa puissance, l'ordre Teutonique s'était, pour sa propre perte, tenu à l'écart de l'Empire, et s'en était, pour ainsi dire, détaché. Au moment où la Pologne arracha complètement de l'Empire le territoire de l'ordre, et où elle obtint, par la force, l'entrée de la noblesse polonaise dans les rangs des chevaliers, détruisant ainsi le caractère allemand de l'ordre Teutonique, les membres de ce dernier se soulevaient tout à coup de l'Allemagne. Les partisans mêmes des Polonais, dans l'assemblée de l'ordre, se rappelaient que les choses allaient mal dans un pays où des hommes hostiles à l'Allemagne et des Wendes étaient à la tête du gouvernement ; on pria alors tous les princes alle-

rhands de porter secours à la « colonie de leurs ancêtres ». Lorsque, en 1511, on proposa de nommer grand maître de l'ordre le roi de Pologne, dès qu'il serait monté sur le trône, les chevaliers teutoniques invoquèrent le secours de la Diète de l'Empire allemand pour protéger leur ordre contre des propositions pareilles qui seraient perdre à l'Empire « la nouvelle Allemagne », comme la Prusse, ajoutait-on, était appelée dans quelques livres d'histoire, et qui la changeraient entièrement en un pays polonais. La Diète de l'Empire allemand n'était pas en état de prévenir cette ruine ; mais Luther l'empêcha, en conseillant au dernier grand maître, Albert, de la maison de Brandebourg, de quitter le froc, de dissoudre l'ordre, de se faire duc héréditaire sous la suzeraineté de la Pologne et de se déclarer pour la Réforme, qui pénétra sans résistance dans les anciens pays de l'ordre, même dans la Prusse occidentale, unie alors à la Pologne.

La Réformation, cette œuvre de la culture intellectuelle de l'Allemagne qui porte, entre toutes, la véritable empreinte nationale, devint dès lors la protectrice de la civilisation allemande dans le duché de la Prusse orientale (1525), dont l'union ultérieure avec la maison de Brandebourg (1618-1620) fut, en même temps, préparée par l'introduction de la succession héréditaire de ses souverains. A partir de cette époque, le Brandebourg s'abandonna au désir de tirer vengeance de la Pologne et de reconquérir les pays de l'ordre Teutonique, avec la même méthode qu'avait montrée, de son côté, la Pologne, aussitôt que les chevaliers eurent conçu leurs desseins contre la Lithuanie, lorsqu'elle avait enfoncé ses griffes dans les flancs de l'ordre, afin de le faire mourir lentement. La marche progressive de cette politique, qui

permit à l'élément germanique de se donner de l'air et de l'espace et de résister à la prédominance des Slaves, fut nettement marquée par divers actes, lorsque la Prusse secoua les liens de la féodalité qui l'attachaient à la Pologne (1657) ; lorsque Frédéric I^{er} accepta la couronne royale de Prusse (1701) ; lorsque Frédéric II acquit la Prusse occidentale (1772), et enfin lorsque, comme un surcroît de représailles, la Prusse s'empara, lors du partage complet de la Pologne, de sa part de cette dépouille. A mesure qu'elle se mettait, par tous ces divers actes d'hostilité, en opposition avec la Pologne, la politique prussienne entraînait en rapports constants avec l'Allemagne et l'Empire germanique ; l'antagonisme entre elle et l'Autriche éclatait de plus en plus, tandis que cette dernière puissance se séparait tous les jours davantage du génie de la nation allemande.

Si les premiers cris, qui, au commencement du quinzième siècle, demandaient une réforme dans l'Empire et dans l'Eglise, avaient rétabli le Brandebourg, la réforme de l'Eglise, telle qu'elle fut réalisée par Luther et qui était le prélude de l'union de ce pays avec la Prusse orientale, avait, en pénétrant dans tout le Brandebourg et dans sa maison souveraine, consolidé en même temps, et à tout jamais, l'opposition intérieure contre l'Autriche ainsi que l'opposition de l'élément germanique contre le principe latin. Elle avait rendu impossible du moins une union efficace et active avec la maison de Habsbourg, pendant les guerres de religion si critiques du seizième et du dix-septième siècle. Vers la fin de la seconde de ces deux guerres, lorsqu'il s'agissait encore une fois de la réforme de l'Empire germanique et qu'elle fut résolue d'une manière constitutionnelle au détriment du pouvoir cen-

tral, le grand électeur, qui secoua la suzeraineté de la Pologne, abandonna, dès le commencement même de son règne, également la politique impériale de ses ancêtres. Il prit le premier cette attitude indépendante vis-à-vis de l'Autriche qui faisait craindre aussitôt, à Vienne, la puissance de ce nouvel « empire vandale » sur la mer Baltique. La politique espagnole et papiste suivie par l'Autriche depuis le seizième siècle avait, déjà par des considérations confessionnelles, rendu indispensable la création d'un contre-poids en Allemagne. La Bavière ne pouvait pas le fournir, car elle n'avait été allemande que tant que le commerce avec l'Orient avait été florissant, et étant ensuite une puissance purement catholique, et inclinant par conséquent vers des alliances avec des États étrangers, elle n'aurait fait que changer de rôle avec l'Autriche. Le Palatinat et la Saxe manquèrent leur vocation, sinon par leur légèreté et par leur faiblesse, du moins par leurs tendances exclusives et odieuses qui les portaient à ne reconnaître que les confessions luthérienne et calviniste. Le grand électeur s'opposa alors à l'Autriche comme le chef déclaré des protestants, en montrant par principe une attitude fort tolérante vis-à-vis de ces deux confessions évangéliques; attitude qui, depuis le passage de Jean-Sigismond à l'Église réformée, est restée la politique sage et héréditaire de la maison de Brandebourg.

Si, par cette attitude conciliante vis-à-vis des confessions religieuses, les princes de la maison de Brandebourg avaient montré un caractère véritablement allemand, ils y restèrent fidèles aussi dans leur politique territoriale, secondés en cela d'une manière frappante par les conjonctures. Des dispositions soit heureuses, soit malheu-

reuses du sort avaient déjà traversé à plusieurs reprises les desseins de conquête conçus par l'ordre Teutonique. Elles avaient fait échouer les projets hostiles d'après lesquels les chevaliers devaient être établis dans d'autres contrées, comme elles avaient fait avorter les résolutions désespérées de l'ordre d'émigrer. Heureusement qu'il en fut ainsi, car autrement l'ordre Teutonique serait devenu étranger à l'Allemagne, et ces territoires auraient été arrachés à la civilisation allemande. La même faveur du sort protégea aussi la maison princière de Brandebourg de tout danger de devenir étrangère à l'Allemagne. La tentation lui vint déjà sous le règne des margraves de la maison d'Anhalt, lorsque le roi de Suède les leurra par l'offre de la Gothie pour s'assurer leur assistance. Le deuxième prince de la maison de Hohenzollern, Frédéric II, avait plusieurs fois l'espoir d'arriver au trône de la Pologne; le grand électeur aspirait à un mariage avec la reine de Suède; mais heureusement les événements prévenaient toutes ces alliances dangereuses, quand la prudence des princes eux-mêmes ne les empêchait pas. Tandis que toutes les autres maisons souveraines, qui aspiraient à s'élever en Allemagne, mettaient, les unes après les autres, des barrières entre elles et la patrie commune en essayant d'augmenter leur puissance à l'étranger, les princes de la maison de Brandebourg restaient honnêtement chez eux.

C'était ainsi que les princes palatins avaient compté s'élever par des alliances et des couronnes étrangères; que les Guelfes briguaient la couronne anglaise et que les souverains de la Saxe arrivaient au trône polonais, mais au prix d'un changement de religion; tandis que le grand électeur avait expressément refusé cette royauté à une

telle condition. Ces couronnes étrangères détournèrent du Brandebourg les rivalités de l'Allemagne du Nord et laissaient à Frédéric I^{er} l'espace nécessaire pour fonder un royaume indigène en Prusse, c'est-à-dire dans un pays conquis par l'Allemagne et qu'il s'agissait d'acquérir encore une seconde fois, au moment même où l'Autriche commençait une guerre pour se laisser détourner de nouveau de l'Allemagne par tout un fardeau de possessions en Italie. De la même manière, la force qui réunissait l'Allemagne et la Prusse, en les attirant et en les rattachant l'une à l'autre, est devenue de plus en plus intense dans les temps modernes. En effet, l'éloignement intellectuel, que le grand Frédéric II, avec ces tendances françaises, montrait à l'Allemagne, a fait plus que beaucoup d'autres causes, précisément pour fortifier la culture intellectuelle dans la patrie commune et pour augmenter le sentiment national et la conscience que le peuple allemand commençait à avoir de sa propre valeur. Plus tard encore, la Prusse se débarrassa d'une grande partie des dépouilles de la Pologne qui lui faisaient perdre son caractère national, et elle prit en échange des possessions purement allemandes.

L'histoire de la politique suivie par la maison de Hohenzollern montre, dans toutes ses phases, encore un autre trait caractéristique qui prouvera peut-être avec le plus de force jusqu'à quel point cette politique était sympathique et conforme à la nature allemande et combien elle la connaissait à fond. Cependant ce trait projette des ombres noires sur cette histoire et, pour ce motif, l'Allemagne lui a prodigué ses insultes et ses dédains à un plus haut degré et avec plus de sévérité qu'à toute autre chose, et avec plus de raison dans les derniers

temps qu'auparavant. La faiblesse de l'État ; sa position géographique, qui l'exposait aux attaques des ennemis ; le défaut d'une population ayant habité le pays depuis les temps les plus reculés et étant sortie d'une seule et même souche ; le voisinage de grandes nations belliqueuses qui l'entouraient de tous les côtés de leurs forces supérieures : tout cela a, pendant des siècles, imposé aux souverains du Brandebourg la nécessité de marcher d'abord prudemment dans la voie de leur propre conservation, et plus tard, avec plus de prudence encore, dans celle de leur agrandissement. Cette maison princière montra, en face de cette nécessité, une nature complètement modérée, froide et réfléchie qui répondait parfaitement bien, et peut-être beaucoup trop bien, à sa situation particulière. On a empêché ainsi le Brandebourg d'avoir jamais le désir de devancer les destinées du monde et de se laisser entraîner dans les voies où tous les conquérants brutaux, dans les États militaires barbares qui entouraient le Brandebourg, déployaient des forces hors de toute proportion avec leurs ressources, voies qui n'étaient pas conformes à la nature allemande et qui ont conduit partout d'une élévation précipitée à une chute trop rapide.

A tout moment, les Hohenzollern ont eu sous les yeux des exemples, grands ou petits, qui leur ont servi d'avertissement. Pendant la guerre de Trente ans, le Palatinat et le Danemark eurent à expier, d'une manière terrible et dans le plus bref délai, leur témérité irréfléchie. Dans des périodes plus longues, tous ces états militaires dont nous venons de parler : l'ordre Teutonique, la Lithuanie, la Pologne, la Bohême, la Hongrie, la Suède, s'élevèrent tout d'un coup au comble de la puissance, pour s'affaïsser immédiatement après. Au-dessus et derrière tous ces

États, la redoutable Autriche, avec tous les avantages de la couronne impériale, avec toutes ses ressources étrangères et malgré tout son mauvais vouloir, avait montré, à plusieurs reprises, qu'elle n'était pas capable d'accomplir avec succès ses desseins ambitieux dans l'Empire. On ne peut appeler que sage la conduite que tenaient les princes de Brandebourg, quand ils se laissaient instruire par ces expériences qui leur enseignaient une réserve modeste et une connaissance juste de leur époque et de la nature du peuple, qui n'avait jamais voulu se laisser détourner de sa noble mission civilisatrice par aucune espèce de succès militaires. Là où cette modération se montrait unie à une force créatrice, comme dans Frédéric II, le monde a contemplé avec étonnement et avec une admiration unanime la véritable grandeur de ce prince; grandeur qui ne reposait entièrement que sur la force avec laquelle il dominait son ambition et avec laquelle il maîtrisait son pouvoir de faire de nouvelles conquêtes; sur la manière dont il unissait les œuvres de la paix à ses exploits militaires et sur la sollicitude avec laquelle, comme un autre Solon, il prenait soin des barbares subjugués dont il voulait faire des hommes.

Mais il est vrai que, dans toute la série des souverains de Brandebourg, il n'y eut que Frédéric l'Unique qui possédât toutes ces qualités réunies. Tous les autres princes de cette maison avaient reçu, comme un héritage, absolument le même caractère qui faisait que, renfermés entièrement dans leur État à la fois grand et petit avec sa nature hybride, ils suivaient tous la politique d'un homme pauvre, d'un petit commerçant qui ne veut que gagner sans rien risquer. Ils cherchaient toute l'habileté du gouvernement exclusivement dans le talent de lou-

voyer, comme ils trouvaient l'idéal de la sagesse politique dans les arts passifs de la neutralité. Cette sagesse politique a été souvent désavantageuse à l'État et souvent aussi avantageuse, mais jamais elle n'a été glorieuse pour les souverains. Le grand électeur lui-même était le véritable maître dans tous ces arts qui consistaient à se tortiller et à se tourner dans ces voies tortueuses ; à marcher à pas furtifs et à écouter ; à employer la ruse et l'astuce, ainsi que la duplicité et l'équivoque dans le langage. A la fin, cependant, il s'aperçut combien toute cette prudence neutre était illusoire et il s'affecta de la fâcheuse réputation qu'il s'était attirée par sa versatilité. Autrement, si ce ne sont pas ses desseins et pas toujours ses succès, ce sont pourtant les voies et les moyens de sa politique qui, dans leurs traits essentiels, portent le même caractère stéréotypé que chez tous ses ancêtres et chez tous ses descendants.

Quand on parcourt toute l'histoire de la Prusse pour en comparer les différentes phases, on pourra croire qu'on lit toujours le récit des mêmes événements dont nous avons été témoins nous-mêmes pendant les dernières années, et on pourra s'imaginer qu'on voit toujours les mêmes princes et les mêmes hommes d'État, agissant continuellement d'une manière identique, et, pour ainsi dire, dans une situation qui ne change jamais. Ainsi Joachim II s'enferma dans une neutralité passive, lorsque l'empereur Charles-Quint renversa les protestants, et que plus tard Maurice de Saxe terrassa à son tour l'empereur. Georges-Guillaume resta également le spectateur impassible de la lutte sanglante entre Gustave-Adolphe et Ferdinand qui, dans les affaires les plus importantes du monde, mesuraient leurs forces au-dessus

de la tête, de l'électeur. De même, pendant une lutte plus grande encore, les rois Frédéric-Guillaume II et Frédéric-Guillaume III observaient une neutralité de dix ans, pour la ruine de l'Allemagne aussi bien que pour celle de la Prusse. *Ou bien* on verra, dans l'histoire de Prusse, de quelle manière le grand électeur, balançant entre Charles-Gustave de Suède et Jean-Casimir de Pologne, espérait obtenir un prix de l'un ou de l'autre sans avoir risqué le moindre enjeu. On y remarquera le roi Frédéric-Guillaume II, pendant la guerre faite par l'Autriche et la Russie à la Turquie, rester dans l'inaction par pusillanimité, mais faire des menaces, afin d'obtenir des avantages pour lui. On y trouvera encore Frédéric-Guillaume III désireux d'obtenir le Hanovre, mais balançant entre la France et l'Angleterre et montrant bien ses desirs, mais non pas le pouvoir de les réaliser. *Ou bien* encore on rencontrera, dans cette même histoire, un roi Frédéric I^{er}, sollicité par la Russie et par la Suède pendant la guerre du Nord; un roi Frédéric-Guillaume I^{er}, leurré d'offres faites tour à tour par l'Autriche et par l'Angleterre, dans l'affaire de la Pragmatique-Sanction de Charles VI, de même que, plus tard (1733), du temps de l'élection disputée du roi de Pologne, l'Autriche et la Russie le pressaient en vain d'agir conjointement avec elles. Ce sera toujours le même résultat : aussi bien par leur inaction que par leur impuissance d'arriver à une résolution quelconque, ces souverains ont toujours laissé passer le moment et l'occasion favorables pour faire des acquisitions précieuses. L'histoire de tous ces princes manque complètement de ce charme que l'historien trouve dans une action vigoureuse et dans un mouvement qui, avec une connaissance complète du dessein

qu'on veut accomplir, se dirige vers un but nettement dessiné.

Passer le temps dans une indécision indolente, et dans de longues considérations; armer le fusil sans presser la détente, comme on le disait de Frédéric-Guillaume I^{er}; attendre quelquefois une contrainte extrême avant d'agir; s'abandonner parfois à des accès vertigineux de convoitise et de courage, sans avoir la force de persévérer dans ses desseins; trahir le but qu'on se proposait et ne jamais employer les moyens nécessaires pour l'atteindre; avoir toujours des désirs, mais montrer plus rarement des desseins arrêtés et n'arriver presque jamais à des actes: voilà les traits caractéristiques qu'on retrouve toujours dans cette politique. Un juge français de l'époque napoléonienne disait que l'habitude de la cour d'Autriche était d'espérer de l'effet du temps tout ce que d'autres puissances s'attendaient à obtenir par la force; un autre observateur disait que toute la sagesse de la politique prussienne consistait à persévérer dans le rôle de la passivité ainsi que de la neutralité et à prendre la résolution de ne pas en former du tout. On semblait croire en Prusse que les événements devaient venir au-devant de tous les désirs qu'on nourrissait; on ne comprenait pas cette exhortation bien précise qu'un Suédois, le comte Schlippenbach avait, dans le temps, adressée au cabinet de Brandebourg, en lui disant que, puisque Dieu ne parlait plus par la bouche de ses prophètes, il fallait considérer la faveur du moment comme un appel sortant de la bouche divine. En effet, jamais on n'était préparé, en Prusse, à prendre aux cheveux et d'une main vigoureuse l'occasion favorable, cette déesse fugitive, quand elle passait d'un vol rapide; on espérait obtenir d'elle des

dons meilleurs en frisant délicatement la chevelure de la divinité quand elle entrerait dans la maison. Cette indécision était cause que, malgré des motifs si puissants qui portaient l'Allemagne à mettre son espoir dans la Prusse, les nombreuses déceptions, à mesure qu'elles se répétaient, provoquaient à un plus haut degré souvent le désespoir, et souvent aussi des reproches amers. Ces reproches, qui atteignaient toujours les princes seuls, n'étaient pas toujours fondés sur l'examen juste et équitable de toute la situation et des conjonctures qui ont déterminé le caractère de la nation prussienne aussi bien que celui de ses souverains. En effet, les contemporains ont vu que le peuple prussien aussi, qui pourtant est entré, depuis 1813, comme acteur, dans l'histoire de cet État, a passivement attendu le bienfait d'une Constitution pendant des dizaines d'années, et qu'avec une indifférence apathique il a laissé passer la grande occasion de prendre une position éminente en Allemagne. Effectivement, dans les Prussiens comme dans tous les Allemands, la patience est aussi inépuisable que leur aversion pour toute action responsable est invincible.

L'Allemagne fonde ses espérances sur la Prusse.

Les patriotes allemands avaient de plus en plus compris combien il était nécessaire que la Prusse marchât de concert avec l'Allemagne et qu'elle s'identifiât avec la patrie commune. Ils s'étaient pénétrés de la réalité de cette mission et ils avaient conçu l'espoir que la Prusse n'y manquerait pas, bien qu'il y eût de tristes revirements dans sa politique et des déviations décourageantes de la ligne de conduite qui semblait toute tracée. Ces espérances étaient nées, comme nous venons de l'indiquer, depuis le moment où, après s'être débarrassé des

dangers dont le menaçaient la Pologne et la Suède, le Brandebourg avait pris une attitude hostile vis-à-vis de l'Autriche ; où cette dernière puissance avait montré, au dix-septième siècle, d'une manière trop évidente, son mauvais vouloir à l'égard de l'Allemagne, et où l'on ne pouvait plus espérer arriver à une unité plus grande, en ce pays, dans les limites des anciennes formes de l'Empire germanique. La prédiction de Lehnin, qui recommandait, d'une manière si précise, au Brandebourg de suivre une politique antiautrichienne, et qui promettait la réalisation de l'unité nationale en Allemagne après la mort du dernier souverain de Brandebourg, se produisit peu de temps après la mort du grand électeur qui, le premier, avait pris une attitude plus indépendante vis-à-vis de l'Autriche. Cette prophétie surgit de nouveau, lorsque, au moment même où s'éteignit la ligne masculine des Habsbourg, Frédéric II monta sur le trône de Prusse et que, rentrant dans la politique de son aïeul, le margrave Frédéric I^{er}, il essaya d'arracher l'Empire à l'Autriche. Mais cette tentative échoua, comme elle avait manqué du temps de ce margrave. Cependant la conséquence n'en était pas, comme à cette époque antérieure, la dépendance de la Prusse vis-à-vis de l'Autriche. Au contraire, la Prusse maintint sa puissance et sa position dans cette lutte de sept ans, lutte qui, pour la première fois, poussa les différents États de l'Allemagne, à prendre d'une manière plus éclatante parti pour l'une ou pour l'autre de ces deux puissances ; lutte, enfin, qui fit du caractère irréconciliable des intérêts politiques de ces deux maisons princières un article de foi pour les hommes d'État, et de l'antagonisme de la Prusse et de l'Autriche le centre de leur art politique.

Lorsque plus tard, pour répondre aux projets formés par l'Autriche sur la Bavière, Frédéric forma la ligue des princes (1785), dans le dessein nullement dissimulé de modifier radicalement la Constitution de l'Empire, afin de contrecarrer la *quasi hérédité* de la dignité impériale en Autriche et même pour mettre en question la conservation de cette couronne, Hertzberg avait déjà clairement compris ce que l'histoire la plus ancienne de la Prusse n'avait fait que préparer d'une manière vague et obscure. Cet homme d'État comprit que la Prusse ne pourrait prospérer qu'avec l'Allemagne et en faisant partie intégrante avec elle ; Johannes von Müller aussi fut rempli des plus grandes espérances nationales et patriotiques, lorsqu'il vit que, par cette démarche, la Prusse s'associait à la cause commune de l'Allemagne. Mais ces espérances ne se réalisèrent pas, parce que, dans la période suivante, les dangers, dont la patrie commune était menacée du côté de la France, ajournaient les frottements et l'opposition entre les deux grandes puissances allemandes. Mais cette idée, une fois conçue, ne fut oubliée ni par le gouvernement prussien ni par le peuple allemand. En 1800 et 1801, le colonel von Massenbach et d'autres hommes d'État cherchaient à agir sur le cabinet de Berlin par des Mémoires qui mettaient sur le tapis l'idée d'une nouvelle Confédération allemande, dirigée par la Prusse, fondée sur le besoin réciproque et appuyée sur l'égalité parfaite des intérêts de l'Allemagne et de la Prusse (1). Ces Mémoires n'avaient nullement passé inaperçus ; c'est ce qu'on vit en 1806,

(1) Cf. W.-A. Schmidt : *Preussens deutsche Politik* (Politique allemande de la Prusse). 1850, dans l'Appendice.

où les traits fondamentaux de ces écrits furent employés pour former la base de cette ligue de l'Allemagne du Nord avec un empire prussien à la tête, ligue dont Napoléon avait fallacieusement indiqué l'idée, que Stein avait recommandée comme la continuation du système fort sage de Frédéric II, et que Frédéric-Guillaume III lui-même, inconséquent avec son propre caractère, saisissait avec avidité et comme dans un transport de joie.

Après que ces espérances de l'année 1806 eurent été si cruellement déçues, l'Allemagne avait été témoin de la régénération de la Prusse à l'intérieur et de la glorieuse lutte entreprise par elle pour reconquérir son indépendance ; ce rôle joué par elle fit naître pour la première fois des espérances, même dans les sphères plus étendues du peuple allemand, et fixa tous les regards sur la Prusse. L'activité véritablement fédérale déployée par cet État, pendant qu'on s'occupait de l'œuvre constitutive à Vienne, ne pouvait qu'augmenter encore ces espérances de l'Allemagne ; l'issue peu satisfaisante de cette œuvre dut surtout leur donner la plus grande intensité, puisque tout dépendait, dès lors, de la façon dont cette grande puissance, qui était à la tête de la culture intellectuelle en Allemagne, prendrait en main les affaires intérieures de la patrie commune. On comprend qu'une publicité très-bruyante ne pouvait guère être donnée aux différents projets par lesquels les patriotes voulaient alors faire monter la Prusse dans la faveur populaire, et lui aplanir le chemin pour la faire arriver à la domination suprême. Cependant, de temps à autre, ces desseins se faisaient jour dans la presse. Dans un de ces projets, on voulait faire du roi de Prusse le prince des princes allemands ; d'après un autre, on comptait apanager ces

derniers en Asie ou en Afrique, et, suivant un troisième plan, on songeait à faire jouer aux Hohenzollern le rôle que la maison de Habsbourg s'était montrée incapable de soutenir. Mais déjà à ce moment, les partisans les plus zélés de la Prusse regardaient de travers l'indécision que montrait cet État à s'emparer de l'hégémonie; indécision qui était cause, ajoutaient-ils, que beaucoup d'Allemands détestaient la Prusse. Ils disaient publiquement au gouvernement prussien, et de manière à se faire entendre, qu'il était dans la nature humaine de montrer un respect irrésistible pour la force, même là où elle a recours à la violence pour arriver à ses fins, tandis que l'indécision et l'abandon de résolutions une fois prises, dans des affaires qui ne sont pas strictement légales, font suspecter à la fois la force et la volonté de les exécuter.

Premières espérances et leur fin soudaine.

La première condition préalable que la Prusse avait à remplir, si elle voulait se maintenir dans cette faveur générale et y jeter des racines profondes, c'était d'arranger ses propres affaires intérieures, dans un sens populaire et national, et de mettre à exécution sa propre Constitution. Au commencement, tout semblait promettre les meilleurs résultats, surtout quand on avait assez d'optimisme pour ne pas faire attention à certaines choses qui auraient pu donner à réfléchir. Pendant les guerres des années de 1814 et de 1815, ainsi que dans l'intervalle qui les séparait, les paroles et les actes du gouvernement portaient encore, avant tout, les traits de la grande époque dans laquelle on vivait, c'est-à-dire le cachet d'un libéralisme nettement dessiné et les marques de la sollicitude la plus bienveillante pour les intérêts du peuple. Combien n'était-on pas fier lorsque le gouver-

nement prussien établit (3 septembre 1814), comme la loi fondamentale de l'organisation militaire, l'abolition de toute exemption du service, mesure importante que Scharnhorst avait préparée depuis si longtemps et dont il avait obtenu la réalisation au commencement de la guerre de 1813 pour toute la durée de la campagne ! En ouvrant le recueil des lois publiées pendant ces mois-là, combien ne devait-on pas être heureux d'y retrouver ce langage humain et familier que Stein et Hardenberg avaient tenu pendant la période de leurs plus grands succès, ainsi que ces desseins libéraux et patriotiques qu'ils avaient poursuivis alors !

On aurait pu croire, à cette époque, que le gouvernement avait l'intention formelle de donner, à chaque classe et à chaque partie du peuple, une preuve particulière de la sollicitude avec laquelle il se préoccupait de l'intérêt de tous individuellement. Un ordre du cabinet, relatif à l'abolition des taxes de transit, fit espérer (16 mai 1814) aux classes industrielles de la bourgeoisie la création d'un système commun d'impôts commerciaux et de droits d'entrée. Une proclamation royale annonça aux paysans qu'on continuerait à faire exécuter l'édit (14 septembre 1811), relatif à l'abolition de la sujétion des paysans vis-à-vis des seigneurs, bien que l'état de la guerre en eût rendu jusque-là l'exécution fort difficile. Quant à la noblesse qui, pendant les tourments de la guerre, avait eu beaucoup à souffrir et qui avait fait de grands sacrifices, le gouvernement lui avait accordé une grande latitude pour le paiement des impôts (14 août 1813), délai qui, plus tard (1^{er} mars 1815), fut prolongé, d'une manière indéfinie, avec des ménagements qui ne laissaient même pas d'être fort graves. De plus, par

la manière libérale dont le gouvernement prussien, en dépassant de beaucoup l'article 14 de l'Acte fédéral, régla (21 juin 1815) la position des anciens États immédiats, il ne gagna pas seulement la meilleure réputation, mais encore il acquit les droits de souveraineté sur deux cent mille sujets de seigneurs médiatisés qu'on ne lui aurait pas accordés comme ses sujets immédiats. Mais toutes ces considérations étaient dominées par les espérances qui concernaient tout l'ensemble de la monarchie. Avant la fin de la guerre de 1814, un ordre du cabinet (3 juin 1814) avait promis, pour l'époque où le roi reviendrait à Berlin, des résolutions relatives à la Constitution et à la représentation nationale. Ces promesses furent réitérées d'une manière plus précise, lorsque le gouvernement avait besoin de nouveaux sacrifices de la part du peuple, lorsqu'un nouveau danger était venu de l'île d'Elbe, danger qu'on était bien loin de considérer à Berlin, d'après ce que nous avons vu plus haut, comme passager et facile à écarter. Dans des proclamations, adressées aux villes de Dantzig et de Posen (15 mai 1815), et dans une patente destinée aux nouveaux sujets des anciennes provinces saxonnes (22 mai), on annonça la promulgation de Constitutions provinciales et celle d'une « Constitution » pour l'ensemble de la monarchie.

Précisément à la même époque où, par la tiédeur de l'Autriche, on avait gâté, à Vienne, la Constitution fédérale de l'Allemagne, on publia, en Prusse, l'ordonnance formelle (du 22 mai) d'après laquelle on devait former la représentation générale du peuple, c'est-à-dire une assemblée des représentants du pays, choisis dans le sein des états provinciaux et dont l'action devait s'étendre

sur les délibérations relatives à tous les sujets de la législation qui concernaient les droits personnels et les droits de propriété des sujets, y compris celui de voter les impôts. La Constitution, qui avait à déterminer ces droits d'une manière plus précise, devait être élaborée par une commission, composée de députés des états provinciaux et de fonctionnaires royaux, et l'on fixa l'époque précise (1^{er} septembre) où ils devaient se réunir. Le roi personnellement n'avait pas fait la moindre difficulté pour exécuter cette ordonnance (1) ; il avait déclaré hautement que les rois de Prusse avaient toujours désiré régner pour l'honneur et pour le bonheur de leurs sujets et que, puisque une Constitution faciliterait à coup sûr l'accomplissement d'un tel dessein, cette institution lui était fort agréable.

Par conséquent, on ne semblait pas devoir douter que le roi dégageât sa parole, engagée d'une manière si expresse. Toute considération morale paraissait devoir la garantir, toutes les raisons politiques semblaient même devoir y pousser d'une manière inévitable. En effet, combien cette promesse n'était-elle pas séduisante pour les sujets nouvellement acquis par la Prusse ! Combien tous les hommes sensés, dans les provinces rhénanes, n'étaient-ils pas disposés à oublier alors leur dernière condition sous le sceptre de la France, ainsi que leur ancien État où ils avaient eu quatre-vingt-dix-sept maîtres, et même leurs différences confessionnelles ! Ils se rappelaient, en effet, leurs espérances d'après lesquelles, par leur incorporation dans une nationalité grande et glorieuse, ils allaient quitter une organisation hybride de l'instruction

(1) C'est ce que disait Eichhorn dans une lettre adressée à Arndt.

publique, une position mal assurée bien qu'avantageuse sous le rapport matériel, et un gouvernement arbitraire, pour parvenir à une instruction publique bien organisée, à une prospérité conforme aux règles de la nature et à une liberté légale ! Quelle supériorité n'allait-on pas acquérir relativement à l'Autriche, en faisant de tels progrès et en ajoutant aux avantages de la culture intellectuelle et de l'organisation militaire encore celui d'une Constitution civile libérale ! Combien ne rejetait-on pas dans l'ombre les États envieux de second ordre, en les forçant ainsi à rester en arrière ou à suivre la Prusse ! Et enfin, quel fonds politique n'acquerrait-on pas dans l'approbation éclatante de tout le peuple allemand, si l'on accordait à la Prusse cette possession si précieuse d'une Constitution sagement conçue ! En effet, de cette manière, on aurait donné le sens le plus significatif et le plus riche en conséquences à ces excellentes paroles contenues dans la proclamation adressée aux Saxons, lorsqu'on avait dit « que l'Allemagne seule devait gagner ce que la Prusse venait d'acquérir ».

Mais cette fleur des plus belles espérances fut flétrie par la dénonciation de Schmalz et par la manière dont la cour de Berlin l'accueillit et la récompensa. Lorsque les querelles à ce sujet s'agitaient dans toute leur vivacité, le délai du 1^{er} septembre passa, sans que la commission constitutive se fût réunie. Ces deux petits incidents refroidissaient aussitôt toute confiance, même dans ceux qui s'y étaient abandonnés de la manière la plus complète. Vers le milieu de cette année, Eichhorn avait écrit, plein de confiance, à Arndt que, dans l'affaire de la Constitution, on l'avait certainement emporté cette fois-là auprès du roi sur « la misérable bande des diplomates. » Mais,

déjà vers la fin de cette année-là, Arndt était rempli d'angoisse dans la crainte que les ennemis de la lumière ne réussissent « à intimider le sens droit et courageux du roi et à entraver ainsi ce que toute l'Europe attendait de la Prusse. » Effectivement, déjà à cette époque, cette interruption de l'œuvre constitutionnelle en Prusse était, pour ainsi dire, décidée, surtout parce que, dans les couches supérieures de toute l'Europe, on *craignait* précisément ce que, dans les couches inférieures, on « *attendait* » de la Prusse, et parce qu'on n'avait plus besoin d'intimider le sens du roi, qui n'était ni droit ni courageux.

Frédéric-Guillaume III.

On ne peut pas découvrir toujours et prouver par des faits d'une certitude absolue quelle était, en détail, la marche de l'histoire de cette œuvre constitutionnelle en Prusse et de son étiolement, histoire qui remplit entièrement l'époque dont nous parlons ici. En effet, dans ce royaume de l'intelligence, l'absolutisme a été, jusqu'à ce moment encore, toujours tellement puissant que les matériaux, nécessaires pour ouvrir l'intelligence de l'histoire, sont toujours lettre close pour celui qui voudrait l'écrire, absolument comme en Russie ou en Autriche. Par conséquent, sur les points les plus importants où nous ne possédons pas la véritable clef, c'est-à-dire où nous ne connaissons pas les mobiles des principaux acteurs, nous avons dû nous contenter d'une fausse clef et suppléer à cette lacune par la combinaison des faits. Du reste, précisément par rapport à la question constitutionnelle, on a été souvent aussi tenté de chercher avec beaucoup de peine la clef de bien des choses où la porte était effectivement toute grande ouverte. En effet, en ce qui regarde

cette question, ainsi que les causes des faits les plus importants, il faut chercher le mot de l'énigme uniquement dans le caractère du prince, comme c'est le cas dans tous les États gouvernés par l'absolutisme où le souverain se mêle des affaires du pays.

La sentence que prononcera l'histoire sur Frédéric-Guillaume III différera beaucoup des jugements que ses contemporains et ses compatriotes ont eu la coutume de rendre à son égard. Quant à ces derniers, on n'a pas besoin d'écouter la voix de ceux qui, vivant dans l'entourage de ce prince le plus modeste entre tous, se sont habitués à une idolâtrie abdiquant toute pensée indépendante; qui ont vénéré Frédéric-Guillaume, le plus simple des hommes d'intérieur, comme un « roi-né » et comme une « nature héroïque », et qui, croyant que tout ce qu'ils ne comprenaient pas, dans le caractère du roi, devait être quelque chose de supérieur, flairaient en lui un certain « *sensum numinis* » (1). Mais il y avait aussi d'autres hommes d'une intelligence bien supérieure, tels que Stein, qui, de près et de loin, avaient fait non-seulement sur eux-mêmes l'expérience avec quelle âpreté et avec quel aveuglement le sentiment du pouvoir absolu se montrait dans la personne de ce souverain, mais encore qui avaient vu, par les plaies dans la chose publique, la défectuosité radicale de longues périodes de son gouver-

(1) Cf. Hippel : *Beitraege zur Charakteristik Fr. W. III* (Documents servant à caractériser Frédéric-Guillaume III). 1841. — Kretzschmer : *Fr. Wilh. III* (Frédéric-Guillaume III). 1841. — Eylert : *Charakterzüge und historische Fragmente aus dem Leben Fr. W. III* (Traits caractéristiques et Fragments historiques de la vie de Frédéric-Guillaume III). 1842. — Minutoli : *Beitraege zu einer künftigen Biographie Fr. W. III* (Documents pouvant servir à une biographie future de Frédéric-Guillaume III). 1843.

nement. Ces hommes-là avaient jugé ces deux défauts comme ils le méritaient, et cependant, éblouis par une espèce de fantasmagorie, ils vantaient jusqu'au bout le roi comme l'homme le plus intelligent, comme le premier et le meilleur des mortels, et comme entièrement vrai, sincère et honnête. Ces égarements d'un jugement bienveillant s'expliquent, en partie, par les sentiments profondément monarchiques de critiques tels que Stein, et par le culte national, voué par tous les Prussiens à la maison de leurs souverains dont le chef le plus grand occupait encore tous les esprits. On peut les expliquer, en partie, aussi par l'impression bien profonde que les dernières et terribles vicissitudes dans les destinées de l'État prussien et de son roi avaient laissée dans toutes les âmes.

La ruine soudaine de cet État, en apparence si brillant, qui s'effondrait en 1806; le poids des terribles malheurs qui, en pesant sur toutes les classes, avaient confondu les sentiments du peuple et du roi, comme on le trouve rarement; puis le mouvement généreux, pur, libéral et populaire qui se faisait sentir dans le gouvernement de cet État ressuscitant de ses ruines; enfin le soulèvement martial du peuple courant aux armes pour délivrer la patrie, l'Allemagne et l'Europe avec l'assistance du roi qui, en faisant preuve de l'humilité la plus pieuse, attribuait à Dieu seul tout l'honneur des exploits de la guerre: tous ces faits surprenants avaient complètement captivé les esprits des contemporains de Frédéric-Guillaume. Ces temps de malheur avaient, il est vrai, courbé le roi, mais ils l'avaient aussi élevé et purifié, et, par la contrainte violente qu'ils lui avaient imposée, ils avaient développé les meilleures qualités de sa nature. La perte

de la moitié de ses États; l'existence de la monarchie et de la dynastie mise en péril; les efforts convulsifs faits par l'armée et par la dernière province du royaume; les cercles d'hommes énergiques qui entouraient alors le roi et qui, avec une sévérité sans égards, pesaient de toutes leurs forces sur lui : tout cela réveilla, dans Frédéric-Guillaume, des qualités jusqu'alors endormies et qui séduisaient les patriotes d'autant plus qu'elles étaient accompagnées de concessions telles qu'on les demandait. Après que la nécessité eut forcé le roi à abandonner, d'abord dans l'organisation militaire, tous les égards pour l'ancien régime et pour les anciens chefs, il sut suggérer bien des idées utiles et convenables sur la transformation de l'armée. Beaucoup de gens en furent surpris comme par un miracle, mais il n'y avait là rien que de très-naturel, après toutes les expériences qu'on venait de faire, à une époque toute guerrière, dans un État militaire où l'on était habitué à considérer, en temps de guerre, le roi comme le chef de l'armée, et avec un prince qui avait eu pour instructeur militaire un officier très-rigoureux (von Schack).

Même sous d'autres rapports, le roi, arraché aux choses ordinaires de la vie qui jusqu'alors l'avaient accablé, semblait avoir revêtu une nouvelle nature : il se releva de sa faiblesse; après s'être méfié de lui-même et après avoir fait preuve d'une grande indécision, il montra de temps à autre de la confiance et de la persévérance. Le manque de jugement et l'absence d'un coup d'œil rapide qu'on avait remarqués en lui firent place à des éclairs subits de bon sens et d'une intelligence partielle. Ceci éblouit la sagacité même d'hommes qui, autrement, étaient bons critiques; quant aux partisans

dévoués du roi, ils célébraient en lui « le principe vivifiant du nouvel ordre de choses ». Mais à cette époque, où tous les esprits étaient surexcités et où les imaginations se trouvaient fortement exaltées, c'était surtout la multitude qui voyait briller, dans l'âme du monarque, une flamme brillante et bien nourrie, tandis que c'étaient, au contraire, les coups seuls d'une époque de fer qui n'arrachaient que des étincelles passagères à la froide pierre. A toutes ces circonstances venaient ensuite s'ajouter les qualités morales et les vertus domestiques du roi qui lui gagnaient les cœurs de ses sujets. Les personnes de son entourage racontaient les traits les plus séduisants de la bonhomie enfantine de son cœur, de sa douceur touchante et de sa résignation au milieu même de cette époque de malheurs et de souffrances. Vis-à-vis de son oppresseur, non-seulement la reine Louise, mais encore l'opinion publique voyait en lui, non sans raison, la personnification du « bon principe », par opposition aux mauvaises puissances qu'on voyait régner dans Napoléon. En effet, un assez grand nombre des vertus héréditaires de la maison de Brandebourg ornaient le roi : il avait ce goût pour la vie domestique et cette propreté, cette exactitude scrupuleuse et cet amour de l'ordre ; cette simplicité d'une vie retirée et cette absence de besoins qui annonçaient plutôt un simple et honnête père de famille du bon vieux temps qu'un autocrate absolu.

Néanmoins si, d'après tous ces traits, les pasteurs de la cour du roi (1) n'ont voulu voir dans la vie du monarque « certainement que de la lumière et point ou du moins très-peu d'ombre », l'histoire porte sur elle cer-

(1) Cf. Eylert, tome III, 4, 1x.

tainement un jugement d'une sévérité plus religieuse. La nature phlegmatique et froide du roi, qui évitait timidement tout ce qui était en dehors des habitudes ordinaires, était dominée par une réserve que les dispositions les plus extraordinaires du sort avaient seules pu briser d'une manière passagère ; aussitôt que cette pression extérieure cessa d'agir sur lui, il retomba, de la manière la plus complète, dans un affaissement plein de faiblesse.

« Une de ses expressions favorites étaient le mot *calmer*, parce qu'il portait en lui la substance et le fond de la chose ; » c'est ce que disaient ses admirateurs, expliquant ainsi, sans le vouloir, pourquoi, dans les temps d'un Metternich et d'un Gentz, le roi était si complètement fait pour entrer, à pleines voiles, dans la politique de la manie du calme et de la paix. Mais aussi, au milieu des agitations de l'époque où il s'agissait de créer les nouvelles institutions politiques, et par suite de cette même nature, personne n'était plus éloigné que le roi de posséder la capacité et l'inclination nécessaires pour être « le principe vivifiant » de ces institutions. En effet, il regardait avec méfiance tout le mouvement social, belliqueux et intellectuel de son peuple ; mouvement qui, d'après l'aveu même des adorateurs les plus enthousiastes du roi, avait pourtant seul produit la transformation salutaire des choses en Prusse. Il voyait que les basses couches de la société étaient travaillées par un ferment dont il ne désirait pas voir se produire les effets tant qu'il vivait ; il se sentait mal à l'aise, en observant tout le travail intellectuel de l'époque ; il aurait voulu contenir, dans des digues, les flots toujours croissants de l'instruction et restreindre le savoir de chaque classe aux connaissances nécessaires pour l'exercice de sa profession.

Il était resté au roi, du temps de sa jeunesse et des leçons du premier pasteur de la cour, Sack, quelque chose du vernis patriarcal de l'époque des Spalding et des Mosheim et de leurs idées orthodoxes et prosaïques, idées qui n'avaient pas trouvé asile à la cour de Frédéric II ni à celle de Frédéric-Guillaume II. Cette circonstance fut la seule cause de l'opposition dans laquelle il se trouvait vis-à-vis de toute l'époque moderne. Plus tard, les vicissitudes de sa vie augmentaient encore sa foi entière dans la religion révélée ; arrivé au repos, il oubliait le dicton de Frédéric II (1), et il s'absorbait complètement dans ses passions et ses études théologiques, et même il prenait les manières cléricales ; quand sa parole devenait plus pathétique, il lui arrivait de parler avec une certaine onction de prédicateur. Il remplissait des cahiers *in-folio* d'extraits, se rapportant aux études qu'il faisait au sujet de son Rituel pour lequel il prit même la plume. Suivant l'opinion de l'évêque Eylert, le roi méritait ainsi le surnom de *theologus*. Mais à l'égard de ces « vertus monacales et domestiques » qui convenaient bien à l'homme privé, les membres du parti de la noblesse à Berlin eux-mêmes en jugeaient tout autrement que les courtisans. Par des raisons politiques, ils avaient trouvé que ces vertus ne suffisaient pas, à une époque qui avait demandé le déplacement de toutes les forces actives et de toutes les vertus de souverain. D'autres les ont attaquées plus tard sous un point de vue moral, lorsque l'obstination théologique s'empara du prince et l'égara jusqu'à lui faire faire preuve de la dureté la plus entêtée, dans l'affaire de l'union des Églises et du Rituel qu'il poursui-

(1) « Être toujours le roi et ne jamais faire le prêtre. »

vait avec tant de zèle. En effet, tout ce qu'il y avait de doux dans sa nature n'empêcha pas qu'en s'occupant avec amour de l'accomplissement de cette tâche favorite, comme, à une autre époque dans l'angoisse, que lui inspirait le fantôme de la démagogie, il ne lui arrivât d'être dur jusqu'à la cruauté.

Une certaine disposition à la mélancolie traversait la bonté de sa nature et pouvait aller jusqu'à l'humeur hypocondriaque la plus sombre et la plus aigre. Un homme aussi dévoué que Niebuhr, frappé de ces dispositions du roi (1823), avait à se plaindre de ce qu'il avait eu à faire la connaissance du despotisme sous ses formes les plus grossières. Il comprit donc que le roi avait besoin d'un entourage de courtisans flexibles, tels que le prince Wittgenstein, afin de lui servir « de crachoir pour ses humeurs noires. » En effet, toute nature un peu roide, toute personnalité qui avait le sentiment de sa dignité et qui s'opposait au roi avec une trop grande conscience de ses forces actives et de sa supériorité intellectuelle, lui était déjà insupportable ; à la longue, il ne souffrait autour de lui que les hommes souples qui savaient le traiter avec des formes délicates et modestes et qui pouvaient s'entendre avec lui. A ces personnes qui ne le « gênaient » pas, le roi, « afin de ne pas les gêner à son tour », passait même des qualités qui lui répugnaient le plus ; ce prince, autrement si rigide sur le chapitre de l'ordre et de la morale, ne se décidait souvent qu'avec beaucoup de difficulté à congédier parmi ses serviteurs ceux qui étaient médiocres et même corrompus ; il aimait mieux les laisser miner secrètement. Non-seulement dans ces relations plus intimes, mais encore dans les affaires publiques, la timidité, l'inquiétude et la faiblesse excessives de sa

nature allaient jusqu'à un tel point que, dans les affaires intérieures et extérieures, elles l'amenaient jusqu'à jouer ce double jeu, de la fausseté duquel il avait peut-être lui-même à peine conscience. Si Mirabeau avait vanté comme les qualités caractéristiques des princes de la maison de Brandebourg, outre les vertus de l'économie et de la simplicité, leurs lumières qui étaient en harmonie avec la culture intellectuelle de l'époque, ainsi que leur fermeté, les deux premières vertus se trouvaient certainement représentées, dans Frédéric-Guillaume III aussi bien que dans aucun de ses ancêtres, tandis que les lumières s'étaient changées en intelligence arriérée; et en ce qui concerne la fermeté, nous avons cru reconnaître, dans ce prince, plutôt le contraire que cette qualité caractéristique des souverains de sa race. Aucun de ses aïeux n'a été aussi complètement dominé par l'indécision et par la pusillanimité que Frédéric-Guillaume III, qui n'a jamais pu parvenir à montrer la moindre vigueur, dans ses résolutions et dans ses actes, que quand il y était forcé par une nécessité inévitable.

Conduite du roi dans sa politique extérieure.

Bien que ce jugement puisse paraître s'écarter de l'opinion reçue et être trop personnel, il est cependant, en réalité, complètement conforme aux opinions, émises d'une manière uniforme par les hommes les plus différents, au moment même où les divers événements eurent lieu qui provoquaient ces jugements, particulièrement sur la conduite tenue par le roi dans les grandes crises de la politique extérieure de la Prusse. Pendant longtemps, toute la faute de la malheureuse issue qu'eurent les affaires de Prusse, dans la lutte allumée entre la France et l'Europe, a été imputée aux ministres du roi qui, effectivement, se

sont prêtés comme instruments aveugles à cette politique de négation et de neutralité. Mais ces ministres ne savaient que trop bien eux-mêmes, ils l'ont souvent donné à entendre, et les faits ont confirmé leurs assertions, que, tant que le roi avait à choisir entre les différentes influences déterminantes, c'était toujours le souverain seul qui indiquait le programme de cette même politique de neutralité, parce que, dans le sentiment de son incapacité, il détestait et redoutait toute guerre. Ce n'étaient pas les ministres qui, de 1789 à 1813, changeaient si souvent les résolutions prises, quand elles étaient sur le point d'être exécutées ; qui rompaient des alliances déjà conclues, au moment où elles allaient être signées, et qui traversaient si souvent des ordres donnés par des contre-ordres : c'était le roi qui résistait aux conseils les plus énergiques, toutes les fois qu'on voulait ainsi le pousser à une action plus vigoureuse, et qui, comme le disait Hardenberg en 1812, avait sur certains points de cette politique de négation une volonté fort déterminée.

Dans ce jeu étrange, joué par la politique prussienne, entre la France et l'Angleterre, au sujet de l'acquisition du Hanovre (1805-1806), ce n'étaient pas les ministres qui, en pesant les avantages possibles pour l'État, ainsi que l'honneur national et le véritable danger, hésitaient de leur propre mouvement et restaient partagés et indécis. C'était, au contraire, le roi qui se laissait déterminer toujours, par le besoin le plus pressant, à abandonner un parti et à en prendre un autre, pour faire aussitôt volte-face et pour revenir à son point de départ ; c'était lui qui, restant à moitié neutre, ne concluait les alliances qu'à demi et qui ne désirait saisir qu'à moitié la proie convoitée, afin de n'avoir qu'un demi-ennemi

dans l'ancien possesseur du territoire qui était le but de ses désirs. Du moins, les hommes initiés aux affaires savaient parfaitement bien sur le compte de qui il fallait mettre la marche déplorable de cette politique ; c'est ce qu'on voyait clairement, lorsque, dans une déclaration publique, le roi d'Angleterre disait au monarque prussien que le prince qui, dans une telle situation, hésitait sur le choix à faire détruisait le principe servant de base à une monarchie militaire. On comprenait bien mieux encore le rôle joué par le roi de Prusse, en observant le dégoût profond que toutes ces histoires inspiraient à Napoléon au sujet de ce prince qui, changeant de camp avec la plus grande indifférence, n'était, aux yeux de l'empereur des Français, capable d'entretenir aucun sentiment durable, ni celui de la haine, ni celui de la reconnaissance. Le même jugement que prononçaient, à cette époque, les ennemis étrangers sur le roi a été porté sur lui de 1809 à 1811, lorsque le roi jouait le même triste jeu d'une indécision semblable, par les partisans prussiens de ce monarque, par les patriotes et par les sujets les plus dévoués à sa cause.

Mais c'était peut-être là le moment le plus mal choisi pour faire de telles critiques. En effet, si auparavant la pusillanimité du roi avait été seule cause que l'État était descendu à la position dans laquelle il se trouvait alors, il était incontestable qu'au moment où il s'agissait de sortir d'une situation donnée, la prudence était, pour un long temps à venir, infiniment plus justifiée que la témérité. A l'époque de la guerre d'Autriche (1809), lorsque les patriotes firent en vain jouer toute leur influence, afin de déterminer le roi à y prendre part ; tandis que ce dernier demandait conseil à Saint-Petersbourg,

où on l'assoupissait, Gneisenau se raillait avec une rancune amère de la demi-monarchie, du demi-château et du demi-roman des dernières années de la vie du roi, ce qui, disait-il, était en parfaite harmonie avec les demi-mesures de ce prince. Et puis encore, en 1811, lorsque la guerre, menaçant d'éclater entre la France et la Russie, assombrissait l'horizon ; lorsque, au mois d'août, le roi lui-même, craignant un envahissement subit de ses États, était décidé à faire la guerre, et même une guerre d'insurrection, et qu'ensuite, sur la demande menaçante de la France relativement à ces armements, Frédéric-Guillaume recula timidement, et qu'il finit par ouvrir des négociations, afin de conclure une nouvelle alliance avec l'empereur des Français, Münster et Gneisenau parlaient avec les expressions les plus méprisantes de l'infamie du gouvernement de Berlin et du « soi-disant » roi de Prusse. Désabusés d'une manière terrible, ils désespéraient, avec Stein, de voir jamais donner de haut lieu la moindre impulsion à l'Allemagne tout entière.

Tel qu'était le jugement prononcé sur le roi par ses ministres, par ses adversaires étrangers, par ses partisans dévoués les plus intelligents, les plus choisis et les mieux disposés à se sacrifier pour lui, telle était aussi l'opinion des masses à son égard, à cette époque où les coups les plus extraordinaires du sort, qui venaient frapper Napoléon en Russie, ne purent déterminer le roi à sortir de son indécision. L'armée prussienne dut faire mine d'agir pour elle seule ; les états de Prusse durent commencer à procéder à l'organisation de la levée en masse et à l'armement du peuple, et comme si cela ne suffisait pas encore, un danger personnel dut menacer le roi, avant qu'il se laissât déterminer à partir

pour Breslau et à publier sa proclamation du 3 février. Ce qui réellement fit pencher la balance, c'était le bruit d'un enlèvement projeté du roi par les Français, bruit qui se répandit alors et que Iahn se vantait d'avoir propagé avec beaucoup de zèle et même d'avoir inventé. Rien ne montre plus nettement que ce bruit jusqu'à quel point le peuple aussi et la jeunesse connaissaient le roi. Le délateur Ianke, dont nous avons parlé plus haut, semblait croire alors que toute la manie des Sociétés secrètes de cette époque-là n'avait pas eu une autre origine ; c'était même dans ce sens qu'il engageait les patriotes à s'y associer ; il fallait, disait-il, réagir contre « la timidité et l'esprit borné » du roi par la contrainte et même, en cas de besoin, par sa destitution.

Conduite du roi vis-à-vis des réformes intérieures.

Telle que la conduite du roi avait été dans les affaires extérieures, telle elle était aussi dans les affaires intérieures, dans toutes les questions relatives au renouvellement de l'administration et de la Constitution de l'État. Là encore, le roi n'avait cédé que pas à pas à la contrainte et à une nécessité inévitable ; là encore, ce n'était pas un courage libre et spontané qui agit parce qu'il veut agir, mais c'était la pusillanimité qui agit parce qu'elle y est forcée ; c'est pourquoi l'action cessait, dès que la contrainte diminuait tant soit peu. Les immenses modifications politiques en France, qui avaient atteint même l'empereur de Russie, n'avaient pas exercé la moindre influence sur Frédéric-Guillaume. Le sentiment qu'une transformation intérieure de l'État était nécessaire dominait tous les esprits, mais le roi y restait parfaitement insensible. Les idées serviles des hommes de cette époque étouffaient d'ailleurs, en général, la voix de la vérité.

Si un Mémoire inoffensif, tel que celui que Gentz avait adressé au roi en 1797, était considéré même par un Goethe comme un attentat, qu'est-ce que le roi ne devait pas voir dans des propositions semblables, quand elles venaient d'une manière importune briser le cercle habituel de ses idées ! Stein s'était adressé deux fois, dans les moments de la plus grande détresse, avec des exhortations de cette nature au roi qui, chaque fois, se ressentait avec amertume de ces démarches. Il ne supportait pas la vigueur de cet homme droit dont « le génie » était pour lui un objet de terreur, dont la franchise était à ses yeux une inconvenance, et dont les sorties pleines d'ironie étaient à son avis un crime. Ces incompatibilités avaient produit le célèbre ordre du cabinet (du 3 janvier 1807) qui, dans une heure néfaste, congédia ce sauveur de l'État, ce que Niebuhr lui-même appelait la mesure comble de l'aveuglement. Mais la détresse croissante avait aussi forcé le roi à le rappeler.

Dans ces temps pleins d'angoisse, où la maison souveraine de Prusse redoutait pour elle-même le sort des Bourbons d'Espagne, la cour se résigna à s'emparer à tout prix des hommes et des idées qui pouvaient la sauver. Alors un homme tel que Hardenberg pouvait recommander les maximes démocratiques de la Révolution comme le principe fondamental de la nouvelle administration. Dans sa législation de 1807 à 1808, Stein pouvait commencer à travailler à la régénération de l'État en ruines, en donnant une nouvelle vigueur aux mœurs et à l'esprit des sujets ; et on lui permettait d'entreprendre cette cure si redoutée, pour laquelle il se servait en toute sécurité des forces purifiantes de l'épidémie révolutionnaire, en cherchant à les inoculer à l'État prussien sous

une forme tout inoffensive. Mais, s'il avait fallu tout le poids des malheurs qui accablaient l'État, pour vaincre l'aver-sion tenace qu'inspiraient au roi les réformes politiques en général, chacune des mesures plus importantes de Stein avait encore dû être arrachée au roi par une nécessité et une contrainte particulières. L'abolition du servage et de la sujétion héréditaire (9 octobre 1807) avait été examinée déjà par Frédéric-Guillaume I^{er}; Frédéric II l'avait prononcée sans qu'elle eût pu être exécutée, et Frédéric-Guillaume III aussi l'avait fait espérer déjà depuis son avènement. Cette bonne volonté seyait bien à ce véritable fils de la maison de Brandebourg qui déjà, à cause de sa simplicité, était l'ami de l'homme du peuple et qui, à partir du moment où il accorda (22 septembre 1808) aux paysans de ses domaines, dans la Prusse orientale et occidentale, la libre propriété de leurs fermes et où il la promit aux autres provinces, avait mérité la gloire d'avoir été le premier à changer les paysans de son pays en hommes.

Néanmoins, il est permis de se demander si le roi serait jamais parvenu à traduire cette bonne volonté en actes, si l'époque tumultueuse ne lui avait effectivement arraché cette mesure. En Silésie, on avait été obligé d'abolir promptement la sujétion des paysans dans les propriétés foncières (en 1807), parce que, autrement, les Français, qui entraient dans le pays, l'auraient fait cesser et auraient enlevé au gouvernement la gloire de cette mesure populaire. Cette institution n'était plus tenable dans toute l'étendue de l'État, dès qu'elle était tombée dans le duché de Varsovie, parce qu'on avait à craindre que tous les manants des terres nobles n'y émigras-sent. La loi urbaine de Stein aussi avait été de fait pré-

parée, déjà pendant la guerre de 1806, avant qu'elle fût légalement promulguée (19 novembre 1808). En effet, à l'approche de l'ennemi et des dangers dont il menaçait le pays, on avait été obligé d'enlever les affaires communales des mains des anciennes autorités invalides, imposées aux villes, pour les confier aux municipalités. De plus, des nécessités financières avaient contribué à amener ce résultat; en effet, l'État, qui jusqu'alors avait défrayé une partie des besoins communaux, à l'aide de la perception de l'accise, se trouvait, dès lors, dans la position « de ne plus pouvoir être libéral », et il dut charger les villes de subvenir à leurs propres besoins. De même aussi la vente des domaines, proposée et recommandée par Stein et par Schoen, avait été rendue indispensable par la disette d'argent et par la contribution, imposée pour subvenir aux frais de la guerre. Mais ce qui rendait cette mesure encore plus urgente, c'était que, sans elle, les riches domaines du monarque prussien auraient été pour Napoléon un appât de plus qui aurait pu le séduire et l'amener à confisquer tout l'État.

Mais, dans tous les cas où la nécessité ne se faisait pas sentir d'une manière aussi pressante que dans ceux dont nous venons de parler, les réformes avaient, déjà à cette époque, leurs limites. Toutes les représentations, que Scharnhorst adressait au roi pour le déterminer à imposer l'obligation du service militaire à tous les sujets, n'eurent pas la moindre influence sur le monarque, puisque, à cette époque de paix, cette mesure n'était plus urgente. On enfouit dans les cartons et on oublia le projet libéral de Stein, au sujet de la réorganisation de la noblesse, projet qui avait été amélioré encore par les idées plus libérales de von Schoen. Stein ne trouva pas

moyen d'engager le roi à signer une proclamation qui aurait donné au peuple une garantie pour l'accomplissement des réformes commencées. La promesse d'une Constitution, consignée par Stein dans une ordonnance, écrite peu de temps avant qu'il dût être congédié, fut biffée par Altenstein et Dohna, ses successeurs au ministère. En effet, lorsque, avec l'éloignement de Stein, les principes cessèrent aussi d'exercer leur contrainte salutaire, la cour alla de nouveau chercher ses règles de conduite à Saint-Pétersbourg, et le gouvernement laissa tomber toutes les réformes comme une mesure intempestive.

Il fallut de nouvelles calamités pour revenir à ces réformes. Le retour d'Altenstein aux errements de l'ancienne administration amena, dans le plus bref délai, une telle confusion dans les finances que les ministres proposèrent d'aliéner la Silésie. Cette proposition épouvanta tellement la cour, la reine, et même le prince Wittgenstein, qu'il fallut encore une fois avoir recours aux hommes et au système des réformes. S'il manquait encore quelque chose pour rendre cette nécessité plus pressante, les avis venus de Paris y suppléaient amplement. Hardenberg reprit l'œuvre des réformes dans une position bien plus forte et avec un esprit bien plus énergique. En quelques semaines (du 27 octobre au 20 novembre 1810), il décrivit un cercle de changements à la réalisation desquels la Constituante française avait employé deux années entières; il abolit l'immunité de la noblesse et des domaines; il confisqua les biens ecclésiastiques, pour les destiner, avec les domaines, à l'amortissement de la dette publique, et enfin il consolida véritablement la nouvelle liberté urbaine en abolissant le despotisme des

jurandes et maîtrises et en établissant une complète liberté industrielle. Mais à peine les membres de l'ordre équestre de la Marche électorale, qui savaient fort bien avec quel serrement de cœur le roi avait donné son consentement à ces innovations, eurent-ils commencé (printemps de 1811) à opposer une résistance résolue à ces réformes, que le puissant chancelier d'État aussi se vit forcé (fin de juin) de faire des concessions, de publier des déclarations atténuantes et de ralentir prudemment sa marche. Quelques semaines plus tard, le roi se décida à s'allier aux patriotes et à ordonner un soulèvement général contre la France (au mois d'août).

Il s'agissait, dès lors, de déterminer les paysans à devenir des guérillas. Hardenberg put aussitôt saisir le moment favorable pour publier deux lois d'un caractère radical (du 14 septembre), afin de régler la condition des paysans et pour favoriser la culture du sol, lois qui étaient plus bienfaisantes, et par conséquent plus vantées, mais aussi plus blessantes pour certains intérêts et, à cause de cela même, plus diffamées qu'aucune des autres innovations. D'un seul coup, ces lois délivraient le sol des entraves qui, jusqu'alors, en avaient restreint la production au tiers de sa force productive ; en effet, elles ordonnaient la transformation en propriétés libres de toutes les métairies qui n'appartenaient pas à telle ou telle personne ; elles prononçaient la possibilité du rachat des servitudes, la liberté entière de disposer de ces propriétés foncières, de les transmettre par héritage et de les diviser, et elles annonçaient un règlement au sujet des biens communaux. Le complément le plus urgent de ces lois, qui abrogeaient les droits de propriété territoriale, aurait été alors l'abolition des droits seigneuriaux, c'est-à-dire du

droit des seigneurs fonciers d'administrer eux-mêmes la justice et la police, droit qui avait perdu sa base réelle, par suite de l'affranchissement des anciens sujets de ces propriétaires fonciers. Mais lorsque Hardenberg se mit à l'œuvre pour s'occuper de cette tâche, on avait abandonné, à Berlin, l'idée d'une insurrection générale; les dispositions belliqueuses, et par conséquent démocratiques, s'étaient refroidies et, avec elles, le désir d'entreprendre des réformes. Lorsque la loi dite de la gendarmerie parut (30 juillet 1812), avec le projet d'un règlement général pour les communes rurales, règlement qui devait faire cesser « l'influence jusqu'alors prédominante exercée par une seule classe (celle des propriétaires des terres nobles) sur les administrations publiques de toute nature », le titre seul, qui cachait le contenu principal de la loi, trahissait l'impuissance du législateur qui ne faisait qu'espérer la réalisation des mesures proposées par lui, et qui, peu de temps après, devait voir suspendre sa loi.

Influences étrangères s'opposant à la Constitution.

Telle était la situation des réformes politiques en Prusse, lorsque la guerre de 1813 arrêta complètement les progrès, entravés déjà par plus d'une cause. Les nouveaux dangers dont cet État fut menacé en 1815 avaient, par suite de l'ancien système de bascule, poussé le gouvernement dans une voie populaire et patriotique et lui avaient arraché la promesse formelle d'une Constitution. Mais, aussitôt que la paix du monde était assurée et que, par conséquent, rien d'extraordinaire n'engageait plus le gouvernement de Prusse à prendre des mesures en dehors de la marche ordinaire de sa politique, tous les patriotes prussiens désiraient, comme nous l'avons

vu, que la guerre s'allumât de nouveau et exprimaient ainsi leur pressentiment qu'il y aurait, dès lors, un long arrêt, sinon une marche rétrograde, dans toutes les réformes politiques. En effet, toute l'expérience du passé avait alors démontré, par une surabondance d'exemples, que le roi ne se déciderait jamais pour un système nettement dessiné, et moins encore pour le système d'un progrès conséquent avec lui-même. Les hommes qui, à la cour et dans le ministère composé d'éléments hétérogènes, espéraient pousser le roi en avant ou en arrière par des influences qui se contrecarraient, étaient obligés d'épier, à cette époque comme auparavant, les événements extérieurs et les impulsions venues de l'étranger qui, par une surprise subite, pouvaient leur faire faire un pas de plus vers le but qu'ils voulaient atteindre. Mais tous les hommes non prévenus prévoyaient que le parti réactionnaire primerait, dès lors, partout; car il était évident qu'au lieu de voir des impulsions extérieures agir en faveur d'autres réformes, il fallait s'attendre plutôt à de nouvelles entraves. Effectivement, déjà la suppression des écrits polémiques contre Schmalz, dont nous avons parlé plus haut (fin de 1815), et les retards, apportés à la réunion de la commission constitutive, s'expliquent par ce désir du gouvernement d'abandonner ainsi la voie des patriotes. On ne peut, à ce sujet, que tirer des conclusions d'après des indications pour ainsi dire effacées, mais qui suffisent pour nous éclairer complètement.

Les idées et les vœux de l'Allemagne, au sujet d'une suprématie de la Prusse, continuaient à fermenter dans les esprits et se faisaient jour dans les livres et dans les journaux, comme dans les *Rheinische Blätter* (feuilles

rhénanes) de Weitzel. Ces agitations n'échappaient pas aux yeux jaloux de l'Autriche, et le cabinet de Vienne épouvantait le roi par ses images trompeuses de la démocratie (1) dont les plans, disait-on, pourraient, suivant les circonstances, amener la guerre. Du reste, ce n'était pas l'Autriche seule qui s'inquiétait de toutes ces agitations en Prusse et en faveur de cet État. Les puissances plus éloignées qui, déjà en 1814 et 1815, avaient désapprouvé le ton que prenaient partout les généraux et les diplomates prussiens, et qui, à ce moment encore, à l'occasion de la délimitation de la frontière occidentale de la Prusse, s'étaient plaintes de la brutalité des fonctionnaires prussiens, parce qu'elles soupçonnaient que cette conduite s'appuyait sur une présomption dangereuse de tout l'élément populaire dans cet État : ces puissances elles-mêmes, disons-nous, voyaient qu'il régnait en Prusse (2), en 1815, des idées très-libérales et même révolutionnaires dont la force impulsive leur inspirait des craintes dans le cas où elles pourraient se développer dans un système représentatif. Le ministre anglais, auquel, sans aucun doute, le gouvernement de Hanovre avait inspiré des appréhensions, déclara à son ambassadeur à Berlin que la Prusse aurait à vivre en bonne intelligence avec ceux de ses voisins sur lesquels les principes subversifs avaient eu moins d'influence, jusqu'à ce que la situation intérieure de la France et celle de l'Allemagne du Nord fussent plus consolidées ; « les souverains et leurs mi-

(1) D'après les indications contenues dans un ouvrage, inspiré évidemment par quelqu'un de l'entourage de Hardenberg, et intitulé : *Die Verwaltung des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg* (l'Administration du chancelier d'État, prince von Hardenberg), 1821, p. 60.

(2) Cf. *Castlereagh's memoirs*, t. XI, p. 406.

nistres, ajoutait-il, n'étaient pas inaccessibles à cette manière d'envisager la politique européenne. » Jusqu'à quel point cette assertion était vraie, c'est ce que prouva, outre l'Autriche, encore la Russie, cette autre voisine de la Prusse. Stein savait, déjà en 1816, qu'à son dernier séjour à Berlin, où les hommes du parti de Wittgenstein s'étaient pressés autour de l'empereur Alexandre, celui-ci avait déconseillé l'établissement d'une Constitution.

Ces considérations auraient fait hésiter le roi et l'auraient peut-être empêché de s'avancer davantage dans la voie de l'œuvre constitutionnelle, quand même il aurait eu, par suite de la conviction la plus sincère, la meilleure volonté et, dans son caractère personnel, les motifs les plus naturels d'imposer à son autocratie des restrictions constitutionnelles. Mais faire une telle démarche, sans y être obligé par la nécessité la plus urgente, c'eût été, dans tous les cas, la marque d'un esprit doué d'une force et d'un talent peu ordinaires, et si le roi avait été un tel esprit, il aurait, depuis longtemps, prévenu tant de grandes occasions qui l'avaient sollicité à faire cette démarche. Mais, au lieu de cela, à tout moment et à la moindre occasion, le monarque avait montré sa nature la plus intime de roi absolu, telle qu'elle se trahissait de nouveau d'une manière plus marquante, d'abord dans l'attitude prise par lui vis-à-vis des résolutions de Karlsbad, et ensuite dans la pieuse entreprise de son Rituel. Les exhortations qui venaient l'engager à ne pas donner de Constitution devaient, au fond, être les bienvenues à un prince qui avait des sentiments politiques d'une telle nature; elles convenaient encore bien mieux au caractère personnel de Frédéric-Guillaume III. En

effet, la seule pensée de bruyantes assemblées représentatives, de discours du trône et d'adresses devait être tout à fait insupportable à ce prince qui se plaisait à mener une vie retirée, qui s'exprimait avec difficulté, qui, pour tout au monde, ne voulait pas être « gêné » et « dérangé, » qui était importuné même par le voisinage de l'université, située en face de son palais à Berlin, et à qui toute « scène » inspirait de l'horreur.

Ceux qui avaient pu pénétrer le caractère intime de ce monarque (1) savaient pertinemment que précisément cette personnalité du roi « serait toujours un obstacle immense qui empêcherait la marche progressive des affaires générales, et que ce prince n'apprendrait jamais à s'accommoder à un régime libéral et public ». Néanmoins, après avoir été les témoins de tant d'exemples de sa versatilité, même les ennemis des réformes n'osaient pas plus compter, avec certitude, sur l'aversion de Frédéric-Guillaume pour une Constitution que ne le faisaient les amis des innovations sur le consentement donné par lui. En effet, les réactionnaires craignaient toujours que le besoin d'argent, ou sa parole donnée, c'est-à-dire la voix de sa conscience, ne le déterminassent encore à sanctionner les réformes. Mais il est possible que les représentations des puissances, et peut-être même les directeurs de la conscience du roi, aient aidé à assoupir cette voix intérieure. Du moins, l'évêque Eylert était d'avis (2) qu'en ne donnant pas la Constitution promise, le roi avait agi « come un père sage qui, touché par l'at-

(1) Cf. *Schleiermacher an Arndt. Nothgedrungener Bericht* (Schleiermacher à Arndt. Rapport imposé par la nécessité), tome II, p. 119.

(2) Cf. Eylert, *loco cit.*, tome III, 2, p. 7.

tachement et l'amour de ses enfants, se montre complaisant vis-à-vis d'eux, le jour de sa fête ou de sa convalescence, et qui entre dans leurs désirs. mais qui ensuite les modifie avec calme et maintient son autorité paternelle. »

Hardenberg.

On aurait néanmoins pu exercer, sans aucun doute, de ce côté-là une influence considérable sur le roi, s'il y avait eu auprès de lui un ministre d'une moralité tout à fait irréprochable qui, avec une dignité de caractère imposante et avec une grande intelligence politique, eût eu le droit d'enchaîner le monarque par la voix de la conscience et qui eût possédé, en outre, l'esprit politique désintéressé et la fermeté inébranlable d'un Stein, moins ses formes cassantes, qui se seraient toujours brisées contre la nature rōide du roi. Mais, *de plus*, ce ministre aurait dû avoir derrière lui, comme appui, un groupe serré d'hommes d'État agissant dans un accord parfait, dirigés et dirigeant l'État vers un même but politique et qui eussent pu être les guides du peuple ainsi que du prince, formant, en même temps, un contre-poids suffisant pour contre-balancer l'action du parti des ennemis de la réforme dans l'État.

Le chancelier d'État *von Hardenberg* n'était pas un tel ministre, possédant ces grandes qualités fortement unies. Bien qu'il fût doué, comme homme et comme politique, des talents les plus distingués, il n'avait nullement cette force dominatrice qui résulte de principes moraux solidement établis et des maximes fermes et inébranlables de l'action politique. Ce qui en lui devait remplacer l défaut de principes moraux, c'étaient sa douceur, sa bienveillance affable et la bonté de sa nature, qualités

qu'il possédait à un haut degré ; c'était la confiance candide avec laquelle il croyait à l'honnêteté et à la sincérité des hommes, confiance que la dureté de son ouïe ne pouvait même pas ébranler, bien que d'ordinaire elle rende les hommes défiants. Ce qui, en lui, devait compenser l'absence de principes politiques, c'était sa fidélité envers le roi et la patrie, c'était la libéralité parfaite de sa nature, qui, dans l'État et dans l'administration, aimait à agir avec un libéralisme incontestable, ainsi qu'avec un luxe et une générosité prodigues dans toutes les affaires d'argent et de propriété. Mais, avec ces dons si généreux de la nature, il avait, de tous les côtés et à tout moment, fait voir les défauts regrettables de ces gentilshommes français de vieille roche auxquels le comparait Merlin de Thionville. Doué de brillantes qualités physiques et morales, sain de corps, d'un esprit souple, plein de talents séduisants qui lui gagnaient tous les cœurs dans le monde, Hardenberg avait été entraîné, dès sa jeunesse, dans les tourbillons d'une vie altérée de jouissances, et il était devenu, d'après son propre aveu, la proie de ses passions. Par ses débauches et par ses prodigalités, il avait détruit et brisé deux mariages et, encore dans les derniers temps, à l'époque où un libéralisme romantique régnait dans les idées sur la vie mariée, il avait formé une liaison avec une actrice, favorite vulgaire de sa maison. Déjà auparavant, lorsqu'il était encore au service du duc de Brunswick, il avait étonné la capitale si simple de ce prince par son luxe démesuré et, plus tard, en Prusse, il s'était attiré le reproche odieusement exagéré d'avoir dilapidé les deniers publics de la manière la plus immodérée.

Ces qualités avaient, au commencement, inspiré au

roi une telle aversion qu'il éloigna même Hardenberg de sa position officielle dans les principautés de Franconie. Plus tard, le monarque dut vaincre cette aversion, parce que la personne de Hardenberg lui était devenue indispensable, et cette antipathie finit même par se changer en une bienveillance pleine de bonhomie, à l'égard de cet homme aimable qui était si propre à adoucir la gravité morose du roi et qui, avec une complaisance pleine d'égards, était toujours si prêt à céder devant l'humeur versatile de son maître. En effet, personne n'était plus éloigné que Hardenberg de poursuivre, sans égards pour personne et avec une obstination entêtée, un but qu'il se serait proposé lui-même ; de prendre précipitamment les devants, avec des résolutions qui eussent imposé la marche à suivre à la lutte des partis et des intérêts, et d'insister avec une sagesse présomptueuse et exclusive sur une opinion, quelque sûre qu'eût été la conviction qu'elle seule était la véritable. Sous ce rapport, il était en opposition complète avec Stein, qui rejetait, comme le plus pernicieux de tous, « tout système de compromis où l'on se faisait réciproquement le sacrifice de son opinion ».

Dans les différents embarras pressants qu'offraient les relations étrangères en 1805 et de 1810 à 1812, Hardenberg tout seul n'aurait probablement jamais manqué de ce tact qui fait agir avec justesse, ni d'une résolution ferme et sûre ; mais, quand il ne pouvait pas faire prévaloir son opinion, il changeait avec son maître versatile. Quand le roi était parvenu à avoir une volonté bien arrêtée dans sa politique de négation, le chancelier d'État n'avait pas de volonté propre à lui opposer ; il pensait, comme son biographe, « qu'un souverain absolu a le droit de demander de l'obéissance même

à son premier conseiller ». Quand ce rôle, qui lui était imposé, mettait Hardenberg en contradiction avec lui-même, et qu'il exposait ses actes et son caractère aux interprétations les plus défavorables, il livrait, avec indifférence, sa réputation et son nom et il disait que son devoir était de se taire. Le devoir qu'il avait à remplir envers lui-même et la fidélité qu'il devait à son propre caractère étaient subordonnés à la fidélité et au devoir que lui imposait son service.

Hardenberg avait appris cette indifférence pour les apparences et pour sa propre considération à l'école peu digne d'envie de son époque, où la fâcheuse nécessité de se défendre contre un puissant vainqueur commandait et enseignait l'art de tromper, où le ministre acquérait la gloire diplomatique d'avoir vaincu, avec ses propres armes, un adversaire tel que Napoléon par l'art achevé avec lequel il trompait l'empereur. Mais, à cette école, Hardenberg avait également appris à appliquer cet art de louvoyer non-seulement aux affaires étrangères, mais encore à l'administration intérieure où la noblesse de la Marche électorale lui suscitait, par son influence toute-puissante, des obstacles et des difficultés qui entravaient son action. Le chancelier opposa à cette noblesse la même politique populaire qui marchait en avant avec une grande conséquence logique, mais qui se cachait, qui hésitait et qui, en cas de besoin, évitait le danger et reculait même, politique qu'il employait dans les relations extérieures vis-à-vis des ennemis étrangers. Hardenberg y comptait peut-être sur le même résultat définitif, oubliant que, dans la guerre contre Napoléon, dès que l'heure de ses revers avait sonné, il devait nécessairement avoir derrière lui la nation toute préparée et le

monde tout entier, tandis que, dans la lutte contre ses adversaires à l'intérieur, il aurait contre lui les gouvernements de l'Europe et que le peuple, nullement préparé à ce combat, ne serait pas de son côté. En effet, Hardenberg n'avait jamais trouvé nécessaire d'instruire la multitude, d'une manière claire et détaillée, de ses véritables intentions et de ses desseins; il était persuadé qu'il ne pourrait y avoir le moindre doute sur ses sentiments politiques. Effectivement, il n'y avait pas de doute à cet égard, ni dans l'esprit de ses amis qui le connaissaient, ni dans celui de ses ennemis qui pénétraient ses desseins avec la clairvoyance de la haine.

Les tendances libérales étaient dans Hardenberg chose naturelle et le résultat d'un instinct involontaire et, comme telles, plus indestructibles que des principes acquis. Ancien membre de l'ordre équestre de Goettingue, il avait, comme tant de Hanovriens, appris, déjà dès sa première jeunesse, à regarder, avec une prédilection marquée, les institutions politiques de l'Angleterre comme un modèle à suivre. Sans avoir, comme Stein, l'esprit rétréci par les vues bornées du jurisconsulte, Hardenberg avait reconnu les défauts de l'ancienne routine de l'administration et il avait toujours montré, d'une manière uniforme, ses tendances éclairées et réformatrices, pendant tout le temps qu'il avait été au service du Hanovre et du Brunswick (depuis 1782) et à la tête de l'administration des principautés de Franconie (depuis 1790).

Appelé dans les conseils de la Prusse, au moment où l'on commença à s'occuper des grandes modifications politiques de cet État, Hardenberg, avec une force et une franchise qui répondaient à l'époque et à la situa-

tion des choses, s'était déclaré (1), vis-à-vis du roi, le partisan de la Providence, dont il voyait la main agir dans les grandes destructions opérées par la Révolution française. Il trouvait la société résolue à persévérer dans la voie qui la conduisait vers un mélange plus uniforme; il voyait que les classes moyennes s'élevaient, de manière à devenir la partie du peuple qui a déterminé tous les mouvements de l'histoire moderne; Hardenberg croyait donc que la tâche d'un homme d'État était de suivre résolument cette nouvelle voie dans laquelle l'histoire de son époque venait d'entrer. Déjà, en 1807, Stein lui-même avait été obligé de rendre justice au courage avec lequel Hardenberg était entré dans cette route à Mémel, lorsque toutes les affaires de l'État étaient tombées dans une si profonde ruine. Quand, depuis 1810, sous la main de fer de Napoléon, au milieu de complications indicibles, malgré la division qui régnait entre toutes les opinions, en dépit du découragement et du désespoir pleinement justifiés des meilleurs de la nation, et nonobstant la résistance des hommes les plus influents, Hardenberg ne perdait pas courage, il s'attirait la reconnaissance et l'admiration de tous les gens équitables qui voyaient de près la situation de la Prusse à cette époque.

Restant dans une constante intelligence avec Scharnhorst, Gneisenau et Blücher, Hardenberg préparait ainsi, vis-à-vis de l'étranger, les ressources nécessaires pour la lutte et les dispositions de la nation qui, plus tard, contribuaient à renverser les oppresseurs. Quant à l'intérieur, le chancelier d'État voulait, sans se contenter de demi-

(1) Dans un Mémoire daté de Riga, le 12 sept. 1807. Cf. Klose: *Leben Hardenberg's* (la Vie de Hardenberg), p. 222 sq.

mesures, renverser les barrières entre les différentes classes, en persévérant dans la voie d'une révolution pacifique, ainsi que dans celle qui simplifiait une Constitution et une administration excessivement compliquées. Dans ses sentiments et ses convictions, Hardenberg restait plus fidèlement attaché à cette direction que ne l'était Stein. Mais il ne put pas montrer cette même fidélité dans ses actes officiels. Il s'en était barré le chemin lui-même, lorsque, par ses édits de réforme (1810), il avait fait espérer, il est vrai, qu'on aurait une Constitution et une représentation convenables, mais qu'il avait négligé d'imposer aussitôt au roi, avec sa personne, aussi cette seule garantie de toute la réforme dans l'État. Il aurait été certainement très-difficile et peut-être impossible, dans ces temps si durs, d'exécuter cette mesure. Mais, sans elle, les fautes les plus graves étaient inévitables, avec ces modifications radicales, dans un État composé de parties si nombreuses et dont les sujets étaient régis par les formes et les lois les plus différentes. Sans cette mesure, on ne pouvait pas rejeter la responsabilité de ces erreurs, en tout cas inévitables, sur ceux à qui elle appartenait naturellement, c'est-à-dire sur les représentants de la nation qui eussent examiné tous les divers intérêts du pays publiquement et avec franchise. Sans cette mesure, le gouvernement ne pouvait pas éviter la haine des partis, et il devait nécessairement se rendre impopulaire, en faisant exécuter des lois qui, dans divers cas, imposaient de nouveaux devoirs, sans offrir aussitôt, comme compensation, de nouveaux droits, et qui frappaient certains individus de pertes momentanées, avant que les nouvelles institutions pussent porter des fruits durables et universels. Sans cette mesure, il n'était pas possible

d'introduire un système d'impôts radicalement modifié, ni de l'asseoir d'une manière légale dans un pays où l'on n'avait pas oublié que les anciens états avaient possédé le droit de voter les impôts.

Sans faire un pacte et sans s'entendre avec les représentants du pays, le gouvernement ne pouvait, par aucun moyen, assurer le succès de la révolution pacifique qu'il avait l'intention d'entreprendre. L'aversion du roi pour tout le système d'innovations ne pouvait jamais être vaincue, et on ne pouvait jamais briser la résistance des ennemis de ces réformes, c'est-à-dire l'influence toute-puissante de sept cents familles nobles du Brandebourg dont la haine était implacable, parce qu'elles savaient que rien dans les sentiments de Hardenberg n'était aussi inébranlable que son hostilité à l'égard de la noblesse. Mais l'omission elle-même de cette mesure, qui aurait brisé leur résistance, devint un grief de plus dans la série des délits dont ils faisaient un crime au *vizirat* du chancelier d'État. On représenta comme suspectes les espérances qu'il avait fait naître au sujet d'une Constitution future, en disant que c'était une promesse fallacieuse et vaine, et on ajouta que, si cette Constitution était néanmoins accordée, la noblesse la rejetterait d'avance comme illégale (1), car, disait-on, « une représentation octroyée n'en était pas une, parce que chaque nouveau souverain se croirait justifié en en *octroyant* une autre à son tour. » De cette manière, les réformes de Hardenberg furent ébranlées déjà par une attaque directe, lors-

(1) Cf. *Vorstellung der Staende des Lebus'schen, Starkow'schen und Beeskow'schen Kreises vom 9 Mai 1811* (Représentation des états des cercles de Lebus, de Starkow et de Beeskow, en date du 9 mai 1811). Dans Klose, p. 283.

que, au commencement de 1811, pendant ses négociations avec une députation envoyée par les provinces, il y eut rupture avec l'Opposition de la noblesse. Sans avoir le moindre appui derrière lui et au-dessous de lui, et sans trouver aucune protection auprès du roi, Hardenberg se vit, déjà à ce moment, forcé d'adopter son système de bascule auquel il resta fidèle, pendant la durée de la guerre de l'indépendance et jusqu'au moment qui nous occupe ici.

De même que la position équivoque de Hardenberg s'était montrée telle, dès le commencement même où il était arrivé à la tête des affaires sous le patronage de Wittgenstein, de même il se vit obligé, dans la suite, de souffrir à côté de lui, dans le ministère, des hommes tels que Goltz, Lottum, Knesebek, Altenstein et Beyme qui, en partie, étaient ses anciens adversaires déclarés et qui, en partie, le minaient secrètement. Lorsque, en 1811, on le vit balancer indécis entre un État féodal et le régime représentatif et prendre des mesures sans énergie qu'on appelait les enfants jumeaux de *Plus* et de *Minus*, les hommes énergiques et ceux qui connaissaient la véritable situation des affaires renonçaient, déjà à cette époque, à tout espoir d'arriver avec le chancelier d'État à un résultat quelconque. Plus tard, lorsque les faiblesses de Hardenberg augmentaient avec les années, les libéraux et les patriotes, plus exaspérés encore, se détournaient entièrement de lui, aussi bien dans leurs relations personnelles que dans leurs sentiments, et ils trouvaient que le chancelier d'État avait baissé jusqu'à devenir l'ombre de lui-même. En effet, dans l'affaire de Schmalz, il était resté complètement immobile; il excusa les retards que subissait l'œuvre constitutionnelle, en

se servant du langage d'un Ancillon et en disant « qu'une représentation devait être le résultat de développements dont on ne pourrait déterminer d'avance ni l'époque ni la forme ; » il se laissa aller de plus en plus à la tactique qui consistait à se mettre à la tête du parti réactionnaire, dans l'opinion qu'il pourrait le diriger et dans la conviction qu'il empêcherait qu'on ne foulât aux pieds la jeune plante, s'il marchait de concert avec ceux qui étaient occupés à l'arracher avec la racine.

Divisions profondes parmi les amis des réformes.

Si, d'après ce que nous venons de dire, on manquait d'un ministre qui eût pu retenir le roi, malgré sa résistance, dans la voie des modifications politiques qu'on avait commencé à faire en Prusse, et qu'il eût pu maintenir dans l'impuissance la noblesse récalcitrante, on manquait encore bien davantage d'un parti compacte d'hommes d'État, partageant les mêmes opinions et capables de donner la vigueur nécessaire à ce travail d'un tel ministre. Malheureusement, le chancelier d'État n'avait jamais songé à se faire le centre d'une telle phalange. Ses secrètes relations diplomatiques avec le roi et les concessions faites par lui, avec une grande inconséquence, à l'ancien système, empêchaient les hommes politiques de s'entendre avec lui d'une manière franche et sans réserve. Son caractère, auquel on ne pouvait accorder aucune confiance, comme bien des exemples l'avaient montré dans les grandes et dans les petites affaires ; la réputation d'arrogance hautaine que lui donnaient les uns et la fausseté dont l'accusaient les autres, repoussaient de lui successivement encore tous ceux qui poursuivaient le même but. Mais, quand bien même Hardenberg aurait été tout autre qu'il ne l'était, il n'aurait

pas plus que tout autre, dans ce pays, réussi à faire un parti de ses partisans les plus naturels. La raison en était, en grande partie, la variété excessive de la culture intellectuelle, en Allemagne en général, et la trop grande multiplicité de formes sous lesquelles elle s'y était développée. Il fallait en chercher la raison aussi dans la nature de cet État gouverné d'après les principes de l'absolutisme; en effet, dans un tel pays, il ne peut y avoir de véritables hommes d'État que dans les cas fort rares où le souverain, en homme d'État réel, souffre, à côté de lui, de tels ministres ou fait lui-même leur éducation politique, ou bien quand une pensée politique véritablement nationale et populaire domine, d'une manière durable, toute une époque. Mais en Prusse, il n'y avait que des *serviteurs* de l'État dont la manière d'agir était déterminée d'en haut par des ordres ou par des exemples; il n'y avait, dans ce pays, que des fonctionnaires incapables de concevoir de grands points de vue généraux. A côté d'eux, il y avait, dans cet État, si heureux de développer sa culture intellectuelle, un certain nombre d'hommes aux sentiments patriotiques, dans lesquels la conscience de leur intelligence ou de leur caractère personnel faisait naître, assez souvent, un entêtement et une volonté obstinée qui répugnaient opiniâtrement à se subordonner à une pensée directrice. Il y avait enfin, dans ce royaume à moitié féodal, des hommes aux tendances provinciales, divisés en divers camps, d'après leurs habitudes et leurs intérêts d'un caractère différent.

C'est pourquoi, pendant toute la marche des réformes politiques en Prusse, on faisait la fâcheuse expérience que ces réformes n'avaient pas seulement à lutter contre la résistance naturelle de leurs adversaires naturels, mais

qu'elles étaient tout autant entravées par la funeste division qui faisait que leurs amis les plus zélés eux-mêmes suivaient des directions différentes. On peut dire que déjà le premier commencement des réformes avait son origine dans l'opposition, formée par les hommes d'État, étrangers à la Prusse, mais venus d'autres pays allemands pour se mettre au service de cet État, contre le vieil esprit prussien qui entretenait les traditions de l'époque de Frédéric II, ainsi que dans l'opposition qui existait entre les provinces les plus éloignées du centre de la monarchie, d'une part, et la Marche électorale et Berlin, d'autre part. A l'époque où l'on avait abandonné la capitale aux ennemis, ces provinces les plus éloignées, les éléments les plus mobiles du pays, les hommes d'État de l'école de Westphalie, de Franconie et de la Prusse orientale se tendaient, pour ainsi dire, la main à Memel, pour vaincre la gravitation du centre qui s'opposait à leur mouvement. La ville de Königsberg, qui, au dix-huitième siècle, avait, sous le rapport littéraire, dépassé la capitale et la province centrale, en vainquit à cette époque aussi l'influence politique. L'école libérale de Kant avait formé, dans cette ville, Kraus, qui avait enseigné, précisément à la génération antérieure à la grande révolution (1781-1807), les sciences politiques d'après les idées de Smith et qui avait élevé un grand nombre de ces hommes qui, plus tard, mirent en pratique, en Prusse, les doctrines de leur maître dans le département des douanes, comme dans la législation agraire.

De cette école était sorti von Schoen qui, également distingué par son instruction, son expérience des affaires et son caractère, s'élevait bien au-dessus des préjugés d'une routine traditionnelle. Il avait été, à Memel, l'âme

de cette *commission immédiate* qui fit les premiers pas dans la voie des réformes politiques si riches en conséquences, en proposant l'abolition de la sujétion héréditaire des paysans vis-à-vis de leurs seigneurs et en faisant préparer l'ordonnance, relative à ce sujet (9 octobre 1807), qui fut élaborée principalement par von Schroetter et par Morgenbesser, dont le dernier était aussi un élève de Kant, professant un rationalisme religieux et politique qui allait fort loin. Mais, dès que, plus tard, la cour se fut établie plus solidement à Koenigsberg, les anciennes influences de Brandebourg écartèrent aussitôt celle des provinces. Lorsque, en 1810, on chargea l'homme d'État hanovrien de reprendre l'œuvre de la réforme politique et que la cour était rentrée à Berlin, la noblesse de la Marche électorale s'établit à côté de Hardenberg et de ses réformes, avec cette insolence hostile qui provoqua, à cette époque, les terribles sorties de Stein contre ces « habitants de la steppe sablonneuse », sorties qui caractérisaient, de la manière la plus éloquente, ces oppositions locales. Stein les qualifia « d'hommes finauds, sans cœur, lourds comme des bûches et à demi civilisés qui, à proprement dire, n'étaient faits que pour être des caporaux et des calculateurs ; demi-savants présomptueux qui voulaient obtenir des avantages, sans faire de sacrifices » ; il terminait ses invectives par ces paroles que, tant de fois, on a répétées après lui en soupirant : « Quel malheur que Berlin soit située dans la Marche électorale ! »

Pour empêcher cette coterie pernicieuse d'exercer son influence funeste dans ce point central de la monarchie, Stein avait insisté avec beaucoup d'énergie, lors de la nomination même d'Hardenberg, pour que, malgré tous ses défauts, on se ralliât autour de lui avec fidélité et

avec concorde. En effet, à aucun moment, on n'avait eu plus besoin d'unité et de force dans le gouvernement qu'à cette époque où l'on reprenait, dans ces temps de détresse, l'œuvre interrompue des réformes et où ses adversaires puissants et résolus serraient leurs rangs, pour augmenter leur force. Mais jamais les divisions, parmi ceux qui, en Prusse, étaient animés des meilleures intentions, n'avaient été plus grandes qu'à ce moment même. Pendant qu'on négociait encore avec Hardenberg, les différences de vue et de dessein au sujet des moyens et à l'égard du but à atteindre, différences qui régnaient entre cet homme d'État, les anciens ministres et les autres politiques qu'on consultait, étaient tellement extraordinaires et multiples que les différentes parties désespéraient de s'entendre. La forte position occupée aussitôt par Hardenberg comme chancelier d'État fut créée dans l'intention avouée de briser l'entêtement de ceux qui prétendaient savoir beaucoup et mieux que les autres, et pour empêcher les différents ministres de suivre individuellement une marche particulière (1). Alors Hardenberg s'efforça de gagner les hommes les plus capables, en leur faisant des avances sans la moindre jalousie. Mais von Schoen lui refusa son concours, parce que, si ce que disait le roi était vrai, « il voulait occuper la première place comme ministre et n'accepter les opinions de personne. » Niebuhr aussi refusa de répondre, par de bons conseils, aux ouvertures pleines de confiance que lui faisait Hardenberg, comme il le cachait à peine lui-même, par soif d'honneurs, comme Stein le lui reprochait

(1) D'après Raumer, dans un discours fort connu de lui sur Frédéric-Guillaume III. Cf. *Vermischte Schriften* (Mélanges), tome I^{er}.

par égoïsme et par esprit d'ergoterie, et même, comme Hardenberg en fit l'expérience personnelle, par un esprit de chicane perfide.

De cette manière, le chancelier d'État était certainement obligé, comme le lui reprochait Stein, d'avoir recours à des instruments subordonnés dont il n'avait pas à craindre des différences d'opinion, au lieu de s'entourer d'aides indépendants et agissant d'après leurs propres inspirations. Mais encore cet expédient n'empêcha pas ses employés d'avoir chacun sa sagesse particulière ; chacun des fonctionnaires, dans ses bureaux, continuait à avoir, aussi dans la suite, une autre opinion que le ministre lui-même (1). Il était donc impossible que ce fût entièrement et uniquement la faute de Hardenberg si, même dans cette nouvelle époque critique, à partir de 1815, il n'avait pas autour de lui un parti se rattachant étroitement à lui, et si personne ne voulait approuver ni ce qu'il faisait alors ni ce qu'il avait fait auparavant. En fait d'administration et dans l'affaire de la Constitution, les hommes les plus influents et les plus capables de se former un jugement étaient tous contre lui. Mais nul d'entre eux n'aurait été non plus pour aucun des autres qui auraient pu prendre sa place ! Stein disait alors (1819) que toute sa législation de 1810 n'avait été calculée qu'en vue de se donner *hypocritement des airs de libéralisme*, tandis qu'en réalité le chancelier d'État ne s'était que trop chargé d'apparences *antilibérales*. Stein reprochait à cette législation d'être *inco-*

(1) Cf. Bülow-Cummerow : *Ueber die Verwaltung des Staatskanzlers, Fürsten von Hardenberg* (Sur l'administration du chancelier d'État, prince Hardenberg). 1821.

hérente, tandis qu'en vérité une œuvre aussi grande, qui ne saurait être jugée que d'après ses grands effets et ses conséquences importantes, et jamais sur quelques défauts ou sur quelques bonnes qualités, ne pouvait être accomplie par personne au monde avec une certitude exempte de défauts, et qu'elle aurait été continuée par Stein encore avec moins de conséquence logique que par Hardenberg. Stein qualifiait même, à cette époque, de *besogne d'écolier* cette législation qui est encore aujourd'hui, en grande partie, la base de tout ce qui a fait parvenir la Prusse à sa régénération politique, économique et intellectuelle. De même que Stein condamnait ainsi tout l'ancien système administratif de Hardenberg, de même Vincke prononçait un jugement semblable sur l'administration, telle qu'elle était alors sous le chancelier d'État, qui pourtant créa, aussi à ce moment-là, le régime le plus fertile en résultats qui ait été trouvé depuis 1811, en Prusse, pour ce royaume et même pour l'Allemagne. En suivant une marche progressive fort logique, Hardenberg écarta encore d'autres obstacles qui entravaient l'essor de l'industrie ; il abolit l'accise et recula la ligne douanière jusqu'aux dernières limites du royaume (26 mai 1818), mesures au sujet desquelles les nobles de la Marche électorale ne manquaient pas de prédire alors, avec force lamentations, qu'elles causeraient la ruine de l'agriculture, de l'industrie et du commerce !

De même que, dans ces questions administratives, une critique, pleine d'ergoterie, se faisait entendre presque toute seule, de même on voyait régner, au sujet de la question constitutionnelle, même parmi les meilleurs, la plus déplorable confusion d'idées et la plus grande indécision, ainsi que la contradiction avec eux-mêmes et

avec les autres. Après qu'une expérience de vingt-cinq ans eut arraché au gouvernement l'aveu de la nécessité d'une Constitution et la concession qu'elle serait introduite dans le pays, on en combattait de nouveau la nécessité, on en doutait et on délibérait sur elle, comme si rien ne s'était passé. La commission constitutive de 1817 était composée de vingt-deux membres, parmi lesquels Humboldt devait s'entendre avec Wittgenstein, Boyen avec Ancillon, Knesebek avec Staegemann, et Beyme avec Savigny ! Hardenberg y aurait en vain essayé de rapprocher seulement quelques opinions, et quand, un jour, il s'agissait pour lui de s'assurer, par une expérience, s'il pouvait réunir quelques hommes dans ce but, il alla sur les bords du Rhin, où, dans la société plus uniformément mêlée et jouissant d'une instruction plus égale, il semblait seulement pouvoir accomplir son dessein.

En effet, quand Hardenberg regardait autour de lui, que de vues et d'intérêts divers ne trouvait-il pas, rien que par rapport à la question sur l'opportunité d'une Constitution ! Il y avait là les hommes de la pure école prussienne et de ses traditions ; c'était le patriote Staegemann qui, à l'époque libérale, était libéral, et plus tard réactionnaire, pendant la période d'une marche rétrograde. C'était encore Beyme qui, en 1808, voulait, pendant quelque temps, poursuivre les desseins de Stein, et qui ensuite voulait retourner à l'ancien régime avec le parti féodal des hobereaux ; à l'époque qui nous occupe ici, il était aussi contre une Constitution, par des motifs tout à fait particuliers et difficiles à deviner, jusqu'à ce qu'en 1818 il surprit Schleiermacher par l'aveu subit qu'il était convaincu qu'elle était devenue inévi-

table. Il y avait, à côté d'eux et se rapprochant d'eux, les provinciaux et les étrangers, entre autres Altenstein, ce savant érudit, aimant ses aises et menant, avec une satisfaction intérieure, une vie repliée sur elle-même. En 1808, il avait reculé devant les réformes; ensuite, de 1815 à 1817, il s'abandonnait avec enthousiasme à des espérances parlementaires, pour servir, plus tard, pendant vingt ans, le système opposé. A ce groupe appartenait aussi Gneisenau, pour lequel la Constitution n'était qu'une affaire d'opportunité et d'utilité importante, lorsqu'en 1808 et 1814 elle pouvait servir le but de la guerre, mais indifférente dès qu'un tel but n'existait plus; c'est pourquoi, à l'époque que nous étudions ici, il ne conseillait que la création d'états provinciaux, pour servir d'école préliminaire. Au contraire, Vincke, dont Stein avait eu à blâmer les oscillations, se prononçait, à ce moment, avec plus de décision pour une Constitution et pour des états généraux, tandis qu'en 1808 il avait exprimé l'opinion qu'il était plus important de faire entrer dans l'administration des hommes du métier que de donner une Constitution (1). De cet avis était, encore à ce moment (2), Niebuhr, qui trouvait que son époque avait le délire constitutionnel et que la liberté reposait infiniment plus sur l'administration que sur une Constitution. Puis, cette opinion « d'hommes de cette nature, qui voudraient se vendre comme des patriotes prussiens, parce qu'ils n'élevaient aux nues absolument que les principes administratifs de la Prusse, » fut jugée, à son

(1) Cf. *Stein's Denkschriften über deutsche Verfassungen* (Mémoires de Stein sur des Constitutions allemandes).

(2) Cf. Préface de Vincke; *Verwaltung England's* (l'Administration d'Angleterre) 1815.

tour, par un homme sensé, von Hövel, quand il disait (1818) « que ces gens précipiteraient la Prusse de nouveau dans l'abîme, comme c'était arrivé avant le désastre d'Iéna. » Si, après avoir écouté ces différentes voix au sujet de la question préliminaire de savoir s'il fallait une Constitution, Hardenberg eût voulu les interroger sur la manière dont on devait la faire, la confusion et les complications auraient été interminables.

Stein.

Ces divisions nombreuses et profondes dans les opinions politiques, leur isolement et leur mobilité nous fournissent de nombreux éclaircissements, non-seulement sur le concours des causes qui, à cette époque, empêchèrent l'introduction d'une Constitution en Prusse, mais encore sur les faits historiques en général qui doivent diriger et déterminer le jugement à porter sur le caractère nécessaire de toute Constitution de cette époque, calculée pour vivre pendant un certain temps. Nous ne croyons donc pas pouvoir suffisamment faire ressortir l'importance de ces opinions. Nous nous trouvons naturellement amené à parler, à côté de Hardenberg, dans cette crise de la question constitutionnelle en Prusse, encore d'un autre homme d'État d'un caractère tout opposé, et à examiner, comme nous l'avons fait pour la position du chancelier d'État, les rapports entre ce personnage et cette question, de même que la position dans laquelle se trouvaient, à son égard, ceux qui se rapprochaient le plus de lui par leurs opinions et par la classe à laquelle ils appartenaient comme lui. Même en dehors de toute position officielle, nul homme mieux que Stein n'était à même de former le centre solide et plein d'attraction autour duquel se seraient réunis tous ceux qui,

d'un commun accord, voulaient poursuivre l'affaire de la Constitution. Tout le passé de son action politique ; sa riche expérience et ses grands mérites ; sa moralité irréprochable ; sa vigueur pleine de courage et le bonheur avec lequel il s'en servait ; son mépris des apparences, ainsi que la loyauté et la pureté de son caractère qui le mettaient bien au-dessus des illustrations parmi les hommes d'État blasés dont il était entouré ; son attachement immuable pour l'État prussien, et enfin sa modération politique : tout cela faisait qu'il était comme choisi pour former un centre d'union politique, tel qu'il n'en existait pas d'autre.

Si Stein avait eu à remplir les fonctions de Hardenberg, et qu'ainsi il eût pu ajouter le poids d'une position officielle à l'autorité imposante de son caractère et de son intelligence politiques, il aurait, d'une tout autre façon que le chancelier d'État, fait tous ses efforts pour exécuter la Constitution promise. Rien que par sa volonté ferme et pleine de confiance, il aurait gagné bien des hommes aux opinions vacillantes et un plus grand nombre encore par les précieuses qualités fondamentales qu'il aurait apportées dans l'accomplissement d'une telle mission et d'une œuvre de cette nature. Ne songeant jamais à lui-même et ne pensant toujours qu'aux choses, comme le disait Humboldt à son éloge, Stein avait ce désintéressement de l'homme d'État et cet amour patriotique de la chose publique qui n'auraient jamais permis qu'une pensée égoïste eût eu la moindre influence sur son action politique. Il possédait, en outre, une qualité tout à fait inestimable, précisément parce qu'elle était si rare en Allemagne, c'est-à-dire qu'il haïssait cordialement toute science d'*à priori*, toutes les méditations

abstraites auxquelles s'abandonnaient les savants dans la solitude de leur cabinet et qui paralysaient toute action énergique; Stein avait réussi à vaincre l'opposition entre la culture purement intellectuelle et le développement du caractère, entre le savoir et l'action. Puis, ce qui se rattachait à ce côté de sa nature, Stein était pénétré d'une aversion profonde et toujours égale pour cette hiérarchie de fonctionnaires qui tiraient tout leur savoir des livres; qui ne connaissaient pas le monde; qui n'appartenaient à aucune classe; qui n'avaient ni propriétés ni intérêts et qui avaient anéanti, dans le peuple, tout esprit public, toute activité pour le bien général et toute habitude d'agir avec indépendance afin d'atteindre des buts généraux. Et c'étaient là précisément les forces énergiques dont le relèvement seul pouvait, comme le croyait et comme l'espérait Stein, détruire le despotisme et l'esclavage politiques, non-seulement sur le papier, mais encore en réalité et dans la vie active. Comme il voulait très-sérieusement atteindre ce but qu'il s'était proposé dans toute l'organisation de l'administration et de la Constitution, Stein, auquel tout appareil représentatif, dont on ne faisait étalage que pour les apparences comme en Autriche, inspirait du dégoût en même temps qu'il en était exaspéré, Stein, disons-nous, se serait attaché, avec une fidélité inviolable, à chacune des différentes concessions qui auraient été accordées par une Constitution une fois introduite dans le pays.

Bien que beaucoup de gens eussent considéré comme peu définie et comme insuffisante la ligne que Stein aurait suivie en établissant la Constitution, la voie dans laquelle il se serait maintenu en l'*exécutant* aurait été sûre et bien marquée et aurait, par conséquent, satisfait tout le

monde. Cette voie aurait été celle de l'honnêteté, qui seule aurait pu faire naître et consolider, dans le peuple comme dans le gouvernement, le véritable sentiment constitutionnel; une bagatelle, un rien, dirait-on, mais qui est précisément de la plus haute importance. En supposant qu'il y eût eu un tel fondateur de la Constitution qui l'aurait pratiquée de cette manière, on aurait pu oser accepter, avec Stein, n'importe quelle forme du régime représentatif, quelque éloignée qu'elle eût été des idées de l'époque. En effet, sur beaucoup de points fort importants, on aurait trouvé que, dans leur essence même, ses œuvres auraient mieux valu que la signification apparente de ses paroles et de ses formes. Si Stein voulait, en 1816, que le roi déterminât, uniquement d'après son propre jugement, la limite jusqu'à laquelle il voudrait, dans la Constitution, restreindre son pouvoir législatif, il pouvait certainement paraître rester en arrière même de la noblesse de la Marche électorale, qui dédaignait une Constitution octroyée. Mais il faut dire aussi que, dans cette simple promesse d'une Constitution, qu'il considérerait comme une chose sacrée et inviolable, Stein renfermait tout ce qui était essentiel et tout ce que le sens commun comprenait précisément par une Constitution; rien que l'introduction d'états purement délibératifs aurait été considérée par lui comme une violation de la parole donnée.

Si, avec toute la violence de sa nature passionnée, Stein montrait ses préventions contre le type démocratique de toute Constitution politique et sociale, telles que le représentaient la France et l'Amérique; s'il voulait, de nouveau, fonder toute l'organisation politique de l'État sur des corporations; s'il voulait rétablir les

jurandes et les maîtrises, et si, dans les villes rhénanes, il voulait même faire renaître le patriciat, tout cela pouvait le faire paraître comme un archéologue politique qui contemplait toutes les formes vieilles avec le bonheur d'un antiquaire bizarre. Mais du moins le fond de sa pensée était toujours excellent, quand il voulait rajeunir et vivifier les corporations et employer d'autres moyens semblables, pour faire pénétrer dans les différentes classes un nouvel esprit moral ; quand il voulait purger les corps de métier de tous les abus des maîtrises, afin d'en faire une institution d'éducation morale pour les classes bourgeoises, et quand, en conservant « le droit héréditaire saxon » et l'indivisibilité des propriétés, il voulait assurer à la classe des paysans, outre leurs possessions, encore une moralité digne de respect. Il déclarait, en particulier, que l'ordre de la noblesse, même abstraction faite de ses qualités morales, était le lest sans lequel le vaisseau de l'État ne pourrait pas naviguer avec sécurité ; il voulait attacher la noblesse à la possession de propriétés foncières *et* à la naissance, *ou bien* au mérite reconnu par l'État, et non pas seulement à la possession d'une terre noble, pour enfermer dans les limites d'une corporation cette classe ainsi purgée. Tout cela pouvait faire croire que Stein retombait lui-même dans « l'esprit de la caste nobiliaire », qu'il avait autrement en horreur. Mais, en vérité, il estimait très-peu tous les gentilshommes qui ne cherchaient leur mérite que dans les preuves de noblesse et dans leurs arbres généalogiques. Il aimait à rappeler toujours que toute noblesse était illusoire, si elle ne mettait pas au-dessus de tout la vie intellectuelle et morale, et il trouvait que le droit le plus essentiel et l'élément constitutif de la véritable noblesse de cette époque étaient

renfermés dans son action politique et dans la représentation aux états provinciaux. En effet, d'après les idées de Stein, les corporations devaient servir à unir les différentes classes pour y établir la concorde et pour les réconcilier, non-seulement par le lien de la moralité, mais encore par ceux de la liberté et de l'indépendance politiques. Dans les assemblées du royaume et dans les diètes provinciales, les diverses classes ne devaient pas être représentées « d'après le morcellement arithmétique d'un peuple réduit à l'état de pâte », mais les députés des bourgeois et des paysans devaient être élus par les communes des villes et des campagnes, tandis que les représentants électifs, mais non héréditaires, de la noblesse, seraient choisis par la corporation des gentilshommes. Les fonctionnaires ne devaient pas avoir les droits d'une classe particulière, ni être représentés dans la diète, parce que c'étaient précisément eux qui, de tout temps, avaient arbitrairement empiété sur l'indépendance des autres classes. Ceux qui, malgré ces intentions vraiment excellentes, auraient été néanmoins repoussés par ce retour trop prononcé vers un régime vieilli, dans cette organisation des formes et des bases constitutionnelles, auraient pu être attirés, d'autre part, par les dispositions de Stein à l'égard des privilèges à accorder aux états, dispositions dans lesquelles il montrait qu'il appartenait à l'époque moderne, qu'il était sans bizarrerie et exempt de toute mesquinerie. Il ne voulait pas d'états délibératifs, qu'il considérait comme une institution incapable de vivre et de remplacer une véritable diète et qui, d'après lui, ne pourrait qu'engendrer une bande de paresseux ou d'hommes turbulents; il voulait, au contraire, des états ayant le droit de prendre des résolutions, parce

qu'ils étaient seuls capables d'être réellement utiles au peuple et qu'ils possédaient seuls la dignité et l'indépendance convenables et nécessaires pour un tel but. Le droit de voter les impôts sans restriction aucune, ainsi que celui de voter, tous les ans, le budget dans des séances annuelles; le droit de l'initiative; la responsabilité ministérielle : tout cela était des choses qui, aux yeux de cet homme intelligent, s'entendaient d'elles-mêmes.

La gauche de la noblesse.

Une Constitution conçue d'après ces idées fondamentales serait devenue un compromis entre les nouvelles et les anciennes institutions politiques, sort que les projets de Hardenberg et, plus tard, ceux de Humboldt aussi, étaient obligés de subir. Si cette Constitution avait été offerte officiellement par un tel homme, avec de telles concessions et avec une telle confiance, elle aurait été, sans aucun doute, acceptée et exécutée sans la moindre difficulté, quand même on l'aurait fait par la voie d'un contrat librement arrêté avec les représentants du peuple. Mais néanmoins, elle n'aurait pas eu une longue durée, elle n'aurait pas répondu aux besoins de la nation et elle n'aurait pas gagné les convictions des citoyens. N'étant que la simple esquisse des idées d'un homme privé, cette Constitution aurait encore bien moins pu exercer une assez grande force attractive pour que le public s'en fût occupé, comme d'une cause commune à tout un parti, et avec assez d'énergie pour vaincre la répugnance du roi et la résistance des adversaires des réformes. La pensée fondamentale en était de faire succéder à l'ancien absolutisme patriarcal en Prusse une phase aristocratique de l'organisation politique, et de former une législation et une représentation constitutionnelles d'après les intentions

des royalistes français, système dont le centre de gravité devait être dans la Chambre de la noblesse.

Mais les hommes intelligents des classes moyennes auraient trouvé un tel projet beaucoup trop étranger aux idées politiques dominantes et aux intérêts de l'époque. Il n'aurait pas été approuvé par le personnel du gouvernement ni par la hiérarchie des fonctionnaires, qui étaient accusés par le parti rigoureux de la noblesse de partager le libéralisme moderne de ces mêmes classes moyennes, et qui considéraient du moins l'aristocratie de la propriété comme la seule qui fût salutaire et conforme aux idées du temps. Mais, non-seulement ces adversaires naturels, les propres amis de Stein aussi, qui appartenaient comme lui à la noblesse, ne se seraient pas moins trouvés en contradiction avec ce projet aristocratique. Il n'y aurait eu qu'un très-petit nombre de nobles qui eussent été capables de suivre avec Stein la ligne moyenne si peu marquée, telle qu'il l'indiquait, et même qui eussent été disposés à le faire ; la masse peu intelligente des gentilshommes travaillait, comme les émigrés français, à recouvrer tous les odieux privilèges de l'ancien temps et à retourner vers la situation de l'année normale de 1806. Les hommes intelligents parmi eux, Stein lui-même ne se le cachait pas, avaient été involontairement atteints par les influences démocratiques de l'époque. Non-seulement ils résistaient individuellement aux différentes idées de Stein, comme Vincke, Sack et Motz, qui s'opposaient aux privilèges aussi vexatoires qu'inutiles des nobles, telles que la juridiction des propriétaires fonciers et le droit de n'être jugés que par des cours particulières ; non-seulement, dans une réunion de leurs représentants appelés, en 1822, à Ber-

lin, la plupart et les meilleurs d'entre eux, tels que le burgrave général von Brünneck et ses amis, ne voulaient pas entendre parler d'une distinction et de privilèges à accorder à la propriété foncière de la noblesse, quand il s'agissait de la représentation des grandes propriétés territoriales; mais encore il y eut parmi les amis de Stein même des hommes, tels que von Schoenberg, qui se détournaient, avec aversion, de toute la classe à laquelle ils appartenaient. Il y en eut d'autres, tels que von Hövel, qui auraient été contents si toute la noblesse eût cessé d'exister; d'autres, tels que von Spiegel, qui en prévoyaient la ruine; d'autres enfin, tels que Caius Reventlow, qui se résignaient au caractère inévitable de cette tournure des choses, parce qu'ils comprenaient que l'égalité était le levier de leur époque.

Et même à l'extrême droite de la noblesse, plusieurs hommes sincères ne cachaient pas leur conviction que, si on laissait aller les choses telles qu'elles marchaient, la classe de la noblesse quitterait en peu de temps la scène politique et se mêlerait aux classes bourgeoises (1). Mais la faire vivre, par des moyens artificiels, plus longtemps que ne le lui permettaient ses propres forces vitales, et être assez mal avisé pour dire qu'elle était exempte de toute caducité, ce sort commun de toutes les choses humaines, c'est ce dont un Humboldt n'avait pas le courage, pas plus que Hardenberg. Et quelle était, au fond, la confiance en apparence si grande que Stein lui-même accordait à son institution de la noblesse? Dans le temps, il avait appris, par une expérience tout à fait convaincante, que, dans les petits États, la no-

(1) Cf. Bülow-Cummerow, *loco cit.*, p. 80.

blesse ne pouvait que végéter d'une manière misérable ; même en Prusse, il avait trouvé que ses membres avaient des idées tout aussi peu dignes d'un grand État ; qu'ils étaient peu patriotiques ; que leurs rangs étaient encombrés de gens endettés et sans biens ; que les gentils-hommes avaient des prétentions en abondance et qu'ils étaient dépourvus d'instruction. C'est pourquoi, en 1808, Stein avait voulu entièrement abolir la noblesse et en élever une nouvelle, exclusivement sur la base de nouveaux services et de nouveaux mérites dont elle ferait preuve pendant la lutte de l'indépendance. Plus tard, en 1810, il avait, encore une fois, songé à transformer la noblesse ; dans ses premiers projets de réforme, il avait, pour les choses essentielles, pris l'attitude plus démocratique de Hardenberg vis-à-vis de cette classe tombée en décadence.

Tout cela avait eu lieu à un moment où Stein, dans la possession de toutes les forces de l'âge viril, agissait dans une grande époque à laquelle son caractère de fer était tout à fait approprié et qui avait fait ressortir les qualités fortes et héroïques de la nature humaine. Mais, plus tard, ses opinions avaient été tout à fait modifiées, vis-à-vis d'une époque languissante où sa nature ne trouvait plus sa véritable sphère d'action, et où ses forces physiques n'étaient plus suffisantes, pour résister à la tentation de renoncer à ses projets et de se retirer de la scène politique, et même pour s'opposer aux influences silencieuses du relâchement et de la réaction. Il disait alors que la décadence dans laquelle la noblesse était tombée par sa faute n'était pas bien profonde ni bien menaçante ; il disait que, comparaison faite avec la noblesse de cour en France, qui était créée par lettres pa-

tentes et qui était pauvre et factieuse, l'Allemagne possédait encore une noblesse considérable et opulente, tandis qu'en réalité on calculait à 20 millions de thalers, et même à un chiffre plus élevé encore (1), ce qu'on appelait les *sommes de rétablissement* que l'État avançait, sous Frédéric-Guillaume III, pour venir en aide aux terres nobles déchues, et qu'il perdit en grande partie. Tandis qu'autrefois Stein s'était prononcé, avec la même décision que Hardenberg, pour le renversement de toutes les barrières qui séparaient les différentes classes, à l'époque qui nous occupe ici, il voulait interdire à la noblesse toute profession qui la ferait déchoir. Tandis qu'autrefois il avait trouvé que la juridiction patrimoniale était aussi fausse dans son principe que dans la façon dont elle s'exécutait, il voulait, dès lors, qu'on la conservât où elle existait et qu'on la rétablît là où elle avait été abolie.

Mais néanmoins, quand, en poursuivant les idées qu'il avait à ce moment, il arrivait à une certaine limite où il prévoyait l'opposition de ses amis, il s'arrêtait tout surpris. Alors il avait cependant quelques doutes sur l'utilité du maintien de la juridiction seigneuriale, question dont il voulut laisser la solution aux jurisconsultes. Alors il se demandait pourtant s'il fallait rétablir la noblesse dans les provinces rhénanes, bien qu'il crût cette mesure juste en elle-même. Alors il doutait néanmoins que les fidéicommiss fussent indispensables pour la noblesse et qu'il fût utile d'en augmenter le nombre dans de trop

(1) Cf. *Ueber das Staendwesen in Preussen. Deutsche Vierteljahrschrift* (Sur le régime des états en Prusse. Revue trimestrielle allemande). 1842, tome III, p. 206 sq.

grandes proportions, parce qu'en agissant ainsi on enlèverait une trop grande masse de propriétés à l'influence de l'industrie. Mais en faisant complètement abstraction de tous ces détails, Stein trouvait-il, à cette époque, la noblesse plus active, plus désintéressée et plus patriotique qu'autrefois? Dans le duché de Nassau, il la voyait négligente et comme paralysée à l'égard de ses propres intérêts; en Westphalie, elle était paresseuse et indolente et sans instruction. Il avait en horreur la noblesse prussienne, lorsque plus tard, oubliant ses devoirs, muette et apathique, elle laissait anéantir les privilèges de sa corporation par les institutions des états provinciaux. Il disait que toute la race des gentilshommes de son époque était perdue dans son égoïsme, dans son esprit exclusif et dans sa nullité intellectuelle. D'après les propres paroles de Stein, ces qualités-là ne pouvaient donner à la noblesse aucun titre à une influence quelconque à exercer, dans une époque aussi agitée et poursuivant des directions aussi variées. Or, si la noblesse était déchue de ces droits, la raison en était dans une ancienne plaie que Stein lui-même considérait comme incurable.

L'absence de patriotisme et d'amour pour la chose publique avait essentiellement sa cause dans ce fait, que la noblesse en Allemagne ne s'était pas intimement liée au peuple et qu'elle ne se régénérât pas, en puisant de nouvelles forces dans le peuple, comme elle le fait en Angleterre. En maintenant les races et les familles dans un isolement exclusif, comme autant de castes dont chaque membre partage les prétentions du chef, la noblesse allemande n'a marché ni avec son époque, ni avec la nation, ni avec les idées et les desseins politiques. Stein

lui-même ne voulait pas risquer de transplanter en Allemagne la condition extérieure de la noblesse anglaise, comme Moeser avait autrefois conseillé de le faire. D'ailleurs, une telle mesure n'aurait pu changer qu'après un temps assez considérable les anciennes coutumes, qui, en outre, auraient été déjà entièrement modifiées par d'autres influences toutes différentes, pendant le temps nécessaire pour acclimater les institutions anglaises. En effet, de même que, dans ce cas isolé, de même aussi dans toutes ses opinions et dans tous ses projets constitutionnels, Stein se heurtait, *presque toujours*, contre les grandes conjonctures historiques et contre leur force coercitive, qui rapetissaient ces projets et qui les transformaient en résistances et en empiétements impuissants d'une humeur capricieuse.

En effet, que pouvaient signifier les subtilités raffinées des amis de Stein au sujet d'une Constitution « historique » ; quelle importance pouvaient avoir les tentatives qu'ils faisaient, pour transformer extérieurement les anciennes formes représentatives, quand on les comparait à la réconciliation, accomplie depuis longtemps dans l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre entre l'ancien et le nouvel esprit ? Qu'était tout cela à côté de la grande transformation des états, qui, d'un parti juridique formé autrefois par eux vis-à-vis du gouvernement, étaient devenus une puissance morale ? En effet, tous les anciens droits grossiers des états qui n'accordaient que des impôts volontaires et nullement obligatoires ; qui décidaient la guerre et la paix ; qui convoquaient les diètes ; qui nommaient les fonctionnaires ; qui, par des commissions, prenaient part au gouvernement et qui protégeaient les droits du peuple par des alliances : tout cela s'était trans-

formé. Les états possédaient les droits, épurés et passés au crible de la raison, de voter des contributions obligatoires et de contrôler l'emploi des deniers publics; ils avaient l'influence de la majorité, la responsabilité ministérielle, le droit de donner leur consentement à la législation et celui de prendre connaissance de la direction donnée aux affaires étrangères. Que pouvait faire contre le courant contraire des choses la sollicitude de Stein, qui ne prenait conseil que de lui-même pour la prospérité matérielle et morale des différentes classes? Comment l'épuration la plus parfaite des jurandes et maîtrises rétablissables pouvait-elle être utile aux artisans, quand le développement des machines commençait déjà à mettre en question les métiers eux-mêmes! A quoi servait-il vouloir assurer la moralité des paysans par l'indivisibilité des propriétés, quand, d'après les idées de l'époque, les droits héréditaires, égaux pour tous les enfants, étaient une considération morale plus grande que toute mesure par laquelle on aurait voulu remédier aux abus économiques qui auraient pu résulter de ce système! Quelle amélioration des mœurs pouvait-on espérer du rétablissement de corporations nobles qui, autrefois, n'avaient pas empêché la noblesse de préparer sa propre ruine par son manque d'instruction et par son immoralité! Et, en montrant tant de zèle pour cette classe, Stein ne méconnaissait-il pas complètement le côté moral, dans la classe instruite des fonctionnaires que leurs ressources insuffisantes forcent à doter leurs enfants d'une instruction solide, à leur enseigner à mépriser les choses extérieures et à donner à la vie un but plus élevé que les honneurs de la cour, le faste et les prétentions de la noblesse?

Au siècle dernier, on avait vu tomber le plus bas précisément la noblesse avec tout ce qui s'appelait corporation, et, depuis cette époque, rien n'avait été en opposition plus directe avec cette classe, rien n'avait montré autant de vie réelle et un aussi grand essor que le monde de la littérature, du commerce et de l'industrie, monde entièrement libre de tout lien et de toute entrave et qui, de toutes les parties de la société, était le moins organisé en corporation ; c'étaient les deux asiles de la fortune mobile *extérieure*, qui n'était pas attachée à des fonds immobiliers, et de la fortune mobile *intérieure*, qui ne dépendait ni des églises, ni des écoles, ni des académies. Ces institutions peu cohérentes, dans lesquelles il y avait plus de liberté et d'égalité, étaient le résultat nécessaire d'une instruction et de prétentions individuelles plus égales qui, sans l'État et en dehors de lui, formaient une puissance, devenue indépendante de tous les principes et de toutes les aspirations, pour ne pas dire subtilités, dans le domaine de la politique. Elles constituaient une puissance qui avait préparé l'égalité sociale, avant qu'on en fit dériver, ce qui plus tard était inévitable, des institutions et des droits politiques ; elles étaient devenues une puissance à laquelle, dans les institutions politiques, rien ne peut s'opposer d'une manière efficace, si ce n'est précisément la communauté supérieure de tous, c'est-à-dire une majorité autant que possible exempte de toute équivoque et aucunement infectée par les séparations et les divisions entre les classes.

La droite de la noblesse.

Mais ce qui, plus que toutes les considérations historiques et politiques, formait l'objection la plus terrible contre les projets aristocratiques de Stein, de même que

contre ceux des royalistes en France, c'était la nature politique de la droite de la noblesse, qui s'opposait à ses desseins avec un mépris bien plus insultant que ses amis démocratiques de la gauche, et qui leur montrait une hostilité plus outrageante que les plus mauvais parmi les émigrés n'en avaient opposé, en France, aux desseins de Chateaubriand sur la noblesse, desseins d'une nature semblable, sortis des mêmes bonnes intentions et tout aussi chimériques et contraires à l'esprit de l'époque que les projets de Stein. Le noyau de cette fraction de la noblesse prussienne était formé par l'ordre équestre de la Marche électorale, cette « gent intraitable » qui, déjà sous le règne de la force brutale au quinzième siècle, s'était fait un nom terrible dans le Brandebourg. Encore à l'époque qui nous occupe ici, soit par suite du voisinage des Slaves, soit à cause des anciens liens de parenté qui l'unissaient à ce peuple, elle conservait les idées slaves sur l'État et sur la valeur des hommes, ou bien, par esprit de caste, elle se rattachait fermement aux institutions et aux idées oligarchiques et grossières du moyen âge. Quelles étaient les opinions et les aspirations véritables de cette partie de la noblesse, c'est ce qu'il ne faut pas chercher dans les ouvrages de la couleur d'un Haller, dans lesquels ces théories sont couvertes d'un vernis scientifique et où elles ont perdu leurs aspérités; c'est ce qu'il faut voir dans les actes et dans les opinions des gens eux-mêmes appartenant à cette caste. (1) qui, avec une naïveté de grand seigneur, ont étalé leur intelligence bornée en même temps que les mobiles de leur conduite,

(1) Cf. *Aus dem Nachlasse Fr. A. L. von der Marwitz* (Documents laissés par le baron A. L. von der Marwitz). Berlin, 1852.

tandis que les gens plus avisés les cachaient prudemment. Ou bien, il faut chercher les opinions de cette partie de la noblesse dans les ouvrages d'un avocat de leur cause, tel que Adam Müller, qui, dans sa lutte théorique (1) en faveur de « l'agriculture féodale, ce palladium de l'existence nationale », était assez naïf pour traiter les pensées et les faits avec une violence et avec des sophismes fort maladroits et pour débiter, avec une arrogance présomptueuse, des rêveries fantastiques comme la sagesse la plus profonde.

Dans les projets d'organisation politique, tels que tous ces gens les imaginaient, ils partaient des principes que Stein avait avoués comme les siens, afin de faire, comme lui, de la noblesse la pierre angulaire de l'État ; seulement aux premiers traits qu'ils faisaient, leur ébauche devenait la caricature la plus grossière. Si Stein croyait que les grands propriétaires fonciers étaient, plus que tous les autres, capables de parvenir au plus haut degré de la culture morale et politique, ceux de ces gentilshommes qui professaient les opinions les plus exagérées demandaient, par conséquent, que ceux des propriétaires fonciers qui avaient le plus grand patrimoine, que les nobles établis eussent l'unique influence dans l'État et dans les anciennes diètes restaurées, comme ils exigeaient que les biens immeubles eussent l'ancienne prépondérance sur la propriété mobilière. Ces gens-là ne pouvaient pas hésiter à insister sur le rappel de toute la législation de 1807 à 1811, car, s'ils avaient été en France, ils auraient

(1) Cf. *Agronomische Briefe in Fr. Schlegel's d. Museum* (Lettres agronomiques dans le *Musée allemand*, de Fr. Schlegel), tome 1^{er}, p. 54, sq., p. 137, sq.

demandé que les biens des émigrés fissent retour à leurs anciens possesseurs et ils y auraient indemnisé les acheteurs et non pas les anciens propriétaires. On voulait ramener les temps où il y avait à peine une classe de campagnards libres, où, vers 1800, il existait, dans la Marche électorale environ trois mille familles de paysans libres, pendant qu'en Poméranie toutes les propriétés appartenant à des paysans libres ne renfermaient que cinq milles carrés. On voulait rétablir la sujétion héréditaire, parce que, disait-on, c'était « l'idée d'un droit plus élevé et de mœurs plus généreuses » ; le gentilhomme devait, de nouveau, prendre une place intermédiaire entre le paysan et l'Etat, parce que, d'après l'opinion de ces gens, la création d'une classe de paysans libres ne produirait que la ruine de l'instruction et de la discipline, ainsi que l'irrégion politique.

En effet, absolument comme Stein, ces gens voulaient que le salut de l'Etat reposât sur des principes moraux, et non pas sur ceux de l'économie politique. Dès lors, toute maxime administrative et politique de ce système avait, comme c'était logique, ses racines dans l'aversion, morale d'après toutes les apparences, pour tout ce qui s'appelle la puissance de l'argent ou ce qui la crée, et ce qui est ou ce qui produit le libre mouvement des personnes et de la propriété. Si, par des raisons en partie morales, Stein ne voulait pas entendre parler de la mobilité des propriétés, ces partisans exagérées des droits de la noblesse condamnaient aussi toutes les tendances de leur époque à donner une direction mercantile à l'agriculture. Mais ils rejetaient en même temps, comme un jacobinisme immoral, toutes les réformes, introduites par Stein, qui ouvraient les barrières entre les différentes classes ;

qui, sans avoir égard à la condition à laquelle appartenaient les cultivateurs, permettaient à tout le monde d'acquérir des biens fonciers, et qui faisaient des gentilshommes des hommes comme tous les autres. Si, par des raisons, appartenant au domaine de la morale et non pas à celui de l'économie politique, Stein voulait rétablir les honorables corps de métier, ces gens-là le voulaient aussi ; mais ils trouvaient qu'il était tout aussi nécessaire d'abolir radicalement la liberté de l'industrie qui avait été introduite dans l'État et qui, disaient-ils, avait détruit la solide bourgeoisie ; ils voulaient encore qu'on abrogeât le régime municipal de Stein, qui avait changé, d'après eux, les villes en petites républiques et qui les avait mises sur le bord de la ruine. Si Stein haïssait les fonctionnaires par des raisons libérales et politiques, ces gens-là les détestaient encore davantage, mais surtout par des motifs moraux et financiers. Leurs motifs tirés de l'ordre moral étaient que l'aristocratie de la glèbe avait une aversion naturelle, c'est-à-dire morale, pour l'aristocratie de la culture intellectuelle, de la bureaucratie sur laquelle, disaient-ils, est fondé l'État de l'absolutisme moderne, « l'État athée », qui, d'après eux, était arrivé, sous Frédéric-Guillaume III, à son apogée (1), après que Hegel lui avait donné une base philosophique. Ils détestaient les fonctionnaires par des raisons financières ; en effet, d'après les principes économiques de ces hommes, toute dépense de l'État, à l'exception de celle pour l'armée, était superflue, et les millions que coûtaient les griffonnages des conseillers « sans feu ni lieu » était une prodigalité inutile. Ils con-

(1) Cf. Von Haxthausen : *Studien* (Études), t. III, p. 45.

sidéraient comme un gaspillage impardonnable le système financier de cette bureaucratie sous Hardenberg, système qui ne cherchait pas le salut de l'État dans une parcimonie stérile, mais dans des dépenses utiles, dans l'accroissement de la production et dans l'augmentation des ressources de l'État.

En effet, ce genre d'administration avait des sympathies beaucoup trop naturelles pour la fortune mobilière, et elle était dans des relations bien trop amicales avec l'aristocratie roturière de l'argent, à laquelle, selon ces gens, il fallait enlever avant tout chaque espèce d'influence. Pour couper court à toute discussion qui voudrait faire valoir l'utilité de cette aristocratie de l'argent dans l'État, et qui dirait qu'elle participait aux charges de l'État et qu'elle était indispensable au crédit public, la théorie politique des hobereaux voulait, sans d'autre façon, trancher ce nœud si fâcheux. Elle demandait qu'on sacrifiât complètement le crédit public, qui n'était autre chose que les bons rapports entre l'État et l'aristocratie financière; en effet, disait-on, la condition la plus heureuse d'un État était de ne pas avoir de crédit du tout, et, dans la plupart des cas, il serait de bonne justice d'abaisser la dette publique au tiers ou au dixième. Avec la même simplicité avec laquelle on voulait écarter, de cette façon, les contributions et les dettes de l'État, afin de ne pas montrer la richesse de la bourgeoisie, on prétendait abolir toutes les institutions qui pourraient faire découvrir la pauvreté de la noblesse, c'est-à-dire les registres hypothécaires qui permettaient de voir facilement le montant de ses dettes, et le cadastre général dont la législation de Hardenberg menaçait, depuis 1810, la propriété foncière exempte d'impôts.

Telle était la conséquence logique de ce système, découlant de l'envie des gentilshommes pauvres, qui regardaient avec dédain le principe économique, parce que la condition économique de leur classe était entièrement délabrée. A cette conséquence logique répondait aussi l'hostilité avec laquelle, sans faire la moindre distinction, cette classe d'hommes s'opposait aux amis des réformes en Prusse, qui, les premiers, avaient attaqué ses anciens privilèges et qui avaient été appelés par un des membres de la noblesse autant de Catilinas qui assassinaient le roi et la noblesse (1). Quant à Hardenberg, qu'ils haïssaient, comme les émigrés français détestaient les apostats de leur classe, ils lui avaient reproché en présence du roi, avec une méchanceté pleine de venin, « de transformer l'honnête Prusse de la maison de Brandebourg en un État juif à la façon moderne ». Mais ils mettaient aussi Stein, ce partisan fidèle de la noblesse, au rang de ces « drôles » sans jugement qui avaient introduit la révolution dans le pays et qui avaient commencé la guerre des prolétaires contre la propriété, celle de l'utilité contre le droit, ainsi que celle du talent imaginaire contre la vertu, guerre qui avait ruiné la Prusse. C'était à ces gens-là, contre lesquels Stein, peu de temps auparavant, avait lancé ses anathèmes les plus terribles, qu'il songeait, dès lors, à donner le premier rôle dans l'État, et c'était de ces hommes qui, peu de temps après, allaient le dénoncer effectivement comme jacobin, qu'il voulait faire des pairs héréditaires ! Stein qualifiait ensuite leur conduite « de stupidité bestiale et de méchanceté diabolique » ; mais il y avait, dans leur façon d'agir,

(1) Cf. Raumer, *loco cit.*, p. 66.

beaucoup plus de conséquence logique que dans la haine capricieuse avec laquelle il poursuivait lui-même les théoriciens impuissants d'Iéna. Il s'était égaré dans ses antipathies et dans ses sympathies, combattant, comme un autre Caton, pour une cause perdue et se trouvant isolé au milieu d'une génération qu'il ne comprenait plus, comme il le disait lui-même en s'en plaignant, et qui ne le comprenait pas davantage.

Premiers succès du parti rétrograde.

En observant cette confusion désastreuse dans les opinions et ce fractionnement de toutes les forces, on pouvait prévoir que, dans la décision relative aux questions constitutionnelles pendantes et à la direction que suivrait dorénavant le système gouvernemental, la prépondérance appartiendrait à ceux qui, plus que les autres, avaient encore le caractère d'un parti compacte. Ceci s'appliquait exclusivement à ces chevaliers de la restauration qui, unis par les mêmes intérêts, par les liens qui les rattachaient les uns aux autres comme membres d'une même classe et comme habitants de la même province, par leur siège central et par leur influence à la cour, mais surtout par leur attachement à la politique de l'Autriche, formaient un véritable et puissant parti en Prusse. A leur tête se trouvait ce prince Wittgenstein que Stein, avec sa manière impitoyable de caractériser les gens, représentait comme un homme sans connaissances et sans valeur, cupide et ambitieux, rusé et rampant, en un mot, comme un intrigant achevé qui, depuis longtemps, était habitué à ne suivre que des voies cachées et à rendre des services suspects. C'était par lui que ce parti exerçait son influence sur le roi ; de même que par lui et par ses séides, tels que Kamptz, ces gen-

tilshommes avaient un grand pouvoir sur la police. Ils possédaient de même des appuis et des auxiliaires dans toutes les tendances et dans toutes les couches de la société. Le duc Charles de Mecklenbourg-Strelitz était leur organe principal à la cour ; Tauenzien était à la tête de la noblesse militaire ; Ancillon, qui faisait horreur à Stein, introduisit dans ces cercles la théorie de Haller ; des hommes tels que Iancke, Scharnweber, von Coelln et autres, étaient les coryphées de ce parti dans la presse, tandis que sa phalange compacte était formée par la noblesse de la Marche électorale, telle qu'elle s'était ralliée, déjà vers 1811, autour de Voss et de Knesebek, pour faire opposition à Hardenberg.

A partir de cette époque, et au milieu même des temps de la guerre, ce parti féodal n'avait jamais cessé de faire tous ses efforts pour ébranler de fond en comble tout le système des réformes. En 1812, il avait empêché la transformation de la constitution des communes rurales, et, déjà à cette époque, les députés des états des cercles, ainsi que les propriétaires fonciers de la province de Prusse, de la Poméranie et de la Silésie, avaient donné signe de vie, en élevant des plaintes contre toute la législation de Hardenberg. Aussitôt que les provinces orientales furent délivrées des ennemis, ces députés avaient obtenu qu'on convoquât des représentants (17 novembre 1813) qui devaient délibérer, entre autres choses, sur une déclaration au sujet des édits de 1811, concernant la condition des paysans. Lorsque cette assemblée se sépara, sans être arrivée à un résultat quelconque, une commission resta chargée de continuer les délibérations sur ce sujet. Déjà en 1814, avec la fortune croissante de l'État, il y eut un arrêt de plus en plus

marqué dans le système progressif suivi jusqu'alors, même lorsqu'on continuait à exécuter certaines mesures isolées qui, d'après ce que nous avons vu plus haut, entretenaient encore, comme à dessein, les apparences du progrès. Immédiatement après la première paix de Paris, on commença à ouvrir de nouvelles mines contre Hardenberg, machinations auxquelles l'ambassadeur d'Angleterre voyait le comte Goltz travailler avec beaucoup de zèle. On commença à faire des propositions au sujet d'une *déclaration*, pour abolir la constitution communale (1); on commença les cabales, « auxquelles même un général célèbre ne restait pas étranger (2) », et qui avaient pour but de faire écarter complètement la législation du 14 septembre 1811; espérance de la réalisation de laquelle on parlait, à cette époque, avec une assurance tellement confiante que bien des seigneurs fonciers cessèrent de régler avec les paysans, comme ils avaient déjà commencé à le faire sur leurs terres.

Lorsque, dans les provinces occidentales qu'on venait de recouvrer, on rétablit le droit commun de Prusse et, avec lui, la juridiction patrimoniale (automne 1814), et que, par conséquent, après avoir donné la liberté aux paysans, on soumettait néanmoins les communes rurales de nouveau au pouvoir des seigneurs fonciers, cette mesure montra jusqu'à quel point toute l'atmosphère politique avait été changée par la paix. On renonça ainsi au but qu'on avait voulu atteindre par la loi sur la gendar-

(1) Cf. L. von Roenne et H. Simon : *Die Gemeindeverfassung des preussischen Staates* (la Constitution communale de l'État prussien). 1843, p. 32.

(2) Cf. Hering : *Ueber die agrarische Gesetzgebung in Preussen* (Sur la législation agraire en Prusse). 1837, p. 94.

merie. D'après l'exemple qu'on avait trouvé alors établi dans les provinces rhénanes, on avait voulu ainsi faire cesser la distinction entre les communes urbaines et les rurales, telle qu'elle avait existé au moyen âge. Mais on abandonna cette idée, et, au surplus, on défendit encore plus tard, d'une manière expresse, d'exécuter cette loi (17 février 1817). Mais le véritable signal de l'abandon du système de 1811 fut donné par la commission formée par les représentants convoqués en 1813 et qui avait continué à siéger pour délibérer sur l'édit de règlement du 14 septembre. Le fruit de ses délibérations, après de nombreuses variations dans les influences et dans les opinions dominantes, était la fameuse *déclaration* relative à cet édit (29 mai 1816), déclaration qui ouvrit l'époque si souvent raillée des interprétations changeantes qu'on donnait aux lois en Prusse. Toute l'histoire de ces changements caractérise on ne peut mieux la législation prussienne, qui se détournait avec indécision du système de réformes suivi jusqu'alors, quoiqu'elle craignît de l'abolir radicalement, et qui revenait à des principes plus conservateurs, bien qu'elle n'osât pas établir un système contraire et logique dans ses conséquences.

Ainsi, déjà cette *déclaration* ne donna pas aux nobles tout ce qu'ils avaient espéré obtenir, bien que, dans les rapports les plus importants, elle paralysât complètement les lois du mois de septembre de 1811, qui cependant avaient été confirmées. En enlevant, en faveur des paysans comme des seigneurs fonciers, toutes les restrictions qui limitaient le droit de posséder et d'acquérir des propriétés, ces lois avaient écarté toutes les anciennes défenses par lesquelles on avait voulu empêcher que les terres des paysans ne fussent réunies et séquestrées, pour être ajou-

tées aux terres nobles ; ces lois avaient, de la même manière, permis aux seigneurs fonciers d'acquérir par des contrats ou bien par d'autres moyens légaux, des fermes de paysans devenues vacantes. Cette circonstance avait aussitôt fait craindre que les lois destinées à relever la propriété des paysans ne produisissent l'effet contraire et n'amenassent la vente de tous ces biens au préjudice des paysans. Dans les temps de l'oppression étrangère, où les règlements entre seigneurs et paysans étaient poursuivis avec le plus de vivacité dans la Marche électorale, ces appréhensions étaient peu justifiées, parce que, d'après le témoignage irrécusable de Marwitz, il n'y avait presque plus un seul propriétaire foncier qui fût riche. En Poméranie, au contraire, où depuis longtemps les propriétaires fonciers étaient dressés et exercés à rogner, à morceler et à diviser arbitrairement les terres des paysans (1), et plus tard en Prusse, où les règlements entre seigneurs et paysans n'eurent lieu que de 1820 à 1828, dans des conjonctures extrêmement défavorables (2), ces conséquences fâcheuses se montrèrent effectivement. Or, la *déclaration* du 29 mai étendit encore ces dispositions en faveur des propriétaires fonciers, en leur permettant, quant aux fermes vacantes auxquelles personne n'avait de droits légaux, ou encore à l'égard de fermes occupées, pourvu que les seigneurs fussent tombés d'accord avec les détenteurs actuels au sujet de l'annulation de

(1) Cf. A. Lette et L. von Roenne : *Die Landesculturgesetzgebung des preuss. Staates* (la Législation de l'agriculture dans l'État prussien). 1853-54, tome I^{er}, p. 95, et Hering, *loco cit.*

(2) Cf. Schubert dans la *Zeitschrift des Vereins für deutsche Statistik* (Revue de la Société pour la statistique allemande), tome I^{er}, p. 27 sq.

leurs droits et de leurs titres, de leur enlever le caractère d'une terre séparée, de les séquestrer ou d'en disposer de toute autre façon,

Mais ce qui était bien plus grave, c'étaient les dispositions par lesquelles cette *déclaration* rendait ces règlements entre seigneurs et paysans plus difficiles, et par lesquelles elle leur imposait des restrictions ; parmi ces dispositions, celle qui était relative à la faculté qu'auraient certaines terres des paysans de régler avec les seigneurs avait les conséquences les plus fâcheuses. Sans avoir égard à l'étendue ou à la nature de ces propriétés, l'édit de 1811 avait donné à toutes le droit légal de se transformer en propriétés libres. Or la *déclaration* refusa alors ce droit aux établissements dits *de service*, pour la culture desquels on n'avait pas besoin de bêtes de trait, et elle le restreignit aux métairies plus grandes, aux fermes indépendantes qui suffisaient à leur subsistance (*Ackernahrungen*), qui étaient inscrites comme telles au cadastre et qui, pendant un certain nombre d'années normales à échéance fort reculée, étaient occupées par des paysans métayers (1).

Le manque de clarté, qui régnait dans cette partie de la *déclaration*, produisit la plus grande confusion. Ainsi, pendant des années entières, on voyait se répandre l'opinion erronée qu'on pouvait arbitrairement donner congé aux détenteurs des fermes que la *déclaration* avait

(1) On trouvait des restrictions semblables dans la loi du 8 avril 1823, relativement aux règlements entre seigneurs et paysans dans le grand-duché de Posen, et les propriétaires fonciers de la Haute-Silésie, qui ne se contentaient pas encore de la *déclaration*, obtinrent qu'une ordonnance, en date du 13 juillet 1827, imposât aux fermes des restrictions plus grandes encore.

exclus du droit de régler avec les seigneurs, et qu'on pouvait sans d'autres façons séquestrer leurs terres et les ajouter à la propriété seigneuriale. Le caractère vague de la distinction entre les fermes indépendantes et les établissements dits *de service*, fit naître une foule de procès dont les décisions étaient toujours tout à fait douteuses. De cette manière, la *déclaration* devint le point de départ de ce jeu de bascule où l'on flottait toujours, entre deux systèmes et entre deux partis, et qui anéantit désormais, en Prusse, toute conséquence logique dans l'administration, toute harmonie et toute clarté dans la législation, comme il trompa tous les calculs qu'on aurait pu faire sur son esprit certain et immuable. Lorsque, au printemps de 1817 (20 mars), une ordonnance institua, comme l'autorité consultative suprême, le Conseil d'État, projeté depuis longtemps par Stein et par Hardenberg, on aurait dû s'attendre à ce que, par cette personne morale, qui était moins sujette aux caprices variables des individus, on prévînt les changements perpétuels des autorités et la masse des lois incapables de vivre qu'on modifiait, qu'on abolissait, qui se contredisaient et qui s'entassaient, de manière à former peu à peu tout un code apocryphe ; mais cette attente aussi fut trompée. De même que dans le gouvernement, de même aussi dans le Conseil d'État, le chancelier avait été obligé d'accorder une place égale à l'ancien régime et à l'esprit moderne.

Agitation constitutionnelle de 1817.

En instituant le Conseil d'État, on pourvut aussitôt à tout ce que réclamait sa situation vis-à-vis de la représentation du pays ; on nomma une commission, prise dans son sein et chargée de s'occuper de l'œuvre constitutionnelle.

Cette mesure fit naître immédiatement de nouvelles espérances et provoqua même de nouveaux efforts dans un sens libéral. C'était, en effet, l'époque riche en espérances où l'on essayait de se relever, où les Constitutions annoncées, discutées et introduites dans le Nassau, le Hanovre, le Wurtemberg et le grand-duché de Saxe-Weimar, donnaient un nouveau courage aux patriotes ; où l'on demanda, même en Prusse, des signatures pour la pétition qu'on voulait adresser à la Diète relativement à l'exécution de l'article 13, et où, aux premiers indices d'une tournure constitutionnelle imprimée au système gouvernemental de la Bavière, on ressentait, du moins dans quelques cercles isolés en Prusse, un mouvement de jalousie. Il pouvait sembler qu'il en était ainsi, au sein même du gouvernement prussien ; du moins, les « assurances » officielles « les plus positives » de Hardenberg ne faisaient pas défaut, déjà vers la fin de l'année 1816, quand il disait qu'après avoir surmonté la plupart des obstacles, on ferait les préparatifs convenables pour exécuter la Constitution. Même les amis de la Constitution, qui ne faisaient pas partie du gouvernement, semblaient, cette fois-ci, saisir avidement cette situation favorable des choses, afin d'appuyer, auprès du roi indécis, le ministre qui était bien disposé à accéder à leurs vœux. Mais les efforts qu'on faisait alors, pour obtenir une Constitution et des états, ne suivaient pas tous la même direction.

La partie de la noblesse qui défendait le maintien légal des anciennes constitutions provinciales, même après que la création d'une classe libre de paysans avait entièrement détruit l'ancien régime constitutionnel du pays, ne voyait, dans la promesse d'une Constitution, faite en 1815, que la perspective d'un établissement d'états pro-

vinciaux dans lesquels on espérait trouver un moyen de ramener, avec les anciennes formes restaurées, aussi les privilèges abolis. Ainsi, lorsque les états de la Basse-Lusace demandèrent au gouvernement de convoquer leur diète (fin de 1816) (1), on vit qu'il ne s'agissait pour eux que de maintenir sans réserve leur ancienne Constitution et leurs « droits particuliers bien acquis ». A l'époque de l'institution du Conseil d'État, Stein déployait une grande activité dans les provinces occidentales, afin de mettre en mouvement les anciens états en faveur de l'œuvre constitutionnelle. Un Mémoire de la noblesse de Westphalie, composé par Stein (du 31 mars 1817) et remis à Berlin, demandait une Constitution générale sur la base des anciens droits. Dans une autre pétition (2 juin), adressée au roi par les propriétaires des terres nobles et par les députés des villes dans le comté de la Mark, on demanda la convocation d'une diète. Ces deux requêtes prenaient pour point de départ la supposition que les anciennes Constitutions continuaient à exister légalement. Des pétitions semblables furent préparées alors et remises, plus tard, au gouvernement aussi par la noblesse de la régence de Münster, ainsi que par celle de Juliers-Clèves-Berg et de la Mark, pétitions qui étaient toutes conçues dans le même sens et plus ou moins provoquées par Stein. Des habitants domiciliés dans la province de Prusse, appelés, pendant le cours de l'année, à donner leur avis sur les finances du pays, saisirent cette occasion pour insister sur la création d'états provinciaux. Les gentilshommes de la Silésie envoyèrent à Berlin des requêtes pour demander qu'on se

(1) Cf. *Gazette d'Augsbourg* du 5 mars 1817. Supplément.

hâtât de donner une Constitution ; la noblesse de la Saxe et celle du duché de Posen s'agitèrent également, la première pour demander son ancienne Constitution, et la seconde pour en obtenir une nouvelle.

Hardenberg fit la moitié du chemin pour aller au-devant de ce mouvement. En automne, il envoya Beyme en Silésie, von Klewitz dans La Mark et en Poméranie, afin de recueillir les matériaux nécessaires ; Altenstein se rendit en Westphalie, pour y écouter l'opinion de Stein, et dans les provinces rhénanes, afin d'y prendre l'avis de la classe roturière. Hardenberg lui-même alla à Engers, pour y servir exclusivement ces intérêts constitutionnels (fin de 1817). A ce voyage se rattachait un petit épisode dans la nouvelle province rhénane, épisode qui aussitôt allait faire de cette agitation constitutionnelle fort modérée et fort conservatrice une crise très-grave, et qui allait devenir une autre fête de la Wartburg pour la Prusse.

Dans la province rhénane, il y avait à dominer une situation semblable à celle qui rendait si difficile l'union de la Belgique et de la Hollande. C'est pourquoi on y avait, au commencement, fait preuve d'une grande prudence et on y avait usé de grands ménagements. Les habitants de cette province espéraient conserver leur constitution judiciaire et obtenir une organisation prompte et complète de leur administration, comme on avait eu l'habitude de voir procéder les Français, et comme on l'attendait de l'honnête gouverneur général von Sack, sur lequel reposaient les espérances de tous les hommes sensés, à peu près comme les Lombards mettaient leur espoir en Saurau. Mais le parti nobiliaire à Berlin, qui appelait Coblenz le camp de Wallenstein, accusait sour-

dement von Sack d'être le chef d'une Opposition, parce que Goerres, Arndt et Koppe demeuraient dans la régence qu'il administrait. Lorsque, au commencement de 1816, on supprima le *Rheinische Merkur*, von Sack fut appelé aussitôt à Stettin. Cette mesure fut la première qui donna à réfléchir aux habitants de la province rhénane ; mais, lorsque parut ensuite la nouvelle organisation et qu'on publia l'état du personnel, la consternation fut déjà générale.

Le gouvernement prussien commit alors les mêmes fautes dont il s'était rendu coupable, déjà une fois auparavant, dans la Prusse méridionale, au grand détriment des affaires publiques. Il envoya, pour occuper les positions supérieures, une foule de fonctionnaires appartenant aux anciennes provinces, pour la plupart protestants et ayant la manie de vouloir commander ; hommes en partie incapables qui, quand le gouvernement usait de ménagements dans les grandes choses, se montraient pédants dans les détails, empiétant d'une manière blessante sur des droits acquis ou tranchant les affaires avec les mêmes procédés. Cette manière d'agir irrita les indigènes à qui leur ancienne position politique sous tant de maîtres avait donné des idées bornées, et qui n'étaient remplis que d'eux-mêmes et de leurs institutions. Les gens aux vues étroites étaient déjà indignés en voyant les manières toutes différentes des fonctionnaires, en observant la conduite arrogante des officiers et en entendant l'accent ronflant de leur voix. Mais ceux qui voyaient plus loin sentaient leur enthousiasme se refroidir, en observant l'attitude indécise du gouvernement prussien en général et les demi-mesures qu'il prenait dans cette province en particulier. En effet, jusqu'alors on ne

s'était pas encore occupé de l'organisation judiciaire, et, bien que, en instituant une commission de justice pour la province rhénane, le roi eût déclaré (20 juin 1816) qu'il voulait conserver tout ce qui était bien, quelle qu'en fût l'origine, on ne se sentait nullement rassuré au sujet des desseins conçus par les ultra-Allemands de Prusse. Stein aussi appartenait à ces hommes qui voulaient relever, dans la province rhénane, la noblesse dépossédée, réduite, émigrée et éteinte, et qui considéraient comme une honte pour l'Allemagne la conservation de la législation française. Mais aussitôt que les habitants conçurent quelque crainte au sujet de cette dernière, on dut voir qu'on aurait beaucoup plus de peine à abolir cette législation, si récemment introduite, qu'on n'en avait eu à renverser le régime antique, mais pourri, qui avait existé auparavant et que les institutions françaises avaient déraciné dans le plus bref délai.

Bientôt, tous les habitants de cette province s'unissaient si bien pour la défense de ces institutions étrangères et formaient une masse si compacte, qu'on considérait les apostats comme des traîtres à leur pays. En effet, ces formes judiciaires et ces codes se trouvaient dans des rapports bien plus intimes avec tout l'organisme politique de la province que le droit commun de Prusse; ils accordaient une protection bien plus sûre aux libertés et aux droits personnels du citoyen, et ils avaient un but plus élevé que celui de punir seulement les crimes commis. Cette législation française resta provisoirement intacte; mais, en voulant faire marcher de front avec elle l'administration à la prussienne, on trouva que cette dernière était partout paralysée et entravée par ce dualisme peu facile à manier. Telle était la raison qui faisait que

les bonnes dispositions montrées au commencement par les habitants de cette province avaient déjà fait place au mécontentement et aux inquiétudes, lorsque le chancelier d'État vint visiter la province rhénane et que Goerres saisit cette occasion pour composer et pour faire signer une adresse au même moment où l'on adressa à la Diète germanique une pétition qui avait le même but. Goerres, à la tête d'une députation, présenta son adresse au chancelier d'État à Coblenz (18 janvier 1818). Hardenberg lui fit le même accueil bienveillant qu'à toutes les pétitions que la noblesse lui présenta au même moment. Seulement, lorsque Goerres lui parla des droits de la noblesse et du clergé, ainsi que la diète de Trèves, il lui fit entendre qu'il ne partageait pas ses idées de moyen âge qui n'étaient plus de son temps. De même aussi, vis-à-vis de la noblesse, le chancelier d'État contesta partout l'existence de droit ou de fait des anciennes Constitutions, bien qu'il consentit, comme le demandait l'adresse de Coblenz, à ce que les nouvelles institutions représentatives se rattachassent à l'ancien régime. Mais, moins Hardenberg trouva à redire à l'adresse ou à la conversation de Goerres, et plus on était offensé à Berlin, lorsque ce dernier fit imprimer un récit de cette conversation et qu'il l'accompagna de réflexions irritantes.

« On pouvait savoir, sans l'avoir entendu dire (1) », que tous ces événements *troubleraient* le roi et le rendraient de mauvaise humeur. Presque au moment même où Goerres fit paraître son *Adressbüchlein*, la Prusse avait fait, au sein de la Diète germanique, la déclaration favorable (5 février) par laquelle elle s'excusait d'avoir

(1) Schleiermacher.

retardé jusqu'alors la promulgation de la Constitution, qui, disait-elle, allait être publiée prochainement. Un peu plus tard, cette déclaration n'aurait pas été faite. Peu de temps auparavant, Stein avait épanché son cœur (2 janvier), débordant d'indignation, au sujet de « l'impudeur éhontée » avec laquelle Metternich et Rechberg posaient alors l'axiome machiavélique d'après lequel ils faisaient dépendre de la volonté arbitraire des gouvernements l'époque et le mode de l'exécution des Constitutions promises. En même temps il avait déclaré, dans les expressions les plus fortes, que l'application des mêmes sophismes à la Prusse serait « entièrement pernicieuse », puisque, de cette manière, toute la série des promesses du roi vaillant, chevaleresque, pieux et fidèle, ne deviendrait qu'une « simple jonglerie ». Mais, peu de semaines après (21 mars), le roi déclara, dans un ordre du cabinet, qu'il se réservait de déterminer l'époque qu'il jugerait convenable pour octroyer une Constitution.

Crise. Congrès d'Aix-la-Chapelle.

Peu de temps avant les dernières démarches constitutionnelles de Hardenberg, sa position à Berlin avait été plus que jamais ébranlée. Depuis assez longtemps déjà, des plaintes générales avaient été élevées sur sa gestion financière et elles étaient venues d'une manière uniforme de tous les côtés. Le ministère des finances était entre les mains de son neveu Bülou (depuis le 26 novembre 1813), que déjà son ancienne position comme ministre de ce département dans le royaume de Westphalie rendait odieux au public, fonctions dans l'exercice desquelles, comme on le savait partout, il s'était montré complaisant envers la cour par ses inventions financières ; mais on savait aussi qu'il avait, en revanche, détourné du pays

bien des calamités. Au sein du Conseil d'État qu'on venait à peine d'instituer, Bûlow avait présenté un nouveau système financier et le projet d'une loi sur les contributions ; il voulait ainsi préparer l'unité dans la législation sur les impôts ; et, en introduisant dans le pays un système général des douanes vis-à-vis de l'étranger, ainsi qu'un impôt sur la consommation de différentes subsistances produites dans l'intérieur, il comptait augmenter les recettes de l'État. Ces propositions furent attaquées, avec une violence fort inattendue, par Humboldt et par la commission des finances (milieu de 1817) ; par suite de cette opposition, non-seulement le projet de Bûlow dut être retiré, mais le ministre lui-même fut obligé de quitter son poste. On enleva même, dès ce moment, l'institution du crédit public et l'administration de la dette publique au ministère des finances, à côté duquel on mit le *contrôle général*, comme une seconde autorité financière, placée immédiatement au-dessous du roi (3 novembre 1817). Tout le monde considérait cette mesure comme le prélude de la chute de Hardenberg. Jamais on ne s'était exprimé sur son compte avec moins d'égards, ni avec un plus grand découragement. Un changement ministériel était imminent : on parlait de l'entrée de Humboldt et de Gneisenau au ministère. Le gouvernail semblait s'échapper des mains du chancelier d'État ; déjà on croyait voir les joyeux héritiers se disputer sa succession politique. Mais comme on était incapable, à Berlin, de suivre une direction quelconque et que le roi, plein d'égards pour son vieux serviteur, ne le laissa pas tomber, tous ces orages s'apaisèrent sans les moindres tours d'exorcisme. Le chancelier d'État éloigna Humboldt en l'envoyant à Londres ; un étranger,

le comte Bernstorff, diplomate danois, le remplaça aux affaires étrangères (fin de 1817), et Altenstein se chargea des cultes ; Bülow lui-même put trouver un refuge au ministère du commerce, créé pour lui. Il est possible cependant que Hardenberg jugeât néanmoins nécessaire de se créer un nouvel appui dans l'opinion publique, en faisant de nouveaux efforts en faveur de la Constitution ; mais à peine eut-il trouvé ce soutien, qu'il lui manqua déjà à Coblenz.

Si cet accident mesquin avait momentanément porté un nouveau coup à l'œuvre constitutionnelle en Prusse auprès du roi et diminué ses bonnes dispositions, Metternich profita des occasions fournies par le moment, ainsi que de la puissance du parti des nobles et de la position du chancelier d'État, pour donner le coup de grâce à cette même œuvre, sinon en empêchant l'introduction d'une Constitution, du moins en troublant son exécution. C'était précisément à l'époque où le cabinet de Vienne, plein d'inquiétude au sujet des promesses précipitées d'une Constitution faites à Munich, cherchait à les y contrecarrer. Dans le cours de l'année 1818, on promulgua les Chartes de Bavière et du grand-duché de Bade, et l'on convoqua les états du duché de Nassau. Les nouvelles idées et formes constitutionnelles prenaient racine dans le midi de l'Allemagne ; si la Prusse avait pris part à ce mouvement, l'influence de l'Autriche sur l'Allemagne aurait été détruite. Mais on savait fort bien à Vienne que Hardenberg était le véritable représentant de cet esprit de l'époque qu'on redoutait tant ; on le savait déjà avant que la commission d'enquête de Mayence retrouvât plus tard, au sein de ses bureaux, la trace de plus de menées politiques qu'il n'en avait existé

parmi les étudiants allemands. Détourner le chancelier d'État de cette direction, c'était là un coup de maître qu'il s'agissait de tenter. Le parti de la noblesse prêta l'oreille aux mauvais conseils de l'Autriche, qui avaient pour but de ramener la représentation nationale en Prusse à des états provinciaux organisés sur un pied aussi autrichien que possible.

On prétend qu'il s'était trouvé une nouvelle occasion pour agir sur Hardenberg lui-même, lorsque, par suite d'une de ses histoires privées si scandaleuses, le chancelier d'État avait été encore une fois ébranlé dans sa position et qu'il avait cherché alors un appui dans Metternich. Nous ne nous prononcerons ni pour ni contre cette assertion, de même que nous ne connaissons pas en détail toutes les voies qui ont conduit Metternich vers le but atteint par lui au congrès d'Aix-la-Chapelle; c'est-à-dire comment il réussit à rapprocher Hardenberg de la politique autrichienne et du parti de la noblesse à Berlin. Avant la réunion à Aix-la-Chapelle, les deux hommes d'État avaient eu une conférence au château d'Iohannisberg. Des politiques « sagaces (1) » savaient qu'on comptait faire de grandes choses à Aix-la-Chapelle; qu'avec un assez grand accord on avait préparé bien des mesures absurdes et désastreuses dans les affaires intérieures et extérieures et que, pour les rapports intérieurs, on avait en vue, déjà à cette époque, un « Karlsbad européen ». Nous verrons plus tard quels étaient les projets russo-autrichiens relatifs aux affaires étrangères, projets qui échouèrent contre les protestations de l'Angleterre. Quant aux relations intérieures, nous avons

(1) Cf. *Perthes' Leben* (la Vie de Perthes), tome II, p. 207.

déjà vu quels étaient les desseins conçus contre la France et qui s'y évanouirent avec la chute inattendue de Richelieu. Mais Metternich réussit dans ses machinations contre la Prusse. Des patriotes prussiens, qui ont pu s'instruire sur les lieux mêmes, prétendent savoir que, même à Aix-la-Chapelle, le roi s'était encore exprimé dans un sens favorable à ses promesses d'une Charte et qu'il avait dit qu'une fois la Constitution donnée il pourrait mourir tranquillement. Ils racontent également que Hardenberg, au contraire, lorsque, dans cette même ville, on avait parlé à sa table avec l'ancienne franchise habituelle sur ce sujet, avait pour la première fois changé de ton.

Ce qu'il y a de certain, c'est que Metternich quitta Aix-la-Chapelle avec une joie enfantine que lui inspiraient les résultats du congrès qui, disait-il, promettaient la paix à l'Europe pour un long temps à venir et qui permettaient à tout le monde de planter ses choux en toute tranquillité. Il est bien prouvé encore que, dès les premiers rapprochements opérés entre Metternich et Hardenberg, le diplomate russe Kapodistrias représentait, déjà à Aix-la-Chapelle, cette entente entre la politique de la Prusse et celle de l'Autriche comme fort suspecte. Il est également avéré qu'à la première occasion importante, la rupture de Hardenberg avec ses anciens amis et alliés était tout aussi déclarée et ouverte que sa nouvelle alliance avec Wittgenstein. Enfin il est bien acquis à l'histoire qu'un an plus tard, Gentz pouvait lui exprimer sa gratitude et le combler d'éloges, fort mérités certainement, pour avoir persévéré avec tant de fidélité et de fermeté dans la voie qu'il avait commencé à suivre d'un commun accord avec l'Autriche.

Il est possible que Stein aussi ait eu vent, déjà à Aix-la-Chapelle, de cette nouvelle alliance, lorsqu'il voyait Hardenberg marcher « entre l'Autriche et la Russie et à la remorque de ces deux puissances ». Il se plaignit auprès de l'empereur Alexandre des retards que la Prusse faisait subir à la Constitution, comme, peu d'années auparavant et devant le même czar, pour appuyer la Prusse, il avait dû accuser les petits princes de montrer ouvertement leur haine de toute Constitution. L'empereur répondit à Stein par une phrase évasive ; il parlerait au roi, disait-il ; mais pourquoi lui aurait-il donné alors d'autres conseils que trois ans auparavant ? Du reste, toutes ces négociations furent enveloppées du plus grand secret qui, même de nos jours, n'est pas encore dévoilé. Dans un seul cas, une petite fente perfide jeta un peu de jour sur les communications qu'on se faisait à Aix-la-Chapelle, et ces quelques rayons de lumière ne laissaient présumer rien de bon au sujet des conseils donnés par Alexandre. Une brochure écrite par un jeune homme du nom de Stourdza (1), imprimée avec beaucoup de mystère, publiée tout de suite en plusieurs langues et distribuée par l'empereur de Russie, parut tout à coup et sans qu'on s'y attendît à Paris et produisit encore à Aix-la-Chapelle un éclat excessif et fort gênant. Ce petit livre, pauvre d'esprit mais regorgeant d'un zèle religieux qu'on ne reconnaît que trop bien comme simulé, menaçait l'Allemagne d'une révolution. Il invoquait comme témoins les partisans de Poeschel, la fête de la Wartburg et le

(1) Le titre allemand est : *Denkschrift über den jetzigen Zustand Deutschlands* (Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne). Stuttgart, 1819.

refus du Wurtemberg de payer les impôts et avant tout l'émigration. Les causes de la révolution seraient la faiblesse de la Diète germanique, la nouvelle composition des états, la ruine de la religion et de la presse, ainsi que les universités barbares et gothiques. L'empereur de Russie demanda, sur le contenu de ce petit livre, l'avis de Stein, qui l'approuva en partie et qui n'avait pas assez de sentiment patriotique pour protester avec indignation contre cette atteinte portée au sanctuaire moral du peuple allemand, outrage que, même l'ami de Stein, le Russe Tourguenev, trouvait dans cette brochure.

CONSTITUTIONS ET DIÈTES DE L'ALLEMAGNE DU SUD

Opposition entre les Constitutions ainsi que les États de l'Allemagne du Sud et ceux du Nord, les grandes puissances et la Diète germanique.

La cessation de toute vie politique au centre d'unité en Allemagne ainsi qu'en Autriche; la stagnation dans les affaires constitutionnelles de la plupart des États de l'Allemagne du Nord; les retards qu'avait subis la Constitution en Prusse et son avortement définitif qu'on prévoyait déjà : tout cela semblait devoir jeter toute l'Allemagne dans un complet engourdissement politique. Avoir détourné un désastre aussi funeste, c'est là le mérite des gouvernements, des États et des races de l'Allemagne

du Midi, mérite que la nation n'a pas manqué de reconnaître et d'apprécier. Depuis les temps de la Confédération du Rhin, ces États étaient entrés dans la voie des nouvelles réformes administratives et y avaient persévéré, tandis qu'au nord de l'Allemagne on les seconait avec tant de résolution et qu'en Prusse on les laissait s'étioier avec tant d'irrésolution. C'étaient les seuls États qui eussent goûté la faveur des temps de la domination napoléonienne, sans avoir dû essuyer la défaveur de l'époque qui suivait la chute de l'empereur. A l'exception de la noblesse, personne dans ces États, ni le peuple, ni le souverain, n'était aigri contre les institutions étrangères, surtout depuis que le poids du patronage étranger eut cessé de peser sur les pays. Sous l'influence de la France et d'après l'exemple donné par elle, il s'était formé, dans ces pays, une classe d'hommes d'État et d'administrateurs qui, après avoir comparé les bienfaits et les avantages des institutions nouvelles et étrangères au chaos grossier de l'ancien régime de leur patrie, les avaient compris avec un esprit d'impartialité et sans illusions, pour les approprier à eux-mêmes ainsi qu'à leur pays, et qui, dès lors, étaient bien loin d'être animés de cet esprit de vengeance patriotique ou de ce fanatisme grossier qui, dans son aveuglement, rejetait, en Espagne et en Italie, toutes les institutions françaises par la seule raison qu'elles étaient françaises.

Il faut encore ajouter à cela que quelques-uns de ces États étaient gouvernés par des princes d'une trempe peu ordinaire et qui avaient appris quelque chose à l'école de leur grand protecteur. Les derniers temps leur avaient enseigné, entre autres choses, aussi la nécessité de se rendre accessibles, comme Napoléon lui-même, aux le-

çons de la nécessité ; de comprendre tant soit peu leur position, malgré toutes les suggestions de leur absolutisme entêté et orgueilleux, et de reconnaître qu'ils ne pourraient régner désormais sans renoncer à une partie de leur puissance souveraine. C'est pourquoi, au commencement de cette époque nouvelle, dans quelques-uns de ces États, on avait pris un élan rapide pour accorder des Constitutions ou pour entamer, à ce sujet, des négociations avec le peuple. Plus tard, ce furent précisément les hésitations de la Prusse qui stimulaient surtout le gouvernement de la Bavière à entrer dans la voie d'institutions politiques plus libérales. Aussitôt, dans tout le midi de l'Allemagne, un grand nombre d'hommes, appartenant au peuple, à la noblesse et aux ministères, adoptèrent une maxime à laquelle les princes eux-mêmes prêtèrent l'oreille, à savoir, qu'il était de l'intérêt des États allemands d'un ordre secondaire, comme c'était leur privilège, de donner et de pouvoir donner, en opposition aux grandes puissances, des Constitutions plus libérales. Telle fut la raison qui fit que le germe de la liberté constitutionnelle prit racine d'abord précisément dans ceux des États dont les gouvernements, au congrès de Vienne, avaient été, en partie et cela en contradiction avec la Prusse, les plus opposés à tout régime constitutionnel. La manière rapide dont on hâta, dans ces États, l'organisation des nouvelles institutions administratives et du nouveau régime constitutionnel, l'emporta bientôt tellement sur les hésitations de la Prusse que cet État, sur lequel on avait d'abord fondé de si grandes espérances, baissa entièrement dans l'opinion publique.

Au même degré qu'on voyait s'évanouir d'abord l'unité nationale de la Confédération et ensuite l'unité ou

l'uniformité du régime représentatif, dont on aurait été en droit d'attendre la réalisation par l'exemple patriotique et national qu'aurait dû donner la Prusse dans cette voie constitutionnelle, au même degré aussi se tournaient alors, au contraire, vers les États constitués de l'Allemagne du Sud, les affections, les intérêts et les espérances des amis de la patrie, de l'unité et de la liberté allemandes. Déjà dans la première session des états du grand-duché de Bade, on entendit même exprimer la pensée que les députés des différents pays allemands devaient essayer d'exercer leur influence sur l'organisation fédérale et que leur action devait s'étendre de la périphérie sur le centre. La manière dont l'opinion publique accueillit aussitôt cette pensée (1) prouva jusqu'à quel point elle avait été comprise. Les grands moyens auxquels on eut aussitôt recours à Vienne, pour s'opposer, avec toutes les forces supérieures de l'Autriche, à cette première démarche et à toute cette attitude des premières diètes de l'Allemagne du Midi; ce déploiement de ressources, disons-nous, montra aussitôt combien on craignait à Vienne que la liberté ne se fondât un asile dans ces États et que l'esprit progressif du développement politique de l'Allemagne n'entrât triomphalement dans leurs diètes. Ceci amena aussitôt un conflit formel entre les institutions de l'Allemagne du Midi et le système des grandes puissances qui venaient de s'entendre au congrès d'Aix-la-Chapelle, conflit d'où ces puissances sortaient non vaincues, il est vrai, mais non plus nullement victorieuses.

(1) Par exemple dans Goerres : *Deutschland und die Revolution* (l'Allemagne et la Révolution). 1819.

La Bavière.

Le premier élan, pris, comme nous venons de le dire, au commencement de la restauration, par quelques-uns des États de l'Allemagne du Midi, pour arriver à l'établissement d'une Constitution, n'avait eu qu'une durée fort courte. Puis il était venu un temps intermédiaire pendant lequel les affaires politiques menaçaient de s'arrêter dans ces pays et de suivre une marche rétrograde, comme dans l'Allemagne du Nord. Avant tous les autres États allemands, le duché de *Nassau* avait reçu du duc Frédéric-Auguste d'Ussingen et du prince Frédéric-Guillaume de Weilbourg (1^{er} et 2 septembre 1814), une Constitution fondée sur les principes représentatifs modernes, Charte qui contenta tout le monde et qui, plus tard, fut exaltée par les états eux-mêmes « comme l'idéal mûrement examiné d'une forme de gouvernement modéré, constitutionnel et monarchique ». Les lettres patentes avaient été accompagnées d'un résumé de tout ce que le gouvernement avait fait jusqu'alors en faveur de la nouvelle organisation du pays, résumé qui, formant un contraste violent avec la situation politique du Nord, telle qu'elle avait continué à exister ou telle qu'elle avait été rétablie, faisait reconnaître la grande différence entre cette condition et les institutions nouvellement créées dans ce duché. On disait, dans ce document, qu'on avait, autant que possible, assuré aux habitants du duché de Nassau la liberté civile ; l'égalité politique, ajoutait-on, avait été maintenue ; la liberté la plus complète avait été accordée aux opinions religieuses et politiques pour se faire jour dans la presse ; le servage avait été radicalement détruit ; les corvées et les devoirs des feudataires avaient été rachetés ; on ne reconnaissait plus les privi-

lèges héréditaires à l'égard des fonctions supérieures dans l'État; on avait aboli les immunités et l'on avait préparé le rachat des dîmes, des charges foncières et des servitudes, ainsi que le partage des biens communaux et l'introduction de la liberté complète de l'industrie. Mais, plus tard, le ministre d'État von Marschall, dans la crainte qu'il n'y eût une assemblée constituante et afin d'achever, sans y être troublé, l'organisation administrative d'après ses idées bureaucratiques, retarda pendant des années entières la convocation des états. Il y réussit encore plus facilement lorsque, après la mort de ces deux princes (janvier et mars 1816) qui avaient publié les lettres patentes, le duc Guillaume, prince dont von Marschall avait entièrement l'oreille, leur succéda dans les pays réunis. Ainsi, dans le duché de Nassau aussi, on ne parlait déjà plus de Constitution ni de diète. Quant aux grands-duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt, nous avons vu plus haut que, depuis longtemps, on avait fait tout ce qui était possible pour imposer silence à la noblesse, qui, la première, avait soulevé la question constitutionnelle. Nous avons vu également quelle était la tournure fâcheuse que les discussions avaient prise dans la diète du Wurtemberg.

Enfin, dans le royaume de *Bavière* (1), qui, parmi ces États, entraînait avant tous les autres en considération, la cause de la Constitution semblait, déjà dès 1815, destinée à dépérir et à mourir lentement, comme nous l'avons vue s'étioler en 1818 en Prusse. Nous rencontrons, en Ba-

(1) Cf. G. von Lerchenfeld : *Geschichte Bayern's unter K. Maximilian Joseph I* (Histoire de la Bavière sous le règne du roi Maximilien-Joseph I^{er}). Berlin, 1854. — Andr. Buchner : *Geschichte von Bayern* (Histoire de la Bavière), X^e livre. 1799-1825.

vière, une histoire préliminaire de la Constitution assez semblable à celle de la Prusse; seulement les faits, plus grossiers et plus criants, y deviennent presque une caricature. Depuis les modifications politiques opérées en Bavière par la Confédération du Rhin, on y voyait lutter les mêmes éléments discordants qui s'étaient combattus en Prusse, depuis l'introduction des réformes de Hardenberg dans ce pays. Les nouvelles institutions établies en Bavière depuis 1805 avaient inauguré, comme en Prusse, l'abolition du régime féodal, des droits seigneuriaux, du servage et des corvées. On avait fait entrer au service du pays Feuerbach, pour faire réformer par lui l'état judiciaire du royaume, qui faisait dresser les cheveux sur la tête, ainsi que les codes, parmi lesquels « le code criminel était écrit avec du sang (1). » On avait même élaboré une Constitution politique (1^{re} mai 1808) d'après laquelle on aurait établi un simulacre de représentation d'un style ultra-napoléonien (2). Mais de même qu'en Prusse, en Bavière aussi on n'était pas arrivé à réaliser la pensée d'une Constitution. De même qu'à Berlin, sous le règne du puissant chancelier d'État, de même aussi à Munich, au milieu de l'épanouissement du ministérielisme de Montgelas, le parti féodal de la noblesse avait été assez fort pour entraver la nouvelle législation et pour neutraliser les ordonnances relatives à l'achat de la rente foncière et des dîmes, qui étaient d'une

(1) Cf. *Feuerbach's Leben und Wirken* (la Vie et l'Activité de Feuerbach). Par L. Feuerbach. 1852, tome 1^{er}, p. 129 sq.

(2) Parmi les quatre cents propriétaires d'un cercle qui payaient le plus d'impôts, le roi devait nommer les électeurs, qui, à leur tour, auraient eu à choisir les députés parmi les deux cents propriétaires qui étaient les plus imposés du cercle.

importance extraordinaire en Bavière, où, dans les cercles du bas Danube et de l'Isar et à peu près aussi dans le cercle de la Regen, les trois vingtièmes seulement des propriétés particulières étaient des biens allodiaux (1). Ce parti féodal réussit même bientôt à forcer le gouvernement à revenir sur ses pas et à retirer quelques-unes des mesures prises par lui.

Lorsque ensuite arriva l'époque de la délivrance, cette position des partis, de la noblesse et de la bureaucratie se modifia entièrement, dans ce pays où les antipathies et les sympathies provinciales et particulièrement bavaroises formaient bien plutôt les partis que ne le faisaient les principes politiques. Pendant quelque temps, le peuple avait conservé le sentiment qu'il appartenait à la commune patrie allemande. Des hommes tels que Feuerbach essayaient de réveiller, par des brochures, l'esprit public en Bavière et d'y activer les sympathies pour le mouvement allemand; le prince Wrede et le jeune prince héréditaire partageaient et encourageaient ces tendances. Les membres du gouvernement, au contraire, le roi et les ministres gardaient, au fond du cœur, leurs sympathies françaises et restaient tièdes à l'égard de la cause allemande qu'ils embrassèrent; leurs officiers de police se raillaient de l'armement des volontaires qu'ils organisaient eux-mêmes; chez le ministre on se moquait du « fâcheux teutonisme » dont on était obligé de faire profession; la censure empêchait toutes les attaques de la presse contre Napoléon, avec lequel on était en guerre. Ces sentiments antiallemands de la cour et du gouver-

(1) Cf. Rudhardt : *Ueber den Zustand des Koenigreichs Baiern* (Sur l'état du royaume de Bavière). Stuttgart, 1825-1827, tome 1^{er}, p. 157.

nement qui, en apparence, étaient si contraires à l'esprit de l'époque, se répandirent cependant bientôt dans le peuple et prirent un caractère national aussitôt que Goerres et Arndt (1), dans la presse prussienne, s'érigèrent en juges pour condamner la politique de la Bavière; dès qu'on sut quels étaient les sentiments hostiles de Stein à l'égard des souverains partisans de Napoléon; lorsque les exploits militaires de la Prusse stimulaient l'envie des Bavarois et que les agrandissements de cette puissance aiguillonnaient leur jalousie.

Tous ces faits semblaient pousser le gouvernement bavarois dans une seule et unique direction hostile à la Prusse, et, en tant que cette dernière professait des sentiments allemands, hostile à l'Allemagne de même qu'à tout le régime constitutionnel, puisque, au congrès de Vienne, la Prusse était favorable aux institutions représentatives. Tout l'art politique de la Bavière semblait se résumer dans ces deux maximes : qu'il ne fallait pas faire ce que faisait la Prusse, et qu'on avait à faire ce que ne faisait pas cette dernière. Le roi débonnaire acceptait comme des faits les suggestions de ceux qui lui disaient que les membres du *Tugendbund* cherchaient à miner les trônes et à provoquer une anarchie républicaine (2); il se laissa gagner par les préventions violentes de son entourage contre tous les étrangers et même contre un favori tel que Feuerbach. Lorsque ce dernier publia, à ce moment, un livre intitulé : *Teutsche Freiheit und Vertretung*. (la Liberté et la représentation nationale en

(1) Cf. *Blicke aus der Zeit in die Zeit* (Coup d'œil jeté par un contemporain sur l'époque actuelle). 1814.

(2) Cf. Lerchenfeld, *loco cit.*, p. 343.

Allemagne), Montgelas eut assez d'influence pour l'éloigner de la capitale, en l'envoyant siéger à la cour d'appel à Bamberg (8 juin 1814). Le roi lui-même, dans son emportement turbulent, l'appela un jacobin allemand, un émissaire de la Prusse et un de ces vagabonds de l'Allemagne du Nord qui voulaient lui dicter la loi dans son propre pays. Il déclara alors que mentionner seulement la Constitution, c'était s'attaquer à sa couronne. A l'époque du congrès de Vienne, son ministre puissant le fortifia encore davantage dans cette violente opposition qu'il faisait à tout le régime fédéral et à toutes les affaires constitutionnelles de son pays. En effet, bien que Montgelas ne voulût pas se déclarer l'ennemi par principe d'une Constitution et d'une représentation nationales, il avait cependant dans son ministère *triunitaire* poussé les choses à un tel point qu'il n'aurait jamais pu oser rendre compte de sa mauvaise gestion financière devant une assemblée des états. Mais, comme toutes les grandes puissances semblaient d'abord s'accorder sur la nécessité de créer un État fédératif allemand fort et qu'on ne semblait pas pouvoir éviter toute Constitution, le gouvernement bava-rois, pour se soustraire, en cas de besoin, du moins à des exigences plus grandes, convoqua (17 septembre 1814) une commission composée de fonctionnaires supérieurs et de gentilshommes, afin qu'elle soumit à une révision la Constitution de 1808 qui avait été abolie. Seulement les ministres eurent soin de faire de tels choix, de donner de telles instructions et d'intimer des injonctions tellement sévères que la Constitution élaborée par cette commission ne pouvait jamais menacer le gouvernement du moindre danger.

Pour caractériser l'esprit grossier et servile de cette

assemblée, on n'a pas besoin de remonter aux récits d'un haut comique fournis par le chevalier von Lang (1); on n'a qu'à rapporter simplement le résultat de ses travaux. Le contenu dérisoire de la Constitution de 1808, dont un seul trait, cité plus haut, peut faire reconnaître la nature, reparut dans le projet de cette commission (février 1815); on y avait fait entrer les privilèges les plus absurdes, accordés aussi bien à la bureaucratie qu'à l'aristocratie, bien qu'on eût fait valoir contre eux les raisons les plus frappantes. Le roi lui-même devait choisir les députés, pour la seconde chambre, parmi trois candidats proposés; puis il devait avoir le droit de nommer membres de la première Chambre un nombre illimité de sénateurs du royaume. Tous les tenanciers, formant alors les neuf dixièmes du nombre total des paysans propriétaires fonciers étaient exclus de la représentation nationale, « parce qu'ils étaient déjà représentés par les seigneurs fonciers ». La Chambre ne devait pas avoir d'initiative; on ne lui permettait pas d'examiner l'emploi des deniers publics, et on ne lui accordait qu'un droit restreint de voter exclusivement les contributions directes.

Mais déjà, pendant que la commission se livrait à ces travaux, les temps s'étaient de nouveau modifiés. On ne pouvait plus espérer l'établissement d'un État fédératif allemand fort. Au mois de mars 1815, Napoléon rentra en France. Si, à Berlin, cet événement avait été le signal de l'institution d'une commission chargée d'élaborer une Constitution, à Munich, au contraire, il mit fin à l'existence de la commission constitutive et à tous les projets

(1) Cf. *Memoiren*, tome II, p. 215.

constitutionnels. Le parti français se mit de nouveau en avant avec un zèle des plus bruyants et recommanda d'abandonner la cause de la commune patrie allemande, pour épouser exclusivement les intérêts de la Bavière (1). L'*Alemannia*, qui était entre les mains du baron Aretin, cet objet d'horreur pour Stein, Arndt et Iahn, cet apôtre de la « gallomanie », et qui était, en même temps au service de cet aveugle zèle patriotique et de cette admiration vaniteuse de soi-même qui sont les signes caractéristiques de tous les peuples sans culture; l'*Alemannia*, disons-nous, prêcha de nouveau le despotisme et la nécessité de se séparer de l'Allemagne; elle fit planer des soupçons sur tous les amis de la Prusse et elle attisa la haine de son parti contre tout ce qui était protestant, prussien et allemand, en la poussant jusqu'à la fureur et jusqu'au délire. Tous les partis aboutirent de nouveau à cette seule et même direction; on défendit de célébrer l'anniversaire de la bataille de Leipzig, dont on se raillait. Les ambassadeurs étrangers considéraient, encore vers la fin de 1816, la Bavière comme toute dévouée à la France, et, d'après ce que disaient les observateurs, même le patriotisme allemand du plus allemand des Bavarois, c'est-à-dire du prince héréditaire, cessait aux limites de la Bavière.

La Constitution bavaroise.

Mais ces flots aussi, après s'être élevés, commencèrent bientôt à baisser. Le danger dont la France avait menacé la Prusse s'évanouit complètement, et avec lui les espérances dont la Bavière s'était bercée à ce sujet. Déjà, vers la fin de 1815, des gens bien informés à Munich

(1) Cf. Feuerbach, *loco cit.*, tome I^{er}, p. 310.

savaient peut-être où en était alors la question de la Constitution en Prusse. Cette circonstance exerça une influence essentielle et modificative sur la politique intérieure de la Bavière; les rapports peu amicaux entre la Bavière et l'autre grande puissance allemande y ajoutèrent encore leur poids. Aigri comme l'était le gouvernement bavaïois contre la Prusse, l'issue peu satisfaisante de la question territoriale l'irrita aussi contre l'Autriche (1); cette brouille ne fut même pas dissipée par les nouveaux liens de parenté qui, par suite du mariage de l'empereur François avec la fille du roi (10 novembre 1816), rapprochaient les deux cours. En voyant les premiers indices d'un rapprochement encore tout à fait éloigné entre les deux grandes puissances, par rapport à leur politique intérieure, la Bavière commença à se méfier de tous les deux cabinets. Comme elle voyait que ses projets, relatifs à la formation de son territoire, avaient échoué et lui avaient fait perdre le patronage qu'elle avait espéré exercer sur l'Allemagne méridionale, la Bavière songea, dès lors, à protéger son indépendance par une ligue avec les États du midi de l'Allemagne et à augmenter ainsi son importance. En même temps, elle entra assez loin dans les ouvertures que lui fit la Sardaigne au sujet des projets de l'Autriche relativement à une confédération italienne, pour avouer que, dans un cas nécessaire et possible, une ligue secrète des États secondaires pourrait être fort utile. Le royaume voisin du Wurtemberg, où régnait Wangenheim, qui était lié d'amitié avec les hommes d'État bavaïois d'un certain libéralisme tels que Lerchenfeld, prêta volontiers l'oreille

(1) Cf. tome I^{er}, p. 314.

à des idées semblables, et, vers le milieu de 1816, Feuerbach prétendait avoir trouvé un grand nombre des premiers hommes allemands à Francfort, tout à fait disposés à former, sous la primauté de la Bavière, une ligue entre tous les petits États de l'Allemagne.

A ce projet se rattachait la politique suivie par la Bavière à l'égard du Palatinat du Rhin, où elle surenchérrissait sur les ménagements avec lesquels la Prusse traitait la province rhénane. Elle y laissa subsister les institutions telles qu'elle les y avait trouvées; elle y gouvernait aussi peu que possible; autant que cela était faisable, elle ne prenait les fonctionnaires que parmi les indigènes, et elle mit à la tête du pouvoir suprême le gouverneur von Zwackh, qui mérita bien de cette province en sachant, avec intelligence, entrer dans ces intentions du gouvernement. Conformément à ce projet encore, pendant l'époque qui suivit immédiatement après, la Bavière essaya de fonder une ligue commerciale entre les États de l'Allemagne du Midi, comme elle conçut l'idée d'établir, dans ces mêmes pays, un régime représentatif commun, ainsi que des institutions plus libérales et plus conformes à l'esprit national. De cette manière, on espérait se rendre populaire en Allemagne et y gagner les devants sur les grandes puissances, appât que Wangenheim avait l'habitude de présenter même au roi Guillaume. Puisque, à cette époque, la Prusse se rapprochait de l'Autriche, ce même projet conciliait donc de nouveau le patriotisme bavarois avec le patriotisme allemand et même avec la liberté, lorsque la Prusse était assez peu libérale pour retarder la promulgation de sa Constitution. C'est pourquoi, non-seulement les anciens Borussomanes en Franconie commencèrent, à

ce moment, à montrer un grand enthousiasme pour la Bavière, mais les « patriotes » aussi se levèrent, dès lors, contre Schmalz (1) et en faveur du règlement représentatif, ainsi que pour l'unité allemande ; ils publièrent même un projet de Constitution. Ce qui plus est, Aretin écrivit alors en faveur de la Charte bavaroise, et finit même par devenir plus tard le premier parmi les auteurs qui ont écrit sur le droit politique constitutionnel en Allemagne (1824).

Ces projets avaient donc nécessairement pour base une Constitution en Bavière, et il fallait qu'elle fût plus effective que ne l'étaient celles de 1808 et de 1814. Pour atteindre ce but, il fallait renverser Montgelas. D'ailleurs, il était devenu fort difficile de le conserver. Le déficit s'était élevé, de 1811-12 à 1816-17, jusqu'à la somme de 9 millions ; les fonds publics perdaient de 30 à 40 pour 100. Les finances souffraient encore davantage par suite de la disette de 1816, et parce qu'on avait maintenu l'armée à un chiffre excessif à cause des brouilles qui avaient été amenées par la question territoriale. L'essor qu'avaient pris l'industrie et le commerce, par suite du blocus continental, avait commencé à se ralentir depuis la chute de Napoléon, et même déjà auparavant. Les droits de transit, qui plus tard cessèrent presque entièrement de rapporter à l'État parce que les routes bavaroises devenaient de plus en plus mauvaises, commençaient à baisser fortement, déjà à l'époque dont nous parlons ici. Toutes ces causes poussaient le gouvernement à chercher un remède dans les états, ce que Montgelas devait redouter par-dessus tout. Des raisons personnelles

(1) Cf. *Alemannia*, tomes V, VI.

concouraient aussi à son éloignement. A Vienne, le ministre révolutionnaire était vu de mauvais œil ; le prince Wrede travaillait à sa chute et le prince héréditaire était parmi ses ennemis les plus acharnés. Un matin, lorsque Montgelas attendait le roi chez lui pour déjeuner, il reçut, au lieu de la visite du souverain, un billet royal qui, à sa grande surprise comme à celle de tout le monde, lui annonça sa retraite (2 février 1817). A la tête du nouveau ministère, composé d'éléments fort différents, le roi plaça le comte Rechberg, homme imbu des principes de Metternich, mais très-favorable aux projets d'une ligue d'États séparatistes. Lorsque Feuerbach lui présenta, immédiatement après (11 mars), un Mémoire sur la nécessité de former une ligue entre les princes allemands, il fut nommé, peu de jours après, président de la Cour suprême d'appel à Anspach.

Le jour même de la chute de Montgelas, une ordonnance royale avait réglé la reprise des travaux constitutionnels, qui, dès lors, prirent une tout autre marche. Il est vrai que la nouvelle commission aurait maintenu encore une partie des folies que contenaient les anciens projets, comme par exemple la présentation de trois candidats au choix du souverain à la place d'élections réelles ; mais c'étaient alors le roi lui-même et le prince héréditaire qui, dans ce cas comme dans quelques autres encore, faisaient entrer dans la Constitution les opinions de la minorité libérale. Lorsque la Charte parut (26 mai 1818), accompagnée d'un édit sur la Constitution communale et sur l'administration (17 mai), Stein la salua comme un progrès significatif dans la voie constitutionnelle. On était frappé d'y trouver quelques contradictions entre ses principes théoriques et ses dispositions pra-

tiques, mais elle était exempte des monstruosité des projets précédents. La Constitution accordait l'uniformité de la loi et l'égalité devant elle, en même temps qu'elle imposait à tous les sujets le devoir de payer les mêmes impôts et de se soumettre au service militaire; elle mettait des bornes certaines aux corvées illimitées, qu'elle permettait, en outre, de racheter; elle instituait des états qui devaient sortir de toutes les classes des citoyens et qui devaient avoir le droit de donner leur avis au gouvernement, ainsi que leur consentement à ses actes, et d'accorder ses demandes, d'exprimer des vœux et de porter plainte. Le droit de la Couronne de nommer des sénateurs à vie était restreint au tiers du chiffre des pairs héréditaires. Mais le système des élections pour la seconde Chambre était devenu très-compiqué, par suite d'une triple opération, et très-exclusif, à cause d'un cens fort élevé (1).

A cette Constitution on ajouta dix édits qui déterminaient en détail l'exécution de ses principes. Quelques-uns de ces édits, tels que le second, qui traitait des affaires religieuses et du concordat, et le troisième, relatif à la censure, étaient de nature à modérer la grande joie que les dispositions libérales et inattendues de la Constitution avaient fait naître. Les autres édits, qui, pour la plupart, concernaient la condition de la noblesse et qui étaient destinés à concilier l'ancien et le nouveau régime et à conserver quelques débris de la féodalité au milieu des institutions modernes, jetaient dans la Constitution un antagonisme dont l'effet immédiat était que la première session des états commençait aussitôt par pro-

(1) Cf. Rudhardt, *loco cit.*, tome I^{er}, p. 151.

duire, entre les deux Chambres, toute une série de différends que rien ne pouvait aplanir. Le quatrième, le cinquième et le septième édit, qui concernaient la position des grands seigneurs médiatisés, les droits de la noblesse et les fidéi-commis, furent attaqués par l'un des deux partis comme des mesures destinées à maintenir toutes les prétentions féodales de la noblesse. Le sixième, au contraire, qui traitait du rachat et de la délimitation des corvées, était considéré, par une partie de la noblesse, comme le produit néfaste et monstrueux du despotisme des fonctionnaires (1).

Le grand-duché de Bade et sa Constitution.

Si la Constitution bavaroise était principalement le résultat de la jalousie avec laquelle le cabinet de Munich regardait la Prusse, la Charte du grand-duché de Bade avait sa source dans les sentiments jaloux qui animaient le gouvernement de ce pays à l'égard de la Bavière, dont les prétentions menaçaient alors le territoire badois. Nous avons raconté, plus haut, pourquoi la continuité non interrompue du territoire de la Bavière ne pouvait pas être conservée, bien qu'elle lui eût été assurée par l'Autriche dans le traité de Ried, ainsi que dans un autre traité en date du 3 juin 1814 (2). Plus tard, il avait été conclu, entre l'Autriche et la Bavière, deux nouveaux traités (du 11 et du 23 avril 1815), le second avec le consentement de toutes les grandes puissances, traités d'après lesquels c'était surtout le grand-duché de Bade qui, par des cessions territoriales, devait aider l'Autriche à remplir les en-

(1) Cf. *Briefe eines Baiers über die Verfassungsurkunde* (Lettres d'un Bavarois sur la Charte constitutionnelle). 1818.

(2) C'est ainsi qu'il faut corriger la date donnée au tome I^{er}, p. 313.

gagements contractés par elle vis-à-vis de la Bavière. La raison d'une telle exigence se trouvait dans le traité du 20 novembre 1813, d'après lequel le grand-duché de Bade n'avait été admis à faire partie de la ligue contre la France qu'à la condition « que le gouvernement badois se résignât à subir toutes les cessions de territoire qu'exigeraient les arrangements futurs qu'on ferait dans l'intérêt de la puissance et de l'indépendance de l'Allemagne ». Conformément à ce même traité, le grand-duché de Bade, en accédant de nouveau à l'alliance (12 mai 1815), après le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, n'obtint que la promesse de son existence politique future, mais nullement la garantie de son territoire tel qu'il était alors (1).

Si l'on avait réalisé l'intention primitive d'incorporer le traité du 23 avril à l'acte final du congrès de Vienne, le grand-duché de Bade n'aurait pas échappé à la nécessité de consentir aux cessions territoriales qu'on lui demandait de faire. Mais, pendant la guerre de 1815, la pensée que l'armée badoise, forte de seize mille hommes, était au commencement la seule dans les pays du Haut-Rhin, obligeait les puissances à ménager le grand-duché, et elles n'incorporèrent pas ce traité à l'acte final du congrès. Mais lorsque, peu de temps après, le gouvernement badois hésitait à signer l'acte fédéral qui garantissait à tous les membres de la Confédération leurs possessions territoriales, l'Autriche profita de nouveau de cette circonstance pour travailler à la réalisation de ses

(1) Le gouvernement badois n'a donc pas mérité le reproche que lui fait Klüber à cet égard, en l'accusant d'une négligence extraordinaire. Cf. *Der Sponheim'sche Surrogat-und Successionsstreit* (le Procès de surrogation et de succession de la famille Sponheim). 1828.

projets. D'abord elle obtint que, dans un protocole secret de Vienne (10 juin), les puissances lui laissassent, autant que possible, ses coudées franches dans l'affaire des compensations bavaoises; puis, dans un autre protocole, daté de Paris (3 novembre), elle se fit assurer, à plusieurs reprises et comme moyen de compensation, le retour du Brisgau et de la partie badoise du palatinat du Rhin, après l'extinction de la ligne directe du prince régnant, par conséquent même à l'exclusion de son oncle, qui p'us tard fut le grand-duc Louis. Pendant ce temps, la Bavière joua fort mal sa partie, qui avait été bonne jusqu'alors, et fit quelques coups maladroits. La Prusse et le Wurtemberg s'étaient ouvertement déclarés pour le grand-duché de Bade; la France n'avait nul intérêt à voir s'agrandir encore le plus grand de ses voisins; le gouvernement bavaois avait perdu la faveur de l'empereur de Russie, en accédant à l'alliance hostile au czar, et, par l'impatience récalcitrante qu'il montrait dans la question des cessions territoriales, il refroidissait même de plus en plus le zèle que l'Autriche avait d'abord montré pour les intérêts de la Bavière. Lorsque ces questions pendantes entre l'Autriche et la Bavière furent vidées par le traité du 14 avril 1816 (1), dans lequel l'Autriche promettait de faire en sorte que le grand-duché de Bade cédât à la Bavière son cercle de Mein-et-Tauber, et dans lequel elle s'engageait à payer, en attendant, à la Bavière, une compensation annuelle de 100,000 florins, aucune des puissances, si ce n'est l'Angleterre, n'accueillit non plus cette convention avec faveur.

(1) Cf. tome I^{er}, p. 314.

Le gouvernement badois avait protesté de toutes ses forces contre ce traité, ainsi que contre tous les autres. Comme, déjà à cette époque, la Bavière appuyait ses prétentions non-seulement sur les traités conclus par elle avec l'Autriche, mais encore légalement sur un vieux traité de succession de la maison de Sponheim de l'année 1425, à l'aide duquel elle attaqua la légitimité des fils de Charles-Frédéric de Bade, issus de son mariage morganatique avec mademoiselle von Geyersberg, le grand-duc de Bade publia, à cette époque (4 octobre 1817), trois documents publics qui avaient pour but d'établir l'indivisibilité du grand-duché et la succession héréditaire des comtes von Hochberg. C'était là le commencement de toute une série de démarches par lesquelles le grand-duc s'efforça de pousser à une crise décisive toute cette complication si menaçante. Il adressa au roi de Bavière une lettre (13 mars 1818) dans laquelle il lui déclarait qu'en cas de besoin il aurait, dans cette affaire, même recours à la force et qu'il invoquerait l'assistance de l'opinion publique. On se prépara à réaliser la première de ces menaces par des armements militaires qui frappaient l'attention du public ; quant à la seconde, le gouvernement l'exécuta aussitôt, en accordant au pays une Constitution (22 août 1818) qui, comme pour jeter un défi à la Charte bavaroise, la dépassait par ses dispositions libérales. Le grand-duc Charles-Louis, petit-fils de Charles-Frédéric, qui, d'après le jugement de Stein, était un prince fort enclin au despotisme, d'une paresse, d'une indécision et d'une méfiance que rien ne pouvait vaincre, avait été jusqu'alors moins disposé à faire une telle concession que n'importe lequel parmi les princes de la Confédération du Rhin. Mais il

avait appris à céder devant la nécessité, précisément par suite de ces difficultés avec la Bavière, auxquelles venaient s'ajouter encore les agitations au sein de la noblesse badoise, qui, dans une de ses représentations, avait tout simplement fait entendre au grand-duc qu'elle serait disposée à « se ratiacher au voisin plus grand ». Il accorda alors ce qu'il avait répugné à donner, et il l'accorda avec une grande libéralité. La Charte octroyée contenait toutes les dispositions essentielles et nécessaires pour former un régime politique véritablement constitutionnel; celles qui concernaient la loi électorale, la publicité des débats et la responsabilité ministérielle étaient beaucoup plus simples, plus rationnelles et plus libérales que celles de la Constitution bavaroise. Si l'opinion publique, sur laquelle le gouvernement badois désirait agir, s'était déjà auparavant, « comme une puissance cuirassée », rangée du côté du plus faible, elle se laissa, dès lors, gagner encore bien davantage par cette Constitution.

Avant que le grand-duc de Bade en eût ainsi appelé à l'opinion publique, le roi de Bavière, dans la réponse qu'il adressa à ce prince (1), s'en était référé aux négociations des puissances à Paris. Mais aucune de ces dernières n'était disposée à troubler la paix par l'emploi de la force. La Russie et l'Autriche cherchaient en vain à déterminer l'Angleterre à faire « la patte de chat », pour engager la Bavière à se montrer plus conciliante. Personne ne voulait s'occuper de cette affaire embarrassante; mais le gouvernement badois insista d'autant plus

(1) Les deux lettres se trouvent dans Bignon : *Coup d'œil sur les démêlés des cours de Bavière et de Bade*. 1818.

qu'on vidât cette question. Ses négociateurs poursuivaient cette affaire, avec le plus grand zèle, auprès de Stein, de Hardenberg et de Kapodistrias. Par le général Tettenborn, le grand-duc pouvait fortement agir sur son puissant parent, l'empereur Alexandre, dont la faveur s'étendait aussi sur Berstett, qui, en 1817, avait été nommé ministre à la place de von Hacke, à la grande surprise de tout le monde, parce que le maréchal von Biberstein avait le plus de droits à cette position. Il n'était pas non plus difficile de décider l'empereur François à donner son consentement à un protocole, fait à Aix-la-Chapelle (20 novembre 1818), qui renvoyait cette affaire, pour sa conclusion définitive, à la commission territoriale à Francfort. Alors le gouvernement badois conclut avec cette commission un traité (10 juillet 1819) qui le dégagea de la clause onéreuse du traité en date du 20 novembre 1813, et qui reconnut le territoire de Bade, tel qu'il était alors, ainsi que la succession héréditaire des comtes von Hochberg (1). Ces dispositions furent insérées dans le recez général de la commission territoriale (20 juillet 1819). Par un traité particulier (10 juillet 1819), l'Autriche abandonna à la Bavière ses droits de souveraineté dans le comté de Hohengeroldseck, tandis que le grand-duché de Bade donna à l'Autriche le bailliage de Steinfeld, qui fut cédé à la Bavière. La rente de 100,000 florins dont l'Autriche s'était chargée le 14 avril 1816, comme nous l'avons dit plus haut, fut changée en rente perpétuelle. Du reste, la Bavière pro-

(1) Cf. Zachariæ : *Ueber die Ansprüche Baierns an Baden wegen der Grafschaft Sponheim* (Sur les titres à faire valoir par la Bavière contre le grand-duché de Bade, au sujet du comté de Sponheim), 1828, p. 35.

testa solennellement contre ce recez, en réservant tous ses droits et tous ses titres, qu'elle déterra encore une fois en 1827.

Premières sessions de la diète du duché de Nassau.

On vit alors se succéder rapidement, dans le Midi, les premières assemblées constitutionnelles qui, pour la première fois, faisaient pénétrer le souffle d'un air plus pur dans la vie politique en Allemagne. Il est vrai que, dans le duché de Nassau, on semblait, au contraire, vouloir étouffer, par les miasmes réactionnaires, toute cette vie constitutionnelle, dès les premières sessions de la diète, et même déjà auparavant. Le ministre d'État von Marschall, homme qui ne connaissait que le despotisme arbitraire de la bureaucratie, et qui se soumettait avec une telle servilité à tous les caprices des princes que, plus tard, il consentit même à se faire le défenseur du duc Charles de Brunswick devant la Diète germanique; ce ministre, disons-nous, avait employé les années qui suivirent la promulgation de la Constitution à modifier, par une série d'édits, toute l'organisation politique du duché. Depuis les fonctionnaires les plus élevés jusqu'aux maires, le ministre unit tous les membres du corps politique par un mécanisme uniforme, et il entoura le gouvernement de toute une classe de fonctionnaires influents, bien payés et portant uniforme, qui comptaient parmi eux même les médecins et les avocats; qui étaient soumis à une instance judiciaire privilégiée; qui, avec leurs familles, étaient exempts du service militaire et qui ne dépendaient que de la volonté du prince ainsi que de celle de son ministre. Au nombre de ces édits, il y en avait eu un qui se rapportait à la constitution communale, ainsi que d'autres, relatifs à la séparation des biens

de l'État d'avec les domaines du souverain, édits contre les injustices et les usurpations desquels des représentations avaient été faites par Stein et par les quelques seigneurs médiatisés, ses collègues, qui appartenaient au duché de Nassau. Le ministre profita de cette démarche de Stein, ainsi que de quelques autres actes de cet homme d'État, pour prévenir le prince contre la noblesse, sur les intentions de laquelle il faisait planer des soupçons, et pour créer en particulier à Stein une réputation fâcheuse.

Par suite de tous ces faits, il s'était glissé dans les deux camps un mécontentement profond et réciproque ; une subtilité relative à la prestation de serment, lors de l'ouverture de la première session de la diète (3 mars 1818), suffit pour provoquer des objections de la part de Stein et des refus de celle du ministre. La diète s'ouvrit donc par le départ de Stein. Si le gouvernement ne ménageait pas un membre de la Diète tel que lui, comment aurait-il épargné les autres ? Bien que les états fussent excités du dehors par des brochures et par des journaux, ils se montraient cependant reconnaissants et dociles et ils se laissaient de bonne grâce mener par le commissaire von Ibell, qui avait une grande expérience des affaires et qui les dominait tous par la supériorité de son esprit. Néanmoins, lorsque la seconde section demanda comme président un syndic jurisconsulte, demande qui, en haut lieu, fut taxée de « folie absurde et de méfiance criminelle », le ministre saisit cette première occasion pour commencer à traiter les états avec un mépris outrageant, qu'on continua à leur montrer pendant la session suivante (19 février 1819), jusqu'à ce qu'il fût de plus en plus passé dans les habitudes du pays.

Dans l'intervalle entre les deux premières sessions, le gouvernement, sans demander le consentement des états, imposa au pays une contribution générale pour les pauvres; il destitua un fonctionnaire qui ne voulait pas percevoir cet impôt, parce qu'il était contraire à la Constitution, et il imposa silence aux états, qui voulaient discuter cette affaire, en même temps qu'il les força à se soumettre à cette taxe des pauvres. Il était aussi inutile qu'une partie de l'assemblée mît sur le tapis la question des domaines. Ce fut ainsi qu'on commença aussitôt, dans le duché de Nassau, à montrer cette hypocrisie pseudo-constitutionnelle, cette absence de principes, cette déloyauté et ces finesses, comme les appelait Stein, qui, d'après l'exemple donné par la France, minaient dès le principe, aussi en Allemagne, tout le régime représentatif. Pendant toute l'époque suivante, Stein eut à se plaindre de la façon dont l'auteur de cette œuvre, avec une insensibilité systématique, profita du mécanisme défectueux de la diète et de l'inexpérience des hommes pour faire échouer la libre discussion; pour supprimer la liberté des élections; pour séparer les deux classes et les assemblées; pour refuser avec orgueil et obstination d'écouter les députés au sujet des affaires les plus importantes pour le pays et de négocier avec eux; pour miner la Constitution et pour cacher à peine les apparences du despotisme sous le simulacre du régime représentatif.

Première session de la diète bavaroise.

Tout autres étaient les espérances que donnait, au commencement, la première diète bavaroise (4 février 1819), où un libéralisme nullement entravé et en général fort modéré se faisait sentir dans toutes les discussions publiques de la seconde Chambre, dont les débats exci-

tèrent pendant quelque temps le plus grand intérêt en Allemagne. Les libéraux, fondant les plus belles espérances sur l'avenir, faisaient le plus grand éloge de la Bavière, en disant que nulle part, excepté en Angleterre, on ne parlait et on n'écrivait alors plus librement, et que nulle part on n'agissait plus ouvertement. Les gens craintifs, au contraire, eurent tout de suite peur de l'agitation et de l'entêtement des quelques libéraux dans l'assemblée qui voulaient suivre un système d'une conséquence rigoureuse. Le parti féodal à Vienne et à Berlin, à son tour, reconnut bientôt avec horreur que la Chambre des communes était une Convention nationale en petit qui, disait-on, voulait renverser tout l'antique édifice de l'État. De violentes oppositions firent naître, en Bavière, le mouvement énergique qu'on ressentit bien au loin et tout de suite avec la plus grande inquiétude. Au sein de la seconde Chambre elle-même, il n'existait pas tant des partis politiques que plutôt des divisions provinciales; ce qui se montra d'une manière très-tranchée lors de la question relative à la garantie à donner à toute la dette publique et au sujet de sa répartition uniforme sur toutes les parties du royaume; à cette occasion, il y eut même des déclarations qui tendaient à une *itio in partes*. Mais les rapports réciproques entre les deux Chambres, séparées par une discorde dont les germes étaient déposés dans la Constitution elle-même, furent tendus, dès le principe, de la manière la plus hostile, lorsque, dans leur adresse, les sénateurs parlèrent de leur mission qui, disaient-ils, était d'opposer une digue solide et inébranlable à tous les éléments changeants et mobiles, et qu'ils firent cette déclaration vis-à-vis de la seconde Chambre d'une façon tellement blessante, que les députés firent

aussitôt insérer une protestation dans le procès-verbal de leur séance.

La première Chambre resta fidèle à cette mission, telle qu'elle l'avait indiquée, avec d'autant plus de conséquence rigoureuse que, dans ses motions et dans ses résolutions, la Chambre des députés, en contradiction directe avec la conduite des états du Wurtemberg, semblait de plus en plus se proposer pour but de réédifier tout l'État, de fond en comble, d'après les principes constitutionnels modernes. La seconde Chambre adopta l'introduction des débats publics et oraux dans la procédure judiciaire, le jury et la séparation entre la justice et l'administration. Les sénateurs n'accédèrent au premier vote qu'avec des restrictions, tandis qu'ils rejetèrent entièrement le second point, et que, quant au troisième, ils se déclarèrent incompetents. La seconde Chambre résolut de transférer la justice militaire, dans des affaires purement personnelles, aux tribunaux civils; elle voulut introduire dans tous le pays les Conseils provinciaux (représentation des cercles), tels qu'ils existaient dans la province rhénane. Mais, dans ces deux questions, les sénateurs se déclarèrent incompetents. Les députés résolurent « d'exprimer le vœu que les loteries fussent aussitôt que possible abolies »; la première Chambre rejeta ce vote comme inconstitutionnel. La seconde Chambre décida qu'on ferait des économies dans les dépenses de l'armée; les sénateurs augmentèrent les sommes votées par les députés. De cette manière, une bonne partie de l'activité législative de la seconde Chambre fut contre-carrée par l'opposition préméditée de la noblesse; sous d'autres rapports, elle fut neutralisée par la fâcheuse position des finances. Le projet du budget montra un défi-

cit de 2 millions et demi ; la cour, l'armée et l'intérêt de la dette publique absorbaient les deux tiers des recettes de l'État. Les nombreuses pensions payées aux institutions sécularisées et aux seigneurs médiatisés arrivaient, à elles seules, au chiffre énorme de 4 millions et demi.

L'impossibilité dans laquelle on était d'augmenter, dans ces circonstances, les charges de l'État, força les députés à passer sous silence toute une série d'abus et de choses fâcheuses, comme par exemple le mauvais état de l'instruction publique, les charges accablantes qui pesaient sur les fondations pieuses, bien que la révélation de ces abus soulevât une véritable tempête d'indignation. Une autre partie de l'activité des états fut neutralisée par des influences non constitutionnelles qui venaient de l'intérieur et de l'extérieur. Tout le régime représentatif avait, en Bavière, des adversaires parmi les nobles et les fonctionnaires, et parmi ces ennemis le ministre de l'intérieur, le comte Thürheim lui-même, n'était pas le moindre ; ils profitaient des impressions, laissées par ces premiers débats, pour dégoûter le roi de la fâcheuse Constitution. Lorsque la seconde Chambre vota la diminution de l'état de l'armée dont nous avons parlé, diminution que les orateurs les plus conservateurs, tels que Seuffert, jugeaient indispensable, on représentait ce vote au roi comme une atteinte portée à sa dignité de souverain ; les ministres délibérèrent sur une dissolution de la Chambre, et l'on prétendait savoir que les deux grandes puissances avaient offert leur appui pour cette éventualité. Dans le message royal par lequel la session fut close, on déclara ensuite aux états que, si leur consentement se montrait insuffisant, le gouvernement ne pourrait pas pour cela

négliger de remplir ses obligations fédérales ; sans leur montrer le moindre respect, sans une ombre de raison et sans en avoir le moindre droit, on blâma les députés d'avoir, sous ce rapport et dans d'autres affaires encore, outrepassé leurs pouvoirs : c'étaient précisément les cas où les états avaient mis le doigt sur les plaies qui avaient le plus besoin d'être guéries.

Déjà avant cette dernière issue de la session des états, toutes les grandes espérances qu'on avait fondées, au commencement, sur l'action des députés avaient été presque entièrement détruites. Longtemps auparavant, pendant le cours de la session, ceux qui, au commencement, avaient accueilli les états avec le plus d'acclamations avaient déjà le plus déploré la stérilité de leurs efforts. En effet, outre ceux des efforts, tentés par les députés, qui avaient été entravés par la noblesse, par l'état déplorable des finances et par l'absence d'un attachement sincère et fidèle à la Constitution, il y en eut d'autres qui furent neutralisés par le pire de tous les ennemis, par l'instruction insuffisante de tout le pays, par cette plaie profondément enracinée chez tous les peuples arriérés, c'est-à-dire par l'indolence et la routine qui résistent opiniâtrément à tous les efforts, à toutes les coutumes nouvelles et à tous les changements dans la direction de l'activité publique, et qui couvrent les anciennes institutions pourries et incapables de vivre des belles apparences du génie particulier de la nation. Les quelques hommes rares qui voyaient plus loin que les autres savaient que ce moment-là eût été précieux pour faire de la Bavière le centre d'une culture nouvelle, et qu'on aurait pu atteindre ce but si l'on s'était appuyé sur les parties nouvellement acquises du royaume, et si

l'on avait mis à profit le nouveau régime constitutionnel qui venait d'y être introduit. S'il était vrai que les voisins perfides spéculaient réellement sur l'abaissement de la Bavière (1), qu'ils songeaient « à maintenir les Bavarois dans la voie qui les conduisait à l'abrutissement ; qu'ils voulaient diriger contre eux les armes de leur superstition et de la faiblesse d'esprit qui leur était naturelle et qu'ils comptaient faire jouer contre eux les ressorts d'un catholicisme intolérant, afin de détacher leur pays de l'Allemagne et pour le forcer à se mettre à la merci de l'Autriche », alors la politique la plus naturelle aurait été pour les Bavarois de mettre en pratique la maxime qu'ils suivirent si fidèlement à l'égard de la Prusse. Ils auraient dû faire le contraire de ce que désiraient leurs ennemis, et, en favorisant l'instruction générale et les lumières, en améliorant les écoles ainsi que l'éducation du peuple, et en donnant le plus grand essor et la plus complète liberté à l'industrie, ils auraient dû dépasser leurs adversaires eux-mêmes et leur faire complètement ombre.

Mais, pour entrer dans une telle voie, cette Chambre bavaroise si radicale n'en avait ni les moyens nécessaires, ni même le désir ; en eût-elle été capable, les traditions du pays lui auraient opposé des obstacles insurmontables. On mit en discussion la législation qui régissait la condition des juifs, législation qui tendait, pour ainsi dire, à extirper systématiquement les Israélites dans tout le pays ; mais ce ne fut pas sur des plaintes des juifs qu'on agita cette question, mais bien parce

(1) Cf. *Denkwürdigkeiten des Grafen Münster* (Mémoires du comte Münster), tome II, p. 181.

que les chrétiens s'étaient plaints de ce que les juifs portaient préjudice à leur commerce ! Néanmoins, la Chambre proposa la révision de cette législation, et cette fois-là les sénateurs eux-mêmes adoptèrent ses conclusions. Mais le gouvernement, redoutant l'esprit de la population et ne s'élevant pas au-dessus de la grossièreté du peuple, comme Montgelas le disait souvent en soupirant, laissa cette motion où elle en était ; c'est ce qui explique pourquoi, jusqu'après 1850, la population israélite ne s'est guère accrue dans les cercles en deçà du Rhin. Le même esprit de la population en Bavière se montra dans une proposition des délégués de la commune de Munich qui demandaient qu'on protégât les franchises des métiers, les plus nuisibles de toutes les institutions, sous la pression desquelles l'industrie de Munich souffre encore de nos jours d'une manière incroyable. Une longue série d'orateurs s'élevèrent en faveur du maintien rigoureux du despotisme des maîtrises, sans qu'on parvint cependant à prendre une résolution.

Les gens sensés espéraient que les anciennes provinces bavaïses verraient un exemple et un encouragement dans l'existence et dans les résultats heureux de la liberté de l'industrie dans le Palatinat ; résultats qui enlevaient aux personnes dont l'égoïsme était en jeu tout prétexte, pour dire que cette mesure était impraticable ; résultats, enfin, qui avaient produit les effets les plus salutaires dans ce cercle, puisque, dans les années de disette, les habitants de ces contrées avaient pu décliner les secours du gouvernement dont tous les autres cercles avaient eu besoin. Mais, ni à ce moment-là ni plus tard, rien ne put ébranler les restrictions traditionnelles qui entravaient l'industrie, bien que le gouvernement se déclarât

ouvertement en faveur de la liberté dans tout ce qui concernait l'industrie, le mariage, le domicile et le droit de s'établir. Lorsque, dans une loi postérieure sur l'industrie (11 septembre 1825), le gouvernement reconnut à plusieurs reprises le principe de la liberté illimitée des métiers, il hésita, encore à cette époque-là, à le mettre aussitôt en pratique. Comme on était cependant convaincu de son bon vouloir, même ceux qui blâmaient les demi-concessions du pouvoir (1) espéraient que l'application persévérante de cette loi finirait par conduire le pays vers le but désiré. Mais cette espérance se réalisa si peu que, dix ans plus tard, la législation de 1825 céda la place à d'autres lois qui restreignaient complètement ce mouvement ; qui entouraient de grandes difficultés le droit d'établir domicile et qui rétablissaient les anciennes dispositions d'après lesquelles on pouvait vendre et transmettre par héritage le droit d'exercer un métier.

Première session de la diète Badoise.

La session des états badois (2) s'ouvrit (22 avril 1819) aussi par des querelles entre la Chambre de la noblesse et les représentants du peuple, querelles semblables à celles qui avaient marqué le commencement de la diète bavaroise. Le grand-duc Charles avait publié un édit (23 avril 1818) sur la condition des seigneurs médiatisés et des seigneurs fonciers, édit que la Charte constitutive désignait comme une de ses parties intégrantes. Dans l'intervalle, ce prince était mort (8 décembre

(1) Cf. Rudhardt, *loco cit.*, tome II, p. 12.

(2) Cf. *Archiv für landstaendische Angelegenheiten im Grossh. Baden* (Archives pour les affaires constitutionnelles du grand-duché de Bade.) (Par Rotteck). 1819. 2 vol.

1818) ; le nouveau grand-duc Louis, en allant davantage au-devant des vœux des personnes intéressées qui avaient adressé à la Diète germanique des plaintes sur cet édit, le remplaça par un autre (16 avril 1819) qui faisait des concessions bien plus étendues. On conçoit que la noblesse et la Chambre nobiliaire n'avaient pas d'objections à faire contre cette « déclaration unilatérale du souverain » ; mais la seconde Chambre se montra fortement irritée, en voyant que, dès le principe même, on commençait déjà à jouer avec les obligations constitutionnelles, et, plus tard encore, elle se trouva offensée par ce que disait le rapporteur de la première Chambre sur l'édit relatif à la noblesse. Les belles paroles que le ministre von Berstett prononça, lors de l'ouverture, au sujet de la situation du pays ne suffirent pas pour calmer ce mécontentement. C'est pourquoi il régnait ici, dès le commencement de la session, dans les débats de la seconde Chambre, un ton beaucoup plus violent et plus hardi qu'on ne l'eût entendu jusqu'alors en Allemagne. Parmi les premières motions était celle du rappel de l'édit, motion adoptée à l'unanimité des voix moins une.

En vain on rappela que la Diète germanique n'avait trouvé cet édit que juste suffisant pour répondre à l'article 14 de l'acte fédéral. Le député von Liebenstein, mit sans crainte en discussion la question sur la signification légale de cette autorité, l'examinant au point de vue que Paulus avait, déjà auparavant, établi dans l'*Archiv* de Rotteck, à savoir qu'une résolution de la Diète ne pourrait avoir force de loi qu'après avoir reçu l'approbation des états. Le gouvernement trouva matière à censure dans ce langage hardi ; mais, avec une franchise courageuse que rien ne pouvait diminuer, les députés

Liebenstein et Winter refusèrent d'accepter cette censure. Une discorde ouverte menaçait de séparer les deux Chambres d'une manière encore plus violente qu'à Munich, lorsque le gouvernement trancha cette lutte par la déclaration qu'il s'en remettrait, pour la décision de cette affaire, à la résolution imminente de la Diète germanique, et que, pour le moment, il ne serait plus question de l'édit. Mais cette déclaration ne rétablit pas de rapports plus pacifiques entre les deux parties. L'attitude prise par la seconde Chambre poussa promptement la noblesse du côté du gouvernement ; dans ces cercles, on se plut bientôt à décrier comme des jacobins (1) les députés, dont l'attitude hostile à l'autorité fédérale jeta, en outre, la terreur dans le cabinet de Vienne. L'indignation du grand-duc fut plus particulièrement provoquée par le refus presque unanime que la seconde Chambre opposa aux demandes d'un crédit, ainsi que par le retranchement de fortes sommes, opéré par elle dans les chapitres du budget qui concernaient l'armée, le corps diplomatique et quelques apanages.

Le gouvernement ajourna l'assemblée, sans qu'on eût terminé la moindre affaire de quelque importance. Mais un véritable flot de vingt-sept motions d'une grande portée avait, dès le commencement de la session, inondé la seconde Chambre, dont le radicalisme dépassait de beaucoup encore la manie d'innovations qui dominait dans la Chambre des députés en Bavière. Les députés badois demandèrent le jury, la publicité des débats judiciaires, la liberté de la presse, l'abolition de toutes les

(1) Cf. Lettre d'un prêtre du Haut-Pays, en date du 15 juin 1819, dans : *Rotteck's Briefwechsel* (Correspondance de Rotteck).

dimes et de toutes les corvées, une loi électorale réformée, la révision de la législation douanière, etc. Il est vrai que la plupart de ces motions ne demandaient que la formation de commissions à nommer par le gouvernement et la présentation de leurs travaux préparatoires dans la session suivante de la diète ; mais elles ouvraient, devant les ministres, la perspective d'une position bien plus désagréable pour l'avenir, et elles ébranlaient d'une manière terrible toutes les parties de l'édifice de l'État et toutes les institutions dont l'organisation avait été accomplie d'avance par le gouvernement. Il ne pouvait pas y avoir de contraste plus grand que celui qui distinguait le mouvement profond, régnant dans ce coin du sud-ouest de l'Allemagne, du stabilisme sans vie qui dominait dans les grands États, ainsi que du caractère secret et peu rassurant que les affaires constitutionnelles avaient pris en Saxe et dans le Hanovre. De même aussi, il n'y avait rien de plus radicalement différent que la nature des orateurs qui, dans le nord et dans le midi de l'Allemagne, étaient à la tête du mouvement ; rien de plus opposé qu'un Rehberg qui, dans le Hanovre, maintenait, autant que possible, les habitudes et les traditions anciennes comme la base de toutes les institutions civiles, et un Rotteck, dans le grand-duché de Bade, aux yeux duquel la monarchie constitutionnelle n'était pas autre chose que le système du droit politique général et rationnel.

Vis-à-vis de ce droit fondé sur la raison, Rotteck considérait comme réactionnaires toutes les études faites sur le « droit germanique primitif, ainsi que sur toutes ses injustices antiques ». Avec sa rigueur systématique et inflexible, il refusait inexorablement le moindre droit à

tout ce qui existait, comme il ne reconnaissait aucune importance, quelle qu'elle fût, à l'histoire, de l'étude de laquelle il ne commença à s'occuper que pour exposer, « de la seule manière alors possible, des pensées de liberté et de droit ». Les qualités les plus différentes de cet homme, les tendances exclusives de son esprit, qui ne voyait les choses que sous un seul point de vue ; la nature irréprochable de son caractère ; son véritable dévouement pour la patrie, et enfin la profonde amertume dont la marche des affaires allemandes, depuis 1815, l'avait abreuvé au delà de ce qu'il pouvait supporter : tout cela augmentait en lui le sentiment de sa propre valeur, tel qu'il le montrait dans la vie publique, ainsi que la confiance inébranlable que lui inspiraient ses panacées politiques : l'abolition de l'armée, le système d'une Chambre unique, des élections directes, etc. L'attention générale, que ses idées et ses écrits attiraient sur lui jusqu'en Angleterre et en France ; l'autorité dont il jouissait dans la Chambre badoise, et que cette dernière acquit bientôt aux dépens de toutes les autres assemblées des états en Allemagne : tout cela devait le fortifier de plus en plus dans toutes ses opinions, et lui donner une idée de plus en plus haute de lui-même. En effet, déjà à cette époque, tout le monde était surpris de voir ces hommes montrer, dans cette Chambre, une si grande habileté à manier la parole, et l'on admirait, dans la manière dont ils motivaient leurs propositions, la conséquence logique parfaitement développée de leur doctrine constitutionnelle et parfois même radicale, la vivacité de leur intelligence, la hardiesse de leur critique, la confiance de leur activité réformatrice et, dès leurs débuts mêmes, la témérité avec laquelle leur esprit dé-

passait les étroites limites de leur petit pays. Berstett semblait avoir pressenti cela lorsque, dans son discours d'ouverture, il avait mis les députés sur leurs gardes contre toutes les aspirations vaines qui pourraient les porter à vouloir acquérir une importance politique qui serait en contradiction avec la grandeur du pays, et qui ne ferait que troubler son bonheur intérieur. Mais ce discours n'avait pas empêché les états de vouloir exercer aussitôt leur influence sur l'organisation et sur l'interprétation du droit fédéral. Du reste. Berstett lui-même avait provoqué des motions semblables, en faisant espérer aux députés la réalisation de l'unité commerciale en Allemagne! Et même un conservateur aussi rigoureux que le baron von Türckheim avait fait une proposition on ne peut mieux motivée, dans laquelle il recommandait de faire les plus grands efforts pour arriver, en Allemagne, à une législation commune dans les affaires les plus importantes, soit qu'on négociât à ce sujet avec la Diète germanique, soit qu'on s'entendit avec les différents États!

Agitation constitutionnelle dans le grand-duché de Hesse.

Si déjà le contenu des Constitutions octroyées en Bavière et dans le grand-duché de Bade et, plus encore, l'esprit qui animait les représentants du peuple dans ces deux États, avaient fait naître le plus grand malaise dans l'esprit avide de repos des hommes d'État à Vienne, ce mécontentement dut s'accroître encore par suite des événements qui se produisirent dans le grand-duché de Hesse. En effet, l'attitude hésitante et inégale que montrait le gouvernement de ce pays, pendant la session des états en Bavière et dans le grand-duché de Bade, provoqua dans le peuple des mouvements en masse, qui

furent réprimés, il est vrai, mais qui amenèrent pourtant, en définitive, la conclusion d'une espèce de traité constitutionnel, à moitié arraché au gouvernement. Le grand-duc Louis I^{er} était un homme d'une simplicité extrême dans sa vie privée, qui, de même que Charles-Auguste de Saxe-Weimar et Charles-Frédéric de Bade, était encore entouré d'un peu de cet éclat qui avait distingué le temps de Frédéric II de Prusse et la grande époque de la littérature allemande. Si la ville de Darmstadt était sortie de l'ombre que, pendant deux siècles, Cassel avait jetée sur elle et si, depuis l'époque de Wenk et de Hoepfner, de Merk et de Lichtenberg, cette capitale avait commencé à travailler, avec les autres villes, au développement de la culture intellectuelle en Allemagne, le grand-duc y avait eu une grande part et avait ainsi bien mérité de son pays. Les opinions éclairées et le bon sens de ce prince ont exercé l'influence la plus bienfaisante sur les affaires les plus importantes des villes et des campagnes, de même que sur la tolérance rationnelle dans le domaine de l'Église. Ce qu'il a fait avec son ami Schleiermacher, pour favoriser les intérêts intellectuels les plus divers, c'est ce qu'on voit dans les musées et dans la bibliothèque de Darmstadt qu'il céda, à sa mort, à l'État, et qui sont les monuments vivants de son esprit libéral. Son amour de la musique nous est attesté par des noms, tels que Vogler, Meyerbeer, Rinek et Weber, qui resteront toujours attachés à la ville de Darmstadt; et même son théâtre, qu'on lui a reproché avec tant de dureté, n'a pas été un embarras inutile et sans influence morale pour la cour. Mais les ressources du pays avaient été certainement épuisées outre mesure, et au moment le plus mal choisi, par toutes ces fantaisies

coûteuses; en général, le prince avait commencé de bonne heure à négliger les affaires publiques et la surveillance qu'il aurait dû exercer sur ses fonctionnaires, pour s'abandonner trop exclusivement à son goût pour les choses de l'intelligence.

Après son accession à la Confédération du Rhin (1806), le grand-duc avait aboli l'ancienne Constitution du pays, et il avait profité des années suivantes pour faire cesser le servage, pour faire disparaître les immunités et pour préparer l'uniformité des impôts. Dans les années difficiles des crises constitutionnelles, lorsque la bienveillance du prince se trouva en conflit avec le pouvoir arbitraire, devenu une habitude pour lui, il n'eut ni la bonne fortune ni l'habileté de trouver un homme capable de l'aider à sortir, par un effort de sa volonté, de cette lutte intérieure; il ne trouva un tel homme ni dans son ministre von Lichtenberg, ni dans Grolmann, le successeur de ce dernier. Jusqu'en 1816, le gouvernement eut une excuse naturelle pour expliquer le retard qu'il avait mis à promulguer la Constitution; en effet, ce ne fut que vers cette époque qu'on termina entièrement tous les échanges de territoires. Et même, après ce moment, les conditions si différentes des divers pays de cet État entièrement transformé, dont les provinces étaient, en partie, complètement étrangères les unes aux autres, réclamaient des travaux préparatoires et des compensations qui ne permettaient pas qu'on improvisât rapidement cette œuvre constitutionnelle. A côté de cela, on sentit aussi l'influence arbitraire de la bureaucratie qui voulait jeter les bases de la nouvelle organisation, dans ce pays comme dans le duché de Nassau, sans être troublée par les remontrances des députés, et qui voulait la présenter

aux états comme un ensemble complètement achevé. Le gouvernement lui-même ne contestait pas la nécessité et le besoin impérieux du régime représentatif; en particulier, on disait partout que le souverain lui-même poussait son ministère à faire des propositions qui satisfissent les vœux les plus pressants du peuple.

Mais les malheurs de la terrible année de 1817 neutralisèrent ces bonnes intentions du prince. Ils commencèrent par entretenir, dans le pays, une sourde fermentation qui se changea bientôt en une agitation fort vive, au sujet de la Constitution et des états, et qui, à l'exception de la Hesse rhénane, s'étendit sur tout le pays. Même l'activité incessante du gouvernement, qui préparait la réforme de la procédure judiciaire, le rachat des dîmes, la diminution des impôts, etc., ne servait qu'à attiser le feu qui couvait sous la cendre. Ses nouvelles institutions ne plurent pas toutes au peuple. Lorsque les ministres firent une tentative pour mettre de l'ordre dans le régime des dettes communales (25 juin 1818), leur projet échoua, dans ses points essentiels, contre la résistance énergique et unanime des communes et des villes de la Haute-Hesse. Une adresse, présentée par les habitants des anciennes provinces (24 août), rappela au souverain l'article 13 de l'Acte fédéral; elle fut suivie par d'autres pétitions, présentées par des particuliers ou par des villages et des bailliages.

Cette agitation fut augmentée encore par le silence du gouvernement et par les menaces qu'il faisait entendre à l'occasion. Au commencement de l'année 1819, les délégués de plusieurs centaines de communes de la Haute-Hesse se réunirent à Grünberg et élurent une commission permanente, chargée de poursuivre l'œuvre

constitutionnelle. La même chose fut faite pour Starkenburg (1) par une assemblée de cent soixante délégués de tous les bailliages à Zwingenberg (14 février 1819), qui donna à son comité deux défenseurs légistes dans la personne des députés et avocats H.-C. Hoffmann et W. Stahl. Ces délégués adressèrent au gouvernement une représentation dans laquelle ils dépeignaient, d'une manière chaleureuse, les charges insupportables qui pesaient sur le pays et qui, par leur pression, avaient tristement fait dégénérer un peuple simple et laborieux en une populace vile et démoralisée qui n'avait rien à perdre. Les pétitionnaires ne trouvaient pas la source de cette misère dans les guerres des derniers temps, mais bien dans la condition actuelle de l'État. Le grand-duc accueillit cette adresse avec bienveillance et, peu de temps après, il promit qu'il convoquerait les états et qu'il promulguerait préalablement la Constitution au mois de mai 1820. La publication de cette promesse occasionna aussitôt une nouvelle réunion plus nombreuse à Zwingenberg (7 mars). Dans la pétition, écrite cette fois-ci en commun pour les provinces de la Haute-Hesse et de Starkenburg, on insistait, dans un langage plus pressant et même menaçant, sur la convocation immédiate des états et sur l'introduction d'une Constitution qui serait à fonder par la voie du contrat. Le souverain accueillit encore cette pétition par des promesses et en ajournant les espérances de son peuple à un avenir prochain, et lorsqu'il défendit (1^{er} avril) les assemblées de

(1) Cf. *Hessen-Darmstaedtsche Actenstücke, die Einführung einer echten Landesverfassung betreffend* (Documents du grand-duché de Hesse-Darmstadt, relatifs à l'introduction d'une véritable Constitution pour le pays). 4 cahiers, 1819.

plusieurs communes ou de leurs délégués, pour lesquelles on n'avait pas obtenu une autorisation préalable, il le fit avec une grande douceur. Avant que cette défense entrât en vigueur, ce qui eut lieu après un délai de quinze jours, le comité de Starkenburg se réunit encore une fois, à Darmstadt, et remit au prince une nouvelle requête également pressante et parlant également un langage qui exprimait à la fois le libéralisme des pétitionnaires, leur résolution, leur respect pour la loi, leur attachement au prince et leur conviction ferme que les demandes exprimées par eux étaient fondées sur le droit et inspirées par le besoin le plus urgent.

Vers le milieu de l'année, lorsque Lichtenberg fut remplacé par Grolmann et que la situation eut été déjà modifiée, le gouvernement, aiguillonné par des influences étrangères, prit pour la première fois un ton tout différent. Il ordonna avec menaces à tous les avocats de s'abstenir de toute participation à des menées criminelles. Lorsque, dans le courant de l'été, des campagnards, venus de différentes provinces, se rendirent, à plusieurs reprises, dans la capitale, avec des pétitions demandant une Constitution, comme l'avaient fait les Wurtembergeois, en 1815, à Ludwigsburg, on procéda aussi contre eux (17 septembre); mais, à cette occasion encore, le prince donna sa parole d'honneur qu'il convoquerait les états au mois de mai prochain. Mais toutes ces démarches n'apaisèrent pas cette agitation. La jeunesse du pays contribua, pour sa part, à attiser l'esprit de résistance. On répandit secrètement dans le pays des ouvrages populaires, tels que le *Frag-und Antwort-büchlein* (Questions et réponses), par W. Schulz. La perception des impôts rencontrait des difficultés de plus

en plus grandes. Dans l'Odenwald, il y eut des conflits entre les paysans et les soldats, envoyés pour faire rentrer les impôts, et lorsque, par suite de ces troubles, plusieurs personnes furent arrêtées comme instigateurs de ce mouvement, on fit une tentative pour résister à main armée à la force militaire, de sorte que le gouvernement se vit obligé d'y envoyer une division de l'armée avec de l'artillerie. Après avoir montré ainsi ses armes, le gouvernement, balançant toujours entre une condescendance libérale et un entêtement empreint de violence, fit promptement terminer le procès contre les personnes arrêtées, qui, pour la plupart, furent relâchées sans être punies. Peu de temps après parut l'édit constitutif (18 mars 1820) qui était destiné à dégager la parole donnée par le prince.

L'interim constitutionnel dans le Wurtemberg, 1817-19.

Parmi les gens ombrageux qui guettaient tout ce qui se passait, les événements qui eurent lieu dans le Wurtemberg privé d'états ne répandaient guère moins d'inquiétudes que l'agitation au sujet de la Constitution dans le grand-duché de Hesse. Depuis qu'il eut dissous les états, le roi Guillaume avait continué à gouverner d'après les principes de sa Constitution. Immédiatement après la dissolution de la diète (7 juin 1817), il avait publié une ordonnance relative à l'organisation des délégués communaux, organisation qui contrastait avantageusement avec le régime bureaucratique des communes dans d'autres États allemands. Plus tard, on rendit aux sujets le droit d'émigrer (15 août); ensuite on prit quelques mesures provisoires pour purger de tous ses abus ce qu'on appelait l'institution des greffiers (1), qui depuis

(1) On appelait ainsi le monopole des greffiers en chef municipaux

longtemps avait été un véritable fléau pour le Wurtemberg. Toutes ces mesures portaient encore le cachet de l'esprit de Wangenheim; néanmoins, ou précisément à cause de cela, elles ne servaient nullement à apaiser le mécontentement qui continuait à fermenter dans le pays. Les mêmes charges accablantes pesaient toujours sur les sujets : la contribution foncière absorbait encore (1818) 32 pour 100 du revenu net que produisaient les propriétés foncières soumises au paiement de l'impôt, ce qui faisait 12 pour 100 de plus que ce qu'on considère ordinairement comme le maximum de l'impôt. Lorsque le gouvernement publia (4 septembre) l'état des finances pour l'exercice 1817-18, et qu'il assit la contribution annuelle, augmentée encore par les frais occasionnés par les diètes stériles, les paroles qu'il adressait, à cette occasion, aux bailliages suprêmes, aux Conseils municipaux et aux autorités du département des finances trahissaient les inquiétudes qui continuaient à préoccuper les ministres et qui étaient très-fondées, comme on allait le voir bientôt. Un grand nombre de communes firent au gouvernement des représentations, en partie fort énergiques, au sujet des impôts écrasants; elles insistèrent sur la convocation des états et elles firent valoir leur ancien droit de ne pas payer d'impôts qui ne fussent autorisés par les députés.

Les arrérages des contributions, arrivés déjà à des sommes fort considérables, augmentèrent de plus en plus,

et de bailliage, qui avaient le droit exclusif de faire, pour leur district, tous les comptes des communes et des fondations pieuses, etc., et de se faire payer, encore une seconde fois, les taxes déjà exagérées des sous-greffiers qui travaillaient sous leurs ordres, taxes qu'on qualifiait généralement de filouterie.

et l'inquiétude, qui s'emparait du peuple et qui commençait déjà à se communiquer même à l'armée (1), devenait de plus en plus dangereuse. Jusqu'alors, et encore à l'époque qui nous occupe, le roi s'était donné une peine inutile pour obtenir un tableau exact de la situation financière du pays; personne ne pouvait ou ne voulait sérieusement l'aider à y parvenir. Dans cette position désespérée, le roi appela à son service, à ce qu'il paraît, sur une recommandation étrangère fort pressante, l'ancien ministre des finances du royaume de Westphalie, Malchus, qui, par un travail et une application extraordinaires, parvint, en quelques semaines, à voir clair dans la situation financière du pays; qui découvrit de nombreux abus et qui élaborait un projet pour l'administration des revenus publics que Wangenheim lui-même ne pouvait pas s'empêcher d'approuver du moins dans ses formes. La plus grande sensation fut produite par la nomination de ce « faiseur (*Plusmacher*) westphalien », comme l'appelait la voix publique dans son exaspération pleine de préjugés, et par ce mouvement de conversion que fit ce « roi allemand » pour revenir à la Confédération du Rhin. Il fallait y voir, en outre, le retour du gouvernement würtembergeois vers les principes bureaucratiques qui ont dominé dans toute la période suivante. Les édits relatifs aux contributions, publiés par le nouveau ministre (octobre 1817), produisirent leur effet. Alors le roi lui demanda aussi un nouveau projet d'administration. Ce fut alors que Wangenheim se sépara de lui, en ce qu'il se déclara *contre* les projets de réforme « d'après le type franco-allemand des bulletins de

(1) Cf. Venturini, 1817, p. 297.

loi du royaume de Westphalie », et qu'il demanda seulement qu'on améliorât les institutions administratives, dans un esprit anglo-allemand, et qu'on établît préalablement la Constitution. Il refusa le ministère de l'intérieur qu'on lui offrit et il fut nommé plénipotentiaire à la Diète germanique, suivant le système qui se développa de plus en plus sous le roi Guillaume et qui consistait à se montrer éclairé et bureaucratique à l'intérieur et libéral à l'extérieur, surtout vis-à-vis des grandes puissances. Bien qu'un étranger cédât ainsi la place à un autre étranger, le départ de Wangenheim allait pourtant amener aussitôt la victoire de la bureaucratie indigène.

L'expérience prouva que les conseils de Malchus, relativement aux finances, avaient moins de valeur sous le rapport matériel que sous celui de la forme ; pendant la disette qui régnait dans ces années, les impôts écrasants pesaient sur le pays d'une manière vraiment terrible. Le mécontentement qui régnait à ce sujet dans le royaume se fit jour au dehors et pénétra jusqu'à la Diète germanique. En 1817, l'émigration avait atteint le chiffre, effrayant pour cette époque, de seize mille âmes. Une remise des contributions, offerte alors par le gouvernement (7 août 1818), ne produisit aucun soulagement ; la baisse que subirent les fonds publics montrait qu'on avait peu de confiance dans l'administration des finances. Alors la foi que le souverain avait ajoutée aux tours d'adresse de son nouveau ministre des finances disparut aussi vite qu'elle lui était venue. Le moment où le roi le congédia (11 décembre), marque l'avènement de ce parti qui a régné ensuite, pendant vingt-cinq ans, dans le Wurtemberg. Durant toute cette époque, où le pays était sans Constitution, cette administration aussi a dé-

ployé une activité fort salubre, en continuant à suivre le même système dans l'administration intérieure du pays ; mais elle aussi ne réussit pas à calmer la susceptibilité des Wurtembergeois au sujet de l'assiette arbitraire des impôts. Dans quelques contrées, un certain nombre de Conseils municipaux et d'assemblées de bailliage refusèrent, en 1819, d'accepter les nouvelles institutions financières ; la ville de Stuttgart demanda, à plusieurs reprises, au roi de convoquer les états. Ni le nouveau changement ministériel qui faisait du comte Benzel-Sternau le futur ministre des finances, ni la nouvelle organisation de l'administration inférieure, rien ne pouvait briser cet esprit de résistance, rien ne pouvait réprimer ces demandes du peuple, qui voyait alors avec un véritable repentir que tous les autres États voisins le dépassaient.

L'assassinat de Kotzebue.

Quelques sujets d'accusation, que l'ouvrage de Stourdza avait particulièrement fait ressortir au congrès d'Aix-la-Chapelle, ne s'expliquent véritablement que quand on connaît cette situation du Wurtemberg. Le refus de payer les impôts et l'émigration toujours croissante effrayaient la Russie. Quant à l'Autriche, ce qui dans tous ces événements de l'Allemagne méridionale lui inspirait la plus grande inquiétude, c'était de voir les théories françaises s'introduire dans ces pays ; c'était d'y voir régner le droit politique naturel, la manie des Constitutions, la liberté de la presse, demandée dans tel État et obtenue dans tel autre ; c'était enfin de voir cette agitation constitutionnelle se répandre jusqu'à ses frontières mêmes. D'après ce que disait Metternich dans des documents officiels, il voyait que l'activité infatigable d'un

parti révolutionnaire qui couvrait des malheurs se répandait, pour ainsi dire systématiquement, sur toute l'Europe, et, dans les concessions faites par les gouvernements de l'Allemagne méridionale, il ne voyait que l'ignorance la plus pernicieuse ou bien la tolérance trop indulgente de ce mal. Jusqu'à quel degré la peur de voir se produire un premier commencement de ce mouvement rendait les gouvernants de Vienne clairvoyants et prompts à se porter aux endroits menacés et à se défendre; c'est ce qui s'était montré d'abord à l'occasion de la fête à la Wartburg. On le voyait, en outre, dans l'attitude promptement modifiée du président de la Diète germanique, dans le zèle avec lequel on gagna la Prusse aux maximes politiques de l'Autriche, et enfin dans l'énergie avec laquelle Gentz (1), qui jadis avait appelé la liberté de la presse le droit indestructible des peuples civilisés, dut alors la rendre théoriquement suspecte par toute espèce de sophismes grossiers et subtils, tandis que Metternich, de son côté, aiguillait les armes pratiques. Néanmoins il se serait passé peut-être un long espace de temps avant qu'on eût eu recours à des moyens effectifs pour repousser, d'après un plan préconçu, tous ces maux dont, en Autriche, on se voyait entouré et assiégé, si une attaque criminelle n'avait pas fourni un prétexte éclatant pour se défendre par des moyens légitimes.

De même qu'en France l'intervention honteuse et nullement provoquée des étrangers allait amener une telle crise redoutable, de même l'Allemagne allait y être poussée aussitôt, par l'immixtion de cet écrivain russe dans les négociations du congrès d'Aix-la-Chapelle,

(1) *Wiener Jahrbücher* (Annales de Vienne), 1818.

immixtion dont on n'eut connaissance qu'au moment qui nous occupe. Cet ouvrage de Stourdza avait augmenté, d'une manière extraordinaire, l'impatience déjà irritée de la jeunesse allemande, qui ressentait, avec une indignation sourde, les nombreuses déceptions de cette époque ; il avait donné un nouvel aliment à l'agitation des jeunes gens qui suivaient le mouvement général et de plus en plus intense des esprits en Allemagne, sans avoir besoin d'être excités par d'autres causes. Depuis que les conséquences de la fête à la Wartburg s'étaient fait sentir, la jeunesse allemande avait été directement impliquée dans les affaires publiques. Elle sentit qu'on touchait à ses intérêts, tantôt en opprimant la presse, tantôt en portant atteinte à la liberté personnelle, faits dont on ne rendait pas publiquement compte. Ainsi, le colonel von Massenbach, arrêté à Francfort (fin de 1817) et sur la tête duquel était suspendue une enquête militaire ordonnée, en 1806, par la Prusse, se trouvait en rapport avec quelques têtes ardentes parmi les jeunes gens ; la rumeur publique, qui parlait d'autres arrestations ultérieures, excitait violemment les esprits encore pendant quelque temps après. Les jeunes gens sentaient de plus en plus naître en eux le désir de résister à de telles oppressions ; s'ils n'étaient pas disposés à commettre quelque acte de violence, comme on ne l'était pas non plus dans le camp réactionnaire, ils semblaient, comme le faisaient leurs adversaires, guetter les actes violents de leurs ennemis et même vouloir les y pousser, afin de pouvoir leur opposer la résistance sous le prétexte d'une défense légitime. Des lettres, publiées depuis, prouvent que, pendant l'automne de 1818, on voyait de plus en plus l'époque mûrir « pour l'action » ; on attendait seulement l'éclair

qui devait allumer la flamme et séparer l'or d'avec l'airain. A ce moment, la grande politique, en publiant l'ouvrage de Stourdza, engagea, encore une fois, une nouvelle lutte directe avec la jeunesse. D'après le ton de la presse, on pouvait deviner quelle impression cet écrit faisait sur les hommes d'un âge mûr ; Krug le dénonça comme trahissant les vues politiques que la Russie avait sur la domination intérieure de l'Allemagne ; Oken prononça sur Stourdza un jugement qu'il eut à expier plus tard.

Mais tout cela n'était qu'un pâle reflet de la fureur violente qui animait les jeunes gens. Les comtes Bochoholz et Keller, étudiants d'Iéna, provoquèrent en duel ce Stourdza qui avait insulté la jeunesse allemande ; le diplomate russe quitta Weimar pour se rendre à Dresde et pria le sénat académique d'Iéna de faire en sorte que cette provocation fût retirée, parce que, disait-il, c'était sur l'ordre du czar qu'il avait conçu, écrit et publié sa brochure. Alors les étudiants qui l'avaient défié renoncèrent à demander satisfaction à une « machine qui pensait, écrivait et agissait ». Mais à peine cette haine cut-elle été apaisée, qu'elle se jeta aussitôt sur Kotzebue, lorsque celui-ci, dans son *Literarisches Wochenblatt* (Feuille hebdomadaire et littéraire), déclara également que cet écrit avait un caractère officiel et qu'il prit fait et cause pour lui. Kotzebue s'était attiré, depuis longtemps déjà, les soupçons et la haine des jeunes gens, depuis qu'on avait appris qu'il envoyait à Saint-Petersbourg des rapports sur les événements scientifiques et politiques en Allemagne. Un fragment de ces bulletins avait paru dans la *Némésis* de Luden (tome XI, page 1), fragment dans lequel l'auteur avait attaqué les hommes aux ten-

dances libérales, tels que Eichhorn et Luden. Les choses en étaient venues à des plaintes portées réciproquement par Luden et par Kotzebue, qui avaient été condamnés tous les deux. Ce petit scandale reçut alors une importance plus grande par suite de l'approbation que Kotzebue avait donnée à l'écrit de Stourdza. Kotzebue passait, dès lors, pour un espion et un traître à la patrie ; il pouvait, en même temps, passer pour un apostat qui avait abandonné ses anciennes tendances libérales. En outre, la colère de tous les romantiques, des Teutons et des *gymnastes* se concentrait sur lui, à cause des attaques qu'il avait dirigées contre leur poésie boursoufflée et contre leur patriotisme bouffi d'orgueil ; haine qui devait être d'autant plus profonde que les coups de Kotzebue avaient porté juste, puisqu'ils avaient été dirigés contre un but tellement large que même un mauvais tireur n'aurait pas pu le manquer.

Déjà auparavant, à la Wartburg, où l'on jeta au feu son Histoire allemande, les sentiments que nourrissaient les jeunes gens à son égard s'étaient manifestés clairement. Lorsque parut ensuite son Bulletin, Karl-L. Sand de Wunsiedel, dans des heures d'une « inquiétude mélancolique », couvait des pensées de meurtre qui, peu à peu, mûrissaient jusqu'à se traduire en un acte funeste. Les documents qui fournissent des renseignements sur Sand (1) le dépeignent tous comme un jeune homme d'une moralité sans tache, mais sans énergie pour se

(1) Cf. Von Hohnhorst : *Vollst. Uebersicht der gegen K. L. Sand, etc., geführten Untersuchungen. Aus den Originalakten* (Résumé complet de l'enquête faite au sujet de K.-L. Sand. D'après les dossiers originaux). Stuttgart, 1820. — *K.-L. Sand, dargestellt durch seine Tagebücher und Briefe* (K.-L. Sand, d'après son journal et ses lettres). Altenb. 1821.

débarrasser des créations de son imagination juvénile et rêveuse, et n'ayant nullement les forces morales et intellectuelles nécessaires pour être à la hauteur de son époque, qui, dans la science et dans la vie pratique, exigeait de grands talents et de grands caractères. Quand, à un moment, il avait été la proie d'une exaltation religieuse et ascétique, il tombait, à tel autre, dans un naturalisme sceptique qui n'était nullement en harmonie avec l'esprit de la *Burschenschaft*. Saisi par l'esprit d'une jactance politique qui s'était alors emparé de la jeunesse, Sand n'était cependant pas fait pour jouer un rôle prédominant dans cette association, composée de jeunes étudiants d'une trempe vigoureuse. Ce sentiment de sa propre impuissance dirigeait peut-être ses pensées ambitieuses dans une voie qui le poussait à entreprendre seul un acte d'une vigueur inattendue et d'une force qui sauvât la patrie. Plein d'un culte idolâtre pour la volonté qui ne prend conseil que d'elle seule, et au moment où tous les chants célébraient le martyr et des exploits pareils à ceux de saint Georges, ce jeune homme exalté s'imagina, dans son égarement déplorable, de voir dans Kotzebue, cet « empoisonneur des âmes », le dragon qui mettait en danger la liberté de l'Allemagne et qu'il s'agissait d'exterminer. Dans un accès de doute et d'irrésolution, il avait pris encore des dispositions qui pouvaient aider le destin à empêcher cet acte; mais rien ne vint s'y opposer. Ce fut à Mannheim que Kotzebue tomba sous le poignard de Sand (23 mars 1819) qui, n'ayant pas succombé aux blessures qu'il s'était faites lui-même, expia son crime sur l'échafaud (20 mai 1820), avec une résignation sereine qui inspirait de la pitié même aux gens les plus grossiers.

Impressions causées par le meurtre de Sand; jugements sur lui.

Nulle considération morale ou juridique ne pourra jamais excuser un crime aussi sanglant et en même temps aussi insensé. Mais, à cette époque-là, un très-grand nombre d'Allemands, jeunes et vieux, ont célébré cet assassinat comme un grand acte politique. Les jeunes gens avouaient que Sand n'avait fait que donner une expression « à ce qui vivait dans un nombre infini de cœurs », qu'il avait fait partie d'une association publique au sein de laquelle il y avait plus de complices de cet acte que bien des gens ne le pensaient ou ne le devinaient; aussi la tradition a-t-elle toujours nommé deux hommes comme les confidents de ce meurtre qu'on représente ordinairement comme le secret exclusif de Sand. Dans une conversation qui eut lieu après le meurtre, Iahn recommandait de lire ce que Johannes von Müller avait dit sur Tell, et Cicéron sur le meurtre de Jules César. Dans une lettre de consolation qu'il adressa, il est vrai, à la malheureuse mère de Sand, de Wette disait que, d'après les motifs subjectifs qui avaient inspiré cet acte, ce dernier était un beau signe du temps, et Goerres caractérisa toute l'opinion publique en Allemagne en disant qu'on désapprouvait l'acte, tout en en approuvant les motifs. Mais ceci serait encore une triste confusion des idées morales et politiques en Allemagne. En effet, les véritables racines et les vrais motifs qui avaient provoqué ce meurtre; cette illusion qu'un homme tel que Kotzebue était dangereux pour la patrie, et la présomption d'un individu isolé de vouloir s'ériger en juge sur le danger dont la patrie était menacée, ainsi que sur l'homme qui la mettait en péril, tout cela était, aux yeux de tous les gens froids et impar-

tiaux, aussi insensé que l'attentat était criminel. Mais l'intérêt qu'on montra à Sand n'eut en aucune façon le caractère de cette pitié qu'on éprouve pour un fou furieux.

Si l'on ne veut pas appeler complètement égaré l'instinct du peuple allemand, quand il accordait à ce crime tant d'excuses morales et qu'il y attachait une si grande valeur politique, on doit trouver sa justification précisément dans une importance objective et palpable de cet acte, importance que, pour cette raison même, tout le monde ne comprenait peut-être pas aussitôt et dont on n'avait pas nécessairement conscience à l'instant même. Ce jugement peu sévère reposait essentiellement sur la satisfaction qu'on éprouvait, en voyant que ce coup inattendu, cet avertissement terrible, avait mis à nu la honteuse situation de la patrie et l'ignominie avec laquelle les gouvernements allemands s'appuyaient, d'une manière si antinationale, sur le pouvoir et l'influence des étrangers. Si les motifs qui avaient porté Sand à commettre ce crime avaient été influencés par cette maxime de la jeunesse qui disait que, dans les cas où l'État ne voulait pas exercer son droit de punir, les individus devaient se mettre à sa place, cette maxime aurait été précisément le fruit de cette situation corrompue qui est impossible au sein d'un peuple réellement devenu une nation, et sous un gouvernement appartenant au peuple, situation dont l'existence seule peut produire une pareille maxime et un tel crime. L'État négligea d'exercer, à l'égard de Kotzebue, non pas son droit de punir, mais seulement le droit national de le renvoyer du pays, droit que, dans un cas contraire, la Russie aurait infailliblement exercé. Il est incontestable qu'à un Russo-Germain, qui aurait

été au service d'une grande puissance allemande, on n'eût jamais permis de faire en Russie, pas même pendant le plus court espace de temps, ce que ce Germano-Russe au service de la Russie pouvait faire, en Allemagne, pendant de longues années, lui qui, de son vivant, avait été comblé des plus grands honneurs dans les cercles les plus élevés, et après la mort duquel le roi de Prusse jugea convenable d'ordonner une représentation théâtrale et funèbre en l'honneur de la victime.

Effectivement, cette manière de voir n'était pas étrangère à tous ces jeunes penseurs de ces années-là qui, à ce point de vue, ne jugeaient pas l'acte de Sand autrement que la tentative que fit Staps pour assassiner Napoléon, acte que Sand aussi, chose fort significative ! avait été tenté de commettre, déjà dans les premières années de sa jeunesse, lorsque l'empereur s'était trouvé près de son pays natal. L'effet que produisit cet événement, en premier lieu, sur les sentiments politiques et sur la façon de penser de la jeunesse, répondit entièrement à cette manière de voir. Le romantisme politique fut poussé ainsi vers une crise qui portait en elle-même le châtiment des fautes de cette école, mais aussi la guérison de ses plaies. Le crime de Sand transforma les violentes antipathies nationales de la jeunesse ; il la sauva de ses sympathies pour la Russie, sympathies qui, depuis l'alliance du temps des guerres de l'indépendance, avaient duré jusqu'à ce moment-là, et il la conduisit vers une réconciliation avec la France, jusqu'alors si méprisée, ainsi qu'avec les idées politiques de ce pays. Lorsque ensuite les mesures de Karlsbad supprimaient toute vie politique en Allemagne et que les colonnes des journaux se remplis-

saient de comptes rendus sur les débats dans les Chambres anglaises et françaises, ces dispositions conciliantes se fortifiaient de plus en plus. Alors il ne fallait plus que l'opposition d'un Heine et d'un Boerne pour donner à jamais une autre direction aux idées littéraires et politiques de la jeunesse et pour extirper, avec leurs racines, à la fois le teutonisme et le romantisme.

Effets du crime de Sand. — Les événements en Prusse. —
Wilhelm von Humboldt.

Un acte comme celui que Sand venait de commettre, dut être expié par son auteur suivant toutes les rigueurs de la justice. Mais, au moment où il fut accompli, tous les hommes clairvoyants eurent le funeste pressentiment que le peuple tout entier aussi aurait à l'expié. Sand lui-même avait lancé la foudre que les jeunes gens de son âge s'attendaient à voir venir d'une autre direction ; il attira ainsi la vengeance et le malheur sur lui-même, ainsi que sur tous les autres. A la vérité, A.-L. Follen avait espéré, au commencement, que même cette foudre, lancée par des mains mortelles, produirait un effet salutaire et qu'elle allumerait le feu sacré de la liberté ; mais lorsque, peu de temps après, une seconde tentative de meurtre singea l'acte de Sand, Follen lui-même fut frappé et craignit que l'effet produit par les brandons lancés de cette manière ne fût pas la flamme vive, mais au contraire l'asphyxie. Un jeune pharmacien, du nom de Karl Loehning, commit (1^{er} juillet 1819), à Schwalbach, une tentative de meurtre sans succès sur la personne du président du gouvernement von Ibelle, cet instrument énergique de la bureaucratie napoléonienne dans le duché de Nassau ; en se suicidant, l'assassin coupa court à toutes les investigations au sujet des mo-

tifs qui l'avaient poussé à cet acte, mais qui avaient sans aucun doute un caractère politique. Ce second crime remplit alors de craintes tous les esprits qui voyaient partout des conspirations sanglantes ; des lettres menaçantes adressées à diverses personnes ; les mouvements populaires qui eurent lieu, à cette époque, dans le grand-duché de Hesse-Darmstadt ; les cris de Hepp ! Hepp ! avec lesquels on poursuivait les Juifs et qui, immédiatement après (depuis août), se repandaient, comme une épidémie dans toute l'Allemagne, depuis Würzburg et Karlsruhe au delà de ses frontières jusqu'à Copenhague ; puis les progrès que faisait la faction libérale en France, tout cela saisit les autocrates de l'Europe orientale comme d'une terreur panique.

Ce fut d'abord à Berlin qu'on dut s'attendre à ce que ces événements couvrissent de nouvelles décombres l'œuvre constitutionnelle, enterrée déjà à Aix-la-Chapelle. Mais, comme il était dans la destinée de cet État de voir les choses les plus opposées se traverser continuellement, il était arrivé que, peu de temps avant l'attentat de Sand, on avait de nouveau déterré cette œuvre déjà enfouie sous terre. Si la Bavière avait promulgué sa Constitution par un sentiment de jalousie à l'égard de la Prusse, ce fait lui-même, comme Stein l'avait désiré et espéré, semblait pousser le cabinet de Berlin à se laisser aller à ce même sentiment d'une jalousie rivale (1). On cherchait un homme plus énergique que ne l'était Hardenberg et auquel on pût confier de nouveau l'affaire de la Constitution. On choisit Humboldt. Bien que, par suite

(1) Cf. Schlesier : *Erinnerungen an W. von Humboldt* (Souvenirs de W. von Humboldt). II, 1, p. 379.

de l'opposition faite par Humboldt au sein du Conseil d'État, il y eût eu brouille entre ces deux diplomates, le chancelier d'État lui avait fait espérer cependant, déjà à plusieurs reprises, qu'il pourrait entrer dans le ministère; mais ces espérances n'avaient jamais été réalisées. Lorsque Humboldt, blessé par ce manque de parole, avait demandé qu'on le rappelât de son poste d'ambassadeur à Londres, on lui avait fait une nouvelle promesse pendant la durée du congrès d'Aix-la-Chapelle. Alors l'aide de camp von Witzleben, l'ami de Humboldt, réussit à le faire entrer dans l'administration (11 janvier 1819) où l'on lui confia, entre autres, les affaires constitutionnelles dans le ministère de l'intérieur qu'on partagea entre lui et Schuckmann.

Cette nomination fit naître, dans l'âme de Stein, de nouvelles espérances au sujet de l'œuvre constitutionnelle, espérances qu'il fondait sur la persévérance et sur l'habileté de Humboldt, auquel on confiait une mission telle qu'elle semblait la plus appropriée à ses talents. Esprit de la plus haute culture intellectuelle et doué d'une merveilleuse facilité à tout comprendre; entré, dès sa jeunesse, dans l'époque et dans les cercles les plus brillants du royaume littéraire, Humboldt s'était d'abord pénétré, jusqu'à l'excès, des droits personnels de l'individu et de ceux que la culture intellectuelle donnait à chaque citoyen vis-à-vis de l'État, droits comme on les comprenait pendant cette période du cosmopolitisme dont nous avons parlé plus haut. Mais bientôt, en voyant la ruine et la chute de la Prusse, Humboldt avait appris à attacher une valeur et une importance plus grandes précisément à ce même État. Les malheurs de son pays l'avaient rapproché de cette même patrie et, avec ses talents universels, ce

sybarite épicurien des festins intellectuels avait trouvé qu'il était également propre pour servir l'État avec le désintéressement d'un stoïcien. Comme directeur des cultes et comme fondateur de l'université de Berlin, il s'était acquis la gloire d'avoir seul conservé, dans le gouvernement de la Prusse, l'esprit de Stein, après que ce dernier eut quitté le service. Comme diplomate, nous l'avons vu agir d'une manière honorable à Vienne et à Paris, bien qu'il n'y eût que peu de succès. Chargé à ce moment périlleux de l'œuvre constitutionnelle si misérablement gâtée, Humboldt y apportait des qualités d'une valeur inappréciable et qui forment avec la nature de Stein un contraste très-caractéristique; c'est-à-dire, son esprit sobre, calme et égal, que les années d'un élan héroïque n'auraient jamais pu tendre au delà de ses forces, ne pouvait pas non plus être relâché par l'époque languissante qui venait ensuite; Humboldt se mit avec le courage le plus serein à sa nouvelle tâche.

Retenu encore, pendant l'hiver de 1818-19, à Francfort, par la commission territoriale, Humboldt profita de cette occasion pour traiter avec Stein l'affaire de la Constitution, dans cette ville et dans le duché de Nassau, personnellement et par écrit, et pour se mettre d'accord avec cette autorité si importante. D'un seul coup d'œil, il comprit la nécessité de concilier la « manière de voir historique », et les nouveaux principes d'un État civil, au milieu de cette époque où les opinions étaient en lutte; où la haine entre les diverses classes était fortement excitée; où les antipathies nationales, pour tout ce qui venait de la France, étaient encore vivantes et où l'on professait encore un grand penchant pour tout ce qui appartenait à l'antiquité teutonique. C'est ce que Humboldt essaya de faire

dans un Mémoire (1) qu'il présenta à Stein (2 fév. 1819) d'une manière presque trop désintéressée. La véritable confession de foi politique de Humboldt s'éloignait, dans les principes, peut-être encore plus loin de Stein que ne le faisait celle de Hardenberg. Humboldt était, bien plus que Stein, réconcilié avec les principes politiques modernes, comme l'étaient von Schoen, Schleiermacher et tous les penseurs qui témoignent plus de respect aux puissances morales qui font l'histoire qu'aux événements passés; qui honorent plus l'idée et la pensée que le fait accompli et les choses qui existent. Par des raisons politiques, humaines et patriotiques, Humboldt avait été, en 1809, animé de sentiments tout à fait démocratiques et disposé à niveler les différentes classes; même au moment qui nous occupe, il avait de la peine à trouver encore les corporations et les classes que Stein voulait conserver. Il voyait, comme Hardenberg ou comme Fichte, l'ancienne classe des hommes libres et égaux se relever dans la classe moyenne, non pas par suite d'une législation défectueuse ou comme le résultat de sentiments révolutionnaires, mais comme le fruit du progrès naturel de tout le développement industriel et intellectuel qui, par l'influence salutaire que ses différentes branches exercent les unes sur les autres, rend l'esprit et la vie plus libres, en enlevant la contrainte et les entraves qui en retardent l'essor.

Humboldt croyait qu'il serait impossible d'entraver, de resserrer et de refouler ce mouvement plus animé de

(1) Cf. Stein : *Denkschriften über deutsche Verfassungen* (Mémoires sur des Constitutions allemandes). 1848, p. 97. — Cf. Hayn : *W. von Humboldt*. Berlin, 1856, p. 387 sq.

la vie, ou quand même on y réussirait, il pensait que les résultats de cette action seraient nuisibles, parce qu'on produirait ainsi l'engourdissement. Néanmoins, dans les dispositions conciliantes du Mémoire adressé à Stein, Humboldt entraînait aussi généreusement dans les idées aristocratiques de cet homme d'État qu'il avait prêté l'oreille, à Vienne, aux projets de Metternich relativement à une confédération d'États. Il sentait lui-même qu'il allait trop loin dans ses concessions. Il concéda à Stein la corporation de la noblesse ; le droit effectif des propriétaires de terres nobles de siéger dans les diètes provinciales ; le même droit héréditaire pour les grandes familles et même le rétablissement prudent de la noblesse dans la province rhénane. La même docilité et la même indulgence dont Humboldt fit preuve à l'égard de cet aristocrate, il la montra aussi au souverain. Il voulait se contenter d'une publicité restreinte, d'une périodicité limitée et du vote du budget à de certaines conditions ; il voulait refuser aux états l'initiative, et même il consentait à ce que le souverain décidât lui-même la question relative à la responsabilité des ministres : tout cela, pour forcer le roi une bonne fois à accorder effectivement des états à son royaume, états dont le nom seul épouvantait ce prince. De cette manière, Humboldt se préparait à paraître, à Berlin, avec des propositions bien arrêtées et acceptables. Mais à peine eut-il achevé ses travaux préliminaires, que la nouvelle de l'assassinat de Kotzebue fit frémir toute l'Allemagne. « Maintenant, la Constitution est impossible ! » fut la première parole prononcée par Hardenberg. Humboldt aussi exprima le regret que ces événements hideux allassent refouler le bien ; néanmoins il ne se laissa pas arrêter dans ses travaux. Effectivement, cet acte isolé d'un jeune

homme égaré semblait si peu avoir donné à la Constitution le coup de grâce que Hardenberg lui avait prédit, qu'il doit y avoir eu encore un moment où le chancelier d'État lui-même essaya de l'emporter sur Humboldt encore absent, et où il espéra amener le roi à signer la base d'une Constitution.

On avait même fixé le jour où ce projet devait être soumis au roi (1) lorsque, avec l'attentat commis sur le président Ibell, l'ère des Kamptz et des Wittgenstein s'ouvrit aussitôt et qu'on commença l'œuvre de la réaction dans de vastes proportions. Vers la mi-juillet, on se mit à poursuivre les démagogues à Berlin. On ouvrit une enquête contre des serviteurs et des amis intimes de Hardenberg, contre Dorow, Varnhagen et Gruner ; on saisit les papiers des frères Welcker et ceux d'Arndt à Bonn ; on fit passer Iahn à Spandau et à Küstrin ; on fit venir Follen d'Elberfeld et Mühlensfeld de Cologne pour les conduire à Berlin ; Goerres n'échappa à l'arrestation que par la fuite. Les soupçons montaient jusqu'aux hommes les plus éprouvés, jusqu'à Stein lui-même. Lorsque Eichhorn exhorta Tschoppe, l'instrument zélé de toutes ces persécutions, à ne pas s'occuper d'une besogne aussi déshonorante, il fut dénoncé aussitôt. On espionnait les lettres de Gneisenau qui, au lieu de « montrer hardiment son front de capitaine, » comme Arndt s'y était attendu, ne voyait plus Schleiermacher et ne saluait plus Arndt depuis le crime commis par Sand. Au moment même où ces choses eurent lieu, Humboldt arriva à Berlin. Mais il ne se laissa pas encore

(1) Cf. *Die Verwaltung des Staatsk. Fürsten von Hardenberg* (L'administration du chancelier d'État, prince Hardenberg), p. 82.

déconcerter, convaincu, comme il l'était, que l'agitation du peuple devait précisément être apaisée par des concessions. Aussitôt il détermina le roi à instituer une commission restreinte, chargée d'élaborer un projet de Constitution et à laquelle on présenta le projet de Humboldt, ainsi qu'un autre plan conçu par Hardenberg. Les choses en étaient là lorsque les résolutions de Karlsbad vinrent se mettre entre les deux hommes d'État pour les séparer à jamais.

Les résolutions de Karlsbad.

Immédiatement après l'assassinat de Kotzebue, l'empereur François avait proposé aux autres souverains allemands de réunir leurs ministres à Karlsbad (1). Pendant le voyage que l'empereur d'Autriche faisait à cette époque en Italie, il avait reçu de plusieurs cours allemandes des communications confidentielles sur les dangers de l'époque. L'Autriche s'entendit, en particulier, avec la Prusse, dans une conférence préliminaire que Metternich eut à Toeplitz avec le roi et avec Hardenberg, qui marchait alors entièrement de concert avec Wittgenstein. Ensuite les deux grandes puissances adressèrent leur invitation exclusivement aux cours secondaires ; on choisit pour cette conférence le territoire autrichien, parce qu'on n'était pas rassuré au sujet de la Diète germanique. Le prince Metternich avait mis sur sa liste, comme les sujets les plus urgents à soumettre aux délibérations de la conférence de Karlsbad (août 1819), la presse, l'état des universités et des écoles, ainsi que les

(1) Cf. C. Welcker : *Wichtige Urkunden für den Rechtszustand der deutschen Nation. Aus den Papieren Klüber's* (Documents importants, relatifs à la condition légale de la nation allemande. Tirés des papiers de Klüber), 1833.

menées des démagogues. Pour délibérer sur quelques autres sujets plus importants, tels que l'interprétation des articles 13 et 19 de l'acte fédéral, le tribunal fédéral et le règlement des *exécutions* ordonnées par la Diète germanique, on avait proposé des conférences ultérieures à Vienne où devaient se rendre des plénipotentiaires de tous les membres de la Confédération. Toutes les paroles que prononçait Metternich à Karlsbad et toutes les propositions qu'il y faisait trahissaient la peur pitoyable que lui inspiraient les Constitutions des États du midi de l'Allemagne, ainsi que les moindres mouvements publics; on s'efforçait à peine de voiler les motifs égoïstes et dictés par l'intérêt exclusif de l'Autriche qui faisaient agir le cabinet de Vienne. Toutes les propositions faites à Karlsbad semblaient émaner de la plus faible des petites puissances qui, dénuée de tout secours, aurait eu besoin d'un protecteur contre un danger imminent; la façon dont on motivait ces propositions ne montrait que trop clairement les sophismes et l'outrecuidance méchante de ce ministre de la grande puissance dominante, ministre dont les vertus les plus saillantes n'avaient jamais été la vérité et la pudeur.

Metternich aurait volontiers, d'après « une saine politique », interprété l'article 18 de l'acte fédéral, qui garantissait la liberté légale de la presse, comme signifiant l'introduction générale de la censure. En effet, l'Autriche s'irritait en voyant l'influence exercée par la presse du grand-duché de Saxe-Weimar; elle redoutait les propositions du grand-duché de Bade au sujet de la liberté de la presse qui avait été accordée par le Wurtemberg. Elle disait que les gouvernements des plus petits États pouvaient sacrifier à leur propre popularité la prospérité des

grandes puissances ; qu'ils pouvaient, par leur presse, « empoisonner » la Confédération germanique, et que, de trente ou quarante positions, ils pouvaient mettre en péril l'Autriche, sans qu'il fût seulement permis à cette puissance d'user de représailles, puisqu'elle n'avait pas de presse et que « l'emploi de la force armée était interdit ». Dans des expressions qui touchaient au burlesque (1), Metternich effraya les membres du congrès au sujet de l'état de la presse allemande, comme si l'Allemagne était menacée de scènes plus effroyables que celle de la Terreur pendant la Révolution française ; en parlant ainsi, il voulait obtenir la censure au moins pour tous les écrits périodiques, comme une mesure d'où dépendaient la vie « et la mort ».

La diète badoise ayant menacé de faire de la nullité du pouvoir fédéral lui-même une arme contre la Diète germanique et contre l'Autriche qui en était la puissance directrice, Metternich voulait que, pour cela même, on rehaussât l'autorité de la Confédération et qu'on engageât la Diète à déclarer que les résolutions fédérales formaient l'autorité suprême en Allemagne ; que, par conséquent, les princes ne pouvaient pas déplacer la condition légale de leur souveraineté, ni accorder à leurs états des droits qui étaient en contradiction avec l'autorité de la Diète germanique. Afin de donner aussitôt un exemple vivant de cette unité du pouvoir fédéral, Metternich proposa l'établissement d'une autorité qui permit à l'Autriche de se mêler des affaires les plus intimes des autres États allemands, sans que ces derniers pussent seulement songer à user d'un droit réci-

(1) *Ibidem.* Supplément B, C, p. 188 sq.

proque. Le grand chancelier demanda l'institution d'une commission centrale, pour la charger d'une enquête préliminaire au sujet des menées démagogiques, commission qui, d'après les paroles railleuses de Gentz, devait représenter un préservatif de la liberté allemande et opposer une digue à l'opinion d'après laquelle l'Allemagne n'existait pas comme un ensemble politique! C'était simplement pour ménager la souveraineté des princes que Metternich conseillait la création de cette institution qui ne devait pas même avoir un caractère judiciaire; autrement, il aurait volontiers insisté sur l'établissement d'une Cour de justice centrale pour la Confédération, ne fût-ce que pour éviter les fâcheuses anomalies qui, disait-il, se présenteraient en Prusse et en Bavière, où les tribunaux dans les anciennes provinces jugeraient autrement que dans la province rhénane. Mais toute cette prétendue sollicitude pour les princes et cet avertissement n'avaient d'autre but que d'exprimer une menace à l'adresse de la Bavière et du grand-duché de Bade où les représentants du peuple avaient proposé ou décidé l'introduction de ce même jury que Metternich, à cette occasion, définit une création qui entraînait inévitablement la chute de la plupart des institutions alors établies.

Enfin, puisque les Constitutions assiégeaient dès lors l'Autriche sur ses frontières mêmes, Metternich voulait, ce qu'il avait dédaigné de faire auparavant, qu'on tombât d'accord sur l'article 13 de l'acte fédéral et qu'on établît des bases communes pour la formation des Constitutions allemandes. Après que, pour l'amour de l'Autriche, on avait négligé, au congrès de Vienne, de fixer même un *minimum* de droits constitutionnels, l'Autriche voulait,

à ce moment, pour faire souffrir l'Allemagne, lui imposer un *maximum* de ces mêmes droits. Si c'était possible, Metternich voulait faire descendre les états au rang des diètes dites de *postulation* en Autriche; c'est pourquoi il fit entendre aussitôt cet avis fort significatif, à savoir qu'on tendrait la main à tous les États qui, dans l'exécution de l'article 13, avaient manqué la seule bonne voie, afin de les aider à revenir sur leurs pas d'une manière habile et décente. D'après les projets fédéraux, publiés en 1815 par la Prusse, le député badois Winter avait donné une interprétation du sens de l'article 13 (18 juin 1819), en disant qu'on n'avait pas voulu y parler des anciens états provinciaux, mais bien du système représentatif, dont les principes étaient le partage du pouvoir législatif, la responsabilité ministérielle et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Le référendaire badois fut jugé digne, par l'Autriche, d'une réponse expresse, dans ce fameux travail de Gentz (1) sur l'interprétation de l'article 13, travail dans lequel il déclarait que, précisément, ces mêmes principes étaient anarchiques et incompatibles avec la forme monarchique du gouvernement. Le même homme qui, autrefois, avait dit que la destruction du régime féodal, si complètement pernicieux, était la principale mission de son époque représentait, au moment actuel, les Constitutions féodales des anciennes diètes, avec leurs différences de classes et de droits telles que Dieu les avait établies, comme étant les seules légitimes et les seules compatibles avec le pouvoir des princes. Gentz disait tout cela avec une confiance de sophiste qui, recevant une grande importance

(1) *Ibidem*, p. 220 sq.

par le moment et le lieu où ces déclarations se produisirent, ainsi que par la puissance dont disposait leur auteur, allait continuer à exercer, pendant plus de vingt ans, son influence paralysante sur l'Allemagne et y faire naître une grande confusion.

Les résolutions de Septembre de la Diète germanique; la manière dont elles furent accueillies.

Un profond secret enveloppait les négociations de Karlsbad. L'Autriche s'était assuré le consentement de toutes les cours avant de présenter ces résolutions à la Diète germanique. Mais, pour un grand nombre de plénipotentiaires à Francfort, ces propositions étaient une surprise complète. Les protocoles de la Diète ne faisaient pas non plus connaître de quelle manière les plénipotentiaires avaient voté sur elle (20 septembre 1819) : tout ce qu'on apprit, ce fut que le résultat du vote était leur approbation et leur accession aux idées de l'Autriche. Sans demander d'instructions, sans rendre compte à leur gouvernement et même sans délibérer, les ambassadeurs résolurent à l'unanimité qu'à la réouverture des séances leurs gouvernements eussent à faire leurs déclarations au sujet d'une interprétation convenable de l'article 13. Quelle devait être la teneur de ces déclarations, c'est ce que démontraient clairement les protocoles de Karlsbad ; mais le discours par lequel l'ambassadeur président de la Diète prépara cette mesure prescrivit, en outre, expressément ces principes qui devaient être conformes, non pas à des théories étrangères, mais à l'histoire et aux idées allemandes, au principe monarchique et au maintien de la Confédération germanique dont les attributs ne sauraient être restreints par les Constitutions, ni attaqués d'une manière directe, *comme*

on avait déjà effectivement essayé de le faire. On résolut, en outre, à l'unanimité, suivant toujours les indications des projets autrichiens, que les universités, les professeurs aussi bien que les étudiants, seraient placés sous la surveillance d'un chargé de pouvoirs nommé par le gouvernement, fonctionnaire qui, d'après l'ordre du cabinet prussien relatif à l'exécution de cette mesure, devait être une espèce d'accusateur public, un contrôleur des punitions et le censeur de la morale et de la doctrine. Le professeur qui troublerait la tranquillité et l'ordre public devait être éloigné, et aucun autre État ne devait le prendre à son service; aucun étudiant, après avoir été renvoyé d'une université, ne devait être reçu dans une autre; aucun membre d'une société secrète ne devait être admis à des fonctions publiques. Toutes les brochures et tous les livres au-dessous de vingt feuilles furent, provisoirement pour cinq ans, soumis à la censure, délai qui, plus tard, fut prolongé d'une manière indéfinie. On établit à Mayence une autorité centrale chargée d'une enquête au sujet des menées démagogiques, et autorisée à faire opérer des arrestations dans tous les États de la Confédération germanique et à faire comparaître toutes les personnes arrêtées devant son tribunal.

La publication de ces résolutions produisit une impression que rien ne saurait décrire. A cause des actes criminels de deux jeunes gens exaltés, on jeta sur toute l'Allemagne un interdit politique qu'on représentait comme l'unique moyen de salut qui pût la protéger « des terreurs d'une scission intérieure, de l'anarchie de l'arbitraire et du bouleversement incurable de tous les droits et de toute prospérité »; et cela dans un pays où la masse du peuple vivait encore véritablement dans un

état d'innocence et d'apathie politiques. Ce fut alors qu'on cueillit pour ce peuple les fruits de l'arbre de la connaissance du bien et du mal. Après l'avoir, pendant les années de la guerre de l'indépendance, habitué à des traitements humains, à une confiance bienveillante et même à des paroles flatteuses, on lui tint, dès lors et toujours, le langage aigre et en même temps railleur et hypocrite du gouvernement autrichien, et on le traitait dans le même esprit plein de mépris pour le peuple et pour la liberté. La conséquence en fut que, dans les basses classes de la société et parmi les jeunes gens agités, la défiance se réveilla et qu'on expliqua ces mesures par des conspirations de la noblesse; que le peuple et les princes s'éloignèrent les uns des autres et qu'ils commencèrent à s'observer mutuellement avec méfiance, comme des ennemis vis-à-vis d'autres ennemis, éloignement que rien n'a pu effacer.

Précisément les hommes les plus loyaux, qui ressentaient d'autant plus profondément ces discordes, et à leur suite le manque de toute confiance, que jusqu'alors on n'y avait pas été habitué en Allemagne, ces hommes, disons-nous, prévoyaient les premiers et le plus clairement ces conséquences, parce que leur irritation les rendait plus clairvoyants. Stein était rempli de fureur, en voyant qu'il fallait s'attendre encore à voir adopter une formule autrichienne pour toutes les Constitutions allemandes, et en observant qu'on assurait de nouveau la durée du système bureaucratique des ordonnances et qu'on attisait de nouveau la haine entre les diverses classes. Plein de douleur, Niebuhr prévoyait quelle serait « la vie sans affection, sans patriotisme, sans joie et pleine de méfiance et de rancunes entre les gouverne-

ments et les sujets, telle qu'elle devait nécessairement être le résultat d'une situation pareille ». Des hommes comme eux ne se seraient peut-être pas plaints des entraves qui enchaînaient la presse périodique, parce que leur nature irritable n'en aurait guère supporté la liberté illimitée ; mais, lorsqu'on toucha aussi à la presse scientifique, ils disaient qu'on compromettait grossièrement les intérêts moraux et intellectuels, et ils comparaient ces attaques aux usurpations des chevaliers féodaux qui s'emparaient du bien matériel d'autrui. Une impression plus profonde encore fut produite par les mesures prises contre les universités, parce qu'on s'attaquait là à un palladium de la nation qu'un Napoléon lui-même avait entouré de respect.

Alors Stein éleva la voix et la fit retentir jusqu'à la cour de Saint-Petersbourg, en se plaignant de ce qu'on enlevait aux maîtres et aux élèves cette indépendance qui était indispensable pour le développement des caractères et pour la recherche de la vérité. Niebuhr s'adressa jusqu'au roi, jusqu'au prince héréditaire et jusqu'aux ministres à Berlin, en censurant l'aveuglement de ces résolutions qui supposaient une conjuration dans la jeunesse, là où il n'y avait qu'une secte qu'on pouvait, avec de la sagesse, gouverner très-facilement. Dahlmann et Falcke ne voulurent plus prendre part à la publication des Historiens allemands, parce que, dans la direction de cette grande entreprise commencée par Stein, il y avait quatre envoyés à la Diète germanique qui avaient voté, avec les autres, les résolutions de Karlsbad. Blâmé à ce sujet par Stein, Dahlmann s'en tint, avec dignité et opiniâtreté, à sa résolution, parce que « sa bonne réputation était pour lui d'une plus grande valeur qu'une

entreprise scientifique », et parce qu'il ne voulait rien avoir de commun avec ceux qui avaient rendu un faux témoignage contre les professeurs des universités allemandes.

L'opinion publique était bien plus irritée encore au sujet de l'autorité centrale de Mayence ; ce sentiment d'exaspération, et en même temps de honte, s'accrut encore, à mesure qu'on apprenait, peu à peu, plus de détails sur la manière dont procédait cette commission et sur les résultats de son enquête. Quand, dans l'antiquité, de grands chefs d'aristocrates, armés de puissance et munis de ressources, menaçaient tout l'État et ses institutions, on écrivait, sur un seul et même tableau, à la fois la sentence de leur bannissement et l'indication de leurs honneurs. En Angleterre, le procureur général, lord Eldon, disait au sujet du procès qu'on fit, du temps de la Révolution française, à ceux qui avaient conspiré contre la Constitution : qu'il lui avait paru importer beaucoup plus à la sécurité du salut public de faire connaître à tout le monde l'ensemble de l'enquête relative à ces conspirateurs, que de convaincre un seul d'entre eux de sa culpabilité. Mais, en Allemagne, on brisait la carrière de jeunes gens encore mineurs qui essayaient, pour la première fois, les ailes de l'esprit politique à peine apte au vol, et on leur faisait un crime de leur jeunesse et de ses erreurs les plus naturelles, sans qu'il eût existé un grand crime quelconque ou même l'indication d'une complicité avec beaucoup de ramifications !

En proposant l'institution de cette commission d'enquête, le rusé ministre autrichien avait lui-même douté qu'il se trouvât « un nombre considérable de coupables qu'il faudrait condamner à des peines capitales », et les

hommes sensés savaient d'avance que la besogne de cette commission serait un combat contre des moulins à vent. Néanmoins on la conserva pendant huit ans avec des frais énormes. Mais, bien que tout le bruit qu'on avait fait de cette affaire poussât ces diplomates à justifier toute cette entreprise par des découvertes importantes; bien que l'explosion de la révolution espagnole fit naître, plus tard, au sein de la jeunesse, des associations et des fermentations qui n'existaient pas encore à l'époque qui nous occupe ici, on ne trouva cependant pas un seul de ces grands coupables, et on n'a même jamais publié les communications, si souvent promises au sujet des résultats de cette enquête. Mais ce ne fut pas seulement le peuple, ce furent aussi quelques-uns des souverains et leurs serviteurs les plus rapprochés des princes qui voyaient dès le principe, avec indignation, l'établissement de cette institution, empiétant d'une manière si sensible sur les droits des gouvernements, institution qui portait une profonde atteinte à leur indépendance et qui ne devait être que le commencement d'une constitution plus rigoureuse de la Confédération. Plusieurs des petits souverains étaient indignés de se voir traités simplement comme des princes médiatisés, et se donnaient du moins l'air de n'avoir consenti qu'en cédant à la contrainte; dans quelques États plus grands, la jalousie avec laquelle les princes veillaient à leurs droits souverains fit que les résolutions de la Diète ne furent exécutées qu'avec de grands adoucissements.

En Prusse aussi on fit, au premier moment, une tentative honorable, mais malheureuse, pour briser le joug de l'Autriche, au moment même où cette puissance voulait le lui imposer. Au sein du Conseil d'État, Humboldt, avec

une profonde indignation et aux applaudissements de tout le ministère d'État, attaqua le côté matériel des résolutions de Karlsbad, surtout en ce qui concernait la commission centrale. Il contesta au ministre des affaires étrangères le droit de consentir à ce que des sujets prussiens fussent soumis à la juridiction de tribunaux étrangers; il insista pour qu'on mit ce ministre en état d'accusation et qu'on annulât toute cette mesure. Une réponse peu gracieuse du roi, qui était tout à fait d'accord avec les résolutions de Karlsbad, brisa, il est vrai, l'unité du ministère d'État; mais Humboldt, conjointement avec Beyme et Boyen, proposa à plusieurs reprises (octobre 1819) le retrait de ces résolutions qui, disait-il, attribuaient à la Diète germanique un pouvoir incompatible avec l'indépendance de la Prusse. D'autres causes augmentèrent encore ces complications. Boyen s'opposa à ce qu'on modifiât l'organisation de la *landwehr*, que le roi et Witzleben voulaient rattacher plus étroitement à la ligne. Hardenberg, dont toute la position fut, en même temps, attaquée par ceux des ministres ses collègues qui gardaient une indépendance plus grande, ne se laissait que d'autant plus facilement pousser vers Wittgenstein. L'Autriche eut ainsi le temps de se mêler à cette discorde intérieure dont la crise décisive avait été retardée, et qui se termina (fin de 1819) par l'éloignement des trois ministres opposants. En donnant sa démission, Humboldt quitta complètement la vie politique, en se consolant par la pensée de ne pas avoir « à quitter, en chancelant, son siège à la table du Conseil et des dossiers pour descendre dans la tombe ». Nous avons ainsi dans Humboldt un exemple de plus qui montre que précisément les belles intelligences en Prusse et les politiques

les mieux doués, tels que Stein, Schoen, Niebuhr, Alex. Humboldt, Burdach et autres, n'étaient nullement appréciés par l'État et qu'ils étaient entravés dans leurs efforts, ou bien qu'ils étaient à peine en contact avec la vie politique et qu'ils n'existaient, pour ainsi dire, pas pour elle.

L'opposition faite par le Wurtemberg.

Déjà, au sein même de la conférence de Karlsbad, les projets de l'Autriche avaient trouvé encore une autre opposition qui se montra plus tôt et qui, dans son progrès et dans ses résultats, n'est pas restée infructueuse. L'envoyé du Wurtemberg, le comte Winzingerode, a dû produire, à Karlsbad, un effet des plus étranges, lorsqu'il y prit un ton qui faisait croire qu'il avait un fort et puissant appui, et qui cachait à peine la joie maligne qu'il éprouvait de pouvoir résister à la puissante Autriche, avec le petit État qu'il représentait et avec son opposition bien protégée et bien appuyée. Le comte jouait un rôle méphistophélique, en opposant un dédain insultant au ton et au contenu railleurs des propositions autrichiennes; en prenant ironiquement la défense des principes établis par Metternich; en contestant la possibilité de les appliquer et en mettant partout en parallèle, avec les desseins les plus odieux, le compte qu'il fallait tenir des conjonctures et des intérêts du peuple. La résistance du comte s'appliquait moins énergiquement à ce qui faisait véritablement l'objet des résolutions de Karlsbad; le but principal qu'il se proposait était de prévenir les desseins de l'Autriche contre la constitution de la Diète germanique et contre celles des divers pays, sur lesquelles on devait délibérer ultérieurement à Vienne. Par rapport au point principal, c'est-à-dire à l'article 13, le comte, bien qu'il

doutât qu'il fût possible de réaliser ce vœu, exprima d'abord le désir qu'on donnât, encore à ce moment, à cet article, une interprétation telle que le principe de la représentation du peuple serait écarté ; mais, plus tard, il se trouva que ce prétendu désir du Wurtemberg était encore plus faible que la conviction qu'il serait possible de le réaliser. Les phrases creuses des théories modernes de Gentz au sujet des anciens états et l'approbation zélée que leur donnait le comte Münster, Winzingerode les foudroya par les expériences qu'on venait de faire dans le Wurtemberg. « Jamais, disait-il, son pays n'accepterait une Constitution féodale ; il renoncerait plutôt à toute Constitution, à moins qu'on ne rendit aux anciennes provinces leur ancienne Charte, ce qui serait le pire des maux, puisque ces états à l'antique façon étaient aussi défavorables au gouvernement et aussi périlleux pour lui et de tendances aussi révolutionnaires, qu'aucune Constitution représentative pourrait l'être. »

Les paroles du comte Winzingerode étaient des sorties pleines de fiel, quand il citait, en faveur du régime constitutionnel dans le Wurtemberg, les axiomes dont Metternich s'était servi, au congrès de Vienne, pour combattre le despotisme du gouvernement de ce pays : Les droits du peuple à une protection contre le règne de l'arbitraire, disait le comte, étaient d'autant plus légitimes que les États étaient plus petits, « parce que les ravages exercés par la tyrannie, cette hyène, étaient d'autant plus terribles que le troupeau qui en avait à souffrir était plus petit ». Le comte déclara qu'il n'était plus possible de satisfaire ces prétentions autrement que par l'introduction d'une représentation du peuple, après que ce devoir eut été solennellement reconnu par plu-

sieurs des plus grands gouvernements en Allemagne; après que, obéissant à la force des choses, on eut, au congrès de Vienne, plutôt reconnu que nié ces prétentions du peuple. Il déclara qu'il était impossible, à ce moment, de restreindre le pouvoir des états au seul droit de la délibération, et qu'il était même impossible de reprendre la reconnaissance plus ou moins distinctement prononcée de la souveraineté du peuple! Il reconnut que les Constitutions de l'Allemagne méridionale limitaient le pouvoir monarchique; mais il conseilla même de se préparer à d'autres prétentions de la part des états, qui voudraient faire dépendre de leur approbation la validité des résolutions fédérales et soumettre à des délibérations fort désagréables l'article 14, c'est-à-dire les privilèges des seigneurs médiatisés. Il ne fallait pas, ajouta-t-il, couper ces prétentions à la racine; on devait seulement élaguer les excroissances et garder le tronc vigoureux et sain. En disant cela, le comte voulait parler de la maxime d'après laquelle la législation fédérale ne doit pas empiéter sur l'autonomie des divers États, tant qu'elle n'est pas contraire au but que se propose la Confédération; il voulait parler du devoir absolu des gouvernements de se charger de l'œuvre de l'interprétation, non-seulement dans leur propre intérêt, mais aussi dans celui des peuples. A plusieurs reprises, le comte Winzingerode revenait sur l'article 14, auquel il fallait donner, d'après lui, ainsi qu'à l'article 13, une interprétation conforme à l'esprit du temps. Appuyé vivement par le plénipotentiaire badois, l'envoyé du Wurtemberg insista aussi sur l'exécution de l'article 19, afin de réconcilier le peuple au moins par un seul bienfait. Mais Metternich, qui, plein d'hypocrisie, avait lui-même attaché une grande

importance à cet article en l'étalant dans sa liste des sujets à discuter, fit les phrases les plus bizarres pour éluder cette demande.

Le ton frivole qui régnait dans cette polémique de l'envoyé würtembergeois pouvait avoir l'air de n'être que l'expression d'une humeur toute personnelle. Mais il s'appuyait sur les desseins mûrement examinés de la politique systématique du roi son maître, qui, dans son petit État, allait couvrir de honte la politique humiliée de la Prusse, et qui, observant et suspectant, dès le principe, le rapprochement menaçant entre la Prusse et l'Autriche, comptait ne pas s'incliner devant les deux grandes puissances alliées avec la même souplesse que l'une d'elles avait montrée en accédant aux désirs de l'autre. Encore, au congrès d'Aix-la-Chapelle, il avait été de l'intérêt du Württemberg de désirer, au sujet du différend entre le grand-duché de Bade et la Bavière, l'union des grandes puissances entre elles-mêmes ainsi qu'avec la Russie, et même d'y contribuer pour sa part. Mais il ne fallait que peu de sagacité pour concevoir les plus grandes craintes au sujet de toute autre complication future en Allemagne, quand on voyait de quelle façon cette affaire avait été traitée. Si, déjà auparavant, le traitement infligé au grand-duché de Weimar avait montré jusqu'à quel point l'Autriche respecterait l'indépendance des petits États allemands, au moment actuel où son alliance avec la Prusse, cimentée à Aix-la-Chapelle, se montrait plus clairement, la jalousie avec laquelle les divers gouvernements veillaient sur leur indépendance intérieure, et la méfiance à l'égard de l'influence que les deux grandes puissances alliées pourraient exercer sur la Confédération étaient beaucoup plus justifiées

encore. C'était alors que le prince Metternich allait, tout d'un coup, remarquer les défauts de sa fédération d'États qui était beaucoup trop lâche, même pour la réalisation de ses desseins en faveur de l'Autriche. Si le grand chancelier avait si peu resserré les liens de la Confédération, que chacun des membres avait le droit de conclure des alliances particulières, Metternich devait, dès lors, se résigner pour toujours à voir les princes souverains des États secondaires essayer de s'unir, pour opposer tous ensemble leur résistance à toute alliance des grandes puissances, que ce fût pour ou contre leurs desseins à l'extérieur, ou que ce fût pour ou contre leurs principes à l'intérieur, ces principes fussent-ils libéraux ou réactionnaires.

Si les souverains d'Autriche et de Prusse s'efforçaient, à ce moment, de resserrer leur union en mettant d'accord le régime constitutionnel, à l'intérieur de leurs pays, dans un esprit rigoureusement monarchique, il n'était que naturel que les princes de l'Allemagne méridionale cherchassent, pour les forces divisées de leurs petits États, un secours et un appui communs dans des Constitutions homogènes et libérales, capables de gagner, d'une manière durable, l'affection et la fidélité du peuple. Si, dans ce secours intérieur, ils ne trouvaient pas une force suffisante, le prince Metternich lui-même leur avait appris à chercher, en cas de besoin, même l'assistance étrangère, lorsque, au congrès de Vienne, il avait placé la Confédération germanique sous la garantie expresse et solennelle des puissances étrangères. Le roi de Wurtemberg mit alors cette circonstance à profit. Il n'eut pas beaucoup de difficultés à prévenir son beau-frère, l'empereur de Russie, contre les intentions de l'Autriche,

qui voulait, disait-il, imposer dans sa capitale, à la Confédération germanique, des lois importantes et organiques que la Diète germanique seule avait le droit de faire. Il ne devait pas être difficile non plus d'indisposer le czar, dans un Mémoire secret que le roi fit élaborer à cette époque, contre les projets de l'Autriche relativement à la fortification d'Ulm, ville qui serait un boulevard pour l'Autriche et non pas pour l'Allemagne, et dont la construction, ajoutait le roi, était bien moins urgente que celle des fortifications de Rastatt. De plus, disait-il, la garnison autrichienne qui devait occuper Ulm n'était pas compatible avec l'indépendance du Wurtemberg. Il n'était pas difficile non plus de convaincre le czar même de l'utilité des Constitutions de l'Allemagne du Midi, qui entretenaient, disait le roi, la discorde au sein de l'Allemagne et qui formaient une digue très-utile contre l'amitié trop cordiale des deux grandes puissances amies de la Russie.

En effet, quelque tourmenté que fût Alexandre par les menées des étudiants, ces préoccupations ne lui faisaient pourtant jamais perdre de vue les intérêts de sa politique plus élevée. Ainsi, déjà à Aix-la-Chapelle, pendant que les Kotzebue et les Stourdza lui fournissaient des renseignements, dictés par l'esprit le plus rétrograde, Alexandre avait commencé à écouter des conseils bien différents qui lui venaient d'un tout autre côté. Von Anstett envoyait de Francfort à Saint-Petersbourg des rapports fort piquants et s'accordant entièrement avec la manière de voir de Kapodistrias, qui, déjà à Aix-la-Chapelle, avait représenté au czar la politique autrichienne comme suspecte et qui était favorable aux tendances constitutionnelles de l'Allemagne méridionale. Bientôt

les sarcasmes dont Münster poursuivait « ce coryphée du libéralisme », et les plaintes de Hardenberg, qui disait qu'il mettait l'empereur, son maître, pour ainsi dire, en contradiction avec ses propres principes, pouvaient faire comprendre que les suggestions de Kapodistrias disposaient le czar en faveur de la politique suivie par les États de l'Allemagne fédérale. C'est pourquoi le roi de Wurtemberg, comptant sur ce puissant appui, avait pris ses mesures, pour contrecarrer les desseins de l'Autriche, dès que la première pensée des conférences de Karlsbad avait surgi à Vienne. Loehning n'avait pas encore commis son attentat, lorsque, sans y être amené par aucune raison indiquée par la situation intérieure de son pays, le roi avait, de son propre mouvement, convoqué ses états (10 juin 1819). Quelques semaines après, il ouvrit la diète à Ludwigsbourg (13 juillet) et, dans quelques autres semaines, il tomba d'accord avec les députés sur une Constitution, pour l'opposer, comme un fait accompli, aux mesures discutées au même moment à Karlsbad. Cette Constitution fut exécutée six jours après la publication des résolutions de septembre prises à Francfort.

La Constitution wurtembergeoise.

Le mode d'élection et la composition des états du Wurtemberg, dans cette nouvelle session, avaient été à peu près les mêmes qu'en 1815; le genre et le résultat de leurs délibérations étaient tout à fait le contraire. Dans les sessions précédentes, on avait vu se vérifier le dicton devenu classique du maire Reinhard d'Oberesslingen, qui avait dit, dans une de ses lettres de 1815, lorsqu'il s'agissait d'appeler aux armes des volontaires : « Quand les Souabes ont leur libre arbitre, il ne se fait

rien. » Ce dicton allait se confirmer encore dans cette session qui nous occupe ici, et où « il se fit » enfin quelque chose dans l'affaire de la Constitution, mais lorsque le libre arbitre était perdu. L'esprit de résistance et la déraison des députés s'étaient, dès lors, changés en docilité et en déférence; leur ténacité de 1817 trouvait sa critique la plus humiliante dans leur soumission de 1819, comme leur ancienne solidité et leur pédanterie la trouvaient dans la promptitude avec laquelle ils expédiaient, dès lors, les affaires.

Ceux des députés des anciennes provinces du Wurtemberg qui s'étaient montrés les plus rigides et les plus intractables restèrent, dès lors, muets; quelques-uns des orateurs les plus dangereux manquaient alors, comme par exemple Bolley, qui, dans l'intervalle, était devenu premier juge de bailliage, ainsi que Waldeck, qui, avec deux autres familles nobles, avait fait (en 1818) la paix avec le gouvernement; Weishaar, cet homme irréprouvable, parlait comme un commissaire du gouvernement. Le souverain et les ministres auraient pu dépouiller leur ancien projet de Constitution de toutes les véritables garanties de la liberté; les députés leur auraient néanmoins donné leur approbation à ce moment-là. La commission des états, qui, avec les délégués royaux, soumettait la Constitution encore à une autre révision, fit très-promptement son rapport principal, qui comblait d'éloges les sentiments libéraux des commissaires du roi (2 septembre). Dans ce nouveau projet de Constitution, on avait écarté tous les détails des règles administratives et des ordonnances provisoires dont le premier projet n'avait été que trop rempli. Ce rapport passait brièvement sur ce qui, auparavant, avait fait l'objet principal du litige; il

disait que l'administration financière en commun, proposée en 1817 par le gouvernement lui-même, n'aurait pas lieu ; ceux qui, autrefois, avaient insisté sur l'administration des finances, exercée *exclusivement* par les états, ne firent pas une seule objection. Le rapport se soumit au système de deux Chambres, parce que, disait-il, cette question avait été décidée par la force supérieure des conjonctures ; de même il avait fait des concessions à l'Autriche, par rapport au droit d'élection, ainsi qu'à la restriction de la publicité des débats, puisque les séances de la première Chambre devaient être secrètes, comme en Bavière. Il n'était plus question de donner un pouvoir exagéré aux commissions dont les prérogatives avaient été abaissées au-dessous de ce que le roi leur avait accordé en 1817.

Si la commission s'était montrée ainsi fort traitable, l'assemblée elle-même le fit également, pendant ses délibérations au sujet de la Constitution. Dans un petit nombre seulement des motions adoptées, on osa dépasser les dispositions du projet. Lorsque la question relative à la valeur absolue des nouvelles organisations, en partie fortement blâmées, surgit encore, on déclara que la discussion de ce sujet était inopportune. Déjà quelques jours après (15 septembre), on proposa d'accélérer davantage les délibérations et de moins les approfondir : la Constituante, qui venait d'échouer, entra dans la phase où l'on vota tout en bloc. Les renseignements, soit vrais, soit faux, reçus sur les résolutions de Karlsbad qu'on savait être tout particulièrement dirigées contre le Wurtemberg et contre ces débats, aiguillonnaient l'assemblée et la pressaient de hâter ses travaux. Schott craignait que, le premier jour, on ne mit en avant des dispositions

au sujet de la situation politique de l'Allemagne, dispositions capables d'être préjudiciables au droit le plus précieux du Wurtemberg, droit qui permettait aux députés de traiter librement avec le gouvernement au sujet de la Constitution.

En tenant alors deux séances par jour, on hâta tellement la marche des affaires, qu'en trois jours tout était fini (18 septembre). Dans sa réponse (23 septembre), le roi avait refusé d'accéder au petit nombre de vœux que l'assemblée avait exprimés en opposition avec le projet présenté par le gouvernement, comme, par exemple, relativement à la publicité des débats judiciaires; il passa sous silence une prière, exprimée par les députés relativement au système de deux Chambres. On ne laissa pas même toute une journée aux états, pour délibérer au sujet des résolutions définitives du roi; ce dernier était sur le point d'entreprendre un voyage et il voulait que tout fût terminé avant son départ. La Charte constitutive fut donc signée déjà le lendemain (24 septembre) et confirmée aussitôt (26 septembre) par un manifeste royal. Par l'entêtement opiniâtre de ses anciens représentants, le Wurtemberg avait gagné que, dans un grand nombre de points essentiels, sa Constitution était, dès lors, non-seulement au-dessous des concessions de l'*ultimatum*, mais même au-dessous du premier projet constitutionnel présenté aux états par le roi Guillaume. Mais ce qui était encore plus fâcheux que cette perte, c'était que la lutte trop violente de 1815 à 1817 avait consumé et énervé les forces du peuple. La manière dont les députés avaient autrefois résisté au gouvernement, et dont ils avaient succombé au moment actuel, avait nécessairement dû abaisser l'autorité de la représentation nationale

aux yeux des classes les plus différentes du peuple. Les gens bien avisés et les caractères faibles se mirent davantage du côté des gouvernements; cette expérience devait inévitablement aussi exercer une influence pernicieuse sur la manière de penser de ce monarque énergique, quelque sincères que fussent ses sentiments constitutionnels et quelque exempts qu'ils fussent de tout penchant à tenir compte d'influences extérieures. Enfin, en observant l'état de langueur dans lequel était tombé le peuple, on pouvait prévoir que, dans un avenir prochain, le gouvernement serait peu gêné par la Constitution, bien que, même sous sa forme actuelle, elle fût encore plus riche en concessions libérales que toutes les autres Chartes allemandes de cette époque-là.

Délibérations du cabinet de Vienne.

Le voyage précipité que le roi avait fait valoir comme une raison pour accélérer les derniers travaux relatifs à l'œuvre constitutionnelle n'avait pas été un prétexte outrageant. Il se rendit à Varsovie, afin d'agir encore personnellement sur l'empereur de Russie et pour le prévenir contre les desseins que l'Autriche voulait réaliser par la conférence de Vienne. Metternich apprit que le roi avait obtenu du czar la promesse formelle que la Russie appuierait la politique du Wurtemberg. On pouvait, même sans cela, deviner ce résultat, en entendant Kapodistrias et Anstatt parler très-haut et très-énergiquement des résolutions de Karlsbad (1), et en lisant le résumé de leurs rapports au sujet des conférences de Vienne, dans lesquelles, disaient-ils, on se proposait de faire de la Confédération et de l'Acte fédéral des armes et des

(1)-Cf. *Castlereagh's memoirs*, tome XII, p. 156.

instruments de l'Autriche ou bien des deux grandes puissances. Le cabinet russe envoya à ses ambassadeurs en Allemagne une circulaire, considérée comme un manifeste à l'adresse des petites cours, et qui devait assurer ces dernières de l'appui que leur prêterait la Russie dans l'opposition qu'elles feraient aux demandes de l'Autriche (fin de 1819). L'empereur de Russie prit cette affaire tellement au sérieux, qu'il envoya au cabinet de Saint-James une dépêche confidentielle (2 décembre), dans laquelle le czar a même dû faire une allusion à une intervention immédiate. En effet, la réponse, adressée par Castlereagh au prince Lieven (14 janvier 1820), qui vantait, à la vérité, la bonne entente entre les deux cours, était cependant remplie d'allusions piquantes, mais très-douces, au sujet des desseins de la Russie qui allaient trop loin ; c'était désarmer habilement la Russie, en se donnant l'air de l'embrasser fort tendrement. « Les deux cours, disait le ministre anglais dans cette lettre, s'interdisaient toute intervention ; l'Angleterre s'était abstenue de faire la moindre remarque sur les affaires de Karlsbad ; si les choses dont on s'occupait alors amenaient une violation de l'acte fédéral, les puissances non allemandes pourraient bien y trouver des motifs pour faire quelques démarches calmes, afin de demander des explications au sujet de cette transgression des traités. » Quant à l'état réel des choses, l'Angleterre, pensant à ce sujet comme la Russie, était assez sensée pour être complètement rassurée sur la situation de l'Allemagne, où l'enthousiasme exalté, qui y régnait au moment de l'attentat de Sand, avait été tout à coup refroidi par suite de cette exaltation elle-même. L'Angleterre était, en outre, convaincue de la justesse de la maxime d'après laquelle

une Confédération comme celle de l'Allemagne ne devait pas être un instrument entre les mains des grandes puissances, mais protéger, au contraire, les intérêts des États plus faibles et se trouver d'accord avec les opinions et les sentiments qui régnaient dans ces pays.

La Prusse et l'Autriche reculèrent. Hardenberg chercha à tranquilliser l'Angleterre en représentant les appréhensions de la Russie comme purement imaginaires. A ce qu'il paraît, immédiatement après les démarches faites par le roi de Wurtemberg, Metternich lui-même avait demandé, « avec une faiblesse extrême (1) », l'avis de la Russie au sujet des conférences de Vienne. C'était enlever, dès le principe, le noyau et la partie essentielle des desseins de l'Autriche. On ne pouvait plus s'attendre à voir les gouvernements allemands montrer la même docilité qu'à Karlsbad. La Bavière, mal disposée à l'égard du Wurtemberg, n'avait pas voulu embrasser la cause de ce pays pendant les conférences de Karlsbad; en outre, la division régnait dans son gouvernement : Rechberg aurait voulu transformer la Constitution dans le sens autrichien, tandis que trois autres ministres voulaient la conserver telle qu'elle était; à côté de cela, Montgelas et Wrede rivalisaient à qui s'emparerait de l'influence dominante dont le premier de ces hommes d'État se serait emparé pour renverser la Constitution. Mais, au moment dont nous parlons ici, dans les conférences de Vienne, la Bavière observait néanmoins une attitude d'isolement, comme au congrès de Vienne, et marchait de concert avec le Wurtemberg,

(1) Paroles de Fr. Lamb, ambassadeur d'Angleterre à Munich. *Ibidem*, t. XII, p. 166.

tandis que la Saxe, quand l'occasion s'en présentait, allait à cet égard encore plus loin que ces deux derniers États.

D'après le propre aveu de Metternich, on ne pouvait pas maintenir les mesures « plus hardies et plus énergiques » qui avaient été projetées par lui. Dans le résultat avorté des délibérations de Vienne, dans l'acte final de Vienne du 15 mai 1820, différentes choses auraient été résolues peut-être encore moins selon les désirs de l'Autriche, si, dans le courant réactionnaire de l'époque, tant de choses n'avaient contribué à favoriser les desseins de cette puissance dans leurs tendances rétrogrades. Des événements tels que la révolution d'Espagne et l'assassinat du duc de Berry, qui eurent lieu pendant le cours de ces délibérations (du 25 novembre 1819 au 24 mai 1820), durent nécessairement, dans le conseil des souverains, justifier et recommander la politique prévoyante du prince Metternich, ainsi que les mesures qu'il proposait pour mettre l'Allemagne à l'abri des troubles intérieurs et pour garantir les gouvernements des empiétements de leurs états; ces événements durent également amortir un peu la jalousie avec laquelle les princes allemands veillaient sur le maintien de leur indépendance souveraine. Néanmoins, tous les desseins d'une portée plus grande, conçus par Metternich, furent déjoués d'une manière uniforme. Son intention avait été d'interpréter l'article 13 dans le sens des anciens états provinciaux; de faire reculer et restreindre les Constitutions de l'Allemagne méridionale; d'enlever aux assemblées représentatives la publicité des débats; de fortifier la confédération des États allemands un peu dans le sens d'un État fédératif, mais surtout dans l'esprit autrichien, et

d'approprier les résultats des délibérations de Vienne, avant tout, à la cour impériale; mais tous ces beaux projets avaient échoué.

Ces desseins de Metternich avaient été déjoués, déjà avant l'ouverture des négociations. C'est pourquoi il les renia entièrement, dès le commencement même de la conférence. Tout le monde pouvait remarquer combien le grand chancelier s'efforçait de faire tourner, autant que possible, toutes les propositions à l'avantage de la souveraineté des princes; de ne heurter personne; de prévenir toute méprise fâcheuse; de démentir le soupçon qui donnait « d'avance une fausse interprétation au but de ces conférences » et de jeter un défi à la prédiction contrariante de M. von Anstett, qui avait dit qu'on n'arriverait, à Vienne, à aucun résultat. A la fin des conférences, on se décerna des éloges, parce que, disait-on, la besogne dont on avait à s'acquitter à Vienne avait grandi, pendant le cours des travaux, au delà de l'attente des ouvriers eux-mêmes. En soumettant les résultats de cette conférence à la Diète de Francfort, on pouvait même vanter ces délibérations comme « un exemple mémorable de concorde, d'esprit public et de confiance réciproque! » Et cependant toute leur marche avait été marquée par une suite non interrompue de motions, de résistances et de réserves qui trahissaient partout la discorde et la méfiance jalouse, tantôt de quelques petites maisons princières à l'égard de la Prusse, tantôt celle des États secondaires de l'Allemagne méridionale à l'égard de l'Autriche; mais, avant tout, celle avec laquelle *tous* les États s'opposaient à toute intention, quelque faibles qu'en pussent être les indices, de fortifier le pouvoir de la Diète germanique et de porter ainsi

préjudice à leur souveraineté. Tout cela s'était montré fort clairement, bien que ces résistances fussent cachées sous les formes diplomatiques les plus insinuanes et, à la fin, même sous les hommages les plus humbles adressés à la cour impériale. La colère qui animait ces États contre la Prusse se déchargea dans une protestation que les maisons duciales de Thuringe firent (11 mai 1820, dans la vingt-huitième séance) contre les entraves qu'on venait d'imposer au commerce, ainsi que dans les réclamations réitérées formées par le duc d'Anhalt-Koethen contre les restrictions apportées par la Prusse à la liberté de la navigation et des eaux fluviales. Si, d'un côté, on n'avait pas fait des concessions formelles et que, de l'autre, on n'eût apaisé les mécontents, ces protestations et ces réclamations auraient suffi pour empêcher l'unanimité avec laquelle on finit par accepter toute l'œuvre des diplomates à Vienne.

La méfiance avec laquelle on regardait l'Autriche fut exprimée, sans les moindres égards, par le Wurtemberg, lorsque Metternich fit mine d'attribuer, autant que possible, à la cour impériale, les résultats des délibérations de Vienne, comme il l'avait fait déjà à l'égard des résolutions de Karlsbad. Dans la séance d'ouverture, Metternich, avec sa duplicité habituelle, avait dit (25 novembre 1819) que cette assemblée n'était pas un congrès et n'avait pas à prendre de résolutions, mais que sa seule mission était de tenir des conférences amicales qui *ne devaient avoir*, à la vérité, *qu'un caractère préparatoire*, mais qui seraient cependant aussi d'une nature *obligatoire*. Néanmoins, dans la dix-huitième séance (4 mars 1820), le grand chancelier entraîna l'assemblée, sans qu'elle s'y attendit, à une résolution d'après laquelle les

points et sur lesquels on s'entendrait dans ces conférences de Vienne et devenaient un acte supplémentaire de l'acte fédéral et ne devaient être notifiés qu'à la Diète germanique. Le Wurtemberg réclama aussitôt, d'une manière confidentielle, contre cette résolution contre laquelle elle protesta tout à fait ouvertement dans la vingtième séance (29 mars), en s'en référant à la teneur des pleins pouvoirs, ainsi qu'à l'Acte fédéral, et en rappelant quelles conséquences graves cette démarche aurait pour l'avenir. Enfin, le plénipotentiaire wurtembergeois, en se couvrant d'un prétexte tout à fait patriotique que Metternich ne manqua pas de poursuivre de ses sarcasmes, disait qu'il pourrait arriver que les garants étrangers de l'Acte fédéral voulussent s'immiscer dans cette affaire, si les résolutions n'émanaient pas de l'organe régulier de la Confédération et si cette assemblée prétendait se donner, en quelque sorte, pour une continuation du congrès de Vienne et présenter ses travaux comme une suite de l'Acte fédéral.

Metternich craignait déjà que cette attaque ne fût dirigée contre tout le contenu des négociations, et, dans son inquiétude, il exprima la crainte que tout le travail de la conférence n'eût été en pure perte et qu'il ne fallût faire l'aveu humiliant que, « malgré toute la condescendance et malgré tous les sacrifices », il n'avait pas été possible d'arriver à un accord. Cependant il s'entendit directement avec la cour de Wurtemberg, qui se déclara satisfaite, si les résolutions de Vienne étaient présentées à l'assemblée plénière de la Diète germanique, « conformément à la simple vérité, comme les *résultats de délibérations communes* », et que cette assemblée les publiât sous la forme d'une résolution fédérale.

En ce qui concerne enfin les craintes, pleines de méfiance, au sujet d'une modification de la Constitution fédérale dans le sens d'une unité plus rigoureuse de l'État fédératif, elles se firent valoir dans une longue série de motions et de protestations qui ont exercé leur influence sur toutes les phases du développement de l'Acte final de Vienne et qui servent essentiellement à nous expliquer ce document.

L'Acte final du congrès de Vienne.

Cet Acte final se divise en trois parties principales. La première (art. 1-34) traite de la nature et de la sphère d'action de la Confédération germanique; la seconde (art. 35-52) parle des relations extérieures et donne, d'une manière plus complète que ne le fait l'Acte fédéral, diverses dispositions sur la compétence militaire et financière de la Diète; la troisième, enfin (art. 53-65), embrasse une série de propositions relatives à certaines conditions intérieures et aux droits des différents États, ainsi qu'à leurs rapports avec la Diète.

Relativement aux articles contenus dans la seconde partie et qui se rapportaient aux affaires politiques et militaires, à la condition internationale de la Confédération, à la manière dont les contingents étaient à fournir, aux forteresses fédérales, etc., les différences d'opinion, quant aux principes à suivre, trouvaient moins occasion de se produire. Cependant, là aussi, la méfiance fut, à l'occasion, poussée jusqu'à la subtilité comme, par exemple, lorsque, par des motifs qui ne furent pas discutés et qui, en vérité, sont difficiles à deviner, la Bavière et le Wurtemberg insistèrent sur la séparation des deux articles 46 et 47 qui, dans le principe, avaient été unis et qui traitaient des guerres étrangères faites par

les États n'appartenant qu'à moitié à la Confédération.

On montra une méfiance beaucoup plus vigilante, lors de la discussion des différents groupes de lois appartenant à la première section et traitant de la nature et de la compétence de la Confédération. En attaquant ces questions on eut soin, pour calmer les inquiétudes, de faire précéder tout le reste des points de vue principaux, en disant que la Confédération, qui garantissait la souveraineté des différents princes à côté des droits de toute la nation comme un ensemble, avait une base internationale et que, par conséquent, elle ne connaissait que des droits et des devoirs fondés sur un traité. La définition de la Confédération, comme d'une « union internationale des princes souverains » de l'Allemagne, fut adoptée et mise en tête de l'Acte, comme étant celle à laquelle on avait expressément donné la préférence (art. 1^{er}); ensuite on rappelait, d'une manière toute particulière (art. 4), qu'aucune des résolutions prises pour développer l'Acte fédéral ne devait être en contradiction avec ce caractère fondamental de la Confédération. Cette déclaration n'empêcha pas le Wurtemberg de demander qu'on désignât, d'une manière encore plus expresse, la Confédération comme une communauté de membres *absolument indépendants et ayant les mêmes droits*, et que (dans l'art. 2) on définît les droits et les devoirs des membres de la Confédération comme des droits contractuels et comme des devoirs conventionnels, réciproques et égaux. Cette déclaration n'empêcha pas la Bavière, lorsqu'une seule fois la Diète fut nommée une autorité législative suprême, de trouver à redire à cette expression; elle n'empêcha pas enfin la Saxe de demander (dans la vingt-deuxième séance, le 15 avril),

avec l'appui le plus prononcé du Wurtemberg, que les *jura singulorum* fussent étendus, de manière à donner aux différents membres aussi le droit « de décliner des prestations pour la Diète, quand elles ne seraient pas déterminées par des lois générales et qu'elles ne seraient pas étendues, d'une manière uniforme, sur toute la communauté ». C'est pourquoi on donna à cet article cette rédaction qui fait ressortir, d'une manière particulière, une chose qui s'entend d'elle-même, c'est-à-dire qu'on ne peut pas imposer à un membre de la Confédération des prestations demandées, à lui seul et hors de proportion avec ses ressources.

Lorsqu'il s'agissait de la question principale, c'est-à-dire de la désignation plus précise des objets pour lesquels, afin de prendre une résolution, l'unanimité des voix devait être nécessaire, ou bien pour lesquels la simple majorité pouvait suffire, Metternich fit ressortir, (19 avril, vingt-troisième séance) d'une manière très-nette et, en même temps, fort simple, qu'il était important d'empêcher la confédération d'États de devenir un État fédératif. Mais, de l'autre côté, disait-il, il ne fallait pas la laisser tomber dans l'impuissance, en étendant, outre mesure, l'idée de souveraineté; il ne fallait pas donner une trop grande extension aux résolutions de la majorité, afin de protéger les droits fédéraux, ni aux décisions à l'unanimité, pour sauvegarder les droits souverains. Afin d'empêcher ce dernier inconvénient et pour diminuer le nombre des cas où il serait possible que le principe de l'unanimité fit échouer une mesure nécessaire, quelques-uns des plénipotentiaires demandèrent qu'on décidât toutes les questions à la majorité des deux tiers ou des trois quarts des voix. La commission nommée *ad hoc*

proposa que, du moins dans les cas extraordinaires, quand l'exécution d'une mesure, reconnue déjà nécessaire, serait urgente et ne souffrirait pas de retard, on la décidât, en séance plénière, à la majorité des deux tiers des voix. Mais on ne réussit pas à faire adopter ces deux propositions. Les articles 13 et 14 établirent que l'unanimité des voix était nécessaire dans les affaires religieuses, dans l'acceptation et dans la modification de lois fondamentales et dans tout ce qui avait trait aux institutions organiques, qui furent, dès lors, définies « des institutions permanentes et des moyens servant à réaliser un but fédéral ». Non-seulement on ne devait décider qu'à l'unanimité des voix le mode d'établir ces institutions, mais encore la question de savoir si elles étaient nécessaires; seules, les résolutions relatives à l'exécution en détail devaient être laissées à la décision de la majorité dans l'assemblée restreinte.

C'était là, en vérité, calmer d'une manière radicale toutes les inquiétudes au sujet de toute action énergique de la Diète, puisqu'on ne pouvait pas concevoir un but fédéral quelconque d'une certaine importance sans de telles « institutions et sans de tels moyens servant à la réaliser », et qu'en rendant ainsi plus difficile de trouver ces moyens, on faisait naturellement disparaître tout but de ce genre. Néanmoins la Saxe demanda (dans la vingt-deuxième séance) que même les projets de l'assemblée restreinte, au sujet de l'exécution en détail, fussent soumis à l'assemblée plénière et qu'on les fit dépendre de l'unanimité des voix! La commission avait établi, en outre, qu'une motion relative à une institution organique, dès qu'elle aurait obtenu les deux tiers des voix, pût être reprise après le délai d'un an et de manière que

ceux des membres qui avaient donné leur voix en sa faveur fussent obligés de voter, la seconde fois, dans le même sens ; mais cette proposition aussi fut rejetée. A une certaine occasion, le duché de Nassau fit valoir le point de vue d'un État fédératif, en disant que, pour tout but fédéral proprement dit et fixé par la Constitution fédérale, la décision à la majorité des voix devait s'entendre d'elle-même. En effet, disait le délégué de ce duché, le *veto* de chaque État séparé équivaldrait, dans un cas pareil, à une dissolution de la Confédération et à une séparation d'avec elle ; dans l'absence de toute définition d'une loi fondamentale et vu le caractère fort étendu de la définition donnée des dispositions organiques, toute action de la Confédération serait annulée par le principe de l'unanimité des voix. Mais on appela (vingt-troisième séance) cette réclamation du Nassau un « déplacement de toute la base » des discussions de Vienne.

Le but que M. von Marschall voulait atteindre, en faisant cette objection, n'était pas que, par principe, il désirait obtenir une organisation fédérale plus resserrée ; redoutant les mouvements à l'intérieur, il s'agissait pour lui seulement d'obtenir des dispositions aussi efficaces que possible pour la sécurité intérieure des États. C'est pourquoi son argumentation reposait particulièrement sur la critique qu'il faisait de l'étrange contradiction contenue dans l'acte final où il était dit que, dans les questions de la sûreté extérieure, on déciderait (selon les art. 40 et 49) à la majorité des voix, tandis que les questions alors si menaçantes de la sécurité intérieure ne devaient être résolues qu'à l'unanimité. Mais les autres membres de la Confédération, quelque inquiets qu'ils fussent, à la

vérité, au sujet de la sûreté intérieure, menacée alors par les troubles que suscitaient les sujets, se montraient cependant encore plus jaloux à l'égard de leur sécurité qui pouvait être menacée, à l'extérieur, par les empiétements de leurs confédérés puissants. L'article 26 disait que la Diète offrirait des secours toutes les fois que, dans un État de la Confédération, l'ordre serait troublé et que le souverain de ce pays demanderait de l'assistance et, en cas de besoin, même sans que ce secours fût sollicité par le prince. Mais, même à l'égard de cette disposition qui, par des motifs louables, devait resserrer davantage les liens de la Confédération, les souverains montraient une jalousie si susceptible que la Saxe appela (12 février, dans la seizième séance) une telle intervention non sollicitée une immixtion que rien ne justifiait et qu'elle demanda que la proposition en question fût entièrement omise ou du moins restreinte.

Au sujet de ces articles relatifs à la sûreté intérieure de l'Allemagne, Gagern reprochait à l'Acte final de ne pas assurer les droits réciproques des princes et de leurs sujets, mais d'avoir songé seulement au sommet de la pyramide et non pas à sa base. Le comte Münster avait senti la même chose et, dans les cas où l'ordre serait troublé, il voulait conserver à la Diète germanique le droit de rechercher les causes du mal. On lui concéda que, dans le silence observé par l'Acte final au sujet des causes qui provoqueraient des résistances, il y avait « des apparences » d'une tendance exclusive et qu'on ne devait pas rejeter l'amendement proposé ; mais Metternich déclara s'y opposer, parce que cette addition « ne servirait qu'à encourager les mécontents eux-mêmes ». Cet esprit régnait dans toutes les discussions au sujet des relations

entre le peuple et les princes ; ce même esprit nous explique pourquoi on ne fit rien pour le bien public de la nation, aussi bien pendant les discussions de Vienne que dans les séances de la Diète germanique. Pour colorer la mesure par laquelle on avait transféré à Vienne le siège de ces négociations, on avait d'abord parlé, avec un peu de dédain, de l'action rendue plus difficile de la Diète germanique et l'on s'était promis des résultats plus grands, plus importants et plus faciles à atteindre de ces « délibérations d'un degré plus élevé » auxquelles devaient se livrer non pas des plénipotentiaires de la Diète qui ne pouvaient agir que selon leurs instructions, mais bien les autorités suprêmes qui donnaient elles-mêmes ces instructions.

Mais si, au fond, on n'arriva, déjà dans la question de la compétence fédérale, à autre chose qu'à des paroles stériles, absolument comme dans les séances de la Diète, les résultats étaient encore moins glorieux dans la plupart des autres sujets traités à Vienne ; ils l'étaient le moins dans tout ce qui avait trait aux intérêts généraux, point de ressemblance de plus avec les travaux de la Diète. Lorsque la commission présenta son projet relatif à l'instance devant un tribunal d'arbitres, on vit se reproduire absolument les mêmes faits qui caractérisaient la façon de procéder de la Diète germanique. Un petit nombre de membres parlaient en faveur d'un tribunal fédéral régulier ; plusieurs se prononçaient du moins en faveur d'une instance permanente et bien organisée ; mais ceux qui étaient pour les droits particuliers des États l'emportèrent encore sur les autres, en disant qu'une instance devant un tribunal d'arbitres, pour chaque cas isolé, était seule en harmonie avec une union

internationale. Malgré les raisons les plus convaincantes qui s'y opposaient, on dut se contenter du maintien de l'ancienne instance mobile, instituée par la résolution provisoire de la Diète en date du 16 juin 1817.

Lorsque les maisons ducales de Saxe votèrent pour l'exécution de l'article 19 de l'acte fédéral qu'une commission, nommée expressément dans ce but, devait soumettre à ses délibérations, Metternich fut enfin assez honnête pour déclarer qu'un système commercial, ainsi qu'une législation commerciale, *pour toute l'Allemagne*, ne pourraient guère être considérés que comme les vœux d'une âme candide. Dans l'article 13 de l'acte final, on avait nommé « les institutions d'utilité publique » parmi les sujets qui devaient être décidés à l'unanimité; mais le délégué du Wurtemberg refusa expressément de donner son consentement à ce qu'on insérât dans l'acte final cette simple mention. La commission, chargée de la question de la compétence, avait rédigé des articles fort explicites dans lesquels elle recommandait fortement l'exécution des paragraphes 12, 15, 16, 18 et 19 de l'acte fédéral, qui tous concernaient les garanties à donner à certains droits des sujets, ou bien qui avaient trait à la sollicitude avec laquelle des gouvernements devaient veiller sur les intérêts des citoyens allemands ou sur ceux de différentes classes de leurs sujets. Toutes ces demandes furent, ou complètement écartées, ou bien reléguées dans un seul article entièrement insignifiant (art. 65). Dans l'article 53 aussi, qui forme la transition vers la troisième partie de l'Acte final, il est fait mention de ces dispositions de l'Acte fédéral qui se rapportent aux garanties à donner aux droits solennellement promis, ou bien qui ont trait à certaines conditions

déterminées des sujets. Il y était dit que la Diète germanique avait à veiller sur l'exécution de ces dispositions ; mais, y était-il ajouté, « l'application des dispositions générales, prises conformément à ces engagements, reste abandonnée, pour chaque cas, aux gouvernements seuls. » Cette clause, dictée par une précaution prudente, fut acceptée sur l'instigation de la Saxe, ainsi que sur celle d'autres États qui craignaient que des particuliers ou des corporations ne portassent devant la Diète des plaintes nullement autorisées. Le principe d'après lequel « la Diète germanique n'avait pas ordinairement à se mettre en contact immédiatement avec les sujets des États de la Confédération devait rester complètement garanti. »

A l'ouverture des délibérations, on avait formé une commission spéciale, chargée de faire des propositions au sujet de l'exécution de l'article 14 de l'Acte fédéral, ainsi que sur les voix de curie promises aux seigneurs et princes médiatisés. Mais dans les conférences on n'entendit plus parler de ce dernier point, et, quant à l'article 14, il n'en fut question que dans le seul article 63 de l'Acte final par lequel la cause des seigneurs médiatisés ne se trouva pas plus avancée que par les discussions stériles de la Diète germanique.

Le résultat le plus grand, quelque petit qu'il soit, fut atteint par les dispositions qui concernaient l'exécution de l'article 13 de l'Acte fédéral, les constitutions des différents États et leur rapport avec la Diète germanique, parce que les gouvernements eux-mêmes y avaient intérêt à fortifier la compétence de la Diète, comme c'était le cas aussi à l'égard des articles qui concernaient la sûreté intérieure. L'article 57 contenait des garanties fédérales pour le pouvoir souverain des princes, garanties long-

temps contestées, au congrès de Vienne, par les grandes puissances. Puisque la Confédération germanique, disait-on, était composée de princes souverains, tout le pouvoir politique devait rester concentré entre leurs mains, et la Constitution ne pourrait le subordonner au concours des états que pour l'exercice de certains droits déterminés; mais quels étaient ces droits, c'est ce qu'on ne disait pas. Surtout d'après l'article 58, aucune Constitution ne devait empêcher les princes de remplir leurs devoirs fédéraux. C'était là la loi qui devait s'opposer aux empiètements que tentaient de faire les états badois; mais elle ne put pas empêcher les théoriciens du grand-duché de considérer comme nulle en elle-même une loi, qui était en contradiction avec le caractère fondamental et international de la Constitution fédérale, et de la combattre par l'article 15 qui réserve le libre assentiment de tous les membres de la Confédération, pour tous les cas où il s'agit des *jura singulorum* parmi lesquels, disaient ces théoriciens, il fallait certainement ranger les Constitutions. Mais, là encore, un article prévoyant de l'Acte final (art. 8) s'opposait expressément à la conclusion qu'on tirait, quand on disait que les ministres devaient être responsables, devant les états, des instructions qu'ils donnaient à leurs envoyés auprès de la Diète.

En effet, lors de la discussion sur ces articles relatifs aux Constitutions des divers pays, il y eut, dans l'esprit des ministres plénipotentiaires, une lutte étrange entre la méfiance, qui les portait à observer, avec des yeux d'Argus, les députés de leur pays, et la jalousie avec laquelle ils guettaient les empiètements de la Diète germanique ou ceux des puissants confédérés. Les dispositions hostiles que nourrissaient les gouvernements au

sujet des représentants et des gardiens des Constitutions dans les divers pays, se trahissaient partout et se montraient à côté des sentiments, également hostiles, avec lesquels ils s'efforçaient de repousser les attaques qu'ils craignaient voir diriger contre ces mêmes Constitutions. Ces dispositions hostiles des gouvernements se montraient non-seulement lorsque les articles restreignant l'action des états furent adoptés, mais encore lorsque le duché de Nassau fit ses propositions plus réactionnaires encore; lorsque le représentant badois parla de l'interprétation du droit fédéral telle qu'elle avait été faite par les états, et, enfin, lorsque la Bavière éleva sa voix pour se plaindre de l'abus qui était fait de la publicité. Dans la septième séance, la Bavière fit la déclaration (19 décembre 1819), dans laquelle elle disait qu'elle maintiendrait fermement la Constitution jurée et qu'elle n'accepterait aucune interprétation de l'article 13 qui impliquât une modification de la Charte. Conformément à cette déclaration, le plénipotentiaire bavarois, von Zentner, fit partout ressortir le principe d'après lequel les Constitutions, en leur qualité d'affaires intérieures du pays, ne devaient pas entrer dans la sphère d'action de la Diète, de même que tout ce qui faisait l'objet du droit politique intérieur devait être abandonné au jugement des différents gouvernements. C'est pourquoi, lorsque le délégué de Nassau demanda, dans la sixième séance (16 décembre), qu'une loi fédérale interdît aux états de refuser « des prestations devant servir à l'exécution des lois existantes et relatives à des objets de l'administration intérieure », von Zentner déclara que cette demande était en contradiction avec tout l'esprit de la législation fédérale. Le représentant du grand-duché de Mecklenbourg

aurait voulu qu'on expliquât ce que l'article 13 de l'acte fédéral entendait, proprement parlant, par une « Constitution représentative ». Une telle explication aurait été fort désirable, selon Metternich ; mais, dans la situation actuelle des choses, disait-il, après que les gouvernements de l'Allemagne méridionale avaient donné à ce terme leur interprétation particulière, une telle définition n'était plus possible.

Par rapport aux Constitutions qui seraient encore à établir à l'avenir, on se restreignit donc (art. 55, 56) à des « indications » vagues et générales, afin qu'on ne formât pas ces Chartes d'après des théories arbitraires et sans aucune base historique et juridique ! C'est ainsi que l'article 56, qui en apparence doit protéger les Constitutions, a reçu dans le protocole la signification toute particulière d'après laquelle il doit protéger celles des *anciens états*. Selon sa teneur primitive, les Constitutions représentatives existantes ne devaient pouvoir être modifiées que « d'après le mode déterminé par la Charte elle-même ». A ces mots on substitua le terme : « par des voies constitutionnelles », parce que, d'après la remarque du comte Münster, la plupart des anciennes Constitutions n'avaient nullement prévu un tel changement dans la Charte. D'après l'expression malicieuse de von Zentner, on prétendait donc, par ces quelques articles de l'Acte fédéral, avoir « suffisamment atteint » le but de ce discours du 20 septembre dans lequel le président avait enjoint aux plénipotentiaires d'interpréter l'article 13 dans ce sens qu'il ne devait y avoir que des Constitutions d'un caractère rigoureusement allemand. Le comte Münster sentit ce sarcasme ; le prince Metternich l'accepta sans rien dire. En effet, déjà au commencement des con-

férences, le grand chancelier avait fait de l'abstinence forcée une vertu, de même qu'à ce moment, après que son attaque contre les Constitutions de l'Allemagne méridionale eut échoué, il recommanda de maintenir, d'une manière inébranlable, tout ce qui existait, bien qu'il fût à peine en état de cacher ses mauvaises arrière-pensées. Le temps, disait-il (1), marchait en avant, au milieu des tempêtes, et ce serait faire une tentative bien vaine si on voulait l'arrêter. Mais, immédiatement après, il ajoutait que le but de ses efforts était de maintenir ce qui existait « pour recouvrer peut-être de cette manière ce qui avait été perdu » ! En d'autres termes, Metternich ne comptait pas seulement arrêter, mais même faire rebrousser la tempête qu'il venait d'appeler irrésistible ! Sa théorie était aussi perfide et aussi creuse que l'était sa pratique.

L'exécution des nouvelles lois ; leur introduction.

Il était clair que la loi fondamentale complémentaire de l'acte final (du 15 mai 1820) n'avait en rien, ni en pratique, ni de fait, modifié la Confédération germanique. Ses dispositions, qui en apparence devaient favoriser l'union ou la mettre en péril, restèrent, en général, d'une manière uniforme, sans résultat de quelque importance. Quand il se produisait de grands mouvements, les dispositions préjudiciables à l'union furent négligées ou abolies sans résistance aucune, pour être rétablies aussitôt que l'heure de la réaction était venue. Dans les époques où régnait l'ordre, dans lesquelles seules on peut créer des institutions utiles et durables, l'Acte final restait, pour la Confédération, aussi stérile que l'Acte fédéral lui-même. Lorsque les grands mouvements populaires au

(1) Dans une lettre connue qu'il adressa, le 4 mai 1820, à Berstett.

sud de l'Europe furent complètement réprimés, pendant les années de 1821 à 1823, le triomphe de la réaction, en Allemagne comme dans toute l'Europe, aurait été tout naturel, même sans ces nouvelles lois fondamentales et d'exception. Tant que cette défaite n'était pas définitive, l'emploi et le succès de ces lois étaient fort indécis, même en Allemagne, et montraient une grande inégalité dans les différents États.

Dans le Hanovre et dans le Brunswick, on voyait clairement, par le changement dans le ton et dans la manière d'agir des gouvernements, jusqu'à quel point ils étaient d'accord avec cette législation que le comte Münster et le gouvernement prussien aidaient, à l'envi, à favoriser. Dans leur exécution, Münster enchérissait encore sur les résolutions de Karlsbad, dans un pays où il ne s'était pas produit un seul symptôme de ce mouvement populaire que ces résolutions étaient destinées à réprimer.

De la même manière, on fit, aussi dans le duché de Nassau, de ces résolutions, sous une forme plus rigoureuse, la loi du pays. Le gouvernement profita des conjonctures pour intimider la diète de 1820 encore à un plus haut degré que les diètes précédentes, rivalisant ainsi de zèle avec la cour de Hesse-Cassel à qui prendrait les mesures les plus rigoureuses contre les menées démagogiques.

En Bavière, au contraire, les hommes les plus influents s'étaient montrés opposés à toute modification de la législation du pays, par suite des résolutions de Karlsbad, et ils n'avaient pas voulu livrer de sujets bavarois à la commission de Mayence. Le gouvernement ne publia les résolutions de septembre (6 octobre 1819) qu'en réservant tous les droits de souveraineté du prince, ainsi que ceux

de la Constitution, de même que, plus tard, il ne promulgua l'Acte final qu'avec la clause qu'il n'aurait force de loi qu'en tant que ses dispositions seraient compatibles avec la Constitution du pays.

Dans le Wurtemberg, le *Journal de la cour de Stuttgart* avait ouvertement pris parti contre ce qui s'était passé à Karlsbad. Cette attitude formait, il est vrai, un contraste étrange avec ce fait que, cinq jours après la promulgation de la Constitution, la liberté de la presse, qui y avait été accordée, dut céder la place à la censure, prescrite cinq jours auparavant, par les résolutions de septembre, et que cette censure fut maniée même avec plus de rigueur que ces résolutions ne le rendaient nécessaire. Cette manière d'agir contrastait de nouveau, d'une manière tout à fait particulière, avec la publication d'un livre fameux, inspiré par le gouvernement wurtembergeois, qui parut en 1820 (1) et qui semblait être un appel formel aux sympathies populaires. On y vantait le traité conclu entre le roi et ses états comme un acte protégeant la liberté et l'indépendance allemandes; on comblait des plus grands éloges le libéralisme des états de l'Allemagne méridionale; on flagellait durement la vaine crainte qu'inspiraient la tribune et les étudiants, et l'on disait que le principe démocratique, gravé par Dieu dans la nature même des choses, était à l'épreuve de l'anathème des interdictions de cinq ans! (2) L'Acte final ne fut point publié dans le royaume de Wurtemberg.

On ne le promulgua pas non plus dans le grand-duché

(1) Cf. *Manuscript aus Süddeutschland* (Manuscrit de l'Allemagne méridionale). Composé par Lindner, 1820.

(2) Prononcées par les résolutions de Karlsbad, comme, par exemple, la suspension de la liberté de la presse pendant cinq ans.

de Bade. Dans ce pays où l'assassinat de Kotzebue, commis par Sand, avait eu l'effet le plus violent, on avait commencé par obéir aux résolutions de Karlsbad, sans faire de réserves constitutionnelles; on avait publié une ordonnance fort sévère au sujet de la presse et l'on avait surveillé, avec une grande rigueur, les universités ainsi que les chefs du parti « démocratique » dans la Chambre. En convoquant de nouveau les états en 1820, on refusa un congé à plusieurs d'entre eux et l'on restreignit la publicité des débats en diminuant l'espace consacré au public dans les galeries. Mais, immédiatement après, l'impression produite par les événements en Italie et en Espagne opéra un revirement complet dans toute l'attitude du gouvernement. Il retira le refus de congé (6 juillet 1820); il relâcha le libraire de la cour, Winter, à Heidelberg, arrêté sur la demande de la commission de Mayence, aussitôt qu'il eut été renvoyé de la plainte par le tribunal de la cour. Peu de temps après, le gouvernement s'entendit à l'amiable avec la Chambre, assemblée au sujet des affaires de finances; il étendit le droit de contrôle que la commission des états exerçait sur les fonds d'amortissement; il s'adjoignit des délégués de la Chambre, lors de la conclusion d'un emprunt voté par les états, et il réalisa les vœux des députés relativement à une diminution de la durée du service militaire et à une loi sur la responsabilité ministérielle. A tant de mesures conciliantes la Chambre répondit en modérant le zèle montré par elle, l'année précédente, pour les réformes, comme le demandait la situation du moment, et la session de la Diète se termina par des résultats heureux et à la satisfaction mutuelle.

Plus encore qu'au grand-duché de Bade, la situation

peu stable du monde, pendant l'année 1820, profita au grand-duché de Hesse-Darmstadt. La Constitution offerte au pays, le 18 mars 1820, avait été façonnée, d'une manière par trop maladroite, d'après le nouveau modèle fourni par les principes de Karlsbad. On se moqua avec dédain du peuple et des états en accordant une Constitution et en conservant cependant tout le pouvoir absolu du prince, en donnant, d'une main, le droit de voter les impôts et en enlevant, de l'autre, aux députés celui de les refuser. Si les états ne consentaient pas à donner le vote nécessaire pour que le gouvernement pût remplir ses obligations fédérales, ce dernier devait cependant conserver le droit de faire percevoir les sommes requises pour ce but. Le gouvernement voulait, sans le concours des députés, publier des lois de police et des règlements relatifs à l'ensemble de l'administration et au service de l'État ; en cas de besoin, une loi devait être valide, quand même elle ne serait consentie que par une seule Chambre ; il ne devait pas y avoir de droit de pétition par rapport aux intérêts politiques généraux ; les élections devaient être le résultat de trois opérations successives, de même qu'on faisait dépendre l'éligibilité d'un cens fort élevé. Le mécontentement général que produisirent, dans le public, ces offres railleuses, détermina aussitôt le gouvernement à faire entendre, dans un rescrit adressé au gouvernement de la province de Starkembourg (2 avril 1820), des paroles à moitié tranquillissantes, mais aussi à moitié menaçantes. Ceci ne calma pas l'irritation des esprits ; dans des discours et dans des écrits, on critiqua les concessions tronquées en leur appliquant sans pitié la mesure de la logique constitutionnelle et en les jugeant d'une manière rigoureuse, pénétrante, mais tout à fait

sensée (1). Les restrictions apportées à la loi électorale ne pouvaient pas empêcher qu'on n'élût, dans un esprit libéral, des bourgeois et des paysans pour la plupart indépendants.

Partout on vit naître des difficultés. Des quinze seigneurs médiatisés dont la condition avait été réglée, à leur grand mécontentement, par un édit publié peu de temps après la promulgation de la Constitution, il n'y en eut qu'un seul qui parût à la Diète. Trente-deux des députés de la seconde Chambre présentèrent au gouvernement une requête (2), rédigée par le conseiller de la cour de cassation, Hoepfner, dans laquelle ils disaient que le grand-duc avait promis une Charte constitutive fort étendue, tandis que l'édit n'était qu'un simple « règlement pour les états relativement à leur compétence et aux droits qui leur appartenaient » ; que, si le prince ne complétait pas la Constitution selon les promesses faites par lui à Vienne, les signataires s'abstiendraient de toute fonction de député et ne prêteraient pas le serment d'usage. Après avoir reçu une réponse nullement satisfaisante, vingt-sept députés réalisèrent ce projet, aux grands applaudissements de leurs mandataires. Mais aussi les autres vingt-trois membres de la Chambre déclarèrent (21 juin) qu'ils ne considéraient pas le moins du monde

(1) Cf. *Ueber landstaendische Repraesentation im Grossh. Hessen* (Sur les états représentatifs dans le grand-duché de Hesse). Stuttgart, 1820. — *Bemerkungen über das Edict die landst. Verfassung des Grossh. Hessens betr.* (Remarques sur l'édit relatif à la Constitution représentative du grand-duché de Hesse). Francfort, 1820.

(2) Cf. *Treue Darstellung der Verhandlungen, welche der Eroeffnung der Landstaende des Grossh. Hessen vorangingen. Von einem Deputirten* (Exposé fidèle des négociations ayant précédé l'ouverture des états du grand-duché de Hesse. Par un député). Mayence, 1820.

l'édit du 18 mars comme le couronnement de l'œuvre constitutionnelle, bien qu'ils voulussent prêter le serment constitutionnel, mais sans préjudice pour leur droit de faire des motions contre le contenu de l'édit. Le ministère céda devant cette manière de voir, et lorsque l'ouverture des états eut réellement lieu (27 juin), le gouvernement continua à négocier avec ceux qui refusaient le serment dont le plus grand nombre entrèrent aussi dans la Chambre. Le gouvernement montra, dès lors, un esprit extrêmement conciliant et national. Si, comme beaucoup de personnes l'affirmaient, le gouvernement, avec une intention méchante, avait voulu favoriser les menées des démagogues, afin de se procurer un prétexte pour prendre des mesures énergiques et violentes, il se serait trompé dans ses calculs; en effet, cette Opposition était composée d'hommes irréprochables, modérés et bien éloignés de toute vaine chicanerie politique.

L'attitude calme et digne, mais énergique, des états, qui édifiait même un homme tel que Stein, semblait alors gagner aussi l'âme droite du souverain qui finit par s'irriter, en se voyant en butte aux taquineries vexatoires des ambassadeurs des grandes puissances. Si déjà l'exposé que firent les ministres (28 juin) de la situation du pays exerçait une heureuse influence par la sincérité, la franchise et la modestie de son langage, l'opinion publique se montra, plus tard, décidément favorable au gouvernement, lorsque ce dernier accorda la publicité des débats et que le ministre Grolmann fit deux discours et présenta à la Chambre (27 juillet et 5 août) des projets relatifs à la responsabilité ministérielle, ainsi qu'à la modification des lois constitutionnelles (seulement à la majorité des deux tiers des voix). Un véritable transport

de joie fut provoqué par une communication des ministres, qui déclarèrent (14 octobre) que le gouvernement accordait aux états le droit illimité de voter les impôts et quand le grand-duc, heureux de voir la Hesse dotée d'une Constitution conforme aux besoins de l'époque, engagea les états à rédiger une Charte selon leurs vœux et à la lui présenter pour qu'elle reçût sa sanction. Bien des gens éprouvèrent peut-être une joie plus grande encore, lorsque le gouvernement présenta le budget où il n'y avait plus de déficit, résultat amené principalement par des économies considérables dans les dépenses de la cour et de l'armée. Le fruit des discussions était alors une nouvelle Charte constitutive (17 décembre) qui, sur tous les points essentiels, amendait l'édit du 18 mars dans un sens libéral et qui, bien que promulguée comme une concession du prince, était effectivement une Constitution contractuelle dont l'achèvement produisit la plus grande satisfaction dans le pays tout entier.

Persécutions en Prusse.

La résistance et la répugnance que montrèrent les petits États de l'Allemagne méridionale à se laisser pousser dans les voies indiquées par l'Autriche forment le contraste le plus singulier avec la docilité que montrait la Prusse à se soumettre à l'alliance avec cette puissance. L'alliance avec l'Autriche devint dorénavant, et pour un long temps à venir, un dogme immuable pour la cour de Berlin, dogme que les ministres eux-mêmes, à qui il pesait, n'osèrent conseiller de miner qu'en s'y prenant longtemps d'avance ou de l'é luder que par des chemins bien détournés. Mais la façon dont le ministère de Hardenberg, dès le principe, avant, pendant et après les conférences de Karlsbad, se préparait, en s'en van-

tant, à agir dans le sens et l'esprit de l'Autriche, porte en elle tout le caractère honteux qui caractérise la servilité d'un prosélyte et d'un satellite. Cette première ardeur du zèle le plus fervent que les hommes d'État prussiens montraient à servir l'Autriche donnait alors à Metternich une telle certitude au sujet de son influence toute-puissante, qu'il avait hardiment fait une tentative pour essayer de rendre un homme, tel que Humboldt, favorable aux projets de ses conférences de Vienne, absolument de la même manière dont, à Aix-la-Chapelle, il avait gagné Hardenberg à ses projets!

Le gouvernement prussien avait donné le branle à la réaction par ses arrestations du mois de juillet; aussitôt il avait officiellement déclaré, dans la *Staatszeitung* (19 juin 1819), que les enquêtes avaient déjà confirmé l'existence d'une Société dont le but était de renverser la Constitution fédérale, ainsi que celles des différents États. Et même plus tard, dans une dépêche circulaire, le cabinet de Berlin disait encore que la jeunesse était l'instrument d'une Société secrète; mais, cinq ans plus tard (26 juin 1824), il dut avouer, également d'une manière officielle, qu'à cette époque, en 1819, il n'y avait pas encore eu de Sociétés secrètes, mais que ces dernières s'étaient formées, plus tard, en 1821! Avec cette même précipitation aveugle d'un zèle irréfléchi, les représentants de la Prusse à Karlsbad s'étaient prononcés en faveur d'un tribunal fédéral permanent et, lorsque l'Autriche avait douté qu'il se trouvât un nombre suffisant d'individus assez gravement incriminés pour justifier une mesure aussi étendue et aussi énergique, les ambassadeurs prussiens avaient déclaré qu'on ne pouvait pas conserver le moindre doute au sujet d'un tel chiffre,

bien que, plus tard, il ne se trouvât pas un seul coupable de ce genre.

Comme par une amère dérision, on choisit ensuite le 18 octobre pour promulguer les résolutions de septembre, et la Prusse montra, par son exemple, au Hanovre et au duché de Nassau, comment, dans leur exécution, on pouvait dépasser encore ces résolutions. De nouvelles instructions pour les censeurs (18 octobre 1819) abolirent les anciennes ordonnances de 1788 et recommandèrent particulièrement de surveiller toutes les théories antimonarchiques, ainsi que les insinuations odieuses contre les gouvernements amis. On suspendit la liberté de censure dont avaient joui les académies et les universités. On étendit les résolutions hostiles aux universités, même à celle de Koenigsberg, bien qu'elle appartint à une province située en dehors de la Confédération germanique. Les délégués du gouvernement auprès des universités furent autorisés (depuis le 7 juin 1821) à éloigner les étudiants, simplement soupçonnés de faire partie d'une association académique, sans les avoir convaincus de ce délit. On fit la guerre à la jeunesse de la manière la plus mesquine qui provoquait les railleries les plus amères des étrangers. A Varsovie, on faisait citer devant la police les étudiants qui portaient des redingotes de castorine couleur de *sable* (1); à Berlin, on s'occupait, au ministère (fin de 1819), pendant des semaines entières, de la question des redingotes d'étudiants. Dans la procédure contre les hommes arrêtés au mois de juillet ou menacés de la prison, on se laissa entraîner à des actes d'une violence odieuse et aux fautes les plus

(1) *Sandfarbig*, allusion au nom de Sand.

insensées d'un zèle inquisitorial qui auraient été à peine dignes des créatures de la camarilla de Madrid. Les juges d'instruction les plus absurdes tourmentèrent Arndt au sujet de livres qu'il avait écrits sur l'ordre du gouvernement. Puis la *Staatszeitung* lui imputa certaines propositions menaçantes que le roi lui-même avait, un jour, écrites sur la marge d'une ordonnance relative au *Landsturm*, et dont il s'était trouvé une copie parmi les papiers d'Arndt; on en avait tiré la conclusion qu'il était un traître à l'État, décidé à assassiner même des ecclésiastiques (1)! On n'écoula ni ses protestations ni sa demande d'une procédure régulière; jusqu'en 1840, Arndt resta suspendu de ses fonctions et privé de ses papiers.

On prétendait que Iahn avait approuvé une tentative d'assassinat sur la personne de Kamptz; la base de cette dénonciation reposait sur un écrit fort équivoque dans lequel une conversation avec Iahn avait été consignée par un lycéen âgé, à l'ouïe dure et « d'une exaltation qui touchait à la folie »! Ayant été offensé personnellement par Kamptz, et représenté comme un bandit dans une dénonciation publique, Iahn fut constamment renvoyé avec la plainte qu'il voulait porter contre Kamptz, bien que la chambre de justice elle-même intervint en sa faveur. Iahn disait plus tard qu'il était devenu misanthrope depuis le jour où on lui avait mis des fers dans la forteresse de Küstrin! Des fers à cet homme qui, malgré ses défauts, avait si bien mérité de la patrie, et à qui on pouvait à peine imputer ses bizarreries politiques! A lui, sur lequel les juges avaient d'abord fait un rapport (15 fé-

(1) Cf. Welcker : *Wichtige Urkunden* (Documents importants), t. I^{er}, p. 87.

vrier 1820) (1), qui avait failli se changer en une condamnation pour l'infâme délateur Iancke, et qui avait proposé de lever l'arrestation préventive à son égard. Et même plusieurs années plus tard (1824), les tribunaux prononcèrent contre Iahn une condamnation, annulée, il est vrai, par la Cour de cassation (1825), mais entraînant pour lui l'exil et la surveillance perpétuelle tout à fait à la façon espagnole.

Les frères Welcker, professeurs à l'université de Bonn, avaient été nommés peu de temps auparavant; tous leurs papiers ne se rapportaient qu'à leur ancienne position dans un pays étranger, au sujet de laquelle les lois des provinces rhénanes défendaient de faire des poursuites; lorsqu'on fit valoir cette disposition de la loi, on l'abolit (30 juin 1820). A la fin de l'instruction, les deux frères demandèrent qu'on les acquittât, de manière à leur donner satisfaction. Le gouvernement répondit à leur requête par un ordre exprès du cabinet (12 avril 1822), qui enjoignit aux ministres de l'instruction publique et de la police « de procéder, en dehors des voies judiciaires, contre des professeurs qui adhéraient aux égarements de l'époque, ou à l'égard desquels le gouvernement avait pris des mesures, pour participation supposée ou prouvée à des menées démagogiques, et de les éloigner comme des *individus indignes* »!

Les enquêtes ouvertes contre les prisonniers plus jeunes ne démontrèrent nulle part l'existence de projets, ayant pour but une révolution violente; elles prouvèrent seulement la grande extension des idées et des convictions, régnant en Allemagne au sujet de la forme future

(1) Cf. Proehle: *Iahn's Leben* (la Vie de Iahn), p. 321 sq.

que prendraient les affaires publiques; souvent même l'instruction révélait seulement des situations morales sur lesquelles un médecin psychologue aurait mieux pu prononcer un jugement qu'un jurisconsulte. Néanmoins, parmi les jeunes gens de cette catégorie, un Bader fut condamné à six ans et un Follen à dix ans de détention dans une forteresse; tout cela d'après la doctrine de Kamptz qui disait que, même par de simples théories, on pouvait commettre un crime de lèse-majesté. Mühlensfels, qui plus tard s'échappa de la conciergerie de Berlin (*Hausvogtei*), résistant avec une fermeté stoïque à toutes les tortures légères, refusa de faire la moindre déclaration, excepté devant son juge régulier. Ces protestations provoquèrent un ordre du cabinet (6 mars 1823) qui, pour les crimes contre la sûreté de l'État et pour les délits commis par les fonctionnaires, abrogea les lois criminelles de la province rhénane, ainsi que le jury, pour les remplacer par le droit commun de Prusse; ce fut cette nouvelle loi à laquelle on donna force rétroactive, et qu'on appliqua aux personnes arrêtées en 1819!

Les états du royaume et l'édit sur la dette publique de 1820.

On voit par ces événements que le parti des terroristes réactionnaires saisissait de plus en plus les rênes du pouvoir; mais, en Prusse aussi, ils ne réussirent complètement qu'après que la révolution eut été vaincue en Italie et en Espagne (1821-1823). Dans les premiers temps qui suivirent les conférences de Karlsbad et de Vienne, les forces opposées recommencèrent encore une fois la lutte, mais cette dernière avait lieu dans l'ombre, et allait de plus en plus en s'affaiblissant. Cette confusion générale, à laquelle fut livré le gouvernement après que Humboldt fut sorti du ministère, a été décrite, à cette

époque, par un homme profondément initié dans toutes ces affaires, qui fit un tableau représentant fidèlement encore bien des périodes ultérieures de l'état politique de la Prusse (1). Les luttes dans le ministère, dit cet observateur, avaient été provoquées, à la vérité, par l'opposition des partis; mais, pendant plusieurs années, les combattants luttaient au sujet de tant de bagatelles et de personnalités, que les partis primitifs se changèrent en coteries de personnes qui se poursuivaient et se querelaient pour de véritables vétilles. Les uns se mettaient au service de l'esprit de l'époque, pour le tromper et pour mettre des apparences à la place de la vérité; les autres, qui voulaient conserver ou rétablir leurs positions et leurs privilèges, couvraient leur égoïsme nu de chiffons éclatants qu'ils appelaient « des vues supérieures » et « des sentiments profonds ». Des monstruosité et des inconséquences, ajoute Perthes, furent les produits difformes qui seuls purent être mis au jour par un tel gouvernement, et ce n'étaient pas les hommes les plus mauvais qui espéraient qu'on se débarrasserait de tout ce « fatras établi », pour que quelque chose de nouveau fût enfanté par ce chaos.

En ce qui concerne la question relative à la Constitution, toujours en suspens, on voyait revenir, sans cesse, les mêmes anciennes oscillations qui suivaient régulièrement les impulsions données par l'époque et par les circonstances. Dans une dépêche au sujet des résolutions de Karlsbad, le gouvernement avait exprimé l'intention bien arrêtée de ne pas introduire en Prusse une représentation, dans le sens moderne du mot et d'après des modèles étrangers, mais de ressusciter tout simplement

(1) Cf. *Perthes' Leben* (la Vie de Perthes), tome II, p. 165.

l'ancienne institution des états. Déjà Humboldt, en élaborant ses projets, avait craint qu'on n'entendit plus par là, à ce moment, que l'établissement d'états provinciaux, comme les désirait la noblesse. Ceux qui étaient plus amplement informés, si toutefois on pouvait le dire de qui que ce fût dans des circonstances pareilles, croyaient savoir cela avec certitude, déjà à partir de 1818. Mais tout à coup parut un édit relatif au règlement et à la fixation de la dette publique (17 janvier 1820), édit qui déclara arrêtée la dette portant intérêt à 180 millions et qui annonça la création d'un fonds d'amortissement auquel on attribua, entre autres, un million provenant d'une vente future de domaines. Dans cet édit, le roi déclara que, dorénavant, de nouvelles dettes ne devaient être contractées qu'avec le concours et sous la garantie de la *future assemblée des états du royaume*. Cet édit était un véritable coup de foudre dirigé contre les hobereaux de la Marche électorale qui déclaraient que les ventes de domaines étaient une mesure par laquelle le roi faisait de lui-même un pensionnaire dont on a réglé les apanages; en même temps, ces hobereaux furent irrités, au plus haut degré, par l'abolition des états provinciaux du Brandebourg, telle qu'elle se trouvait implicitement comprise dans cette loi. Hardenberg avait à se venger sur ce parti de plus d'une attaque, et surtout de celle que les féodaux avaient dirigée contre sa position au département des finances, position qu'ils qualifiaient de faible et qu'ils avaient crue dégarnie de tout moyen de défense (1). La manière dont le chancelier d'État savait

(1) Il n'y a pas de documents complets et bien liés auxquels nous eussions pu puiser pour faire notre exposé de l'état de choses d'où est

saisir le bon moment pour user de ces représailles nous prouve qu'il profitait encore toujours, avec la plus grande vigilance, des circonstances données et des conjonctures favorables.

La situation des finances prussiennes avait été après la guerre, comme on le comprend facilement, très-difficile et très-compiquée. La dette prussienne, très-faible jusqu'en 1806, s'était gonflée considérablement par suite des calamités de cette année-là, comme, plus tard, par les efforts qu'on avait dû faire pendant les guerres de l'indépendance, et enfin par les dettes d'anciennes provinces et par celles des pays nouvellement acquis dont l'État s'était chargé ; le total avait ainsi atteint un chiffre dont il s'agissait, dès lors, de reconnaître le montant exact. Au commencement de la nouvelle organisation, il n'avait pas été possible d'arriver immédiatement à une connaissance précise des recettes et des dépenses de l'État, déjà par la seule raison qu'on ne savait pas quelles étaient les ressources des provinces qu'on venait de recouvrer, ni celles des territoires nouvellement acquis. Un déficit continuel trainait pendant les premières années de paix. On n'avait pas été tiré d'embarras par un emprunt de 5 millions de livres sterling, conclu à Londres, pendant

sorti l'édit sur la dette publique. Nous avons dû combiner notre récit à l'aide d'indications qu'on trouve dispersées dans la biographie de : *Fr.-Chr.-Ad. von Motz*, 1832 ; dans l'ouvrage intitulé : *Die Verwaltung des Staatsk. Fürsten von Hardenberg* (L'administration du chancelier d'État, prince von Hardenberg), ainsi que dans les papiers, laissés par von Marwitz, dont on peut à peine se servir ; enfin, nous avons mis à profit les sources orales les plus dignes de foi, pour établir le point principal, la fixation de la dette publique. L'enchaînement secret des choses ne pourra probablement jamais être complètement éclairci que par les notes de Hardenberg qui n'ont pas encore été livrées à la publicité.

la détresse de l'époque de 1817 à 1818, au taux d'environ 72 pour 100 pour chaque obligation portant 5 pour 100 d'intérêt. Les projets financiers de von Bülow, qui promettaient un accroissement des revenus de l'État, avaient été rejetés. Après son départ du ministère, von Klewitz s'était chargé du département ingrat des finances qui, de fait, était tombé dès lors sous la direction du contrôle général, ce sosie du ministre, qu'on venait de lui adjoindre en 1817. Travailler méthodiquement au rétablissement de l'équilibre, jusqu'alors constamment regretté, entre les recettes et les dépenses, c'était une tâche rendue ainsi impossible au ministre qui était chargé, à la vérité, de l'administration de la plus grande partie des revenus, mais qui ne pouvait pas exercer la moindre influence sur la fixation des dépenses au sujet desquelles les différents ministres ne négociaient qu'avec le contrôle général. Cependant le nouveau chef des finances attaqua vigoureusement la réforme des impôts, lorsqu'il promulgua (26 mai 1818) la loi douanière sur les marchandises étrangères, loi qu'il fit suivre, plus tard (8 février 1819), d'une ordonnance imposant différents objets de consommation que produisait la Prusse, tels que le vin, la bière, l'eau-de-vie et le tabac. Mais l'accroissement des revenus qu'on voulait obtenir ainsi n'arriva pas tout d'abord. La recette présumée, que devaient donner les nouvelles contributions, avait été évaluée à un chiffre trop élevé; en même temps les revenus des domaines baissaient à mesure que le prix du blé descendait davantage, et, quant aux économies à faire dans le département de la guerre, économies que les sujets appelaient de tous leurs vœux, les penchants favoris du roi s'y opposaient. De cette manière, la dette flottante s'accrut de plus en

plus, et on ne put en savoir le montant qu'après avoir fait les liquidations de plusieurs années. La caisse des dépôts et consignations de la Banque avait, à elle seule, à réclamer environ 6 millions; l'établissement du Commerce maritime (*Seehandlung*) avait continuellement contracté pour l'État des dettes considérables qui, en partie, étaient hypothéquées; en outre, il avait dû faire pour des sommes énormes, depuis 1806, des billets de complaisance qui revenaient fort cher. Ensuite, il fallait s'attendre à des dépenses très-grandes et extraordinaires, pour les forteresses sur le Rhin dont la construction avait été résolue. Il était devenu absolument nécessaire de pourvoir à tous ces besoins. La pensée de Hardenberg semble avoir été (fin de 1819) d'avoir recours à un emprunt; mais cette idée était en opposition avec les désirs du roi et aurait été difficile à exécuter à cette époque.

On paraît avoir profité de cette circonstance pour prévenir le roi encore une fois contre le système du chancelier d'État. Le roi demanda qu'on restreignît les dépenses; il fit former une commission chargée d'introduire des économies et de mettre un terme aux dilapidations. Le chancelier était fort content de pouvoir se débarrasser d'un travail qu'il avait à faire lui-même, et de demander à cette commission un résumé de la situation des finances, ainsi qu'une enquête sur les véritables raisons de ces dilapidations. Cette enquête les faisait remonter aux dépenses excessives pour l'armée; on résolut d'y faire de grandes économies, comme dans les administrations civiles, afin de pouvoir fixer les dépenses de l'État à la somme de 50 millions, qui ne devait pas être dépassée. La victoire remportée sur cette « petite réaction » était alors l'édit sur la dette publique, par lequel, à l'aide d'un

coup de main habile, on éluda l'emprunt devenu indispensable. On calcula et on additionna les sommes nécessaires pour l'amortissement de la dette flottante, ainsi que pour la construction des forteresses, puis on y ajouta encore 3 millions devant servir à la formation d'un trésor; le total en montait à 40 millions. Pour couvrir cette somme, on eut le courage de dire qu'il y avait dans le total de la dette publique, dont la somme indiquée dans la loi était beaucoup plus petite qu'on ne le croyait dans le public, pour à peu près 60 millions d'obligations de plus qu'il n'y en avait réellement en circulation (1).

Ce fut en même temps cette mesure qui permit au chancelier d'État de raviver plus facilement sa réputation libérale, en faisant espérer à plusieurs reprises la convocation prochaine d'états du royaume, et cela au moment même où l'atteinte la plus grave avait été portée à sa renommée politique. Le roi, au contraire, fut tranquillisé par cette mesure, parce qu'elle reculait la convocation des états dans un lointain fort vague; en effet, jointe au nouveau système des économies à faire, elle mettait, pour un long temps à venir, le roi à l'abri de la nécessité de se voir forcé, par la situation des finances, à convoquer des états du royaume. Une ordonnance ultérieure, portant la même date, servait le même but, celui qui déclarait l'institution du Commerce maritime indépendante de toutes les autres autorités et qui lui permettait de faire ses propres affaires commerciales, et de prendre en même temps essentiellement la place d'une maison de banque de l'État. Cet établissement,

(1) On prit pour base le cours de 66 2/3, auquel on espérait réaliser les obligations séparément.

qui d'abord jouait, avant tout, le rôle d'une institution de crédit de l'État, lorsqu'il ne s'était pas encore égaré dans un chaos d'entreprises industrielles nullement comprises, telles que de former une société d'armateurs, de faire le commerce de la laine, de s'occuper de bateaux à vapeur, de fabriques, d'emprunts et de se charger de l'exploitation de biens fonciers ; cet établissement, disons-nous, rendait les meilleurs services à l'État dans ses opérations d'argent et l'aidait à se procurer de petits emprunts, sans qu'on fût obligé de déranger pour cela des états du royaume. Bien que tous ces arrangements fissent croire que cette nouvelle promesse, relative à des états du royaume, ne cachait pas d'arrière-pensée, nous pensons néanmoins ne pas nous tromper en disant que, malgré tout cela, on n'aurait pas arraché cette institution au roi, surtout avec ce nom qui lui était devenu odieux. Mais, précisément à ce moment-là, on reçut les premières nouvelles, encore tenues secrètes, de la révolution en Espagne, nouvelles qui donnaient une autre impulsion par les inquiétudes qu'elles inspiraient, et dont on pouvait se servir, comme toujours, pour exercer une influence passagère sur le roi.

Les états provinciaux.

Mais cette influence ne durait que jusqu'au moment où toute appréhension avait disparu. Pendant le cours de l'année si douteuse de 1820, le chancelier d'État s'était réservé de la marge pour retourner, sous plus d'un rapport, vers son ancien système. Une loi (30 mai 1820) introduisant dans les villes un droit d'octroi général sur la viande et la farine et, dans les campagnes, un impôt par classes, était la continuation logique de la transformation du système financier, telle qu'elle avait été com-

mencée en 1818, et qui, en tant qu'elle embrassait les droits des douanes, de la consommation, de l'industrie, des classes et du timbre, fut exécutée par Klewitz avec un calme et une fermeté que rien ne pouvait ébranler, bien qu'on refusât de reconnaître son mérite. En outre, dans un édit sur la condition des paysans entre l'Elbe et le Rhin (25 septembre 1820), la question du rachat des prestations en services, en nature et en argent avait été attaquée tellement en conformité avec les principes primitifs de Hardenberg et on y trouvait des dispositions tellement exclusives et avantageuses pour les manants que Stein, dans l'esprit duquel Hardenberg croyait très-sincèrement agir, en était révolté et se laissait aller à des sorties grossières contre les bureaucrates. Mais lorsque, l'année suivante (7 juin 1821), on publia une ordonnance relative à ces mêmes rachats dans les anciennes provinces du royaume, on y voyait dominer entièrement le système d'une marche rétrograde et des exceptions; en effet, l'autorisation de racheter les corvées avec attelages et de service manuel avait été restreinte aux fermes indépendantes (*Ackernahrungen*) nommées dans la déclaration de 1816 (Cf. t. V, p. 93). En effet, à partir de 1821, après que les révolutions en Italie eurent été réprimées, la prépondérance du parti réactionnaire avait été assurée enfin pour une époque d'une certaine durée, comme elle l'était, en France, depuis 1820.

Encore à la dernière lueur du libéralisme de Hardenberg, et le même jour où le roi publia l'édit sur la dette publique, il avait rappelé l'organisation communale, considérée toujours comme le travail préliminaire et indispensable qui devait précéder la Constitution, et

il en avait ordonné l'achèvement. Mais au moment actuel (1821), lorsque Hardenberg présenta au Conseil d'État ce travail achevé, approuvé même par Stein parce qu'on y maintenait la juridiction patrimoniale, c'était trop tard. L'influence autrichienne à Berlin était alors complètement décidée, comme le disait Stein avec son langage plein d'aigreur. A Laybach, Metternich proposa le retrait de l'organisation communale à Hardenberg et à Bernstorff, qui lui accordèrent le rappel de cette mesure; aux états généraux il ne fallait plus songer, c'est ce que Humboldt apprit (fin de 1821) par les meilleures sources (1). Les fondements et le couronnement de l'œuvre constitutionnelle avaient été détruits; l'influence autrichienne poussa la Prusse vers les institutions des diètes provinciales qui flottaient dans un milieu sans fond et sans appui; le cabinet de Vienne avait l'intention de retarder ainsi la création d'états du royaume dans le cas le plus mauvais, et, dans le cas le plus favorable, de les faire oublier. C'est pourquoi il s'agissait, dès lors, de s'occuper sérieusement des états provinciaux; mais ceci encore, on le fit avec hésitation et avec peu d'assurance.

On forma un comité, présidé par le prince héréditaire; le chancelier avait été laissé de côté; Vincke, von Schoenberg et Ancillon avaient été appelés à y siéger, mais avant tout Voss, ce vieux partisan de l'ancien esprit prussien et des tendances provinciales, avec lequel le roi délibérait à l'insu de Hardenberg et même en dehors des murs de Berlin (2), et qui, en 1822, ce qui

(1) Cf. Dorow : *Job von Witzleben*, 1842.

(2) Cf. *Von der Marwitz*, tome I^{er}, p. 446.

était une espèce de destitution pour Hardenberg, fut nommé vice-président du Conseil d'État, ainsi que du ministère d'État, en même temps qu'on lui confia la direction de la marche des affaires dans ces deux fonctions. On fit venir à Berlin des hommes notables, domiciliés et établis dans les provinces, pour qu'ils siégeassent dans ce comité avec voix délibérative (1822). Mais, même de cette manière, les travaux n'avançaient que lentement. Humboldt disait que, parmi ceux des membres de ce comité constitutif qui demandaient des conseils, il n'y avait pas un seul qui poursuivit l'œuvre constitutionnelle d'après des convictions intimes et qui la dirigeât vers un but clairement compris. Parmi ceux qui donnaient leurs conseils, ajoutait-il, on voyait régner la même confusion qui était traditionnelle dans ce pays des intérêts particuliers ; les hommes de ce gouvernement bureaucratique cherchaient à naviguer avec adresse entre les écueils des oppositions en lutte, afin d'accommoder superficiellement les anciennes formes et les anciens principes à l'esprit moderne, et pour faire ainsi une législation incomplète et sans caractère.

Jusqu'à quel point allait cette division des opinions, c'est ce qu'on peut voir par un seul trait qui concerne le véritable noyau des affaires constitutionnelles, c'est-à-dire la question de savoir si les états généraux devaient être institués au moment même de l'introduction des états provinciaux ou immédiatement après, ou bien seulement après que ces derniers auraient été éprouvés par la pratique. Tout ce que jusqu'alors les hommes les meilleurs en Prusse avaient attendu d'une Constitution et ce qu'ils lui avaient demandé, ce que Stein, dès le commencement de son action politique, lorsqu'il abo-

lit les ministères provinciaux, avait voulu obtenir à l'aide d'une Charte, c'était qu'elle ne devait pas tant conserver à la Prusse le caractère d'une puissance politique une et indépendante, que plutôt le lui donner. En stimulant tous les citoyens à s'intéresser à la grande chose publique, la Constitution, disait-on, devait faire naître l'esprit public et une force morale plus grande qui pût disposer les sujets à faire, sans hésiter, les plus grands sacrifices sans lesquels ce petit État, avec ses grandes prétentions, avec son manque de cohérence territoriale, avec l'absence d'unité dans son histoire, dans les races et les religions de ses habitants, ne pouvait pas se maintenir dans sa position élevée qui n'était pas en rapport avec ses forces. Tout semblait pousser, en Prusse, vers la nécessité de fortifier l'élément national, de concentrer toutes les forces du peuple en un tout aussi uni et homogène que possible, et même d'écarter les états provinciaux qui devaient inévitablement relâcher les liens de l'unité. Tout semblait rappeler énergiquement la vérité de cette maxime qui dit que « celui qui croit pouvoir substituer des états provinciaux aux états généraux doit croire qu'il est possible de remplacer le haut négoce par l'épicerie ».

Comme si toutes ces raisons ne suffisaient pas encore, la cour possédait en outre, sur cette question capitale, l'opinion de Humboldt, adressée à Witzleben dans une lettre courte et épuisant le sujet (du 29 novembre 1821), dans laquelle il exprimait, avec une assurance incomparable, ses doutes à ce sujet, en disant qu'il ne croyait pas que jamais, dans un État, on eût créé, à dessein et tout d'un coup, des états provinciaux, sans qu'il y eût aussi des états généraux. Dans cette lettre, Humboldt

caractérisa les projets relatifs à l'introduction d'états provinciaux *sans* ou *avec* des états généraux par une seule question qui disait tout, et qui indiquait en même temps les conséquences de ces plans ; il demandait si la Prusse devait redevenir un assemblage de plusieurs États, ou bien si elle devait rester un seul et unique État ? Néanmoins, le prince héréditaire, qui passait pour un des partisans les plus ardents de la cause constitutionnelle et qui présidait le comité constitutif, était, à cette époque, rempli de doutes au sujet de cette question, et, ce qui était infiniment plus fâcheux, il n'avait pas entendu sur elle « deux jugements qui s'accordassent » ! Ce qui ajoutait encore à la gravité du mal, c'était que, dans ses doutes, le prince adressait ses questions, sans faire de choix, aux conseillers les plus sots et à ceux qui étaient les plus sages. Il interrogeait Marwitz, qui croyait qu'en établissant le Conseil d'État on avait assez fait pour l'unité politique de la Prusse, et qui voulait en revenir aux ministères provinciaux. Le prince posait ces questions aussi à Stein, mais si tard, que l'opinion exprimée par lui devait rester sans influence et sans effet. Mais, quand même le prince aurait demandé à temps et à Stein seul quel était son avis, le résultat aurait été ce qu'il y avait de plus triste dans toute cette affaire : Stein lui-même ne répondit pas à cette question d'une manière précise, mais il penchait plutôt vers l'introduction ultérieure des états généraux !

Stein était irrité et aigri par le projet relatif à l'organisation des états provinciaux, tel qu'il parut enfin comme le résultat des discussions de ce comité et dont aucune disposition ne trouvait grâce aux yeux de cet homme d'État. Pour représenter la grande propriété

foncière, tous les propriétaires de terres nobles, y compris aussi les roturiers, devaient siéger sur le même banc, ce qui, selon Stein, anéantissait la corporation des gentilshommes, la notion fondamentale de la noblesse, la dignité et l'honneur des familles nobles. D'après ce projet, le droit des classes industrielles aussi de se faire représenter ne pouvait être exercé que par ceux qui possédaient des propriétés foncières, ce qui, aux yeux de Stein, était empiéter sur les intérêts des villes. Stein reprochait encore à ce projet de ne pas accorder de représentation à l'Église ; de réunir les trois classes en une seule assemblée ; de n'avoir donné aux états qu'une voix délibérative dans les affaires provinciales, et enfin de ne pas leur avoir confié certaines branches de l'administration. On n'avait pas maintenu le « principe historique », comme Stein l'avait espéré. Un principe d'égalité s'était glissé dans les rangs de ceux qui représentaient la grande propriété foncière, tandis qu'un principe féodal s'était introduit dans la représentation de la bourgeoisie. En effet, ce projet reflétait précisément les grandes idées opposées autour desquelles s'agitait toute la lutte de l'époque, et qui, dans cet État, ne furent pas mises d'accord. On voyait, en Prusse, le moyen âge à côté du temps moderne ; l'organisation exclusive des différentes classes, séparées les unes des autres, à côté des droits des citoyens qui reposaient sur la liberté et l'égalité ; la révolution y coudoyait la réaction ; mais aucun de ces principes ne pouvait refouler l'autre, ni se conserver pur de l'influence exercée sur lui par l'autre. On trouvait, dans ce pays, le principe féodal maintenu dans la Constitution provinciale des anciennes parties du royaume, tandis que celui de la révolution continuait

à exister dans la province rhénane et que l'organisation municipale tenait le milieu entre les deux. La *plutocratie* des classes bourgeoises et l'aristocratie de la noblesse, ainsi que la bureaucratie de l'absolutisme, s'y maintenaient les unes en face des autres, sans pouvoir entièrement se vaincre les unes les autres.

Comme dans la loi définitive sur les états provinciaux (5 juin 1823), le gouvernement s'en tint aux dispositions conciliantes du projet, on comprend qu'une partie de son contenu ait été dédaigné par un côté et l'autre partie par le côté opposé, et que l'ensemble de la loi ait été repoussé par tous les deux. Mais si l'on avait établi un autre principe que celui de la conciliation, la discorde aurait été encore plus grande et plus bruyante. Cependant toutes ces demi-mesures et tous ces insuccès, qui accompagnaient toutes les choses entreprises à cette époque en Prusse, n'étaient-ils que le jeu bizarre d'actions et de réactions inexplicables et accidentelles, ou y avait-il, au fond de toutes ces opinions qui se croisaient et qui se contrecarraient, le sentiment que, pendant cette période d'une marche rétrograde, on ne pourrait, malgré tous les efforts, créer rien de durable et de radical qui fût conforme à l'esprit de l'époque et qui en favorisât le progrès? Quand le gouvernement laissait la Prusse tomber en dissolution et former une espèce d'État fédératif composé de huit parties, politique dont le résultat a été qu'après plusieurs dizaines d'années les extrémités du royaume ont été évidemment moins que jamais fondues dans l'État ou dans l'opinion publique, faut-il en chercher une des raisons dans l'instinct vague du génie national allemand qui n'aurait pas permis à cet État, si étroitement lié à la commune patrie, d'arriver à

former une nationalité particulière et rigoureusement exclusive qui eût menacé la liberté et le développement indépendant des autres parties de l'Allemagne? Était-ce l'œuvre silencieuse et préparatoire de la Providence, quand la plus petite des grandes puissances se voyait enlever, par ces mesures foncièrement mauvaises au point de vue prussien, la possibilité d'agir au dehors en grande puissance? Que, par suite de ces mêmes mesures, elle descendait au rang de la plus grande entre les petites puissances en Allemagne? Qu'à ce moment même elle agissait, dans ses affaires intérieures, avec moins d'indépendance qu'aucun des États secondaires de la Confédération, et que, même vis-à-vis de l'étranger, elle montrait une dépendance plus évidente qu'aucun de ces États? Autant il était clair que les hommes du pouvoir qui exécutaient ces mesures étaient peu pénétrés d'un tel sentiment national et allemand, autant il était évident que ce même sentiment faisait agir ces autres hommes qui bientôt essayaient de créer le *Zollverein*, dans lequel les grandes puissances se mettaient sur une même ligne d'égalité à côté des États les plus petits. Ce sentiment de la commune nationalité allemande agissait, avec la même évidence, dans la masse du peuple; tout en voyant se former et se propager, par les doctrines, dans cet État bureaucratique et autour de lui une nationalité prussienne en apparence fort compacte, le peuple suivait pourtant, avec une attention plus grande, les mouvements politiques du reste de l'Allemagne et se sentait de plus en plus disposé à y prendre part à son tour.

Coup d'œil jeté en arrière et en avant.

L'institution des États provinciaux avait été donnée, disait-on, « dans l'esprit des Constitutions allemandes

d'un âge plus reculé, et telle que la nature particulière de l'État prussien et les véritables besoins de l'époque la demandaient ». Le système du gouvernement prussien était dorénavant de regarder l'époque où il avait promis lui-même une Constitution mélangée et où les États de l'Allemagne méridionale avaient réalisé de telles promesses, comme une période regrettable de confusion et de précipitation politiques ; il s'agissait, dès lors, pour lui de contrecarrer les principes démocratiques qui en formaient la base, et il alla même jusqu'à faire un crime d'une prédilection théorique pour une telle Charte (1). Il était dans la nature des gouvernants à Berlin de honnir, comme étrangère, cette forme de la Constitution que Montesquieu avait admirée comme appartenant à l'Allemagne primitive, comme si c'était un crime, supposé même qu'elle fût une institution étrangère, de retirer des leçons des expériences si coûteuses faites par des peuples étrangers. Des hommes d'État influents (2) recommandaient avec instances de faire continuellement planer des soupçons sur le constitutionnalisme de l'Allemagne méridionale, pour le « dépopulariser » comme une invention étrangère émanant des Français rivaux, en mettant en jeu la vanité nationale et l'honneur du peuple allemand. La pauvreté des connaissances historiques et des idées politiques, telle qu'elle se montrait dans ces tendances et dans des conseils semblables, était fort extraordinaire.

En effet, toutes les transformations constitutionnelles

(1) C'est ce qui arriva à Klüber.

(2) Cf. *Denkschrift eines preuss. Staatsmannes von 1822* (Mémoires d'un homme d'État prussien de 1822). Dans Welcker, *loco cit.*, p. 356 sq.

d'une certaine importance, dans les temps modernes, ont été toujours communes à la grande famille européenne et n'ont été exclusivement ni allemandes ni françaises. La Constitution primitive et libre des Germains était, d'une manière égale, la propriété de tous les peuples depuis la Scandinavie jusqu'en Ibérie. La Constitution féodale et chevaleresque, qui refoula les institutions primitives, était le bien commun de toutes les races européennes, y compris même les Slaves. L'absolutisme éleva ses trônes, d'une manière uniforme, sur les débris de toutes les aristocraties dans l'Europe entière. La Révolution française avait mis à l'ordre du jour la Constitution libre et régénérée qui était fondée sur les mêmes droits de citoyens appartenant à tous les hommes libres. Au lieu de s'abandonner librement et avec empressement à ce développement légitime de la grande marche de l'époque, les hommes d'État prussiens, avec leur sagesse politique, s'enveloppaient dans leur propre logique présomptueuse et artificielle qu'ils croyaient pouvoir imposer au peuple par des discussions publiques pleines de sophismes.

Il fallait que ces hommes d'État méconnaissent complètement les qualités politiques du peuple allemand et qu'ils le jugeassent entièrement incapable de se gouverner lui-même, pour concevoir seulement de telles idées. Effectivement, à cette époque où tant d'espérances faisaient naufrage, un grand nombre de patriotes aigris n'ont parlé de cette incapacité des Allemands qu'avec le mépris le plus profond ; bien des faits décourageants de l'histoire de ces jours semblaient leur donner raison. Comment pouvait-on espérer voir renaître encore une vie politique et indépendante de ce peuple et au milieu de lui, quand, après être entré si bruyamment dans

l'arène politique, il laissait refroidir, si promptement et avec une telle apathie, le zèle qu'il avait d'abord montré dans cette lutte, et s'il attachait si peu de valeur à l'honneur d'en sortir victorieux? Effectivement, l'histoire de cette nation, pendant les années qui nous occupent ici, ne montre presque rien que les idées insensées et fantasques d'une poignée de jeunes gens; l'égoïsme coupable d'un petit nombre de gentilshommes; l'indolence paresseuse ou l'arbitraire despotique d'une classe peu nombreuse de fonctionnaires, et les particularités insignifiantes d'un groupe peu considérable de petits États sans puissance. Au contraire, pris comme un ensemble, le peuple allemand ne réussit pas à former une nation unie et compacte, puisque toutes les parties qui le composaient se divisaient dans tous les mouvements qu'elles faisaient; que, dans tel pays, on suivait une marche rétrograde et rapide, pendant que, dans tel autre, on s'arrêtait avec indolence, ou que, dans tel autre, on marchait en avant avec une grande modération. Les différents individus et les diverses races ne s'intéressaient presque pas aux destinées des autres; les aspirations et les efforts de beaucoup de personnes, suivant la même direction, n'avaient pas de rapports visibles entre eux; les intérêts mêmes n'étaient pas rattachés les uns aux autres par quelque lien d'un caractère élevé, excepté cependant dans le domaine de l'intelligence et de la science vers lequel la stagnation politique de 1820 à 1830 refoulait les Allemands.

Mais, malgré toutes ces apparences de nullité politique et malgré l'absence de toute vie indépendante qui semblaient régner dans les différentes parties de l'Allemagne, il y avait cependant dans les profondeurs de

toute la nation le courant silencieux, mais puissant, d'une vie populaire et instinctive dont les effets ne peuvent être observés qu'après des intervalles d'une certaine longueur, précisément parce que ce courant occupait un si grand espace. Pendant que la politique d'assoupissement de Vienne était sûre de son triomphe; après qu'elle eut renvoyé les Allemands à leurs hochets intellectuels, la culture des sciences tourna, pour la première fois, l'esprit allemand vers le domaine de la vie réelle et agissante, vers la vie politique et nationale. C'était là un travail préparatoire d'une grande importance, puisque jusqu'alors les belles-lettres avaient été le seul lien qui unit toute l'Allemagne. Pendant que le gouvernement prussien, se méfiant de la force absorbante et de l'essor rapide des classes moyennes, s'efforçait de les isoler des autres classes et de les diviser toutes entre elles et en elles-mêmes, d'en faire des unités séparées, ainsi que des « parties organiques », et de donner aux classes moyennes un contre-poids dans la noblesse, le principe industriel exerçait cependant en Prusse, comme dans tous les autres pays, l'influence de beaucoup la plus puissante sur la législation. Peu à peu l'État industriel se substitua à l'État militaire; la capitale se transforma en ville manufacturière, et ce fut la Prusse qui, en quelques années, conquit à ce principe industriel, même en Allemagne, le siège central de l'unité nationale, siège qui devint le rival puissant de la Diète germanique.

Tandis que le Hanovre, la Prusse et l'Autriche espéraient ensemble enlever la faveur populaire au régime constitutionnel de l'Allemagne méridionale, les nouvelles idées politiques, qui, dans le midi du pays, trouvaient

des chaires publiques où on les professait, réveillèrent l'esprit politique dans toute la nation et minèrent à un tel point le régime établi dans le reste de l'Allemagne, qu'il ne fallait que deux grandes impulsions données par l'époque pour entraîner, en 1830, les petits États de l'Allemagne septentrionale qui étaient restés en arrière pendant l'époque de 1814 à 1820, et pour leur faire obtenir tout d'un coup un régime constitutionnel commun ; pour obliger, en 1848, la Prusse à suivre la même voie, malgré toutes ses résistances, et pour saper à sa base, même en Autriche, le régime féodal. Pour une nation aussi divisée, et en présence d'obstacles aussi nombreux et aussi grands qui, dans les relations tant extérieures qu'intérieures, s'opposent à l'essor de l'Allemagne, c'étaient là d'énormes progrès politiques qui témoignent d'un développement normal, d'une origine et d'une naissance toutes nationales et populaires, ainsi que d'une nature saine et nullement artificielle. Ce sont là des progrès encourageants qui, malgré le reproche de lenteur qu'on peut leur faire, ne laissent pas de consoler ceux qui ne mesurent pas avec impatience la marche de la vie d'un peuple à la longueur de la vie humaine. Ce sont là, enfin, des progrès qui ne manquent pas d'encourager le patriote, bien qu'on puisse leur objecter qu'il fallait toujours une impulsion donnée par l'étranger pour les produire. En effet, parmi les conquêtes politiques faites par la plupart des États européens, il n'y aura probablement rien de stable que ce qui est le produit des instincts généraux de toute notre partie du monde et que ce qui trouve la plupart des États européens préparés d'une manière uniforme à recevoir ces acquisitions.

Ce qui faisait que les trois grandes crises dans le développement de la vie politique de 1820 à 1848 n'ont eu que des effets très-faibles et passagers, c'était qu'elles avaient des causes trop exclusives, qu'elles éclataient trop précipitamment et qu'elles rencontraient, dans les États de l'Europe, une trop grande division et de trop grandes inégalités dans les besoins, dans la situation politique et dans la culture intellectuelle. Mais plus ces inégalités s'aplanissent maintenant dans l'Europe continentale tout entière, et plus on doit croire que l'effet d'un prochain bouleversement sera grand et impétueux, radical et vaste; effet qui sera d'autant plus puissant qu'on réussira à retarder davantage cette secousse. La question de savoir quel sera le pays qui donnera l'impulsion nécessaire pour produire ces crises deviendra de plus en plus indifférente, à mesure que la condition politique des divers États continuera à se rapprocher du même niveau. Il est évident, sans qu'on ait besoin d'y insister, qu'une telle impulsion ne viendra que fort difficilement d'un pays aussi dépourvu d'un centre politique que l'est l'Allemagne. Les impulsions les plus fortes qui pussent venir de ce pays devaient nécessairement avoir pour point de départ le plus considérable de ses centres, c'est-à-dire Vienne. D'après toute la nature de l'État autrichien, elles ne pouvaient avoir qu'un caractère rétrograde. Telles furent les influences qui ont dominé toute l'époque et qui, depuis 1818, ne furent exercées par la cour de Vienne que d'une manière trop vigoureuse et trop indépendante. Mais aussi les résistances que l'Allemagne méridionale leur opposa la première furent entièrement indépendantes.

Les événements de cette époque que nous venons

d'exposer peuvent même être considérés comme un prélude tout à fait original et comme un exemple de ce qui, immédiatement après, dans les années suivantes, se passa, sur une échelle bien plus grandiose, entre les plus considérables des grandes puissances de l'Europe. Le quietisme autrichien avait été réveillé et amené à agir, par les événements moins importants en Europe qui causaient une certaine appréhension, par les conspirations en Espagne et en France; par les Sociétés secrètes en Italie; par les débats des Chambres à Paris et par les assassinats politiques en Allemagne. La réaction chercha des auxiliaires; elle commença, à Aix-la-Chapelle, à Karlsbad et à Vienne, à préparer, dans de petits congrès, des mesures communes de répression, en première ligne pour l'Allemagne. Mais, au moment où tous ces projets réactionnaires semblaient réussir, on vit s'élever des difficultés imprévues et une résistance commença à se montrer qui, bien que n'étant pas victorieuse, ne put pas non plus être vaincue. Cette résistance naquit des appréhensions des puissances jusqu'alors alliées; tout à coup l'une d'elles changea sa position et n'avait presque besoin que de faire semblant de tendre la main au peuple, pour résister victorieusement aux dangers qui la menaçaient d'en haut.

Absolument les mêmes faits se répétèrent ensuite sur un théâtre plus vaste. Les révoltes en Espagne et en Italie excitèrent, à un bien plus haut degré, la politique réactionnaire des hommes d'État autrichiens; après avoir gagné la Prusse, elle trouva, dès lors, encore dans le cabinet russe, le plus puissant de tous les alliés. En élargissant le cadre des congrès, l'Autriche, s'alliant à presque toutes les grandes puissances, chercha à imposer

ser son système à toute l'Europe et même, en franchissant les vastes étendues de l'Océan, au nouveau monde. Mais, encore à ce moment où l'on allait mettre la dernière main à cette œuvre, l'Angleterre, jusqu'alors alliée à ces États, mais redoutant alors, elle aussi, cette association trop puissante et ses plans, se détacha de l'alliance et opposa à des projets plus vastes une résistance plus grande, en montrant aux peuples menacés le drapeau de ses libertés. Là où la réaction avait déjà pris pied en Europe, elle ne put être refoulée, pas même par l'Angleterre, comme, en Allemagne aussi, la résistance des États méridionaux ne pouvait pas lui faire perdre pied; cependant le mouvement menaçant de l'Autriche et de ses satellites fut arrêté impérieusement par des menaces qui portaient du coin sud-ouest à la fois de l'Europe et de l'Allemagne. Nous nous frayerons le chemin maintenant pour arriver à ces complications plus importantes, en consacrant auparavant notre examen à l'autocrate et à la puissance qui jouent le rôle le plus important dans les projets orgueilleux de l'alliance des États de l'Est.

7. — LA RUSSIE

Réformes et réactions en Russie.

Ce qui, pendant ces années de l'affaiblissement des forces populaires, donnait à l'Autriche son influence prépondérante et sa puissance directrice, c'était que, dans

cet État seul, les gouvernants persévéraient dans un même principe fixe et immuable, tandis que, dans tous les autres pays du continent, les gouvernements balançaient incertains entre le régime, les idées et les hommes de l'ancien temps et ceux de l'époque moderne. C'est ce que nous avons trouvé même à Rome, comme à Naples, à Turin et à Madrid. De même à Paris, le système de bascule qui y régnait excluait du gouvernement tous les hommes d'une conséquence logique rigoureuse; c'était ainsi qu'à Munich des principes différents cherchaient à se maintenir en équilibre; les mêmes vibrations se faisaient sentir à Berlin, et là encore d'une manière non moins frappante qu'ailleurs. Mais les oscillations de beaucoup les plus fortes, vers ces directions tout à fait opposées, s'observent en Russie, sous le règne de l'empereur Alexandre, jusqu'au moment où Metternich réussit à profiter habilement des résistances nombreuses et des obstacles que la situation intérieure de ce pays et toute l'atmosphère politique de l'époque opposaient à un mouvement plus libéral. De même que Metternich l'avait fait en Prusse, de même en Russie il fut assez habile pour modérer les oscillations du cabinet entre la réforme et la réaction, en attachant à la politique russe tout le poids de sa politique du quietisme, jusqu'à changer peu à peu les mouvements du pendule dans l'immobilité du niveau à plomb.

Par suite de la puissance et de la nature de cet immense empire, ces oscillations de la politique russe ont pris un caractère historique et ont exercé leur influence sur le monde entier. L'état primitif, à la fois patriarcal et barbare, de ce peuple d'une indolence asiatique et répandu sur d'immenses espaces, se trouve, depuis cent cinquante

ans, dans une lutte nullement terminée avec la civilisation intellectuelle et politique de l'Occident, qui afflue dans cet empire. En faisant cette civilisation entrer violemment dans ses États, Pierre le Grand chercha, le premier, à briser l'isolement immobile dans lequel se trouvait enfermé le pays aussi bien que le peuple, de même que, dans les temps reculés de l'histoire de la Germanie, un Théodoric et un Charlemagne avaient voulu produire un résultat semblable, en greffant la civilisation romaine sur les souches allemandes. Plusieurs fois, cette lutte semblait devoir se décider, avec une promptitude surprenante, en faveur de la civilisation occidentale, lorsque, pendant une période relativement courte, les plus grands monarques entrèrent, avec la plus grande résolution, dans les voies que leur premier grand modèle leur avait indiquées. Catherine II avait repris l'œuvre de Pierre, pendant une époque où la langue et les mœurs françaises pénétraient à un tel degré aussi tous les peuples civilisés de l'Europe, qu'il semblait d'autant plus facile et plus naturel de les transporter également en Russie où toute culture faisait défaut. Puis, après le règne intermédiaire si court et après la fin violente du terrorisme bizarre de l'empereur Paul, le nouveau czar Alexandre, favorisé par son époque pendant laquelle les points de contact entre la Russie et l'Occident se multipliaient bien plus que dans aucune période antérieure, Alexandre, disons-nous, retourna dans les voies de sa grand'mère, avec une chaleur si pleine d'enthousiasme qui excitait le zèle des autres, et avec une décision de caractère et de volonté en apparence si puissante, que son règne promettait de devenir, entre tous, de beaucoup le plus fécond pour l'acclimatement de la civilisation étrangère en Russie.

En effet, ce prince semblait être entièrement dominé par une aversion instinctive pour la nature nationale des Russes, aversion qu'il avait l'habitude d'exprimer ouvertement de toutes les manières et à l'égard de tout. Il la montrait même sous le rapport physique, quand il affirmait qu'il pouvait reconnaître le rang de tout Russe par son odeur particulière ; sous le rapport moral, toutes les fois qu'il s'offrait à lui une occasion de s'indigner de la nature vénale de la nation et de son penchant pour le vol ; sous le rapport social, quand il était évidemment plus à son aise au milieu de Polonais que parmi des Russes. Il la montrait enfin, sous le rapport politique quand, avec une espèce de joie maligne et de hauteur dédaigneuse, il accentuait, en face de ses Russes et plus qu'il ne le pensait sérieusement, ses desseins libéraux au sujet de la Pologne (1), et quand, au commencement de son règne, plein d'une ambition idéale, Alexandre promettait de vivre entièrement pour l'accomplissement d'une mission qui lui présageait le bonheur, c'est-à-dire de déposer dans son empire les germes d'une nouvelle prospérité, d'un adoucissement des mœurs et de la propagation des lumières, afin de le mettre davantage en harmonie avec l'état, la constitution et la culture intellectuelle de l'Europe. Mais, jusqu'à cette époque, les questions importantes et les traits fondamentaux de l'histoire russe n'avaient pu être résolus et dessinés, d'une manière décisive et durable, ni par les qualités du souverain, ni par les rapports extérieurs et accidentels de l'empire avec l'étranger. Au contraire, depuis que son étendue avait opposé ce seul empire de l'Est à tout

(1) Cf. Tourguenev : *la Russie et les Russes*, 1847, tome I^{er}, p. 87.

l'Occident, de manière à en former pour ainsi dire le contre-poids physique, il semblait y avoir, aussi dans les rapports intellectuels et politiques, une grande et constante opposition, obligeant les événements intérieurs, dans ces espaces, à obéir, pour ainsi dire, à une loi d'équilibre moral, et à suivre toujours une direction opposée aux mouvements qui prédominaient en Occident.

C'était ainsi que la Russie avait commencé le partage de la Pologne, ce seul asile d'une vie politique assez libre parmi les peuples slaves, lorsque la liberté républicaine et l'indépendance nationale trouvaient une nouvelle patrie en Amérique; ce fut ainsi qu'elle acheva son œuvre en Pologne, lorsque la Révolution française était à son apogée et que la Convention exprima son intention de vouloir soutenir tous les peuples qui luttaient pour obtenir la liberté. Au contraire, les projets d'un rétablissement de la Pologne, quelque stériles qu'ils restassent, prirent naissance presque le même jour où la liberté française de l'époque révolutionnaire commença à diminuer, et semblaient pouvoir se réaliser plus facilement à mesure que la Révolution baissait en France. C'était ainsi que Catherine II avait commencé ses réformes en Russie, lorsqu'on n'avait pas encore d'appréhensions au sujet de la stabilité de l'absolutisme en Europe; mais elles furent tout à coup interrompues et abandonnées, lorsqu'on vit éclater la Révolution française. Le petit-fils de Catherine reprit, à son tour, l'œuvre réformatrice, exactement à partir du moment où, depuis le consulat de Bonaparte, la Révolution commença sa marche rétrograde vers l'absolutisme. Mais, aussitôt qu'on vit se manifester, en Allemagne et en France, les indices d'une liberté renaissante et que de nouveaux éléments

révolutionnaires se produisirent dans les presqu'îles de l'Europe méridionale, Alexandre recula immédiatement devant toutes les concessions qu'il avait faites au développement de l'instruction et de la liberté, et il professa, dès lors, des principes qui faisaient de lui l'adversaire de ses propres œuvres d'autrefois.

Ce ne sont pas des forces cosmiques et mystérieuses qui, sans l'intervention d'organes palpables, ont produit ce changement merveilleux dans les affaires russes. La force supérieure que possède tout ce qui est établi, traditionnel et national en Russie, est une digue naturelle et en elle-même inattaquable qui s'oppose à toute irruption de la civilisation et des idées de l'Occident. Ce rempart est défendu par tous les hommes les plus influents et les plus énergiques, qui savent qu'un gouvernement qui inspire la crainte et qu'un pouvoir non divisé et central peuvent seuls conserver et maintenir sans danger l'état de choses en Russie. En même temps, ces hommes guettent toute occasion favorable pour se débarrasser des innovations qu'on a essayé d'introduire dans leur pays, et, pour leur opposer la résistance la plus énergique, ils attendent toujours les moments propices que leur offrent les événements en Occident, dont la situation elle-même, rendue dangereuse par ses complications, sert à justifier leur opposition aux tendances modernes. C'est pourquoi on a toujours vu se confirmer, en Russie, la parole de Montesquieu, quand il disait que, toutes les fois que le gouvernement moscovite a essayé de sortir du despotisme, qui lui est plus à charge qu'au peuple lui-même, il a toujours à côté de lui les causes qui le repoussent vers les maux auxquels il voudrait échapper. Un grand prince, doué des qualités les plus extraordi-

naires et dont l'intelligence et la force de volonté, la fermeté des convictions politiques, ainsi que la fidélité envers ses propres principes, seraient arrivées à leur plus grand développement, pourrait seul rester inébranlable au milieu d'un tel conflit d'influences et d'intérêts puissants, et conserver la gloire d'être ferme et persévérant; et même à un tel souverain la gloire du succès ferait défaut pendant longtemps encore. Mais l'empereur Alexandre était bien loin de posséder ces grandes qualités; son caractère manquait de toute force de persévérance; l'école d'instruction par laquelle il avait passé n'avait en aucune façon vaincu le manque de profondeur et la légèreté propres à la race slave; son amour de la liberté n'avait aucunement effacé en lui les penchants despotiques de l'autocrate. En effet, la naissance du czar, son éducation et les destinées de sa vie ont concouru, avec les puissantes influences au milieu desquelles il vivait, à le jeter d'un extrême dans l'autre, à unir toutes les qualités contradictoires de sa nature et à faire de l'inconstance le fond même de son caractère.

L'empereur Alexandre.

Né à une époque profondément agitée, pour remplir une mission laborieuse et ingrate au milieu d'un peuple à demi sauvage, et sur un trône inhospitalier sur lequel il monta, à l'âge de vingt-trois ans, par-dessus le cadavre de son père, mort assassiné, Alexandre, dans ses qualités naturelles, ne possédait presque rien de ce qu'exige une telle position (1). Masson, qui observait son caractère

(1) Nous ne possédons pas encore de bonne monographie sur l'histoire d'Alexandre et sur la condition de la Russie sous son règne. Parmi les ouvrages de circonstance qui parurent peu de temps après

dans un âge où il n'était pas encore formé, et qui, en quelques traits, en dessinait d'avance et avec une grande exactitude le développement futur, disait qu'Alexandre ressemblait, dans sa jeunesse, au Télémaque de Fénelon, caractère que le contraste avec celui de Paul, le père d'Alexandre, faisait ressortir de la manière la plus agréable. Ce qui, par rapport à la condition patriarcale du peuple en Russie, avait une valeur particulière, c'était qu'Alexandre avait une conformation physique des plus heureuses; qu'il était d'humeur égale et d'un sens droit; qu'il avait des manières affables et gracieuses, une nature bienveillante et sensible et une âme tendre comme celle d'une femme. Avec cette nature sensible, dépourvue de toute force indépendante et se méfiant facilement d'elle-même et de son pouvoir, Alexandre se voyait placé entre la faveur, l'éclat et les grands projets de sa grand'mère; entre la douceur résignée et la suavité patiente de sa mère, et la dureté de caractère ainsi que les bizarreries de son père, de sorte que, dès sa naissance, il avait été exposé aux actions les plus diverses, exercées sur lui par les influences et les exemples les plus différents.

La position pénible dans laquelle il se trouvait placé entre son père et sa grand'mère lui apprit de bonne heure l'art d'une prévoyance rusée et d'une réserve prudente. L'éducation, qui, dans ces circonstances, aurait

sa mort, tels que : Lloyd : *Alexandre I^{er}*, 1826; — A. E. : *Vie d'Alexandre*, 1826; — madame de Choiseul-Gouffier : *Mémoires sur l'empereur Alexandre*, 1829, etc., celui qui est le moins dépourvu de valeur est le livre de A. Rabbe : *Histoire d'Alexandre I^{er}*. Les meilleurs matériaux, sous une forme non historique, se trouvent dans le livre de Tourguenev que nous avons cité plus haut.

dû donner de la fixité à l'esprit et une base solide au caractère, favorisa malheureusement une direction opposée et s'arrêta à mi-chemin. Catherine lui donna pour précepteur un Suisse, Laharpe, qui ne voulait et ne devait pas renier son caractère républicain et qui gagna l'âme ouverte de son élève aux théories de la nature de Rousseau. Mais son enseignement resta inachevé, puisqu'on éloigna le précepteur, lors du mariage prématuré d'Alexandre avec *Elisabeth* (Louise), princesse de Bade, et que le désir d'apprendre de l'élève semblait se relâcher promptement après le départ du maître. Du reste, on avait donné, en même temps, à l'influence étrangère et républicaine un contre-poids dans la personne d'un Russe et d'un courtisan, du maréchal Nikolaï Soltikov, qui avait à surveiller le prince et son instruction. Poussé dans des directions aussi différentes, même un esprit fortement constitué aurait eu de la peine à acquérir de la constance et de la persévérance; dans Alexandre, l'inconstance devint le centre de son caractère et sa nature s'habitua à montrer toujours double face et à se plaire dans l'équivoque. Exposé à un degré peu ordinaire à toutes les séductions et à toutes les tentations de la vie par suite de sa haute position et de ses grâces personnelles, il avait besoin, dès les premières années de sa jeunesse, de se distraire constamment dans le tourbillon de la société et de s'y reposer des fatigues causées par l'accomplissement des grands devoirs qu'on lui demandait de remplir.

C'est pourquoi tous les juges un peu sévères étaient frappés de voir en lui, de bonne heure, cette absence de profondeur et de gravité qui déconcertait même ceux qui avaient pour lui un dévouement robuste. Stein, qui

autrement était jusqu'à la fin, avec une foi entière, convaincu de la réalité de toutes ses bonnes qualités, de sa magnanimité et de son parfait dépouillement de tout égoïsme ; Stein lui-même trouvait que sa bienveillance dégénérait en faiblesse et qu'elle avait alors recours aux armes que lui fournissaient la ruse et l'astuce. Par sa conversation personnelle, où il avait la faculté particulière de s'exprimer avec éloquence dans le commerce du monde et de négocier avec habileté dans les relations diplomatiques, il ne savait pas gagner la confiance des hommes sagaces ; on apercevait derrière son affabilité, et au fond de son ingénuité et de son abandon apparents, une ruse naturelle et des intentions pleines de calcul (1). C'est pourquoi les observateurs les plus clairvoyants ne voulaient se fier à aucune de ses qualités et de ses dispositions, même les meilleures. Les Anglais Cathcart, Cooke, Lord Walpole ne comptaient ni sur son bon sens ni sur son tact, parce qu'ils ne pouvaient pas savoir si, à l'occasion, ils ne se changeraient pas en caprices et en bizarreries. A l'époque de la régénération religieuse du czar, ils ne se laissaient pas tromper non plus et ne voulaient pas croire à la sincérité et moins encore au caractère excessif de sa piété, ou bien à son renoncement véritable à tout égoïsme. On l'avait vu former des liaisons et des amitiés idéales ; mais, aux yeux de ses plus proches parents, il passait pour ne posséder réellement aucun sentiment de ce genre. Aussi l'union sentimentale avec le roi de Prusse ne l'avait-elle nullement

(1) C'est ce que disait, par exemple, de la Ferronnays dans un rapport adressé à Chateaubriand. Le passage supprimé dans *le Congrès de Vérone* se trouve dans Schnitzler : *Geh. Geschichte von Russland* (Histoire secrète de la Russie), tome I^{er}, p. 62.

empêché de dépouiller son ami, d'une manière honteuse, dans la paix de Tilsitt.

C'est pourquoi, dans les relations extérieures de sa politique, Alexandre laissait partout l'impression d'un homme dans lequel on ne pouvait avoir aucune confiance, et même qui était fallacieux et plein d'astuce. Dans les affaires intérieures, dans l'activité réformatrice de sa politique, il ne montrait ni persévérance ni constance ferme. Il lui était également impossible de s'occuper avec ordre du détail des affaires et de poursuivre avec fermeté, dans les grandes choses, un plan conçu d'avance. Facile à s'enflammer et à s'exciter comme il l'était, il aimait à tenir à ses ministres un langage superbe; mais les opinions et les instructions qui s'y rattachaient étaient rarement exprimées avec fermeté et avec décision (1), et les actes qui en résultaient étaient mesquins et pleins de faiblesse. Alexandre manquait de cette force d'âme qui ne se laisse pas effrayer par quelques abus et de cette énergie active qui ne leur permet pas d'empêcher l'accomplissement des réformes. Lorsque ses premiers grands desseins politiques portaient encore l'empreinte de tout son enthousiasme juvénile, Alexandre, comme s'il était déjà las avant d'avoir commencé son travail, disait, dans une lettre adressée à Laharpe, qu'il voulait rendre la Russie libre et heureuse, afin de pouvoir ensuite se retirer dans quelque coin isolé et se réjouir du bien effectué par lui. Peu de temps après son avènement, il exprima encore à Laharpe la même pensée de renoncer au trône, non pas parce qu'il était satisfait de ce qu'il avait fait, mais parce qu'il était

(1) D'après le comte Steding : *Mémoires posthumes*, tome II, p. 183.

effrayé à la pensée d'avoir à commencer ce qu'il lui restait à accomplir.

Le bonheur qu'on éprouve à agir et celui que procure l'activité elle-même, cette félicité suprême des natures viriles, cédait, dans Alexandre, le pas à la joie que lui inspiraient la pensée de pouvoir agir et la vue de ce qu'il avait accompli : de là il n'y a qu'un pas à préférer les apparences à la réalité. Un homme tel que Napoléon, qui, sans se laisser déconcerter par la position élevée du czar, l'avait pénétré et le dominait à l'aide de sa connaissance des hommes, examinait par conséquent en lui surtout *le rôle* qu'il jouait, et l'appelait le Talma du Nord. Il ramenait les velléités humaines et politiques les plus généreuses du czar à son penchant qui le portait, disait Napoléon, à mettre sa personne en contraste avec sa position ; il le trouvait libéral et instruit, mais inconstant, manquant de sincérité et faux ; en un mot, un vrai « Grec byzantin ». On ne saurait caractériser d'une manière plus frappante le mélange de ces qualités qui représentent Alexandre comme le meilleur modèle de l'urbanité la plus achevée dans toute l'Europe, et possédant pourtant, dans un grand nombre de traits, les qualités qui faisaient de lui un homme de son peuple. En effet, il était doux, sans être doué d'une sensibilité véritablement profonde ; il avait des formes souples et exemptes de prétentions, sans savoir se résigner au fond du cœur ; il possédait un esprit accessible aux impressions, sans cependant être doué de facultés créatrices ; il se laissait déterminer dans ses actions par la vanité, mais non pas par de grands principes, ni par des convictions profondes ; par conséquent, il était tantôt arrêté par la crainte, quand son action était menacée de conséquences fâcheuses, tantôt il se laissait pous-

ser jusqu'à l'entêtement, quand le sentiment de sa dignité était en jeu. Ceux qui savaient s'accommoder à cette obstination, ceux qui s'entendaient à flatter cette vanité et à se servir de cette crainte du czar, comme le faisaient en dernier lieu les Araktcheïev et les Kotchoubeï, ceux-là exerçaient une influence illimitée sur lui. Masson, qui, le premier, l'avait observé dans sa plus tendre jeunesse, avait prédit qu'Alexandre porterait toujours le joug de cette servitude sans indépendance.

Jamais Alexandre n'a eu l'intelligence ou l'abnégation, la confiance ou la hardiesse de chercher, avant tout, les hommes d'un véritable mérite et de se les attacher d'une manière durable. Une preuve certaine de sa faiblesse et de son incapacité d'agir sans conseil était son habitude de demander avis d'une manière égale à tout le monde, et d'écouter ce qu'on lui disait; de s'adresser à des étrangers tels que Bentham et d'Entraigues, de même qu'à ceux des Russes qui étaient animés du sentiment national le plus prononcé, tels que le métropolitain Plato; à des gens honnêtes, tels que Karamsine, et à des courtisans, tels qu'Armfeld; à des hommes travaillant à réaliser leurs desseins particuliers, tels que Kapodistrias et Czartoryski, et aux hommes les plus désintéressés, tels que Stein; aux esprits les plus indépendants et les plus capables, tels que Tourguenev et Rasoumovski, ainsi qu'aux hommes les plus dociles, tels que Nesselrode. Ceux qui savaient écouter exclusivement les sentiments particuliers du czar avaient, à la longue, seuls l'oreille du prince, et la possédaient d'autant plus qu'Alexandre avançait en âge. Ballotté alternativement entre les idées et les projets qui lui étaient propres et ceux qu'il empruntait aux autres, Alexandre ne devint conséquent avec lui-même que

lorsque les forces de la jeunesse et l'énergie active s'étaient déjà épuisées en lui, et lorsqu'il était arrivé aux négations de la politique autrichienne. Déjà, en 1816, Castlereagh avait vu qu'en agissant convenablement et avec prudence sur cette nature si facile à déterminer, on pourrait faire du czar un instrument docile pour neutraliser les dangers dont, disait-il, la Russie était grosse. Ce que Castlereagh disait là, son maître, Metternich, réussit à le mettre en pratique quelques années plus tard.

Les premières cinq années des réformes politiques de l'empereur Alexandre.

Avec ces dispositions naturelles du czar, on comprend d'avance que l'histoire des transformations politiques en Russie, sous le règne d'Alexandre, devait présenter un tableau d'indécision et de versatilité, de changements et de contrastes, destiné à dépasser encore les traits semblables dans l'histoire des réformes en Prusse, autant que l'essor idéal et hardi du jeune souverain contrastait davantage avec la froideur prosaïque du roi de Prusse, et que la résistance opposée aux réformes par la situation de la Russie était plus violente et plus puissante qu'en Prusse. Rempli de la belle ambition de faire le bonheur de la Russie et nullement réconcilié avec la pensée d'avoir à régner en autocrate despotique, Alexandre demanda, à son avènement au trône, de nouveaux conseils à Laharpe relativement aux institutions politiques projetées par lui, mais des conseils plus décidés et plus libéraux que ceux donnés auparavant par son ancien maître dans ses Mémoires (1). De même, dans une lettre particulière adressée par le czar à une princesse Galitzyne, qui avait invoqué sa pro-

(1) Cf. Tourguenev (tome I^{er}, p. 43), qui avait eu sous les yeux les lettres et les Mémoires.

tection arbitraire, il écrivit ces célèbres paroles : « que dans le monde tout entier il ne reconnaissait comme légitime aucun pouvoir qui n'émanât des lois. » De ces deux faits on devait conclure que l'intention bien ferme du czar était de transformer son grand empire et de faire de cet État, gouverné par la police et par les soldats, un État régi par la loi et par le droit. En effet, la légalité, l'amour de la civilisation et la philanthropie semblaient être les trois grands ressorts qui imprimaient leur mouvement à toutes les créations et à tous les actes du czar.

La légalité était l'âme des deux premiers actes importants du gouvernement d'Alexandre, dans lesquels il tranquillisa le peuple, en l'assurant qu'on ne verrait plus le retour de ces ukases capricieux par lesquels l'empereur Paul avait tenu l'empire dans l'angoisse et la terreur. C'était d'abord l'abolition de la chancellerie de l'inquisition secrète, et ensuite la confirmation des règlements nobiliaires et municipaux introduits par Catherine, et qui étaient, disait-on, « les premières et immuables » lois fondamentales de l'empire. Le même esprit régnait enfin dans les deux ukases (8/20 septembre 1802), par lesquels l'administration de l'État reçut une nouvelle organisation, et qui devaient rapprocher davantage les autorités suprêmes des formes usitées dans les États de l'Europe. Toutes les branches des affaires, qui jusqu'alors avaient été réunies entre les seules mains d'un unique premier ministre, le procureur général, et qui avaient été expédiées par des colléges administratifs, furent réparties, par cet « Acte constitutionnel », entre huit ministères différents, contrôlés par le sénat directeur nouvellement organisé, et auquel on imposa le devoir de publier des rapports annuels, pour suppléer ainsi, encore par un autre moyen,

à la responsabilité qui manquait. Aussitôt le ministre de l'intérieur, le prince Kotchoubéï, commença à faire publier ces rapports dans un esprit si complètement libéral, que les âmes timorées rappelaient les conséquences du *Compte rendu* de Necker, tandis que les enthousiastes s'attendaient à voir la liberté de la presse sortir de ce commencement de publicité. De même que, par ces mesures, on semblait préparer un état légal et constitutionnel, de même on voulait faire sortir la législation civile de l'État d'un chaos impénétrable, d'un amas confus de myriades d'ukases sans ordre, en chargeant une commission législative, nouvellement instituée sous la présidence du prince Zapouchine, d'élaborer un nouveau code pour lequel Nikolaï Novosilzov rédigea les prolégomènes.

Ces travaux, entrepris pour organiser un ordre légal, marchaient de front avec ceux qui concernaient l'instruction du peuple. On prit immédiatement les mesures nécessaires pour la transformation des anciennes universités et pour la fondation de nouveaux établissements d'instruction supérieure. Dans les *Principes provisoires de l'instruction populaire* (24 janvier, 5 février 1803), on établit un vaste plan d'après lequel chaque paroisse, dans les domaines de la Couronne, devait avoir une école paroissiale, chaque chef-lieu de cercle au moins une école centrale, et chaque chef-lieu de gouvernement un lycée. Ces efforts du czar furent secondés par le clergé, rivalisant avec lui de zèle, sous l'influence du digne métropolitain de Moscou, Plato, qui, d'après le jugement des hommes bien informés, a fait plus pour la propagation des lumières qu'aucun des ministres des cultes en Russie; avec lui rivalisait aussi la munificence splendide de riches particuliers, des Demidov, des Cheremetiev, des Ilinski et des Besborodko,

qui prodiguèrent les offrandes les plus extraordinaires aux écoles et aux institutions scientifiques et artistiques.

Ce qui, pendant ces années-là, se fit pour introduire en Russie des mœurs plus conformes aux sentiments d'humanité et un genre de vie plus supportable montre le même zèle réformateur et la même émulation entre le prince et les sujets. On disait alors que la philanthropie de l'État devenait, à cette époque, une véritable branche de l'administration en Russie. On abolit tout ce que la législation avait de barbare : la séquestration des fortunes privées ; les peines corporelles infligées aux ecclésiastiques et les mauvais traitements qu'on faisait subir aux prévenus pendant l'instruction. L'application de la torture devait « être effacée à jamais de la mémoire du peuple », comme une honte pour l'humanité ; les vexations auxquelles était soumise la liberté personnelle, les entraves qui gênaient le commerce et les voyages, le choix d'un métier ou d'une carrière, tout cela devait disparaître. Dans la première année même du règne d'Alexandre, la classe de la bourgeoisie obtint le droit d'acquérir des propriétés foncières (12/24 décembre 1801). Ces mesures se rattachaient aux premières attaques dirigées contre le servage. Une résolution de l'empereur, fermement arrêtée et maintenue, abolit l'usage d'après lequel les derniers gouvernements avaient récompensé les services des fonctionnaires de l'État, en leur donnant des domaines de la Couronne avec leurs serfs. On destina un million de roubles par an à l'achat de propriétés particulières, afin de les changer ainsi en biens de la Couronne ; c'était là le pendant de la résolution dont nous venons de parler, d'après laquelle les paysans des domaines de la Couronne, qui avaient le droit d'aller s'établir où bon leur semblait, ne devaient plus

être frappés d'un sort plus malheureux en descendant au rang de serfs, tandis que la seconde mesure devait faire passer ces derniers à l'état relativement plus digne d'envie de paysans de la Couronne.

On salua, comme la messagère d'une ère nouvelle en Russie, la loi qui devait fonder une classe de paysans libres (20 février — 4 mars 1803). Jusque-là, des serfs affranchis n'avaient pas pu acquérir personnellement des propriétés foncières dans les campagnes, parce que c'eût été contraire au régime tout à fait communiste qui régnait dans les communes rurales. Cet ukase, au contraire, permettait aux paysans de sortir de la commune et leur accordait le droit de posséder librement et d'aliéner des propriétés foncières, avec la seule restriction que les terrains ne devaient pas avoir moins de huit *dessatines*. Des voyageurs (1), qui plus tard ont parcouru le pays, ont trouvé cette nouvelle classe de laboureurs partout active, aisée, et bien plus que les autres paysans délivrée de leur saleté et de leur penchant pour la boisson. La loi semblait faire espérer que le czar ne méditait pas une simple abolition du servage et le seul droit pour les paysans d'aller s'établir où bon leur semblait, mais bien une émancipation complète qui dotât les serfs libérés en même temps d'une propriété foncière. Le grand mouvement de cette époque, ainsi que la disposition des esprits vivement excités et remplis de confiance, vint aider le czar qui, dans cette entreprise aussi, se trouvait encouragé de tous les côtés ; il y avait comme qui dirait une atmo-

(1) Cf. Blasius : *Reise im europ. Russland* (Voyage dans la Russie d'Europe), tome 1^{er}, p. 159.

sphère de libéralisme étendue sur ce vaste empire d'une antique barbarie. En dotant quelques serfs libérés de propriétés foncières, le comte Sergeï Romanzov avait donné la première impulsion au mouvement d'où sortit la loi du 20 février; lui-même, ainsi que d'autres grands propriétaires, suivit à son tour l'impulsion donnée par la loi, en faisant des sacrifices plus grands, sincères et spontanés qui entraînaient même ceux qui auraient voulu résister. L'ordre équestre de l'Esthonie s'était vu engagé déjà auparavant (1802) à soulager la condition des serfs; l'empereur confirma leur décision « en prévoyant avec ravissement l'avenir qui ferait le bonheur du pays », et en comblant de ses éloges la « noble confraternité », destinée à réunir deux classes jusqu'alors séparées de citoyens (1). Lorsque cet exemple fut imité aussi en Livonie, l'empereur loua tout ce qui se faisait dans cette province comme l'œuvre « d'un esprit philanthropique qui s'efforce de fonder la prospérité de tous sur le bonheur de chaque individu ».

A ces faits, datant des premières cinq années du gouvernement d'Alexandre, il faut ajouter les nombreux traits de son caractère bienveillant et les témoignages de son aménité qui étaient dans la bouche de tout le monde; le langage digne et plein de respect qui régnait dans ses ordonnances; la publication des lettres, pleines d'une sollicitude zélée, que le czar adressait aux gouverneurs des provinces, et, à côté de cela, la bienfaisance de sa pieuse mère qui n'avait pas moins de dix-huit institutions de charité et d'instruction (dont onze fondées

(1) Cf. Storch : *Russland unter Alexander I* (la Russie sous Alexandre I^{er}), tome II, p. 123.

par elle) sous sa surveillance immédiate. Si l'on pense à tout cela, on comprendra que non-seulement les poètes saluèrent son règne comme le commencement d'une nouvelle ère pour la Russie et pour la cause de l'humanité, mais encore que même des économistes politiques, froids et sans illusions, commencèrent, déjà à cette époque, à consacrer des monuments littéraires au gouvernement du czar, et que, dans son entourage le plus immédiat, un homme d'un caractère aussi austère et même misanthropique que celui de Klinger, pouvait l'idolâtrer en l'élevant jusqu'au ciel.

Contrastes.

Celui qui aurait pu pénétrer jusqu'au fond de l'âme d'Alexandre y eût vu certainement un grand amour des hommes, amour qui féconde tout autour de lui, qui donne de la force à la bonne volonté de ceux qui sont animés d'excellentes intentions, et qui les pousse à offrir spontanément de grands exemples à leurs concitoyens. Mais on aurait découvert aussi, déjà à cette époque, que, malgré cette grande qualité, Alexandre manquait entièrement de cette force de conséquence logique et de cette persévérance rigoureuse qui brisent l'obstination des gens malintentionnés et qui l'emportent sur l'inertie des indolents. On aurait découvert également que les fruits en apparence les plus sains de son libéralisme étaient rongés aussitôt, au cœur même, par l'action arbitraire de son autocratie, qui faisait que presque chacune des mesures prises par lui en faveur des progrès, en apparence même trop précipités, restait stérile et avortait bientôt. Partout il fallait qu'il y eût le frein à côté de l'éperon et le pouvoir souverain à côté de la liberté; on aurait dit que, dans ce monde de « façades »,

monde qui se trompe lui-même, les apparences et le nom de liberté devaient suffire; dès qu'on la mettait réellement en pratique, on s'effrayait et on avait recours aux principes qui lui sont les plus contraires. Parmi les beaux traits et les premiers commencements de l'action créatrice et réformatrice de l'empereur, il n'y a presque rien qui ne soit aussitôt défiguré, par des additions ou des conséquences qui en altèrent la nature, et qui ne prennent un caractère laid et despotique, ou bien qui ne se perdent inutilement dans la stérilité et dans le néant. Alexandre avait aboli le département de la police secrète, par un motif reposant sur un principe moral qui condamnait cette institution en elle-même; pourtant, un an plus tard, elle fut rétablie, après avoir subi quelques modifications. Le czar avait confirmé les règlements municipaux et nobiliaires de Catherine, mais on ne développa aucun des éléments bienfaisants de cette loi sur la noblesse, et quant à l'introduction du nouveau régime municipal, qui mettait toute commune urbaine russe, même la plus moderne, sur une même ligne avec les villes hanséatiques des provinces baltiques au sein desquelles régnait une organisation comme celle des corporations, ces villes protestaient contre de telles innovations qu'elles représentaient comme une cause de ruine.

Le nouvel ordre administratif avait dû donner une nouvelle garantie légale; mais bientôt les hommes qui avaient à s'occuper des affaires regrettaient d'avoir perdu les traditions de l'ancienne organisation, où la méthode routinière donnait plus de sécurité contre l'action arbitraire des fonctionnaires que les nouveaux bureaux des ministres, qui surent bien vite se soustraire à la surveillance du sénat. Lors de la nouvelle organisation de

ce dernier corps, on lui avait donné le droit de demander la modification de lois contradictoires et l'abrogation de celles dans l'exécution desquelles il se présenterait des difficultés. Mais aussitôt que le sénat eut *une seule fois* fait usage de cette autorisation, on restreignit immédiatement ce droit exclusivement aux lois publiées *avant* la nouvelle organisation. On avait entamé la grande œuvre de la réforme de la législation ; mais les travaux de la commission nommée *ad hoc* restèrent, pendant des années entières, complètement sans résultat ; en effet, il y avait à sa tête un homme qui savait à peine écrire son nom, tandis qu'on aurait eu pour ce poste un homme éminent dans le prince Alexandre Soltikov, le fils du précepteur de l'empereur ; mais celui-ci était d'une nature modeste et ne pouvait pas s'accorder avec tout ce règne des apparences pompeuses. Mais ce qui était bien plus important que tout ce que nous venons de dire, si l'on voulait jamais fonder le règne de la loi dans cet empire, ne fût-ce que dans le domaine du droit pur : il fallait que l'empereur commençât par renier et par effacer tout d'abord la maxime insensée d'après laquelle le czar est le seul juge inamovible et lui seul la dernière instance juridique contre laquelle il n'y a plus d'appel. En effet, sans cette démarche, la Russie, eût-elle les codes les plus clairs et, à leur suite, un droit scientifique et développé, avec un ordre de jurisconsultes savants, la Russie, disons-nous, ne pourra jamais arriver à posséder une classe de juges honorables, incorruptibles, indépendants et capables d'accorder réellement leur protection au droit, des garanties à la propriété et de la sécurité au crédit (1).

(1) Cf. *La Russie en 1844*. Paris, 1846. (Par Tourguenev.)

Toutes les réformes législatives d'Alexandre ne restèrent qu'une œuvre faite pour les apparences, sans cette démarche que le jeune czar, plus que tout autre, semblait être appelé à faire, pour laquelle il aurait dû être plus disposé que personne, mais que nul homme ne se serait décidé à entreprendre avec plus de difficultés que précisément Alexandre. Ses projets, relatifs aux écoles et à la propagation des lumières, n'avaient pas une plus grande portée. On couronna l'édifice de l'instruction publique en achevant ce qui en formait le faite éclatant, c'est-à-dire les universités et les académies ; mais on commença à peine de s'occuper de sa base indispensable, c'est-à-dire des écoles élémentaires et de l'instruction des basses classes du peuple, qui n'existaient que sur le papier. La faveur dont la langue russe commença à jouir et qui ne donna naissance à une littérature moscovite que sous le règne d'Alexandre, s'accrut, d'une manière extraordinaire, par suite de la grande guerre nationale de 1812. Mais on ne fit rien pour profiter de cette faveur des temps, afin de donner une grande impulsion à l'instruction des masses et afin de faire naître une littérature populaire et utile à toute la nation, bien que la langue russe s'y prête d'une manière admirable. Quoiqu'on en eût conçu l'idée, on ne prit cependant aucune mesure réellement efficace pour relever l'état du clergé, par lequel l'empereur aurait pu commencer à exercer sur le peuple une influence religieuse et à l'instruire en même temps. Ainsi, partout où l'on pénètre au fond même des réformes entreprises, et précisément là où, dans les affaires du droit et de l'instruction, de la liberté civile et de celle qui appartient à tous les hommes, il s'agit du principe réellement moteur, on rencontre, à

côté de toutes les impulsions données au progrès, aussi les obstacles qui enchaînaient toutes les réformes ; la plupart de ces entraves se trouvaient précisément dans les sentiments mêmes de l'empereur et dans sa manière de penser.

Il en fut ainsi même dans l'œuvre capitale qui semblait être d'une manière toute particulière la tâche favorite de la vie du czar, c'est-à-dire dans la question du servage. Lorsqu'un parti à la diète livonienne de 1803 se déclara prêt à exécuter aussitôt l'émancipation complète des serfs, l'empereur, disant que « ce n'était pas un sujet des délibérations de la diète », renvoya les députés à la loi du 20 février 1803 qui fixait, ajoutait-il, les conditions auxquelles les propriétaires fonciers étaient *individuellement* autorisés à accorder aux paysans leur liberté et des terres (1). C'était parler conformément au système et à l'essence même de l'autocratie russe que l'empereur suivait, même plus tard, dans cette affaire d'une manière rigoureuse ; il voulait qu'une œuvre d'une importance si grande et d'un effet aussi radical ne fût pas attribuée au mérite d'une corporation, mais qu'elle émanât, dans chaque cas particulier, de la grâce impériale. Quant à cette loi elle-même, si féconde en résultats immenses, à laquelle s'en référait le czar, on la rendit entièrement stérile et infructueuse, précisément par les conditions et les formes qui en augmentaient les difficultés et qui prescrivaient que, dans chaque cas isolé d'émancipation, la demande fût soumise à un rapport du maréchal de la noblesse, du gouverneur, du ministre et du sénat, pour être présentée ensuite à l'ap-

(1) Cf. Von Buddenbrock, dans Storeh, *loco cit.*, tome IV, p. 138.

probation finale de l'empereur. Ces formes étaient tellement contraires à la nature des choses qu'on soupçonna même les auteurs de cette loi de l'avoir conçue telle à dessein, pour qu'elle restât sans effet. Soupçon qui ne fut que trop fortifié par les interprétations ultérieures de cette loi, lorsque, par exemple, la question de savoir si l'on pouvait libérer les serfs par une disposition testamentaire fut résolue négativement par les tribunaux, et malheureusement par l'empereur lui-même, ce qui enleva à la loi une de ses applications les plus utiles.

Le gouvernement se détourne des réformes pour s'occuper, à partir de 1803, de la politique extérieure.

Si ces obstacles que rencontraient les réformes commencées, dans leur propre sein et dans leur nature même, étaient une preuve de la puissance silencieuse des préjugés de l'absolutisme et de la condition particulière d'un État peu civilisé d'une grandeur si immense, cette force paralysante devint plus grande encore, lorsque le gouvernement eut à tourner son activité vers les choses extérieures, qui finirent par interrompre complètement toute l'œuvre des réformes dans l'État. Les grandes complications, dans les affaires étrangères de cette époque (1805), ne permirent pas au chef d'un empire aussi puissant de s'occuper exclusivement des affaires intérieures. La tentation de jeter dans la balance tout le poids de son pouvoir, pendant la lutte gigantesque entre les grandes puissances de l'Europe, était trop forte pour une âme aussi facile à exciter et aussi accessible à ces idées brillantes et à la pensée de jouer un rôle éclatant que l'était celle de l'empereur, pour qu'il ne lui eût pas sacrifié son activité silencieuse et modeste dans l'intérieur de la Russie. Son propre penchant pour des changements continuels le

poussait à tourner son activité vers les affaires étrangères; il n'y fut pas moins déterminé par l'action qu'exerçaient sur lui les jeunes gens de son entourage, qui aiguillonnaient son ambition de souverain et qui le poussaient vers de grandes entreprises. Parmi ces derniers, le jeune prince Czartoryski, son ami de jeunesse, aurait, déjà à cette époque, voulu pousser le czar à faire du rétablissement de la Pologne le pivot de sa politique, en première ligne aux dépens de la Prusse que le conseiller polonais, comme tous ses compatriotes, haïssait amèrement; Czartoryski aurait voulu que le czar enlevât les grands-duchés de Varsovie et de Posen au roi de Prusse, son ami et voisin, si celui-ci n'accédait pas à la ligue contre la France.

Du reste, dans ces relations extérieures, le caractère d'Alexandre ne se montrait pas sous d'autres faces que dans les questions intérieures. De même qu'il n'avait pas été un réformateur persévérant, de même il ne se montrait pas guerrier constant ni allié fidèle. Avec une grande précipitation et plein de présomption, il commença la guerre de 1805; il la termina avec pusillanimité, dès que la bataille d'Austerlitz eut été perdue; il avait livré cette bataille contrairement aux conseils de ses généraux; aussitôt qu'il l'eut perdue, Alexandre était tout à coup paralysé, comme, plus tard, après l'issue de la bataille de Friedland. Il fut ensuite arraché à cette humiliation par les nouvelles relations entre lui et Napoléon, qui étaient le résultat d'une admiration mutuelle et qui produisirent des sentiments d'une bienveillance réciproque. Bientôt Alexandre dut à cette alliance nouvelle des acquisitions inespérées et d'une valeur inestimable, et il vit s'ouvrir devant lui la perspective d'un avenir bien

plus précieux : tout cela jeta Alexandre dans une espèce d'exaltation pleine d'enthousiasme qui ne lui permettait plus de juger ses propres forces et qui empêchait les affaires extérieures, aussi bien que celles de l'intérieur, de suivre une marche tranquille. Lorsque l'activité du czar avait été détournée vers les affaires étrangères d'un caractère si grandiose, la première ardeur, pleine de vivacité, avec laquelle il avait commencé ses réformes intérieures avait nécessairement dû se relâcher. Aussitôt que cette activité de l'empereur avait été interrompue, la vieille routine avait de nouveau fait sentir ses forces, et les partisans de l'ancien régime avaient eu le temps nécessaire pour se recueillir. En tout cas, cette interruption avait entièrement fait disparaître, dans la population, cette belle ardeur d'un enthousiasme philanthropique et national qui, jusqu'en 1805, s'était, sous tant de rapports, montrée disposée à travailler pour l'œuvre de la mission à l'intérieur.

Second lustre des réformes politiques d'Alexandre depuis 1808. —
Sperauski.

Au contraire, au moment actuel, lorsque, en 1808, l'empereur entra dans la seconde période de ses tentatives réformatrices, et qu'il méditait le projet bien lié d'une réorganisation complète de l'État, les défenseurs de l'ordre de choses établi, qui jusqu'alors avaient été fort tranquilles et qui ne semblaient comprendre qu'à ce moment-là tout ce que les projets du czar mettaient en péril, firent alors des représentations très-énergiques dans le sens contraire. Après les guerres de 1805 à 1807, Alexandre se vit obligé d'éloigner les anciens conseillers de son entourage, parmi lesquels Czartoryski, Novosilzov et Stroganov, enlevé par une mort prématurée, étaient

considérés comme ses amis personnels. Ils furent remplacés par des partisans de la France, que Napoléon imposait au czar ; ce furent, au ministère des affaires étrangères, le comte Nikolaï Romanzov, qui était méprisé comme un niais par les hommes d'État anglais et allemands ; à l'intérieur, Michaël Speranski, un parvenu, fils d'un pasteur, qui en 1808, employé à la chancellerie du comte Kotchoubeï, fut recommandé par ce dernier à l'empereur, et qui devint promptement le confident des pensées les plus intimes du czar. La tâche immense dont le chargea l'empereur, en lui ordonnant de rédiger le projet d'une organisation complètement nouvelle de l'administration, des tribunaux de l'empire et de la Constitution fut, sur tous les points, le pendant de ce qui, peu de temps auparavant, avait été commencé par Stein en Prusse. A partir de la fin de l'année 1808, Alexandre passait des soirées entières avec son ministre favori, en s'entretenant et en lisant avec lui ; ce fut de ces entretiens que sortirent les projets politiques bien liés entre eux de Speranski (1), projets que l'empereur se faisait présenter, qu'il lisait et auxquels il ajoutait des modifications et des additions. Si ces desseins avaient été exécutés, ils auraient modifié de fond en comble la Constitution de la Russie, et changé d'un seul coup cet empire en monarchie tempérée d'après les idées constitutionnelles de l'époque moderne.

Dans ces projets, on avait indiqué le servage comme la cause principale de tous les embarras de la Russie, de même qu'on avait mis en avant, comme la condition

(1) En extraits dans Tourguenev : *la Russie et les Russes*, tome III, p. 223 sq.

fondamentale de toute réforme, l'abolition de cette institution qui devait disparaître en deux périodes et à deux degrés. Speranski voyait bien la possibilité d'entreprendre quelques réformes d'une importance secondaire sans l'abolition préalable du servage; mais, disait-il, il fallait, une fois pour toutes, renoncer à toute pensée d'obtenir une justice et une administration bien réglées dans un pays où la grande masse du peuple n'a pas de propriété, et où même celle de la noblesse n'est qu'un droit toléré. Il fallait abandonner tout espoir de faire faire des progrès à la propagation des lumières dans le peuple, quand on avait à craindre que le premier résultat n'en fût que les esclaves vissent et sentissent leurs chaînes. De même aussi, on ne pouvait pas s'attendre à voir le bien-être s'accroître et l'industrie se développer, dans un État où l'absence de liberté personnelle étouffe toute activité et rend la volonté stérile. La noblesse devait perdre, outre le privilège de posséder des serfs, encore toutes ses autres prérogatives, y compris même le droit politique de former une première Chambre dans la représentation nationale.

En effet, dans les expressions les plus méprisantes, Speranski rejeta les divisions pompeuses en rangs et en classes du *tchine*, qui, par ces quatorze classes, distingue une nation officielle de fonctionnaires de l'État, de militaires et d'ecclésiastiques supérieurs, avec leurs privilèges nobiliaires, d'avec le reste de la masse du peuple tout à fait nulle; qui identifie, pour ainsi dire, la noblesse avec la classe des fonctionnaires publics, et qui, par cela même, a enlevé à l'ordre des gentilshommes toute force politique indépendante. Il n'y avait, en réalité, que deux classes de gens soumis en Russie : d'un

côté les serfs, et de l'autre la noblesse, qui, vis-à-vis de l'empereur, disposant de la vie et de la propriété de tous ses sujets, se trouvait dans la même position que les serfs à l'égard des gentilshommes leurs maîtres, position qui fait que l'une et l'autre classe sont intéressées également au maintien de l'autocratie, parce que c'est elle seule qui, aux yeux des nobles, assure la conservation du servage, et qu'en même temps les serfs croient que l'empereur seul les protège contre leurs maîtres.

A la place de cette division du peuple, Speranski ne voulait entendre parler que d'une aristocratie, d'après le modèle de la noblesse anglaise, à laquelle il voulait donner de grandes propriétés foncières, transmises en vertu du droit de primogéniture qui, en général, est étranger aux gentilshommes russes; vis-à-vis d'elle, il devait y avoir un peuple possédant tout ce qui n'appartenait pas à cette aristocratie. Ces deux classes de l'État devaient ensuite être représentées par deux assemblées politiques formant le pouvoir législatif; l'organisation puissante d'une administration communale, cantonale et provinciale indépendante devait former la base de ce nouveau pouvoir. Parmi ces projets, tels qu'ils avaient été rédigés sur le papier par Speranski, il y en eut plusieurs qu'il sut faire exécuter réellement. Il transforma (1809) la commission législative dont les travaux activés produisirent, dès lors, les bases d'un Code commercial, l'achèvement d'une partie du Code criminel et un Code civil complet que ses adversaires qualifiaient de mauvaise traduction du Code Napoléon. Une nouvelle organisation de l'administration supérieure remplaça (1810) l'ancienne, qui datait de 1802. On établit les ministères sur un nouveau pied et l'on forma un conseil d'État comme autorité centrale pour

toute la législation, pour l'administration supérieure et pour toute l'action gouvernementale.

Résistances.

Bien que l'empereur éprouvât un grand plaisir à caresser tous ces projets, il n'aurait jamais osé accomplir, dans toutes leurs parties, des révolutions aussi violentes dans l'État que celles que méditait Speranski. Elles auraient provoqué une réaction terrible, ne fût-ce que parce qu'on n'aurait trouvé nulle part les hommes capables de les mettre en œuvre avec intelligence et sagacité. Sentant cela, on n'accomplit les réformes provisoirement que par lambeaux. Ceci amena d'autres embarras; on commença par de pures formes et par des arrangements extérieurs qui n'avançaient rien; le peuple, qui ne pouvait pas embrasser les réformes dans leur ensemble, ne comprenait pas le but que le gouvernement voulait atteindre par les diverses mesures qu'il avait exécutées. Comme en Prusse, on considérait et on décriait, en Russie, toutes ces institutions comme de vaines expériences théoriques; le Code, le conseil d'État, les projets financiers du ministre réformateur, tout était, disait-on, le résultat d'une *francomanie* funeste. Le système financier de Speranski a été approuvé par tous ceux qui l'ont examiné plus tard, et même, au moment où il fut conçu, il avait été trouvé juste par tous les hommes sensés dont on avait demandé l'avis; mais lorsque arrivèrent les calamités de 1812, le ministre seul devait être responsable des grands événements qui bouleversaient le monde. On vit alors s'agiter en secret et publiquement les adversaires de toute réforme, tous ces hommes qui mettaient à profit les énormes abus dans l'État. C'était, avant tout, le vieux parti russe, connu sous ce nom, déjà depuis

cent ans, et réputé pour avoir toujours professé le principe de s'opposer en ennemi et par tous les moyens, bons ou mauvais, à toute civilisation européenne, et même à toute politique occidentale ; on savait que, une fois arrivé au pouvoir, ce parti s'adonnerait à l'oisiveté et à la paresse, et qu'il ramènerait l'État russe à son ancienne insignifiance et à ses anciens déchirements.

Nous ne voulons pas dire par là que ce parti aussi n'ait pas eu des motifs et des intentions fort légitimes en montrant cette résistance. Les meilleures raisons qu'il put donner ont été résumées, à cette époque, d'une manière sincère et pour attaquer ouvertement les réformes de Speranski, dans un Mémoire composé par Karamsine (1), cet homme honnête et animé des meilleures intentions qui, étant un des vieux Russes de la plus belle eau, représentait, dans son ouvrage historique bien connu, comme les véritables créateurs de la Russie, non pas Pierre et Catherine, mais bien un Ivan I^{er} et un Ivan II. Il rejetait inexorablement toutes les institutions d'instruction et les tentatives, faites pour propager les lumières et tendant à établir des idées françaises et allemandes dans un pays qui manquait encore de la base indispensable d'une instruction nationale, où il n'y avait pas encore d'orthographe russe, ni une bonne grammaire russe. Il désapprouva la codification des lois là où l'on trouvait à peine un seul ukase écrit en pure langue russe. Il repoussait tout le formalisme des autorités nouvellement instituées, puisque, disait-il, les plaies de la Russie n'étaient pas dans les formes, mais bien dans les hommes et dans l'état d'abandon moral où se trouvait

(1) *Ibidem*, tome I^{er}, p. 469, en extraits.

toute la nation. Il réprouvait la seule pensée d'une abolition du servage, tant que feraient défaut les premiers préparatifs les plus nécessaires, pour relever la moralité des plus basses classes du peuple. Il commentait la profonde immoralité des gouvernants et des gouvernés, par l'exemple que lui en fournissait l'existence du monopole des eaux-de-vie dans la Grande-Russie, monopole resté intact encore jusqu'à nos jours et défendu même par des économistes de la cour russe, tels que Tengoborski. En effet, disait Karamsine, ce monopole se trouve sur la première ligne des revenus de l'État, et il est exploité à des conditions telles qu'elles forcent les débitants à fausser les mesures ou bien à falsifier la boisson; de sorte que, sous le rapport sanitaire, ce monopole produit un effet tellement funeste, qu'on a estimé à un chiffre qui varie de trente à deux cent mille le nombre des victimes qui succombent, tous les ans, à l'abus des spiritueux en Russie! Mais la véritable plaie de tout le corps de la nation était, d'après Karamsine et d'après tous ceux qui connaissent réellement la condition de la Russie, la corruption des classes supérieures et de ceux qui gouvernent, c'est-à-dire le cumul des fonctions; l'absence de toute droiture et de toute honnêteté dans la justice et dans l'administration; la vénalité et la corruptibilité éhontées, le brigandage ouvert, tels qu'on les trouvait dans les autorités et les tribunaux, chez les présidents des gouvernements et chez les gouverneurs des provinces.

Ce sont là les vices radicaux et fortement enracinés qui ont tellement rongé le caractère du peuple que même les quelques traits d'une véracité hardie, de l'incorruptibilité, de la pratique austère de la vertu, qui surprennent si souvent chez les peuples musulmans, ne se rencontrent

que rarement en Russie, parce que toutes les institutions et toutes les mœurs de l'Église et de l'État favorisaient ces vices, tandis que rien en elles ne vient s'y opposer. En effet, la religion ne peut pas se servir de l'Église russe, engourdie dans des formes extérieures, pour propager des idées morales au sein du peuple. De même, le gouvernement suprême choisit les hommes qui doivent être ses instruments, non pas d'après leur moralité et leur intégrité sans tache, mais bien d'après leur docilité. Aucun instinct d'honneur et de dignité humaine ne flétrit, dans l'opinion publique, la conspiration générale contre la propriété de l'État. Aucun sentiment de droit ne vient réagir contre cette altération profonde des premières notions sociales, dans ce pays où il n'y a pas un droit ou principe de droit unique et irréfragable qui puisse habituer les hommes à l'idée de la justice, et où la législation positive elle-même favorise la confusion dans les idées du droit, puisqu'elle punit, au même degré, celui qui corrompt et celui qui s'est laissé corrompre, et qu'elle frappe celui qui accuse sans preuves des mêmes peines que celui qui est accusé.

C'était contre ce vice radical qu'était venue échouer encore chaque fois la toute-puissance des autocrates russes, tandis que c'eût été là précisément qu'elle aurait dû commencer à montrer tout son pouvoir, si elle avait voulu doter l'empire des bienfaits dont l'absolutisme de l'Occident a fait jouir les peuples. Cet absolutisme de l'Occident n'avait pu prodiguer ses bienfaits qu'en s'appuyant sur le concours d'une classe dans l'État, pour se défendre des influences, des préjugés et des abus nuisibles des autres classes. Mais, en Russie, le despotisme oriental a fondé son pouvoir absolu précisément sur

l'oblitération de la différence entre les classes, et sur l'anéantissement des forces que possédaient les corporations dans l'État, et c'est justement par là qu'il s'est enlevé tout pouvoir d'agir fortement sur le développement intérieur de l'empire. C'est pourquoi les souverains russes les plus différents se sont opposés à ces abus de la même manière infructueuse, bien qu'avec les procédés les plus divers. Pierre I^{er} chercha à les réprimer avec une dureté barbare et Nicolas avec une sévérité vigilante; mais ils ne les forcèrent ainsi qu'à se cacher davantage. Catherine, avec son génie frivole, leur permit de s'étaler dans toute leur nudité. Les nobles aspirations d'Alexandre les rejetaient au commencement, pendant quelque temps, dans l'ombre; mais bientôt les mêmes abus se montraient de nouveau au grand jour et avec d'autant plus de hardiesse que le règne de ce souverain approchait davantage de sa fin. Depuis 1815, on eut à faire des enquêtes criminelles contre les gouverneurs, tantôt dans une province, tantôt dans une autre; peu de temps avant la fin du règne d'Alexandre, le général Miloradovitch accusa la vénalité éhontée de l'autorité suprême de l'empire, du sénat, qui, en vingt-quatre heures, avait donné trois décisions différentes au sujet de procès de la même nature! Alexandre avait une idée si nette du système de pillage pratiqué par ses subordonnés qu'il disait, un jour, qu'ils lui voleraient même ses vaisseaux de guerre, s'ils savaient seulement où les mettre. En effet, sous son successeur, on a vu (1826) vendre en plein jour, au bazar de Kronstadt, une foule d'objets provenant de l'arsenal, sans qu'on fût parvenu à découvrir les coupables, dans une enquête qui finit par la destruction du bazar, auquel on mit le feu, événement que le journal

officiel de Saint-Pétersbourg ne put pas même mentionner (1).

Or, c'était à cette terrible corruption que Karamsine et ceux qui partageaient ses sentiments voulaient s'opposer, non pas avec des formes, mais avec les moyens pratiques de Pierre I^{er}, avec un règne de terreur, en choisissant des gouverneurs allant, sans égards pour personne, au fond même des choses, et chargés de détruire avec une main de fer le système de vol et de vénalité, tel qu'il était pratiqué dans les provinces. Mais ce système, employé auparavant et plus tard, n'a pas non plus produit les résultats qu'on voulait obtenir ; au contraire, il a favorisé, par cette espèce nouvelle de pression tatare, cette servilité et cet esprit d'imposture que Karamsine lui-même reconnaissait dans le caractère national des Russes, et qu'il faisait remonter au temps de l'oppression tatare. Alexandre et son fidèle Speranski croyaient, au contraire, ne pouvoir nettoyer cette étable d'Augias, cette corruption publique, qu'en y dirigeant le courant tout entier de la civilisation et de la liberté. C'est pourquoi ils voulaient organiser les écoles et relever les ecclésiastiques en les chargeant de la mission d'instruire le peuple ; ils voulaient donner libre carrière au mérite, soumettre les fonctionnaires à des examens rigoureux et améliorer leur position extérieure ; ils compaient réformer la législation, réorganiser les tribunaux et introduire dans le pays le contrôle de la presse ainsi que celui des délibérations des états. Mais voilà justement le triste cercle dans lequel se meuvent ces grandes questions en Russie : pour une révolution aussi

(1) Cl. Schnitzler, *loco cit.*, tome II, p. 180.

profonde, le peuple, dans toutes ses couches, n'est préparé ni moralement, ni intellectuellement, ni politiquement; manque de civilisation qui, à son tour, n'a d'autre remède qu'une révolution aussi profonde et aussi radicale dans l'État que celle que méditait Speranski.

Quand on examine sans prévention les contrastes qui éclatent dans les conseils donnés par Karamsine, d'un côté, et par Speranski, de l'autre, on peut facilement se représenter la perplexité désespérante qui devait s'emparer d'Alexandre, et qui aurait pu décourager même un esprit bien plus énergique que celui du czar, quand même il aurait été animé d'intentions encore bien meilleures. Comme Alexandre était faible et facile à intimider, il s'arrêta devant le mal sans agir et sans savoir que faire, aussitôt qu'il en comprit toute la profondeur immense; il en pénétrait toute l'étendue, il le maudissait et il aurait voulu le détruire; mais, en définitive, il osa à peine y toucher et le légua à son successeur sans l'avoir diminué en quoi que ce fût. Malheureusement, celui qui le conseillait, à cette époque, n'était pas mieux trempé que le souverain lui-même. Aussitôt que tous les deux se furent convaincus de la résistance que leur opposaient les hautes classes de la société, ils ne s'accordèrent que trop promptement à reconnaître que ceux qui dirigeaient les affaires n'étaient pas encore assez frappés des maux actuels et de la nécessité des réformes, et qu'il fallait attendre le moment où cette conviction se ferait sentir avec plus de force! Speranski avait eu l'imprudence d'exprimer cette pensée aussi devant d'autres personnes; on lui en fit un crime. Dans son *Mémoire*, Karamsine avait indiqué, comme le résultat des innovations impériales, le mécontentement général qui régnait dans le

pays. Les courtisans, tels que Armfeld et Belachev, s'appuyant sur de telles opinions, accusaient alors Speranski d'avoir, à dessein, conçu ses ordonnances de manière à répandre la confusion dans le pays, afin de faire naître ainsi le mécontentement du peuple qui devait convaincre ses adversaires, avec d'autant plus de force, de la nécessité impérieuse des réformes. On lui reprochait, ce qui était devenu dangereux depuis que la Russie était menacée de la guerre de 1812, de montrer trop de zèle pour la propagation des idées françaises ; on l'accusait même d'entretenir des intelligences avec la France, quand il avait simplement l'habitude de correspondre avec des jurisconsultes de Paris ; on blâmait ses relations avec des Martinistes et des Illuminés, relations qu'il entretenait au su de l'empereur, suivant sa volonté expresse et pour le czar lui-même.

A ces accusations générales vinrent s'ajouter des médisances et des bavardages individuels tels que ceux de l'aventurier Rosenkampf, que le comte Armfeld exploita plus tard pour son propre compte, et que Speranski, connaissant les hommes aussi peu que Hardenberg, avait rapproché de lui avec d'autres gens de la même trempe, tels que Fessler. Peu de temps avant les grands événements de 1812, Speranski fut banni de la capitale et ne retrouva la faveur d'Alexandre et une position officielle qu'à partir de 1816 ; mais jamais on ne lui permit d'exercer une influence considérable quelconque, bien que plus tard, sous Nicolas, il montrât encore qu'il appartenait au petit nombre des fonctionnaires capables. Dans son exil à Perm, il pria instamment le czar (janvier 1813) de rétablir sa réputation dans l'opinion publique, au sujet de ses relations avec des Français et des

sectaires dont l'empereur, disait-il, possédait seul le secret; mais Alexandre maintint l'exil et laissa Speranski dans « l'oubli » que ce dernier avait également demandé. Ce fut ainsi que, par une chute bien plus rapide que celle de Hardenberg lorsque le roi de Prusse le laissa tomber, l'empereur Alexandre permit que le réformateur de son empire succombât sous la misérable attaque des adversaires les plus pitoyables. De même que dans le domaine de la nature, en Russie, la lumière et les ténèbres, les forêts et les steppes, tout, en un mot, apparaît en masses énormes, de même aussi, dans celui de l'intelligence, la société, qui est encore à l'état de nature, est habituée à vivre et à sentir en grandes masses; elle reste indomptable et ne pourrait être ébranlée que par la variété la plus grande dans une existence plus heureuse et plus libre. Dans un tel pays, toute réforme et toute action réformatrice devraient être établies, dès le principe même, de manière à pouvoir durer et à produire leur effet pendant des siècles; mais c'est précisément cette immensité des différentes tâches qui, si l'on excepte Pierre I^{er}, a jusque maintenant fait reculer tous les souverains russes, au milieu même de la route des réformes. Surtout Alexandre, ce prince si mobile, devait se laisser détourner de cette voie par le poids des abus, par la force accablante des circonstances et par le refus que lui opposaient les hommes, bien longtemps avant qu'il fût arrivé à mi-chemin. Avec une véritable légèreté, il saisissait des prétextes frivoles pour abandonner la grande œuvre qu'il venait de commencer; ingrat et insensible, comme Ferdinand d'Espagne avait l'habitude de l'être envers ses serviteurs, Alexandre, qu'on vantait d'avoir si bon cœur, livra à une chute hon-

teuse son favori et son confident qu'il avait élevé si haut.

Le gouvernement se détourne de nouveau des réformes et s'occupe, depuis 1812, des affaires étrangères. Dispositions religieuses d'Alexandre.

Il a été dit souvent que le conflit dans lequel les conceptions idéales d'Alexandre se heurtaient contre la dure réalité avait bientôt assombri son âme ; que son esprit naturellement droit avait ainsi perdu l'équilibre, et que le czar avait été, de cette manière, rendu plus tard accessible aux influences les plus funestes de la charlatanerie. C'est ce qui se montra bientôt au grand jour après les événements que nous venons d'indiquer, lorsque l'empereur, se laissant détourner, pour la seconde fois, de son action à l'intérieur vers les affaires extérieures, fut impliqué dans les grandes guerres de 1812 à 1815. La terrible tension d'esprit que produisit en lui l'invasion française, les efforts qu'il eut à faire et la persévérance qu'il eut à déployer contre sa nature et au delà de ses forces, furent la cause du changement soudain qui s'opéra en lui sous le rapport physique et moral. Pendant les jours qui suivirent l'incendie de Moscou, ses cheveux commencèrent à blanchir, et le czar vieillit, depuis ce temps, avec une grande rapidité. Il attribua lui-même à cet incendie la lumière qui s'était faite dans son âme (1). A partir de cette époque, disait-il, le vide en matière de religion, laissé en lui par l'éducation française dans sa jeunesse, avait été comblé ; dans les succès de la guerre, il avait reconnu le Dieu révélé par la Bible, et la délivrance de l'Europe, ajoutait-il, était devenue en même temps sa

(1) Dans une conversation avec Eylert. Cf. Eylert : *Charakterzüge* (Traits caractéristiques), tome II, p. 246-248.

propre rédemption. Pendant qu'il lisait la Bible, il se sentait frappé comme par des épées à deux tranchants ; il chercha et trouva, dès lors, mille rapports entre le saint livre et entre sa vie et ses propres destinées ; dans les chapitres obscurs du prophète Daniel, il trouva, à cette époque, la première pensée éloignée de sa Sainte-Alliance. Le pieux amiral Schischkov, qui, dans ces années-là, rédigea les proclamations patriarcales, adressées au peuple russe et écrites « dans le style de saint Louis », composa pour l'empereur toute une relation des événements de la guerre à l'aide de passages pris dans la Bible, pendant la lecture desquels le czar et l'amiral pleuraient avec des cœurs pleins de recueillement (1). Afin de procurer à tout son peuple les consolations qu'il avait trouvées lui-même dans le saint livre, Alexandre fonda, au milieu même du tumulte de la guerre, la Société biblique de Saint-Petersbourg (2), et il fit du prince Galitzine, qui avait contribué à le convertir, le président du comité principal dont von Vietinghoff (le frère de madame von Krüdener), Alexandre Tourguenev et Popov étaient des membres zélés. Cette institution, qui répandit bientôt environ trois cents comités auxiliaires dans toute la Russie, fut favorisée par tous les évêques, même par les métropolitains de l'Eglise catholique romaine, ainsi que par ceux de la confession grecque unie, et elle trouva un appui dans toutes les sectes et dans toutes les confessions avec toutes leurs ramifications. A partir de cette époque, celles des personnes, dans l'entourage de l'empe-

(1) Cf. Schischkov : *Memoiren*. Trad. allemande par C. Goldhammer, 1832, p. 57.

(2) Ukase du 2/14 janvier 1813.

reur, qui étaient dans les mêmes dispositions d'esprit ne trouvaient pas seulement qu'une sensibilité plus touchante et plus charmante se répandait sur toute sa nature, mais encore elles observaient en lui les signes d'une âme troublée, quand, par exemple, dominé par des idées relatives à la prédestination, l'empereur se tourmentait avec la pensée que sa présence causait des malheurs partout où il se montrait. Si, à cette époque, il y avait eu un grand revirement dans sa fortune, la nature irritable du czar n'aurait pas pu le supporter : elle en aurait été brisée soudain et d'une manière complète.

Mais les alternatives dans les succès militaires des années 1812 à 1814 exercèrent une influence heureuse sur Alexandre et contribuèrent à le maintenir, pendant cette époque, dans un certain équilibre entre l'humilité et le sentiment de sa propre valeur. Lorsque, au commencement de ses victoires, dans une fête à Vilna, on déposa, pour le recevoir, des drapeaux ennemis à ses pieds (1), le czar recula plein de modestie ; comme, dans Eschyle, le vainqueur de Troie, à son retour, refuse de marcher sur les tapis de pourpre étalés devant lui. De même, à la fin de la guerre, le czar déclina toute réception solennelle, comme il refusa le monument et le surnom de Béné que le Sénat lui avait offerts ; il se souvint des exhortations du roi de Prusse, qui lui avait rappelé un vœu fait autrefois après les désastres de Bautzen et de Lützen, et par lequel les deux monarques avaient promis de rendre à Dieu seul gloire après leurs victoires (2). Quelque valeur qu'on at-

(1) Cf. Madame de Choiseul-Gouffier : *Mémoires sur l'empereur Alexandre*, p. 155.

(2) Cf. Eylert, *loco cit.*

tache à tous les motifs que la prudence et l'intérêt pouvaient suggérer au czar pour l'engager à la modération, l'histoire aura rarement à citer un autre exemple tel que celui que donna l'empereur de Russie lorsque, dans les premiers temps qui suivirent ses victoires si grandes de 1814, il fit preuve d'une modération si éclatante envers la France. Les impressions les plus contraires, laissées par les victoires et les défaites des deux années de 1812 à 1814, avaient déjà partagé et ébranlé la nature si sensible du czar. Ces alternatives morales se continuèrent, plus tard, à un plus haut degré encore, lorsque, à Paris, à Londres, à Saint-Petersbourg et à Vienne, Alexandre fut célébré d'abord comme le pacificateur du monde; qu'il fut élevé au-dessus des hommes les plus grands dont parle l'histoire, et qu'il fut étourdi par l'encens de l'admiration qu'on lui offrait sous les formes les plus raffinées, et lorsque ensuite, non sans qu'il y eût de sa faute, toute la splendeur qu'on venait d'obtenir semblait être, encore une fois, exposée par suite du retour de Napoléon de l'île d'Elbe. A ce moment, l'empereur fut de nouveau plongé dans son exaltation religieuse, qui devint plus grande que jamais.

Ce fut dans cette situation des choses qu'Alexandre tomba entre les mains de madame von Krüdener et de ses pieux amis, tels que Stilling, Bergasse, madame de Lezay-Marnésia et autres. A aucune autre époque et dans aucune autre disposition d'esprit, l'empereur ne serait devenu aussi facilement la proie de cette coterie importune dont la conductrice était, moins que qui que ce fût, propre à faire une impression durable sur la nature si élastique du czar. Madame von Krüdener (1) avait, dès sa jeunesse,

(1) Cf. Ch. Eynard : *Vie de madame de Krüdner*, 1829, 2 volumes.

mené une vie de dissipation, au milieu des vanités du grand monde, dans les bals et dans les théâtres d'amateurs. Une fois habituée aux excitants intellectuels et sensuels, et en ayant toujours besoin, sa soif d'émotions lui avait de bonne heure fait franchir les préjugés de la bienséance, comme elle l'avait poussée à se débarrasser de tout scrupule en morale. Lorsque ensuite les charmes de sa jeunesse n'attachaient plus personne, son désir de plaire avait recours à des moyens plus forcés, tels que costumes fantastiques, danses du châte et la gloire littéraire. Mais quand parut sa *Valérie* (1804), les artifices les plus grossiers de la vanité, par lesquels l'auteur cherchait à fausser le jugement du public et à mettre à la mode le costume de son héroïne, comme celui de Werther, n'avaient pas réussi à attirer de grands applaudissements à ce roman. Nullement satisfaite de la gloire qu'elle avait recueillie dans le domaine intellectuel, elle avait passé aux choses spirituelles; dans sa quarante et unième année (1805), elle avait eu, dans sa ville natale de Riga, sa journée de Damas, et elle apprit dès lors à électriser, par de nouveaux moyens, son imagination blasée, sur un terrain où l'on peut briller même avec un esprit pauvre, et où, avec de l'humilité, il est possible de satisfaire même la vanité.

En effet, dans ce besoin pieux et irrésistible de convertir les hommes et de leur faire du bien, elle ne recherchait pas l'action secrète et cachée qui sied à la femme, oubliant que l'apôtre « ne permettait pas à la femme d'enseigner, mais qu'elle doit écouter l'instruction avec silence ». Elle aimait à chercher sa place dans le voisinage des sommités princières, tantôt à Koenigsberg, auprès de la reine Louise (1806), tantôt à Karlsruhe, auprès de

l'impératrice Élisabeth (1814). Ce fut de là que, par l'intermédiaire de mademoiselle Roxandra de Stourdza, une autre illuminée, les lettres de madame von Krüdener furent, pour la première fois, communiquées à l'empereur Alexandre, à Vienne, auquel elle prétendait avoir à dire « des choses immenses ». Dans ces lettres, il y avait des passages de l'Apocalypse qu'elle interprétait, plus tard, comme une prédiction du retour de Napoléon, et qui jetaient Alexandre, du tourbillon du monde et des plaisirs sensuels auxquels il ne renonçait nulle part pour l'amour de sa piété, dans des angoisses mentales et dans les inquiétudes. Pendant qu'il était en proie à cette contrition, le czar fut surpris, à Heilbronn, par madame von Krüdener en personne, qui entretenait ensuite des relations plus prolongées avec lui à Heidelberg (du 9 au 24 juin 1815), où le czar avait choisi pour domicile la maison de Pickford, à cause de la croix qui se trouvait dans le jardin de cette habitation ; ce commerce se continua plus tard encore, à Paris. La fin heureuse et prompte de la guerre de 1815, à laquelle on ne s'était pas attendu, donna à madame von Krüdener beau jeu auprès de l'empereur ; il voyait dans cet événement un nouveau miracle ; il aimait, dès lors, à se considérer comme l'instrument choisi par Dieu pour donner au monde le bonheur et la paix.

La pieuse admiration dont le czar était l'objet commença à flatter sa vanité et à la stimuler davantage ; il avait éprouvé du plaisir à s'entendre nommer un dictateur *messianique*, et à être appelé ange et « l'ange des anges », non-seulement par sa femme, mais encore par des soldats et des hommes d'État, tels que Koutousov et Novosilzov. Madame von Krüdener mit parfaitement bien à profit cette

disposition de son esprit ; elle aussi le célébrait comme le seul homme de son époque et de l'avenir ; comme celui qui avait détrôné la révolution ; comme « l'ange blanc de la paix », par opposition au démon noir de la guerre, et comme « l'élu du Seigneur », destiné à fonder, au Nord, la nouvelle Jérusalem, où il n'y aurait qu'un seul berger et un seul troupeau. Le fruit de ces dispositions était la proposition et la conclusion de la Sainte-Alliance, dont madame von Krüdener s'attribua la première pensée (1). Nous avons vu cependant que cette idée, sous ses rapports essentiels, était née dans l'esprit de l'empereur lui-même, bien que, en s'entretenant avec Eylert, il en eût attribué l'honneur au roi de Prusse. Déjà, vers la fin de 1814, dans une Note relative à la question saxo-polonaise (2), Alexandre avait fait exprimer des considérations qui annonçaient complètement le traité postérieur du mois de septembre, et qui semblaient au prince Talleyrand sortir, pour ainsi dire, d'une loge maçonnique.

Mais madame von Krüdener a incontestablement favorisé la nouvelle ambition de l'empereur qui le poussait à devenir le fondateur d'une nouvelle politique chrétienne. Le succès de sa prophétie au sujet du retour de Napoléon l'avait enhardi ; elle comptait sur son illumination et elle croyait, dès lors, non-seulement pouvoir prédire ses destinées à l'Europe, mais encore devoir lui ouvrir la voie de son développement religieux. En effet, de même qu'elle croyait avoir suggéré la pensée de la Sainte-Alliance, de même elle comptait, de sa propre

(1) Dans une conversation avec Krug que ce dernier fit imprimer. Leipzig, 1818, p. 9.

(2) Du 31 décembre. Cf. Klüber : *Akten*. Cahier 25.

autorité, jouer aussitôt le rôle qu'elle s'y attribuait, en se consacrant à cette sainte mission dont nous avons parlé plus haut et qu'elle déclarait être le fruit de l'alliance sacrée (1). Lorsque, plus tard, elle étendit cette mission aussi à la politique et qu'elle recommanda à l'empereur, entre autres choses, la délivrance des Grecs dans le soulèvement desquels elle voyait un autre accomplissement de ses rêves ; lorsqu'elle retourna en Livonie et qu'elle se rendit de là à Saint-Pétersbourg, Alexandre, à son tour, dut lui écrire et la prêcher, ce qui la refroidit et l'obligea à rentrer dans son pays. Mais il n'avait pas fallu tout cela, ni tout ce temps, pour détourner Alexandre de madame von Krüdener et de ses propres tendances religieuses si exagérées. La Sainte-Alliance et la disposition d'esprit d'où elle était sortie n'avaient été, elles aussi, qu'un accès passager sans signification durable ; comme toutes ses œuvres qui lui étaient les plus chères, elles aussi n'avaient été que le fruit d'une émotion fugitive.

Le sentiment de sa valeur personnelle s'accroît davantage dans l'âme
du czar.

L'époque de la victoire définitive en 1815 porta l'empereur au faite le plus élevé de la puissance et de la gloire ; en même temps, elle éleva son caractère et sa manière d'être à ce point où la double face de sa nature allait se déployer dans toute sa force. Si les événements des années 1812 à 1815 avaient eu une issue funeste, le côté du caractère du czar, qui le poussait au renonce-

(1) Cf. Brescius et Spiecker : *Beiträge zu einer Charakteristik der Frau von Krüdener* (Documents servant à caractériser madame von Krüdener). Berlin, 1818.

ment, se serait développé, comme nous l'avons dit plus haut, jusqu'à l'excès et l'aurait accablé jusqu'à lui faire prendre des résolutions inspirées par la pusillanimité la plus profonde; l'empereur aurait été brisé à jamais moralement et peut-être aussi physiquement. Mais, comme le résultat de la lutte était un succès grand et prompt, tel qu'on n'avait pu espérer l'obtenir, le sentiment de sa propre valeur s'éleva, dans cet homme si peu ferme, jusqu'à la présomption la plus arrogante qui formait le contraste le plus absolu avec l'humilité dont il avait fait preuve jusqu'alors. Même ceux qui adoraient le czar de la manière la plus servile trouvaient fort extraordinaires le changement subit qui s'était opéré en lui et la différence entre sa conduite actuelle et le maintien plein de modestie qu'il avait montré en 1812. Tout son caractère devenait extrêmement enjoué et gai et montrait sa satisfaction intérieure; la manière dont il traitait les hommes en société devenait tout autre; dans les affaires politiques, les ambassadeurs remarquaient que sa confiance en lui-même augmentait et qu'il agissait de plus en plus d'après ses seules inspirations. Au milieu même de ses actes chrétiens, on observait ce changement. Quelque vrai qu'il pût être que la première idée de la Sainte-Alliance eût eu sa source dans une abnégation pieuse, cependant les formes prétentieuses avec lesquelles on la fit paraître et proclamer, et la manière dont l'empereur commença sa nouvelle mission chrétienne et politique, provenaient déjà entièrement d'un sentiment plus intense que le czar avait de sa propre valeur. Tout ce qui fut fait immédiatement après et plus tard, pour mettre cette alliance en pratique sous le rapport politique ou pour en interpréter le côté religieux avait, d'une

manière bien plus évidente encore, sa source dans ces mêmes sentiments de l'empereur.

C'était presque une présomption impie qui perceait dans une interprétation de ce genre, donnée par un article du *Conservateur de Saint-Petersbourg* (du 17 mars 1817), article qui a dû être inspiré directement par l'empereur, s'il n'a pas été écrit par le czar lui-même. On y disait que la Sainte-Alliance avait eu le mérite d'avoir donné de nouveau à la religion chrétienne ce grand ressort de l'action humaine qui, depuis deux siècles, n'avait exercé son influence que sur la vie de famille, *l'autorisation* de pénétrer la vie des peuples ; cette alliance formait ainsi un contraste frappant avec la France révolutionnaire où le christianisme avait été renié par toute la nation ; « une nouvelle ère, ajoutait-on, avait dès lors commencé, ère qui donnait une sublime satisfaction à la Providence divine ! » Abstraction faite de cette présomption spirituelle, ceux qui jugeaient froidement cette œuvre voyaient une source des plus grands dangers, surtout dans l'orgueil profond et démesuré qui y éclatait partout sous le rapport, séculier et politique, et qu'ils voyaient former la base de ce pieux traité de septembre ! Par ses succès militaires, l'empereur de Russie avait donné à son peuple une influence, un nom et un pouvoir tout nouveaux ; les événements avaient placé le czar au faite de son époque et à la place du César français dont Alexandre avait fini par amener la chute ; la domination du monde, qu'il avait d'abord partagée avec Napoléon, échut au czar seul, après que l'empereur des Français avait été renversé. Dès les premiers moments où ces succès étaient assurés, on voyait les agents d'Alexandre s'appliquer, sans réserve et sans égards

pour personne, à faire valoir cette domination dans toutes les parties de l'Europe ; bientôt ils montraient avec beaucoup d'éclat, en Italie, à qui voulait les voir, les lettres des familiers du czar dans lesquelles il était dit que l'empereur restait fidèle à la pensée d'imprimer son nom à son siècle, comme Louis XIV avait donné son nom à son époque !

Les plus sagaces parmi les hommes d'État anglais considéraient donc le traité de la Sainte-Alliance, dès le premier moment de son existence, comme une tentative ambitieuse faite pour concentrer, dans une politique d'alliance générale, l'influence russe éparpillée dans les différentes cours. Laharpe lui-même convenait que, dans cet acte pieux, la prudence qui sait calculer avait été pour quelque chose (prudence qu'il n'appelait que modération dans cet aveu), en ce que, par cette alliance, par laquelle l'empereur semblait mettre dans les chaînes de la paix toute sa puissance militaire, ce prince avait voulu tranquilliser le monde, au sujet de l'immense influence et à l'égard de la puissance que les conjonctures avaient placées entre ses mains. Ces opinions sur la signification du traité de la Sainte-Alliance sont de simples suppositions de commentateurs étrangers. Mais si l'on passe de ces derniers aux faits eux-mêmes qui se présentèrent dans les premières années de la Restauration, on voit que ces suppositions sont justifiées par tous les détails de l'activité du czar, par ses tendances et ses entreprises principales dont l'ensemble ramène toujours vers ce sentiment exagéré de sa valeur personnelle et vers cette conscience orgueilleuse qu'il avait de sa nouvelle position si puissante. On trouve, parmi ces faits, les empiétements par lesquels Alexandre essaya d'in-

fluencer la politique européenne; les bases militaires qu'il chercha à donner à ses prétentions ambitieuses; la reprise de ses grands projets de réformes à l'intérieur, d'abord dans les provinces annexées à la Russie, c'est-à-dire l'abolition du servage dans les provinces allemandes de la mer Baltique et l'introduction d'une Constitution en Pologne.

Si, autrefois, dans l'activité du czar à l'intérieur et à l'extérieur, les deux tendances de son caractère avaient plutôt alterné l'une avec l'autre, Alexandre semblait sentir, dès lors, qu'il était de taille à se consacrer, en même temps, à l'une et à l'autre. Mais si, comme nous l'avons vu plus haut, ces deux tâches avaient été au-dessus de ses forces, quand elles étaient séparées, combien plus ne devaient-elles pas l'être, alors qu'elles étaient réunies! Cette entreprise épuisa les dernières forces de l'empereur. Les choses éloignées lui firent perdre ce qui était près de lui, de même que les affaires voisines lui enlevèrent les fruits de sa politique au dehors. Cette langueur produisit un revirement qui rendit inoffensifs les projets les plus dangereux que méditait le czar au sujet de l'extérieur et qui, en même temps, renversa les desseins les plus utiles de sa politique intérieure; après être entré dans ces différentes directions, on abandonnait ou on changeait ce qu'on s'était proposé, on manquait le but ou l'on renonçait aux intentions qu'on avait voulu réaliser. Alexandre quitta la vie, sans avoir accompli jusqu'au bout un seul de ses projets dont il avait conçu la pensée ou qu'il avait effectivement commencés.

Empiétements de la Russie sur la politique européenne.

En ce qui concernait les affaires extérieures, l'empereur de Russie semblait vouloir profiter de l'affaissement

de l'époque d'alors, afin de donner à la Russie la prépondérance incontestable en Europe qu'avait possédée la France auparavant, lorsque Napoléon avait mis à profit la décrépitude des dynasties et des États européens, pour obtenir ce résultat. Napoléon lui-même disait, à Sainte-Hélène, qu'Alexandre était son véritable héritier.

Du moins le czar, avec sa forte position en Pologne et ayant devant lui les princes allemands, ses parents, et les États divisés de l'Allemagne, se faisait fort d'arriver toujours de Varsovie à Calais, dans un délai calculé d'avance, et d'exercer les fonctions d'arbitre en Europe. Ni le caractère, ni l'époque d'Alexandre n'étaient faits pour suivre ces voies violentes du guerrier. Mais dès les premiers moments où la fortune s'était décidée pour lui, les efforts méthodiques de l'empereur et de ses serviteurs tendaient à faire jouer à la Russie le rôle de protectrice de l'Europe; à tendre, par les voies pacifiques de la diplomatie, un immense réseau continu de son action depuis l'Orient le plus reculé jusqu'à l'Occident le plus éloigné, et à remplacer, par son influence, non-seulement celle qui avait été exercée autrefois par la France, mais encore celle dont l'Angleterre et l'Autriche jouissaient à cette époque-là. La manière dont Tatistchev agissait à Madrid; les relations qu'il y entretenait avec un Sicilien, le prince de Canosa; de plus, le rôle que jouait, à cette même époque, Mocenigo à Palerme (Cf. tome III, p. 121), et puis ce qui se faisait dans les Pays-Bas, pour détourner la cour de ce pays de l'Angleterre et pour l'attirer vers la Russie: tout cela avait, déjà en automne 1814, dévoilé aux hommes d'État anglais l'intention du czar de consolider la prépondérance russe d'une manière toute particulière,

précisément dans ce pays où l'Angleterre, par ses secours et par son appui, semblait s'être assuré une influence naturelle et légitime. Cette politique de son allié arracha, déjà à cette époque, au ministre anglais des exclamations empreintes d'une indignation profonde, quand il parlait de la nécessité de ne plus appuyer « le crédit du prince kalmouk » qui permettait à ce dernier de renverser toute l'Europe. C'est pourquoi, déjà à l'occasion du différend saxo-polonais, l'Angleterre avait commencé, à Vienne, à indiquer quelle serait l'attitude qu'elle comptait prendre, en cas de besoin, vis-à-vis de la Russie, comme autrefois elle l'avait prise à l'égard de la France.

Cette situation tendue n'amena pas, à cette époque, la discorde ; mais le rôle joué par Alexandre dans cette affaire explique parfaitement bien pourquoi, dès l'année suivante, l'invitation qu'il adressa aux puissances pour les engager à accéder à la Sainte-Alliance fit naître une défiance profonde et presque universelle. Seulement, en Prusse et en Allemagne, où l'on ne connaît ni les hommes ni les choses, les belles paroles firent taire tout soupçon ; quand Alexandre demandait expressément qu'on ne fit pas d'ouvertures relativement à ce projet à Wilhelm von Humboldt, c'était parce que la pudeur du czar redoutait la froide raison de cet homme d'État, mais non pas ses soupçons politiques. Metternich lui-même, qui, au commencement, faisait semblant de ne pas comprendre ce que signifiait ce « *verbiage* », avait ensuite cru pouvoir se tranquilliser à la pensée que ce n'étaient que des mots. Les hommes d'État anglais trouvaient, dans la condition politique si saine de leur pays, un prétexte pour refuser d'accéder à un acte sans contenu palpable et signé seulement par des

princes. Cependant, pour pouvoir se mêler d'une façon quelconque, à la ligue des grands souverains de l'Est, ils insistèrent, d'une manière toute particulière, pour coopérer au traité d'alliance du 20 novembre 1815, conclu seulement peu de temps après (Cf. tome IV, p. 24), dans le but déterminé de maintenir les Bourbons et la Charte française, et stipulant la réunion commune des puissances dans des délibérations temporaires. Du reste, Castlereagh aussi et un certain nombre de ses diplomates semblaient considérer, pendant quelque temps, la Sainte-Alliance comme une chose de peu d'importance, et ils plaisantaient sur ses termes sacramentels, qui ne leur semblaient pas cacher d'autre danger que celui de rendre impossible, pour de longues années à venir, la formation d'un dictionnaire du langage pur et châtié.

Mais bientôt ces opinions des diplomates anglais et autrichiens allaient changer de fond en comble, lorsqu'on voyait se dévoiler, tous les jours davantage et d'une manière de plus en plus ouverte, les intentions de l'autocrate russe, intentions que le traité de la Sainte-Alliance, s'il ne les renfermait pas lui-même, ne put pourtant pas cacher longtemps par ses apparences sentimentales. En mettant sur le tapis, à Vienne, ses projets d'agrandissements en Pologne, Alexandre avait trouvé l'Angleterre, l'Autriche et la France liguées contre lui ; la tâche de la politique russe était, par conséquent, de séparer ces puissances, de soumettre et de gagner la France, de paralyser l'Autriche et d'occuper l'Angleterre. Nous avons dit plus haut avec quelle perfection, un de ces buts avait été atteint en France, où, depuis 1815, un ancien sujet russe était ministre et où régnait, en réalité, l'ambassa-

deur de Russie. On comptait trouver, contre l'Autriche, une alliée dans la Prusse, qui, suivant toutes les prévisions, allait être liée à la Russie, pour longtemps et d'une manière inviolable, par la jalousie que lui inspirait l'Autriche, par l'aigreur qu'elle ressentait à l'endroit de la France, par la crainte que lui faisaient éprouver les idées politiques de l'Angleterre, ainsi que par la reconnaissance qu'elle devait à l'alliance de la Russie, à laquelle un nouveau lien de parenté unissait alors la cour de Berlin. Nous avons vu, plus haut, avec quel zèle et avec quelle habileté, au moment où, en 1818, la Prusse se rapprochait, dans sa politique allemande, de l'Autriche, l'empereur de Russie essaya d'engager à son service, contre les deux grandes puissances allemandes, les États secondaires de l'Allemagne où il avait, dans le roi de Wurtemberg, un autre ami de sa famille auquel il s'était récemment allié.

Le czar jouait, aussi en Italie, le même jeu contre l'Autriche; s'il y trouvait plus de difficultés, il y montrait aussi une plus grande obstination. On conçoit que le pape refusât d'accéder à la Sainte-Alliance, parce qu'il voyait, avec raison, dans l'alliance des souverains les plus puissants appartenant à trois confessions différentes, l'intention de mettre expressément sur le même pied toutes les religions. Il permit donc à ses partisans d'entrer en lice contre la Sainte-Alliance et de l'attaquer comme un acte d'indifférence religieuse; en outre, il empêcha les États catholiques en Italie d'y accéder. Mais il s'agissait précisément pour l'empereur de Russie de gagner ces mêmes États. C'est pourquoi il enjoignit à M. d'Italinski d'aller, dans ses représentations à Rome, jusqu'à adresser des menaces au pape. Il leurra le Pié-

mont et l'excita contre l'Autriche, en l'aiguillonnant par tous les moyens possibles. A Rome, il fit insinuer que, dans le moment actuel, il ne fallait pas voir d'un trop mauvais œil la conduite de l'Autriche en Italie, puisqu'elle rendait l'avenir favorable au Piémont. Le czar convainquit l'ambassadeur sarde de Maistre, avec ses tendances papistes, que la Sardaigne retirerait des avantages de son accession à la Sainte-Alliance. De Maistre, à son tour, persuada au roi son maître que par cette démarche il pourrait duper tous « les trois mages » du Nord, dans le but très-avantageux d'éviter ainsi la fâcheuse alliance qui lui avait été proposée par l'Autriche (Cf. tome III, p. 6-98) (1).

Pendant ce temps, les agents russes s'occupaient de la formation d'une ligue entre les princes italiens sans l'Autriche; ils envoyaient de tous les États italiens des documents, des livres et des cartes en Russie; partout ils vantaient pompeusement les desseins libéraux du czar, relativement à la nationalité et à la Constitution de la Pologne, afin d'exciter ainsi les Italiens contre le joug étranger et contre le despotisme des Autrichiens. C'est pourquoi les agents de la police autrichienne exprimaient bientôt, dans les rapports qu'ils envoyaient à Metternich, des opinions qui différaient entièrement de celle que le grand-chancelier avait eue d'abord au sujet de l'acte de la Sainte-Alliance. Ils y reconnaissaient un manteau servant à cacher avec hypocrisie une agitation hostile, et entaché du défaut radical de toute politique russe qui aime tant à couvrir ses actions rebutantes et impies du faux masque de paroles sacrées et sublimes. Pour obvier

(1) Cf. Farini, *loco citato*, tome I^{er}, p. 324.

à ce danger, Metternich eut alors recours à des moyens fournis par une dissimulation semblable, afin de se rapprocher amicalement de la Russie, malgré toutes les jalousies et tous les soupçons réciproques, et pour faire tomber, au contraire, sans qu'il s'en doutât, dans les pièges de la politique paralysante du cabinet de Vienne, le czar qui avait l'intention de neutraliser l'Autriche. Ce jeu commença à partir du moment où Alexandre apparut à Aix-la-Chapelle, pour y faire un pas de plus vers le développement du traité de la Sainte-Alliance et pour faire reconnaître les principes de cet acte comme la règle suprême du droit politique de l'Europe.

Une note verbale, expédiée, à cette époque, par le cabinet russe, mit sur le tapis la transformation de la Sainte-Alliance en une espèce d'acte fédéral pour toute l'Europe. Elle proposa de garantir expressément, d'une manière générale et réciproque, l'état territorial de toutes les puissances qui accéderaient à ce traité, ainsi que la légitimité de tous les gouvernements restaurés en Europe. De cette manière, ajoutait-on, on pourrait immédiatement appliquer et exécuter aussi, d'une manière *pratique*, tous ces engagements que, d'après une interprétation postérieure (1), le gouvernement russe avait *théoriquement* consignés déjà dès le principe, dans le traité de la Sainte-Alliance. Metternich s'accrocha alors à ces propositions, en se donnant l'air de leur prêter son concours, mais en réalité pour les entraver : il voyait probablement dans cette manière de changer toutes les questions en affaires européennes, un moyen tout aussi infaillible, pour les assoupir et pour ne rien faire, que

(1) Cf. *Castlereagh's memoirs*, tome XII, p. 291.

celui dont il se servait à Francfort en transformant toutes les questions fédérales en affaires intéressant toute l'Allemagne. C'est pourquoi, un peu plus tard (1819), il fit lui-même un pas plus loin, en insistant pour qu'on créât un centre d'union politique, une espèce de capitale et de conseil des ministres de la Sainte-Alliance, afin d'échanger plus facilement les idées et les communications; il pouvait espérer déjouer de la manière la plus simple le double jeu de la politique de son allié, en donnant ainsi aux discussions un caractère plus général et plus ouvert.

Mais tous ces projets échouèrent, déjà à cette époque, contre la politique des hommes d'État anglais qui, sans rien dire, tournèrent, à Aix-la-Chapelle, le dos aux diplomates russes et à leur note verbale, refusant, en même temps, d'une manière très-décidée, d'écouter la proposition de l'Autriche, qui, disaient-ils, excitait les soupçons et était inutile. En effet, à cette époque, on regardait, aussi en Angleterre, avec une défiance soupçonneuse, la soif d'influence avec laquelle la Russie, abstraction faite des intrigues ourdies avec l'Autriche et contre elle, s'avancait partout, et à tout moment, de plus en plus hardiment même dans ces latitudes que l'Angleterre considérait comme la province naturelle de son influence à elle. Nous avons raconté, plus haut (Cf. t. III, p. 247) avec quel empressement l'empereur de Russie, d'intelligence avec la France, avait saisi, à partir de 1817, les occasions que lui fournissait la cour de Madrid, pour interposer sa médiation soit à l'amiable, soit par la force des armes, entre l'Espagne et ses colonies révoltées, parce que, comme le disait Hardenberg, avec un grand zèle officieux dans une de ses lettres, il voyait dépendre de cette question « le maintien des vrais prin-

cipes et la tranquillité des deux hémisphères ». Il y avait d'autres gens qui croyaient pouvoir lire, dans les négociations relatives à cette question, l'intention plus pratique du czar de se mettre en possession de la Californie, idée qui ne s'accorderait que trop bien avec la façon dont, quelques années plus tard, Alexandre fit une tentative arbitraire, pour étendre ses possessions sur la côte nord-ouest de l'Amérique.

Pendant que l'Angleterre avait à veiller ainsi sur l'Ouest, on attira, au même moment, son attention sur les pays les plus reculés de l'Est. L'ambassadeur anglais à Paris disait, dans ses rapports (août 1816) que des officiers russes dessinaient (1), aux archives de la guerre françaises, les cartes recueillies par Napoléon de tous les pays de l'Asie centrale, situés entre la Russie et l'Inde ; des pamphlets fort répandus rappelaient ce fait que l'empereur de Russie engageait à son service, pour l'ambassade de Perse, presque tous les officiers français qui avaient été occupés dans ce pays sous les ordres de M. de Gardanne. La Russie pesait sur la Perse vaincue, de même qu'en Turquie elle répétait le même jeu qui était devenu la ruine de la Pologne. C'est pourquoi le padischah turc regardait, avec une méfiance encore plus grande que celle du pape, le traité de famille chrétien, du mois de septembre 1815, et le crut essentiellement dirigé contre la Porte, de sorte qu'il fallut le tranquilliser expressément sur la portée de cet acte. En effet, le sultan voyait clairement que la Grèce guettait les encouragements de la Russie, pour se soulever et pour secouer le joug des Turcs ; il savait fort bien que c'était le

(1) Cf. *Castlereagh's memoirs*, tome XI, p. 276.

but de l'existence de Kapodistrias qui était du nombre des familiers les plus intimes d'Alexandre ! La politique byzantine du cabinet de Saint-Pétersbourg osa presque provoquer ouvertement le conflit avec l'Angleterre sur ce terrain. En prenant possession des îles Ioniennes, cette dernière puissance croyait s'être rendue la maîtresse des destinées de la Grèce. Mais, au lieu de cela, la Russie s'immisça hardiment dans l'administration intérieure que l'Angleterre exerçait dans ces îles. L'empereur lui-même adressa des lettres au cabinet de Saint-James, de même que Kapodistrias, d'après les ordres du czar, lui adressa des Mémoires (1820), afin de lui faire des représentations, expressément pour attaquer, comme contraire aux traités, la conduite du gouverneur Maitland qui agissait sous les auspices d'une des grandes puissances (1). En même temps que Kapodistrias faisait cette démarche, il prenait encore d'autres mesures pour soulever, à cette époque, les Grecs des îles Ioniennes contre l'Angleterre, jusqu'à faire éclater des troubles sanglants dans l'île de Hagia-Maura (Sainte-Maure).

C'est pourquoi, avec un flair subtil des dangers futurs, l'Opposition parlementaire en Angleterre attaqua violemment, à cette époque, lord Castlereagh, comme ayant étourdiment fondé cette nouvelle prépondérance de la Russie. La presse accusa hautement le cabinet de Saint-Pétersbourg, comme c'était la simple vérité, de faire semer d'une manière systématique, par ses propres agents, la rébellion et des sujets de scandale dans tout l'univers. Telle était l'interprétation belliqueuse qu'on

(1) Cf. Lettre adressée à Foscolo en date du 7/19 janvier 1820. *Opere*, tome VII, p. 393.

donnait alors à l'esprit de l'acte pacifique de la Sainte-Alliance ! Personne n'aurait deviné à cette époque que, peu de temps après, l'empereur de Russie renierait tout à coup ces projets de conquête nationaux et séculaires, pour les sacrifier à la lettre légitime du traité de la Sainte-Alliance, lorsque le soulèvement des Grecs l'engageait à réaliser les projets traditionnels de la Russie contre la Porte et qu'il avait pour appui l'opinion publique de toute l'Europe.

Le département de la guerre.

Ce qui, plus que tous les rapports diplomatiques et toutes les rumeurs publiques, justifiait effectivement les appréhensions de dangers venant de Saint-Petersbourg, c'était l'état de l'armée russe, maintenue sur un pied de guerre plus formidable qu'à aucun moment antérieur pendant la guerre, par ce czar philanthrope et philosophe qui, à ce moment, après des guerres si épuisantes, où tout le monde s'attendait à une longue époque de paix, ne se présentait plus au monde que sous l'image d'un conquérant dangereux. Un accusateur public (1), qui, dans un ouvrage superficiel, mais fort répandu, dénonça, pour ainsi dire, les préparatifs militaires de la Russie, calcula (1817) les forces militaires régulières de cette puissance au chiffre de six cent quarante mille hommes ; en même temps il reprocha au gouvernement anglais d'avoir été cause que les longues guerres contre la prépondérance de la France avaient eu pour résultat le renversement de tout équilibre politique en faveur de la

(1) Robert Wilson. La traduction française de son ouvrage a paru sous son nom et porte le titre : *Tableau de la puissance militaire et politique de la Russie en 1817*. Paris, 1817.

Russie. Dans cet empire même, les panégyristes les plus bruyants de l'empereur changèrent de ton lorsque, avec un entêtement aveugle, ce dernier refusa d'opérer la moindre réduction de cette armée, et cela au moment où on lui avait fait officiellement la proposition de déclarer une banqueroute formelle; où l'on ne pouvait pas payer les intérêts dus, en 1815, à la Banque, et où l'État avait à supporter la charge de 577 millions d'assignats de la Banque tombés au quart de leur valeur nominale.

Dans cet État, protégé par sa conformation, son étendue et son isolement et qui ne peut exciter les desirs de conquête d'aucun ennemi, l'armée absorbait, comme dans la petite Prusse exposée aux attaques de l'extérieur, la moitié des revenus. De plus, avec la prodigalité la plus insensée, l'empereur employa un revenu extraordinaire, tel que la contribution de guerre française, à l'achat de drap anglais pour sa garde et à la parure des troupes polonaises, tandis qu'en général les ressources russes n'ont jamais suffi pour donner à l'armée simplement les vêtements nécessaires, tels que les exigeait le climat du pays. Par suite de cette proportion désastreuse entre les ressources financières du pays et l'étendue des projets militaires qu'il nourrissait, le prince le plus humain que la Russie ait possédé imagina une mesure que bien des tyrans moscovites les plus cruels auraient hésité à employer par pure prudence : c'était le projet d'établir, sur les terres de la Couronne, des colonies militaires, dans le but de faire concourir l'armée elle-même à son propre entretien.

Cette pensée n'était pas neuve; déjà, sous le règne d'Anne et sous celui de Catherine II, et même sous celui d'Alexandre, vers 1810, on avait essayé d'établir, sur

différents points, des colonies militaires, mais on les avait toujours laissées dépérir. Après avoir étudié de plus près l'organisation des Confins militaires de l'Autriche, l'empereur reprit ce projet à partir de 1814 (1). Barclay de Tolly le combattit avec franchise, mais inutilement, en s'appuyant sur des considérations militaires; on disait que le comte Alexis Araktcheïev avait suggéré au czar l'idée de reprendre ce projet avec le plus grand zèle (2). En sa qualité d'élève particulier du prince Nikolas Soltikov, cet homme avait, de bonne heure, trouvé accès auprès de l'empereur, qui, oubliant son origine modeste, le combla de richesses et l'éleva à une position très-influente, faisant ainsi de ce parvenu un serviteur d'autant plus dévoué qu'il était plus détesté et moins capable de briller dans le grand monde. C'était un serviteur qui, vis-à-vis de ses inférieurs, se montrait d'une sévérité et d'une brutalité inflexibles, mais qui gagnait et dominait l'empereur par ses manières prévenantes. Araktcheïev, à son tour, se laissait dominer par une maîtresse dont la cruauté égalait celle de son propre caractère et qui, vers la fin du règne d'Alexandre, fut assassinée par un domestique dont elle avait fait fouetter la sœur. Araktcheïev était considéré comme le mauvais génie du czar et comme celui qui lui suggérait toutes les mesures sombres, s'éloignant des premières tendances d'Alexandre; c'était ainsi qu'on lui attribuait aussi la mesure dont nous venons de parler. Mais Araktcheïev eut grand soin d'en décliner la responsabilité; il prétendait n'avoir

(1) L'ukase du 26 avril 1818 était le véritable point de départ de cette mesure.

(2) Voir à ce sujet les plus grands détails dans Schnitzler, *loco cit.*, tome 1^{er}, p. 416 sq.

été qu'un instrument dans l'exécution de cette œuvre qui, n'approuvée de personne, sera toujours attribuée à la volonté arbitraire de l'empereur et restera une grande tache imprimée sur sa mémoire.

En effet, nulle part Alexandre n'a montré une plus grande déviation des premières tendances si humaines de sa jeunesse. Nulle part on n'a vu une confirmation plus frappante de cette vérité que le bon vouloir à lui seul, non-seulement ne fait pas les grandes actions, mais encore qu'il n'exclut pas les mauvaises. Si l'on peut rapporter à un trait quelconque du caractère d'Alexandre ce que Napoléon avait dit de lui, c'est bien à cette question qu'il faut appliquer l'image fort vive que l'empereur des Français avait faite du czar, en disant « que, si, jusqu'alors, tout en lui avait eu le parfum de la civilisation européenne, tout sentait, dès lors, soudain le despote russe. » D'après le projet primitif concernant les colonies militaires (1), le soldat et le paysan devaient se fondre dans la même personne : le soldat allait devenir agriculteur, et celui-ci devait se faire soldat. D'après un règlement ultérieur (1^{er} décembre 1826), avec les modifications qui y furent apportées plus tard (8/20 novembre 1831), sur celles des terres de la Couronne qui furent assez malheureuses pour être transformées en colonies militaires, on plaça un ou deux soldats dans la maison de chaque paysan qui avait à les nourrir; en échange, on l'exempta des impôts très-faibles qu'il devait

(1) Cf. Le baron Pidoll zu Quintenbach : *Einige Worte über die russischen Militär-Colonien* (Quelques mots sur les colonies militaires de la Russie). Vienne, 1847. — Cf. Robert Lyall : *Die russischen Militär-Colonien* (Les colonies militaires de la Russie). Traduit de l'anglais. Leipzig, 1824.

à l'État et on obligea les soldats à l'aider dans ses travaux. D'après l'organisation primitive de ces colonies, telle qu'elle fut déjà sous Alexandre, les paysans furent soumis à la discipline militaire; ils furent obligés de se raser les cheveux et la barbe; leurs fils ne purent plus s'établir où bon leur semblait et leurs filles furent forcées d'épouser les soldats, quelquefois même en tirant au sort. Ce nouvel esclavage, qui attachait les paysans à la glèbe et qui était plus dur que tout autre servage, répandait le désespoir partout où il pénétrait. On avait commencé à l'introduire à Smolensk parmi des paysans pauvres et dociles; dans le gouvernement de Novgorod, parmi les communes plus aisées, on rencontrait un mécontentement plus vif; déjà en 1824, il y eut là des émeutes qui furent le prélude d'une catastrophe plus violente qui éclata en 1832.

Lorsque ces colonies militaires pénétrèrent dans les gouvernements méridionaux de Cherson, de Charcov et de Iekaterinoslav, où l'on voulut soumettre aussi les Cosaques à la colonisation, la résistance alla plus loin; les récalcitrants bravaient la torture; les pères maudissaient leurs fils cédant à la violence; les mères jetaient leurs enfants sous les pieds des chevaux appartenant à la troupe des exécuteurs. En effet, les enfants des soldats dans ces colonies avaient devant eux la perspective d'être dressés au service, dès qu'ils auraient atteint l'âge de treize ans, et de s'attendre à ce qu'on abusât d'eux, même jusqu'à en faire des bourreaux, quand on aurait à faire passer des soldats par les verges, de sorte que Tourguenev, avec son caractère humain, s'écrie dans sa description : « On dirait qu'il s'agit d'élever une race de tigres ou de braques sanguinaires! » Toutes ces terribles

duretés furent ordonnées pour atteindre un but qui était une pure illusion. En effet, aucun des résultats qu'on avait en vue ne fut obtenu par ces colonies. Le recrutement resta tout aussi accablant qu'il avait été auparavant, le budget de la guerre ne fut nullement réduit. On renonça à la pensée de rendre la mesure générale, car on avait à craindre qu'on ne créât une nouvelle espèce de strélitz. A la fin du règne d'Alexandre, on estimait au chiffre de soixante à quatre-vingt mille le nombre des fantassins, colons de Novgorod, avec celui des cavaliers dans les gouvernements méridionaux. On fit marcher de front avec cette organisation l'abolition des institutions libres parmi les Cosaques du Don qui, jusqu'alors, avaient vécu sur le pied d'une égalité complète, et qui avaient élu leurs hetmans pour une certaine période à l'expiration de laquelle ces chefs rentraient dans les rangs des simples Cosaques. Sous Alexandre, on donna aux officiers cosaques tous les privilèges des autres officiers russes, ceux de la noblesse personnelle ou héréditaire; sous Nicolas, on alla encore plus loin dans ces innovations aristocratiques. On prit les officiers supérieurs dans la cavalerie russe régulière; cette noblesse héréditaire commença à créer le servage, chose jusqu'alors inouïe dans ce pays. Un conflit éclata à ce sujet et l'on fut obligé de diviser les provinces du Don en cinq districts dont il n'y eut qu'un seul où il fût permis d'avoir des serfs.

Action exercée sur l'industrie et l'agriculture.

L'état militaire, qui, au commencement du règne d'Alexandre, semblait être destiné à subir une transformation plutôt pacifique, fut, de cette manière, développé avec plus de rigueur qu'auparavant. Un tel changement

a toujours eu, en Russie, pour conséquence l'organisation militaire du mécanisme politique dans toutes ses parties, administrées dans le même esprit ; c'est ce qui arriva encore à ce moment qui nous occupe. Déjà sous Alexandre, on introduisit dans les écoles, dans toutes les institutions publiques, la subordination et la discipline militaires. Ce même souverain donna aussi toutes les fonctions supérieures et les places de juges à des soldats qui n'avaient aucune idée du droit et de l'administration ; même les *curateurs* des universités et les ministres de la justice, dans ce pays, sont le plus souvent des généraux. Le ministère de la guerre était une autorité toute-puissante qui, seule, avait du pouvoir et contre laquelle il n'y avait pas de recours possible. Vis-à-vis de lui, le contrôle du Conseil d'État ne signifiait rien ; le ministère des finances s'attachait à deviner ses moindres volontés ; quand le comité de l'économie politique, au sein du Conseil d'État, faisait des difficultés à obtempérer aux demandes du ministre des finances, celui-ci n'avait qu'à invoquer les exigences du département de la guerre pour faire taire immédiatement toute résistance. Ce principe militaire du gouvernement exerçait la plus grande influence aussi sur la situation de l'industrie dans ses relations les plus considérables. Nulle part on ne voit mieux que sous ce rapport jusqu'à quel point il faut, dans cet empire, toujours sacrifier la prospérité intérieure à la considération de la puissance russe vis-à-vis de l'étranger et quels étaient les sacrifices que lui faisait l'empereur Alexandre. Dans le cas d'une guerre, l'armée et la flotte de la Russie ne devaient pas dépendre, dans leurs mouvements, de l'importation de ses munitions de guerre venant de l'étranger ; c'était là une des considérations les

plus impérieuses qui amena le gouvernement au système, inauguré sous Alexandre, d'après lequel l'État favorise l'industrie par des moyens artificiels.

Une forte augmentation du tarif avait marqué, en 1811, le commencement de cette phase; d'après l'exemple donné par la Prusse, on y substitua momentanément, en 1819, un tarif un peu plus modéré; mais, stimulé par l'essor extraordinaire que l'industrie avait pris dans les contrées occidentales, on revint, dans le tarif de 1822, au système prohibitif. Mais, malgré toute la protection systématique accordée, par des raisons militaires, aux grandes forges, le fer, cet objet de première nécessité, est resté encore un article de luxe dans ce pays qui en produit la meilleure qualité, et on n'a pu observer des progrès considérables ni dans la manière de le travailler, ni dans la masse totale de sa production. Malgré les faveurs accordées aux usines et aux établissements consacrés à la fabrication des machines dans les départements de la guerre et de la marine, et bien qu'elles jouissent du privilège des fournitures à conditions égales, ces usines ont été dépassées par les établissements particuliers appartenant à des entrepreneurs anglais qui avaient à payer leurs ouvriers plus cher et à emprunter à intérêt de forts capitaux; mais ces fabriques « se contentaient de ne pas vouloir gagner ce que volaient les hommes du gouvernement (1). » Malgré les encouragements donnés aux manufactures de drap dont les produits devaient habiller l'armée, les draps russes ne pouvaient pas même soutenir la concurrence des draps polonais; tout ce qu'on gagnait dans

(1) Cf. *Révélations sur la Russie par un résident anglais*, 1845. Traduction française par Robert, tome III, p. 227.

cette branche n'arrivait pas même au chiffre de ce qu'on avait perdu autrefois en transit, avec des droits d'entrée peu considérables, lorsqu'on échangeait les étoffes de laine de Saxe et de Silésie contre les marchandises venues de Chine ou d'autres pays d'Asie.

Les résultats étaient à peu près les mêmes dans toutes les autres branches de cette industrie artificielle, même de celles qui n'avaient pas le moindre rapport avec le département de la guerre. Par suite des droits d'entrée écrasants auxquels on soumit les cotonnades, tous les entrepreneurs et tous les capitalistes se jetèrent sur cette nouvelle branche de l'industrie, mais ce ne fut qu'au détriment des consommateurs et au préjudice de la valeur des objets manufacturés (1). Le papier anglais, fabriqué par la manufacture de Péterhof, était mauvais et cher, bien qu'Alexandre lui donnât des subventions « suffisantes pour assurer la prospérité de plusieurs gouvernements par la construction de routes et par des améliorations apportées à la culture (2) ». Lorsque Tourguenev travaillait au ministère des finances, il remarquait que, presque toujours, sur un ordre personnel de l'empereur, le gouvernement faisait des prêts pour plus de 100 millions de roubles à des particuliers, et de préférence à des entrepreneurs de manufactures qui, pour la plus grande partie, ne remboursaient pas, et qui néanmoins furent ruinés. En effet, toutes ces libéralités, cette manie de réglementer tout par le commandement militaire, toute cette vanité nationale qui portait les Russes à rivaliser avec l'Europe,

(1) Cf. Tengoborski : *Études sur les forces productives de la Russie*, 1852. Tome III, p. 104.

(2) Cf. *Révélation*s, tome III, p. 192.

même sous le rapport industriel; tout cela ne put pas créer ces conditions extérieures, ni ce génie national qui seuls rendent possible le développement prospère du commerce et de l'industrie. On ne produisit pas, par ces moyens, cet esprit ménager et ces habitudes d'économie qui font des miracles parmi les peuples germaniques, mais qui sont étrangers aux nobles et aux bourgeois comme aux ouvriers en Russie. On ne fit pas naître ainsi le règne de la loi, ni la sécurité du crédit et de la propriété qui pourraient attirer dans le pays l'argent et les talents de l'étranger. On n'établit pas non plus, de cette manière, la liberté politique et humaine, ni le travail libre d'hommes libres, condition indispensable de tout travail perfectionné.

La Couronne employait ses serfs dans ses propres manufactures; mais les contre-maitres anglais ne trouvaient ces élèves ni disposés ni aptes à travailler. La manière impitoyable dont le gouvernement exploitait ainsi les serfs de la Couronne acheva de rendre complètement odieux tout son système industriel. Auparavant, les serfs employés dans les fabriques du gouvernement avaient été exemptés d'impôts et du service militaire, ce qui constituait une compensation équitable pour l'esclavage personnel auquel on les soumettait; mais le ministre des finances Gouriev leur imposa de nouveau ces deux obligations: les ouvriers exercés au travail étaient remplacés, quand on les appelait sous les drapeaux, par de nouveaux paysans, complètement étrangers au travail, qui, souvent arrachés à leur pays lointain, succombaient sous l'action meurtrière d'un climat tout nouveau pour eux. Toutes ces choses contraires à la nature se faisaient ainsi, tandis que tout ce qui aurait constitué le plus naturellement et avant tout l'objet de l'industrie russe, comme la fabrication du cuir et de la toile,

n'était nullement cultivé; tandis que l'exportation du savon et du suif, dont la fabrication se fait, en Russie, dans des conditions plus favorables que dans aucun autre pays, suivait constamment une marche rétrograde, et que les branches de l'industrie qui se rattachent à l'agriculture, telles que la production de la potasse et du sucre de betterave, étaient encore complètement négligées sous le règne d'Alexandre.

A côté de cela, on n'accordait pas la moindre attention à l'industrie rurale, toute particulière à la Russie et née de l'habitude antique, favorisée par la longue interruption dans les travaux des champs pendant l'hiver, de travailler au village une seule matière brute qui, après avoir subi une transformation fort simple, est échangée ensuite dans les grandes foires auxquelles ce peuple, mû pour ainsi dire par un reste de son ancien amour nomade pour les longs voyages, aime encore toujours à affluer. En effet, le Russe s'attache, à la vérité, à la commune et à la tribu, mais non pas à la glèbe; il applique, comme le juif et l'Arménien, son habileté et tous ses penchants au petit commerce, tandis que pour l'agriculture, plus pénible, il n'a ni l'inclination ni la persévérance nécessaires; cependant, c'est précisément sur lui et sur ses travaux agronomiques que doit se reposer le pays en première ligne, si l'on veut qu'il sorte jamais de sa condition inculte.

Quel vaste champ d'activité n'aurait-on pas possédé, si le gouvernement eût voulu ménager les sommes d'argent et de travail gaspillées dans l'armée et dans les fabriques de l'État, pour les concentrer et pour les appliquer à la culture du sol, qui, avec des améliorations méthodiques, pourrait fournir, en moyenne, un revenu

dix fois plus grand ! A quels résultats ne serait-on pas arrivé si, dans des conditions semblables à celles de l'Amérique du Nord, où il s'agit de conquérir, par l'industrie, de vastes étendues de terres, le gouvernement russe eût voulu s'emparer des ressources considérables que, dans des pays aussi grands, l'État seul peut concentrer entre ses mains, pour briser les abus aux proportions colossales, tels que les présente la condition sociale du peuple, et pour vaincre les puissantes résistances que la nature y oppose à l'activité humaine ! Que n'aurait-on pas pu faire pour établir, sur la plus grande échelle, tout un réseau de voies de communication ; pour rendre accessible aux hommes l'immense surface des terres couvertes de forêts ; pour favoriser, dans de grandes proportions, la culture des steppes et la transformation des habitudes nomades parmi les peuples du Sud ; pour faire reboiser les terrains sur tel point et pour les dessécher sur tel autre, afin de prévenir ainsi les terribles effets des années de disette qui, par suite de l'absence de hauteurs et de collines, sont occasionnées, dans ce pays, également par la sécheresse et par les inondations, et qui y sont plus fréquentes que partout ailleurs.

Pour réaliser toutes ces choses, on ne prit, sous le règne d'Alexandre, que quelques mesures isolées, sans suite aucune, et qui restaient simplement sur le papier, à l'état de pures conceptions. Les terres intérieures, qui touchaient immédiatement aux villes commerciales florissantes et à demi étrangères du midi de la Russie, restaient à l'état de steppes ; la culture ne pénétrait pas des bords des fleuves dans l'intérieur du pays. Les fermes modèles des mennonites, venus de la Prusse occidentale et établis par Alexandre (1803-1822) sur les bords de la Ma-

lotschna, qui introduisirent dans le pays, chose jusqu'alors inconnue en Russie, la plantation de forêts et l'irrigation des prairies, n'étendaient pas leur influence au delà de ce district, bien que des témoins oculaires compétents (1) aient affirmé que, si cette culture des colonies mennonites était généralement appliquée à toute la Russie méridionale, le centre de gravité de l'empire ne pourrait plus être à Moscou et à Saint-Pétersbourg. De plus, il y avait encore à cette époque, en Russie, un très-grand nombre de limites et de propriétés en litige qui, dans certains gouvernements, constituaient plus du tiers de toutes les terres susceptibles de culture; sous le règne d'Alexandre, on ne mit pas même la main à l'œuvre pour faire cesser un abus aussi extraordinaire. L'empereur faisait élaborer des projets relatifs à une organisation meilleure de la condition des paysans; mais on ne prenait pas de mesures radicales, pas plus que dans la grande question du servage, dont l'abolition ne fut accomplie que dans les provinces allemandes de la mer Baltique, et d'une manière incomplète seulement (1816-1818), et qui n'aurait peut-être pas été achevée, même dans ces contrées, si elle n'y avait pas été préparée de longue main par des travaux préliminaires.

Le servage.

D'après toutes les dispositions naturelles du czar, on comprend que ce prince devait être vivement blessé, rien que par l'idée de l'existence du servage qui condamne à la stérilité non-seulement le sol du pays, mais encore

(1) Cf. Haxthausen : *Studien über die innern Zustände Russlands* (Études sur la condition intérieure de la Russie), 1847. Tome II, p. 196.

l'esprit des hommes opprimés, en même temps qu'il endurcit le caractère et qu'il émousse les notions morales des oppresseurs. C'est pourquoi les philanthropes, tels que Tourguenev, qui volontiers aurait consacré toute sa vie à la seule mission de l'abolition du servage, fondaient, à ce sujet, toutes leurs espérances sur Alexandre, espérances auxquelles ils renouçaient complètement, aussitôt que ce prince fut mort. D'après de nombreuses paroles prononcées dans les circonstances les plus diverses et dans des entretiens avec les hommes les plus différents, Alexandre ressentait profondément, dans son âme remplie de sentiments humains, toute l'ignominie de ce mal qui le serrait de près aux stations où il s'arrêtait dans ses voyages, aux revues et aux promenades, quand les serfs, livrés sans protection au fouet de leurs maîtres, écrasés, dans tel endroit, par des corvées, maltraités dans tel autre, d'une manière bestiale, ou bien vendus ailleurs à des maîtres de fabrique pleins de cruauté, épanchaient, dans des lettres et dans des représentations, leurs plaintes pour lesquelles les tribunaux sont incompétents et que les gouverneurs, à l'ordinaire, ne voulaient pas écouter. La douleur du czar était encore plus grande quand l'expérience lui montrait, tous les jours, jusqu'à quel point des méfaits et des abus contraires à la loi avaient rendu cette plaie du servage encore plus terrible et plus avilissante pour l'État.

Ainsi Alexandre avait été, pendant longtemps, convaincu que du moins l'esclavage proprement dit, la vente individuelle de serfs, n'avait plus existé depuis le commencement de son règne ; mais il dut voir de ses propres yeux que, vis-à-vis de ses fenêtres, au palais de justice du gouverneur de Saint-Petersbourg, on vendit

à l'encan et sur la réquisition des tribunaux les serfs appartenant à des propriétaires ruinés. Il lui était réservé d'apprendre qu'il y avait, dans un des gouvernements du Centre, une foire où il était de tradition de vendre des jeunes filles à des marchands d'Asie, et que le maréchal de l'ordre équestre de ce district, qui aurait dû réprimer cet abus, avait lui-même vendu tout un corps de ballet de danseuses. Quelle était la condition à laquelle étaient livrés les ouvriers affamés et déguenillés, que leurs seigneurs louaient par centaines et par milliers à des entrepreneurs de construction de routes et de canaux, c'est ce que l'empereur avait, souvent et à tout moment, pu observer de ses propres yeux. C'était ainsi que la question de l'abolition du servage avait dû se présenter à Alexandre, lorsqu'il méditait ses premiers projets de réforme. Mais, bien que ce prince fût fort sensible et très-accessible au désir d'entreprendre une tâche aussi noble, nul n'était moins que lui propre à braver, avec persévérance, les difficultés immenses qu'offrait la solution de cette question ; à assumer, avec un courage résolu, la responsabilité de tous les dangers qui pouvaient en résulter, et même à se décider seulement, avec fermeté, au sujet de la question préalable de savoir si toute cette entreprise était utile et avantageuse.

Les défenseurs du servage en Russie disent que le fameux ukase de cette Saint-George (Youriev), si néfaste, qui l'introduisit dans le pays (au commencement du dix-septième siècle) à une époque où le servage cessait d'exister dans tous les autres pays, avait été dicté par la nécessité, parce que, après la disparition des principautés séparées, le droit de s'établir partout, qui jusqu'alors n'avait été valide que dans les limites de ces

pays, s'étendait dès lors sur tout l'empire, de sorte que, ce qui en était une conséquence naturelle, toutes les contrées stériles furent abandonnées et restèrent incultes. De la même manière, on argumentait aussi en faveur de la nécessité de maintenir de nos jours l'existence du servage, en disant que les Russes ont une aversion incontestable pour l'agriculture et que, sans la contrainte de cette institution, ils partiraient tous pour aller en voyage ou pour se livrer au colportage.

Théoriquement, on pourrait, sans trop s'avancer, opposer à cette argumentation les objections suivantes : La paresse et l'aversion pour l'agriculture ne sont que naturelles dans un paysan qui ne foule pas de ses pieds une terre qui lui appartienne. L'absence de l'amour pour le sol natal s'explique dans celui qui est attaché à la glèbe. Le penchant pour les voyages est fortifié encore et nourri par le système de l'*obrok*, développé comme une conséquence du servage. Enfin, en ce qui concerne le motif par lequel on explique la première introduction du servage, on peut dire que tous les États, développés naturellement, ont été d'abord cultivés le long des fleuves et des côtes, ainsi que dans les contrées les plus attrayantes et, en dernier lieu seulement, dans ses parties les moins faites pour récompenser le travail. Puis cette loi sur le servage imposa au pays un développement artificiel et uniforme, par un ordre que dicta un esprit arbitraire tout oriental. Ceci n'était possible que dans un peuple qui avait perdu toute volonté propre, sous le terrible despotisme des boyards, et qu'il s'agissait, précisément à cette époque, d'arracher peu à peu à cette apathie sans énergie aucune, en employant le moyen le plus opposé, c'est-à-dire en lui donnant la

liberté la plus complète dans ses mouvements individuels. Voilà ce qu'on peut répondre au raisonnement des défenseurs du servage. Mais l'homme le plus hardi qui, dans ces cercles de raisons contradictoires empruntées à l'économie nationale, se serait prononcé, dans sa conviction intime et d'une manière absolue, *contre* le maintien du servage, éprouverait certainement de grandes difficultés à agir d'après ces convictions, sans se laisser détourner de cette voie. Il lui serait certainement fort difficile d'attaquer, d'une manière effective, l'abus qui existe sans se laisser intimider par le danger dont le menacerait, suivant les suppositions de ces panégyristes du servage, cet autre embarras nouveau. En effet, on ne peut pas nier, d'une manière absolue, la possibilité d'un tel danger, mais il s'est produit fort rarement, et rarement même en Russie, par suite de la manumission de serfs, même quand on ne leur donnait pas de terres comme propriété particulière.

Ce qui, d'après sa nature même et d'après l'éducation qu'il avait reçue, aurait dû déterminer avec le plus de force l'empereur Alexandre, au milieu de tels doutes, c'eût été le poids des motifs moraux et politiques qui plaidaient pour l'abolition du servage, surtout après les expériences effectives qu'on venait de faire à cette époque et qui, par la *nécessité* qu'elles commençaient à imposer au gouvernement, résolvaient aussi la question de savoir si l'abolition du servage était une chose utile et avantageuse. Déjà au siècle dernier, il y avait eu dans les provinces baltiques des mouvements tumultueux, dirigés contre les seigneurs; mais en 1812, l'armement des paysans, lors de l'invasion française, avait agité aussi les serfs russes dans quelques provinces et les avait poussés à

demander leur liberté et à la prendre de leur propre autorité ; même longtemps après encore, on ne pouvait pas oser les remettre dans leur ancienne condition.

Les ambassadeurs anglais observaient, encore en 1814, que les paysans avaient compris quelle était leur puissance et que cette conscience de leur force, qui venait de se réveiller dans les masses, menaçait d'ébranler les bases de cet État, si une main plus ferme que celle d'Alexandre ne venait pas imprimer une autre direction à ce mouvement. Pendant toute l'époque suivante, les indications les plus modérées, relatives à l'esprit de mutinerie qui continuait à régner parmi les serfs révoltés, affirmaient que le ministère de l'intérieur recevait chaque année, en moyenne, l'avis d'environ quarante révoltes de paysans accompagnées de meurtre (1). Ces expériences produisirent probablement sur l'esprit d'Alexandre l'autocrate un tout autre effet qu'on aurait pu en attendre ; elles paralysaient son action plutôt que de la fortifier ; pour une intelligence bourgeoise ordinaire, il n'y aurait eu, en face d'expériences pareilles, aucun doute sur la question de savoir s'il fallait émanciper les serfs, et même il n'y en aurait pas eu non plus au sujet de la manière dont il fallait l'accomplir.

Il y avait, à cette époque comme de nos jours, les partisans d'un progrès modéré qui désiraient qu'on traitât cette question, d'une manière différente, d'après les conditions et les besoins locaux ; qu'on la restreignît à une faible mesure et qu'on la résolût par des traités spontanés. Ces mêmes hommes contestaient la possibilité d'une abolition radicale du servage, par suite d'une indolence et

(1) Cf. Tourguenev, *loco citato*, tome II, p. 188.

d'une crainte naturelles à l'homme et qui l'empêchent d'attaquer le mal, même celui qui est tout à fait intolérable, tant que le libre arbitre paralyse ses forces et qu'on n'est pas pressé par une nécessité inévitable. Mais, si l'on avait voulu réellement prévenir une catastrophe violente et une émancipation subite et radicale, en habituant les serfs peu à peu à une meilleure condition, il aurait été nécessaire que, sous un règne de longue durée et toujours conséquent avec lui-même, le gouvernement fût entré dans cette voie, en indiquant d'avance et d'une manière claire le but final mais éloigné et en le poursuivant d'une manière immuable. Pour une telle façon de procéder, qui exigeait, plus que toute autre politique, une fermeté tranquille et persévérante, Alexandre aurait été moins propre que tout autre souverain. En effet, avec tout son libéralisme et avec toute sa bonne volonté, il n'exhortait même pas ses sujets à discuter cette question publiquement, dans un pays où, sur une affaire d'un caractère aussi noble, personne n'osait élever la voix, ni dans les journaux, ni dans l'Eglise, et bien rarement même dans le domaine de la poésie, dont le privilège le plus précieux a été partout d'ébranler de tels abus dans la société, en frappant les imaginations par le tableau idéal d'une condition meilleure ! Pourtant, en Russie les poètes auraient eu pour cela un motif d'autant plus pressant que les arts libéraux, rapprochement terrible ! ne peuvent souvent être exercés que par des hommes qui ne sont pas libres !

Les provinces baltiques.

Nous reprenons ici, d'une manière suivie, l'histoire de l'abolition du servage dans les provinces baltiques dont nous avons parlé, plus haut en quelques mots seu-

lement. Déjà sous Catherine, ces provinces allemandes avaient toujours dû servir de modèles à toutes les réformes en Russie; c'est ce qui arriva, encore à ce moment, par rapport à la condition des paysans. L'empereur considérait la noblesse de ces pays comme plus avancée qu'en Russie et il croyait qu'un premier exemple donné par elle serait moins blessant pour ses Russes. Les réformes étaient, en outre, de première nécessité pour les paysans établis dans les fermes de ces provinces, parce que leur condition était plus digne de pitié que celle des paysans d'*obrok* et même que celle des serfs corvéables en Russie. L'ordre équestre de ces provinces n'avait pas réussi, comme celui de Prusse, à combler, par son action civilisatrice, l'abîme qui séparait les nationalités, à effacer la différence de race et de langue entre les Allemands, les Lettons et les Esthoniens. Le servage y avait été de tout temps et était encore un esclavage dans toute la force du terme, bien qu'on l'appelât, pour le pallier, « le servage sans réserve », expression qu'à l'époque de Pierre I^{er} on définissait officiellement « le pouvoir illimité exercé par le maître sur les corps et les biens de ses sujets (1). »

Cet état de choses était encore légalement en vigueur, excepté ce que les mœurs en adoucissaient en détail. Sous Catherine, et à son instigation, on avait publié en Livonie, pour la dernière fois en 1796, quelques ordonnances destinées à soulager la condition des serfs, mais elles n'avaient jamais été réellement exécutées et elles étaient restées sans effet véritable. Pendant les premiers

(1) Cf. G. Merkel : *Die freien Letten und Esthen* (Les Lettons et Esthoniens libres). Riga, 1820. Page 118.

temps du règne d'Alexandre, tout le monde s'attendait à ce qu'on prit alors la chose au sérieux et même la noblesse esthonienne fit des avances dans ce sens. Cependant, ceci n'aurait pas même été fait à ce moment-là, si la nécessité et l'intérêt n'y avaient pas poussé. La dépréciation des fonds publics russes avait fait subir de grandes pertes à la noblesse dans les provinces baltiques; la disette et les difficultés qu'éprouvaient les particuliers à trouver du crédit faisaient que la création d'une caisse de crédit était devenue un besoin urgent pour la noblesse esthonienne. Elle demanda, en 1802, l'autorisation d'établir cette institution (1); en même temps, pour rendre le czar favorable à cette idée, elle déterra les anciens projets de 1795, relatifs à un règlement de la condition des paysans, et elle les présenta à la confirmation du souverain. Bien que ce règlement fût annoncé comme promettant beaucoup et que le czar le saluât pompeusement, il n'était pourtant qu'une concession arbitraire de quelques réformes, parmi lesquelles on accueillit, avec une gratitude toute particulière, la renonciation au droit de vendre les familles isolées et les serfs individuellement, sans qu'il y eût cependant aucun engagement légal et sans qu'on donnât même des dispositions bien arrêtées au sujet des loyers en argent et à l'égard des paiements à faire.

En même temps, Alexandre lui-même saisit cette occasion pour faire présenter de nouveau, par le conseiller provincial von Sievers, à la diète livonienne de 1803, les anciennes résolutions de 1796 à 1797. Mais cette assemblée était divisée par les plus grandes scissions, qui y

(1) Cf. Storch, *loco cit.*, tome II, p. 121.

rendaient l'entente complètement impossible. L'empereur nomma alors (11/23 mai 1803) une commission qu'il chargea d'élaborer une constitution rurale pour la Livonie, sur la base des anciennes institutions, ainsi que sur celle des projets antérieurs et d'après les débats les plus récents; le projet rédigé par cette commission reçut la confirmation impériale (20 fév./4 mars 1804) (1). L'ancien système de l'autorité seigneuriale héréditaire et du droit des seigneurs de disposer de la vie et de la propriété des serfs y avait été aboli par principe. On faisait dériver l'obligation des prestations des paysans uniquement de l'usufruit du sol, d'où il s'ensuivait que ces prestations devaient être mesurées d'après la valeur des terres et que, par conséquent, il ne pouvait plus être question de vendre les paysans qu'avec les propriétés, ou bien de les enlever arbitrairement de leurs fermes, pour les établir ailleurs. Cette constitution faisait, en même temps, du paysan le maître absolu de la fortune acquise par lui, non-seulement de ses biens meubles, mais encore de ses immeubles. Cette disposition donna aussitôt aux paysans livoniens l'avance sur ceux de la Russie propre.

Avec quelle répugnance l'ordre équestre adhéra cependant à toutes ces choses, c'est ce que montre la marche que suivirent ces affaires en Esthonie. Le règlement de 1802 restait bien en arrière de la constitution rurale qui régissait la Livonie; mais comme les dispositions prévalant à cette époque à Saint-Petersbourg ne permettaient pas d'éluder des démarches ultérieures dans cette affaire, l'ordre équestre de l'Esthonie présenta (1805) à

(1) Cf. Storch, *loco cit.*, tome III, p. 285.

l'empereur de nouvelles résolutions (1) qui n'arrivaient cependant pas, il s'en fallait de beaucoup, aux concessions faites en Livonie et qui, par conséquent, n'obtenaient pas la confirmation du czar. Plus tard, les guerres de 1805 à 1807 interrompirent cette œuvre à peine commencée ; cependant, comme une conséquence directe de ces guerres, les réformes entreprises en Prusse sous Stein et Hardenberg lui donnèrent une nouvelle impulsion. C'est pourquoi la noblesse esthonienne fit, en 1811, la proposition d'abolir complètement l'état de servage et elle fit rédiger, à la diète de Reval, les conditions de cette renonciation, conditions que le czar approuva. Mais, par suite des nouvelles guerres de 1812 à 1815, cette affaire aussi traîna en longueur ; cependant, déjà au mois de février, on tomba d'accord sur les nouveaux règlements relatifs à l'état des paysans, et on les accepta, tels qu'ils avaient été préparés, depuis 1812, par une commission qui avait reçu les encouragements d'Alexandre, même durant les guerres et pendant qu'il était à l'étranger. L'empereur les confirma l'année suivante (23 mai /4 juin 1816). On créa ainsi prudemment un état de paysans indépendants qui n'avaient plus avec leurs seigneurs que des rapports contractuels ; cependant, l'ancien maître conservait la police sur ses terres et on n'accorda point aux paysans la libre possession de biens fonciers, ce qui seul aurait pu donner de la valeur à l'émancipation.

Cependant le moment était venu aussi pour la Courlande de faire attention aux vœux de l'empereur. Dans cette province aussi on avait agité, déjà en 1803, la question de savoir s'il ne fallait pas apporter des restric-

(1) Cf. Storch, *loco cit.*, tome VII, p. 287.

ons au servage qui, légalement, y existait dans la même rigueur, bien qu'en pratique une noblesse plus opulente que celle des autres provinces en eût adouci la condition. Cependant cette discussion n'avait pas eu d'autre résultat que de briser la glace des anciens préjugés et d'habituer les esprits à la pensée de l'abolition. Mais, pour le moment, la noblesse ne fit rien, de son propre mouvement, pour aller au-devant de l'empereur. C'est pourquoi Alexandre chargea, en 1814, le gouverneur général, marquis Paulucci, de nommer une commission qui devait rédiger le projet d'un règlement relatif à la condition des paysans ; mais il n'approuva pas les travaux de cette commission. Au contraire, le czar renvoya, plus tard (décembre 1816), la diète de la Courlande, en termes assez clairs, au règlement qui régissait la condition des paysans en Esthonie, et il lui enjoignit sérieusement de prendre pour modèle tous les États civilisés. Même à cette époque, l'adhésion de la noblesse était assez tiède ; à l'intérieur, cette mesure trouvait de l'aversion et, dans les hauts pays, elle rencontrait une résistance ouverte. Néanmoins, peu de temps après (4 avril 1817), le maréchal de la députation du pays, Ferdinand von Rutenberg, annonça au gouverneur général que l'ordre équestre s'était déclaré prêt à accepter le règlement pour les paysans esthoniens, comme la base de la réforme à opérer dans la condition des paysans de la Courlande. L'empereur confirma et publia (30 août / 11 sept. 1818) le projet définitif, rédigé enfin par une nouvelle commission. Mais là encore on n'accorda toujours qu'un minimum, le droit de s'établir partout, de régler, par voie de contrat, le loyer en argent, appelé *Gehorch*, etc. Les paysans ne devaient avoir le droit de posséder des biens

fonciers que de la façon dont les lois du pays l'accordaient aux étrangers non domiciliés, c'est-à-dire non pas par une acquisition à perpétuité, mais seulement par un achat pour quatre-vingt dix ans. D'après ces précédents établis en Courlande, les adoucissements plus libéraux apportés autrefois à la condition des paysans en Livonie ne pouvaient plus suffire ; on résolut aussi en Courlande d'accepter la constitution des paysans esthoniens, avec les modifications rendues nécessaires par les conditions locales (27 juin 1818).

En Courlande aussi, il y avait, à côté des faibles concessions par suite desquelles la formation d'une classe de paysans indépendants et propriétaires devenait impossible, toujours des obstacles particuliers qui la rendaient plus difficile, tels que la disposition accablante d'après laquelle les seigneurs fixaient et choisissaient les jours des corvées. C'est pourquoi on n'arriva pas aux résultats heureux de l'émancipation au même degré qu'on aurait voulu les obtenir. Les anciennes relations familiales cessèrent entre le paysan et son maître, qui autrefois avait été obligé de prendre soin du serf ; le paysan avait, dès lors, à supporter toutes les charges de l'indépendance, sans jouir de la plénitude de ses avantages. L'attitude vacillante prise par le gouvernement russe vis-à-vis de toute cette question paralysait tout effort, fait pour continuer sérieusement cette œuvre qu'on ne venait que de commencer. L'abîme qui s'était creusé entre les maîtres et les fermiers, ce crime légué aux fils par leurs pères, continuait à exister dans ces pays, sans être comblé. Ce n'est que dans les derniers temps où, sous Nicolas, on a fait de grandes modifications sur les terres de la Couronne, qu'il paraît s'être formé, en Courlande,

une amodiation à la façon anglaise qui, étant à l'avantage à la fois des seigneurs et des fermiers, pourra peut-être faire sortir le pays de ses embarras et de ses dangers et frayer un chemin vers un état de conciliation, promettant d'être, en même temps durable, et avantageux. Il en serait grandement temps ; car le gouvernement russe a, plus tard, profité astucieusement de ces abus pour mettre le coin dans cette fente, afin d'exploiter à son avantage l'ancienne haine des Lettons contre leurs maîtres allemands. Les hommes ne manquent donc pas qui croient que toute cette mesure de l'émancipation a été conçue d'avance, comme un instrument servant à diviser et à régner ainsi (1).

La Pologne.

Sans qu'on ait besoin de supposer des projets conçus et calculés méthodiquement d'avance par les différents législateurs, la puissance, l'étendue et la nature de l'empire central de la Russie suffisent à elles seules pour expliquer comment les races de moindre importance, qui s'y rattachent, ainsi que leurs institutions nationales ont été peu à peu minées. Cette œuvre du présent et de l'avenir a trouvé, au sein de plusieurs de ces provinces elles-mêmes, dans les œuvres de leur propre passé, comme, par exemple, dans le servage des provinces baltiques, une facilité et une préparation fort fâcheuses qui, au moment propice, incitent, de temps à autre, les dominateurs étrangers à profiter, avec plus de célérité, de cette faveur des conjonctures. Cette même fatalité règne aussi, à un degré bien plus élevé encore, dans les destinées de

(1) Cf. A. Buddeus : *Halbrussisches* (Choses à moitié russes), 1854, tome II, p. 15.

la *Pologne*. La connexion historique, la marche des choses et même le caractère personnel de l'empereur Alexandre ne permettent pas de supposer précisément à ce prince des buts astucieux, poursuivis par lui, dès le principe, dans les démarches, faites pour arriver à l'abolition du servage des provinces baltiques ; car cette institution blessait son cœur et ne touchait pas de près à sa position d'autocrate et de dominateur du monde. Mais, avec des apparences bien plus fondées, on peut se croire justifié, en lui reprochant de s'être fait, dès le principe même, un jeu cruel et nullement sincère des espérances nationales du peuple polonais. Néanmoins, même dans ce cas, on ne doit jamais oublier de mettre en ligne de compte, ni les transformations opérées, dans l'âme de cet empereur si mobile, par les modifications dans les conjonctures et par les années ; ni non plus l'influence que les destinées malheureuses, les particularités fâcheuses du caractère, ainsi que les anciens et les nouveaux péchés de la nation polonaise, ont exercée sur ses nouveaux rapports avec la Russie, ni jusqu'à quel point toutes ces causes ont contribué à lui donner la position dans laquelle elle se trouve sous le sceptre des Moscovites.

Personne ne voudra jamais excuser par les grandes conjonctures historiques au milieu desquelles s'est fait le partage de la Pologne cet acte lui-même, ni la manière dont cette nation a été dissoute. Mais, de l'autre côté, on ne comprendrait jamais l'exécution d'un tel acte, si l'on n'avait pas reconnu, dans la condition de la nation et de l'État lui-même, les raisons qui en expliquent la possibilité et qui l'ont même provoqué. L'histoire d'aucune autre nation de la même grandeur ne montre guère l'exemple semblable d'une pensée de partage violent,

pensée revenant toujours dans les projets de voisins hostiles et examinée toujours de nouveau, pendant des siècles entiers, comme cela a toujours été le cas parmi les États limitrophes de la Pologne, depuis la première proposition, faite déjà vers la fin du quatorzième siècle par l'Ordre teutonique d'une part et les ducs et les princes de Goerlitz, d'Autriche, de Moravie et de Hongrie de l'autre. Dans aucun coup du sort, frappant un autre peuple aussi puissant et aussi nombreux que la nation polonaise ; dans aucun désastre ressemblant à celui du premier partage de la Pologne, on ne verra guère un second exemple d'une indifférence aussi complète que celle que montra alors un ami aussi passionné du peuple et de la liberté que l'était Rousseau, qui, au contraire, s'étonnait, avant l'exécution du partage, que la Pologne, conduite à la liberté uniquement par l'anarchie, eût pu exister aussi longtemps et que son plus grand malheur eût été jusqu'alors l'anarchie *seule*. Lorsque, à l'époque où les transformations hardies opérées par Bonaparte dans le monde des États européens commençaient à toucher aussi à l'Est, les Polonais sentirent naître en eux l'espoir que ces événements extraordinaires pourraient leur fournir une base pour le rétablissement de leur patrie, on allait voir se développer de nouveau et trop promptement les mêmes traits caractéristiques de ce peuple, traits qui rendaient sa régénération aussi difficile qu'ils avaient auparavant contribué à en faciliter la dissolution. Aussitôt que les premiers indices d'une telle perspective se montrèrent d'une manière plus précise, dans les guerres entre la Russie et la France, les coryphées parmi les Polonais se trouvèrent, comme dans les temps les plus reculés, divisés entre eux par suite de leurs inclinations

qui les attiraient vers l'un ou vers l'autre de ces deux ennemis, et on les vit négocier avec l'un et avec l'autre.

Les avances faites par ces deux puissances qui ne voulaient d'abord exploiter les Polonais que pour favoriser leurs propres desseins n'avaient été encore accompagnées ni de préférences bien prononcées ni de propositions ou de projets clairement exprimés, lorsque aussitôt les Oginski (déjà en 1794), les Kosciuszko et les Kniaciewicz demandèrent au Directoire, à Napoléon et à Alexandre la réalisation de tous leurs vœux, le rétablissement complet de leurs anciennes limites, bien qu'ils eussent abandonné tout et qu'ils ne possédassent plus absolument rien. On aurait dit que tout rétablissement de leur indépendance, avec une diminution de l'étendue territoriale, était pour eux une pensée bien plus insupportable que leur concentration nationale, même sous la domination étrangère ! Plus tard, lorsque, par suite de la formation du duché de Varsovie, on eut obtenu une espèce de restauration sur un petit territoire, on aurait dû, avant tout, s'efforcer, comme les sages conseils de Napoléon le rappelaient un jour, d'une manière expresse, aux Polonais, d'y former le noyau d'un nouvel État, en concentrant invariablement tous les efforts sur un meilleur régime intérieur et en renonçant provisoirement à tous les projets politiques à longue portée. Mais une telle attitude d'une nation indépendante et régénérée fut complètement manquée par les parties émancipées de cette nation qui semblait n'être remplie entièrement que d'un esprit de liberté et de nationalité ; cette attitude fut si complètement manquée que ces Polonais jouaient, au contraire, le rôle d'habitants d'une province française ; qu'ils envoyaient, au milieu de fêtes et de banquets, leurs

régiments contre ceux qui, en Espagne, combattaient pour la liberté, ou bien qu'ils consentaient à se faire donner, en qualité de gardes du corps, aux souverains de Naples et d'Étrurie, comme le faisaient les mamelouks (1).

Ces expériences seules pourraient expliquer pourquoi Napoléon hésitait à tendre la main au rétablissement d'une nation dans laquelle il ne voyait que des dispositions militaires et aucun talent pour les travaux de la paix et de l'industrie. Ces faits expliqueraient pourquoi il ne pouvait pas s'empêcher de se souvenir du fanatisme religieux et démocratique de l'ancienne Bohême aux frontières de laquelle il craignait d'établir un nouveau foyer républicain, et enfin ils pourraient seuls nous expliquer pourquoi l'empereur ne prit pas à cœur la délivrance de la Pologne, même lorsqu'elle lui était personnellement avantageuse et qu'elle lui semblait même désirable. Il est vrai que Napoléon n'avait pas compté déposer, dans le duché de Varsovie, les germes d'un État dont l'éducation nouvelle serait à faire; il n'avait destiné ce pays qu'à être un moyen de division entre les puissances orientales récemment alliées et à devenir une menace contre la Russie. Même en 1809, lorsqu'il agrandit cet État jusqu'à lui donner quatre millions d'âmes, il ne voulut pas aller jusqu'à un rétablissement formel; il ne pouvait même pas le faire, s'il ne voulait pas, déjà à cette époque, complètement rompre avec la Russie, dont l'alliance lui était alors indispensable pour l'exécution de ses projets contre l'Angleterre. Néanmoins, déjà à cette époque,

(1) C'est ce que leur reprocha un de leurs compatriotes mêmes, Savaszkiewicz : *Tableau de l'influence de la Pologne sur les destinées de la Révolution française*, 1847.

comme plus tard encore, en 1812, Napoléon aurait été content de voir les Polonais se soulever de leur propre mouvement, afin de mériter leur délivrance et pour la justifier aux yeux des puissances orientales.

Mais, à cette époque comme plus tard (1812), les Polonais attendaient que l'empereur prononçât la parole magique capable de briser le charme qui les enchaînait, tandis qu'il s'agissait, avant tout, de prouver que, dans le corps de cette nation en apparence enterrée, il y avait encore des forces vitales. Jusqu'à quel degré on redoutait, en Russie, précisément cette politique populaire, qui aurait porté l'empereur des Français à mettre les Polonais en mouvement en agitant leur pays, c'est ce qu'Alexandre montra, à ce moment, de la manière la plus évidente, lorsqu'il essaya de la prévenir pour toujours par une espèce de traité (1810) par lequel il voulait que Napoléon s'engageât à ne jamais rétablir la Pologne. De l'autre côté, jusqu'à quel point, dans certains cas, une Pologne indépendante était importante pour Napoléon, c'est ce qu'il prouva, en refusant énergiquement d'accéder à ce traité. A cette occasion, il n'hésita pas à faire comprendre, même de ce côté-là, quels étaient ses vœux, comme il les avait exprimés si souvent aux Polonais : « Il ne voulait pas s'engager, disait-il, à faire la guerre à la Providence ou aux Polonais eux-mêmes, dans le cas où ils trouveraient moyen de se soulever. » L'empereur de Russie s'épuisait à combiner continuellement des projets destinés à faire disparaître ce fantôme menaçant du rétablissement de la Pologne; comme Napoléon n'entrait dans aucun de ses desseins, Alexandre commença ses tentatives pour s'emparer lui-même des projets de l'empereur des Français.

Déjà dès sa première guerre contre la France, Alexandre avait commencé à flatter, de toutes les manières, le sentiment national des Lithuaniens; au moment dont nous parlons, il fit répandre le bruit de ses grands projets de réformes et des préparatifs faits en vue d'un projet de Constitution pour cette province. En 1811, le czar disait à Oginski que, dans le cas d'une guerre, il rétablirait la Pologne et qu'il la rattacherait à la Russie par les mêmes liens qui unissaient la Hongrie à l'Autriche. Ces idées étaient bien moins sérieuses que les intentions de Napoléon; en effet, Stein lui-même ne voyait, dans ces fantasmagories, qu'un moyen de flatter la vanité polonaise. Les Polonais eux-mêmes semblaient le sentir; l'enthousiasme et les espérances du plus grand nombre d'entre eux reposaient, dans ces temps critiques, sur Napoléon, puisque, au moment où éclata la guerre de 1812, ils croyaient les Russes déjà perdus; les patriotes de Volhynie et de Lithuanie arrivèrent à Varsovie et le pays tremblait d'impatience de commencer la guerre; cependant les Polonais ne firent rien de leur propre mouvement. Ils n'avaient pas écouté les conseils que Napoléon leur avait donnés autrefois, quand il leur avait dit de travailler à leur amélioration intérieure; pour pouvoir se soulever librement, il leur manquait l'argent et les ressources matérielles, le courage et la concorde. Il est vrai qu'à ce moment encore Napoléon, comme il le disait expressément (1), ne voulait pas établir, en Pologne, « un *forum* », mais seulement un camp, et si la marche des événements eût promptement amené la réconciliation et la paix ou bien des victoires complètes, l'empe-

(1) Cf. Villemain : *Souvenirs*, 1854, tome I^{er}.

reur n'aurait pas hésité à laisser tomber les Polonais, suivant les circonstances, quand même ils se seraient levés. Mais telle que fut la marche des événements, quel mérite les Polonais n'auraient-ils pas eu, aux yeux de Napoléon, à se soulever, à cette époque, d'une manière résolue, et à quels services de sa part n'auraient-ils pas pu prétendre en agissant ainsi !

En effet, dans son alliance avec l'Autriche (1812), Napoléon avait prévu le cas d'un rétablissement de la Pologne; il avait fait préparer la Saxe à l'idée qu'elle ne conserverait pas le sceptre de la Pologne. Il appelait même la guerre qu'il faisait la seconde guerre de Pologne et, dans les instructions qu'il envoyait à son ambassadeur, l'abbé de Pradt et que celui-ci appelait un « *cours complet de clubisme* », Napoléon exhortait les Polonais à recouvrer leur force par leur propre patriotisme et à ne considérer les Français que comme de puissantes troupes auxiliaires. Mais les Polonais ne se contentaient pas de ces vagues exhortations, ils attendaient les ordres plus clairs du puissant empereur. Ils reprochaient à Napoléon d'avoir pris des demi-mesures, comme ils accusaient son envoyé d'avoir contrecarré même ces dernières et d'avoir étouffé l'action des Polonais. De Pradt lui-même s'est vanté, plus tard, d'avoir, lui seul, déjoué, précisément par cette attitude, les derniers projets du conquérant. Mais, quelque maladroitement que de Pradt se fût acquitté de sa tâche, consistant à provoquer un soulèvement comme en Espagne, ou à effectuer le rétablissement de l'ancienne Confédération, sans laisser voir qu'il avait les mains dans le jeu, jamais un tel homme n'aurait pu empêcher les Polonais de faire, d'une manière indépendante, des démarches énergiques, s'ils

avaient été eux-mêmes pénétrés d'un enthousiasme profond et plein de résolution. L'abbé avait renvoyé, déjà après quelques jours, la diète qui, lors de son ouverture (26 juin 1812), avait proclamé le rétablissement de la Pologne; il n'avait gardé qu'un Conseil de confédération qui ne suivait que les inspirations françaises de l'ambassadeur, ainsi que celles du ministère qui avait en horreur tout essai tendant à faire revivre les anciennes révoltes de la Confédération. Napoléon blâma l'abbé, mais sans réparer ou sans corriger ce que son ambassadeur avait négligé de faire ou les fautes qu'il avait commises.

Lorsque les délégués de la diète demandèrent à Napoléon pendant son séjour à Vilna, de déclarer le rétablissement de la Pologne, l'empereur exprima le désir de voir renaître, dans toute la Pologne, le même esprit qui régnait à Varsovie, et il les exhorta à la concorde, qui amènerait leurs ennemis à reconnaître leurs droits. C'était là mettre le doigt sur la plaie. En effet, ce qui était bien plus fâcheux pour les Polonais que les demi-mesures prises par Napoléon, le protecteur, c'était la division même de la nation, dont une partie était pour la Russie et l'autre pour la France. Dans le Conseil de confédération, de même que dans le ministère, il y avait des partisans de la France à côté des amis de la Russie. Les Lithuaniens espéraient en Alexandre. Une famille aussi considérable que celle des Czartoryski servait deux maîtres à la fois. Le père était maréchal de la diète et son second fils servait dans l'armée française. Son fils aîné, l'ami d'enfance d'Alexandre, se tenait sur la réserve; il ne voulait pas être ingrat envers le czar ni infidèle à son peuple; il quitta, il est vrai, le service de la Russie,

mais il ne parut pas non plus à la diète, afin de ne pas se rendre impossible pour le rétablissement d'une Pologne russe, dans le cas où l'entreprise de Napoléon aurait une issue fâcheuse. Cette division seule rendait impossible tout acte de concorde et tout grand effort, et elle donna à Napoléon un prétexte assez fondé pour tourner, contre les Polonais eux-mêmes, les reproches qu'ils lui avaient adressés (1).

Le royaume de Pologne sous la domination russe.

Aussitôt que Napoléon commença sa retraite de Russie, Adam Czartoryski fils parut à Varsovie pour attirer les Polonais à Alexandre. En s'associant les anciens ministres des finances et de l'intérieur, Matouszevicz et le comte Mostowski (fin de novembre 1812), il posa les bases sur lesquelles, d'après leur opinion, Alexandre devait fonder le trône royal de Pologne, pour y monter ensuite; c'étaient l'union du grand-duché de Varsovie avec la Lithuanie, et une Constitution, composée de celle du grand-duché de Varsovie et de celle qui avait été promulguée le 3 mai 1791. Ceci eut lieu pendant que Matouszevicz avait encore des conférences, en Saxe et à Paris, à la fois avec l'ancien roi-duc et avec l'empereur protecteur, ce qui fut excusé même par un soldat tel que Poniatovski, quand il disait que tous les Polonais se voyaient réduits à la nécessité « d'avoir deux consciences ». Czartoryski aussi négocia avec l'empereur de Russie, en suivant encore d'autres projets, sans y avoir été autorisé par personne. Son intérêt et ses dispositions naturelles apprenaient au czar à traiter les Polonais avec

(1) Cf. Bignon (*loco cit.*, tome XIII, p. 493), qui, dans ces affaires de Pologne, était en partie témoin oculaire.

plus de prudence que ne l'avait fait Napoléon et à les gagner plus facilement. Il ménageait le pays pendant l'occupation ; il pardonna aux Lithuaniens leur défection ; il retenait tout acte de vengeance et toute punition, et il faisait concourir son amabilité avec la force des conjonctures à inspirer la foi aux cœurs des Polonais si faciles à exciter, ce qui réussissait surtout d'une manière merveilleuse, aussitôt que le culte d'Alexandre était devenu de mode dans le monde des femmes.

Si auparavant Napoléon avait désiré provoquer une révolte parmi les Polonais, Alexandre aussi désirait alors voir les Polonais agir d'une manière indépendante, pour que ses propres desseins n'effrayassent pas l'Autriche et la Prusse, de manière à les éloigner de lui et de son alliance. Il fit savoir à Czartoryski (commencement de janvier 1813) que, si le gouvernement du duché concluait avec lui un traité d'alliance, il ne déposerait les armes que lorsque les vœux des Polonais seraient remplis. Mais ces vœux étaient comme toujours insatiables, même chez les hommes réfléchis. Czartoryski, qui savait fort bien que l'indépendance et la liberté ne seraient jamais assurées sous le sceptre de la Russie et sous un successeur au trône tel que Constantin, avait osé, tant que l'ennemi redouté était encore debout, présenter ses projets tout entiers à Alexandre (27 décembre 1812) dont il aurait cependant dû connaître le caractère équivoque par de longues expériences : il demandait la réunion de toutes les provinces polonaises sous le grand-duc Michaël, comme roi indépendant. Mais, pour ne pas parler du tout de l'indépendance, Alexandre n'aurait jamais pu oser proclamer seulement l'union nationale de toutes les provinces polonaises ; toute la situation, les voisins et les

alliés ultérieurs, ses propres Russes et tous les hommes d'État de son entourage ne lui avaient que trop impérieusement imposé la nécessité de restreindre sa nouvelle organisation à ses nouvelles acquisitions en Pologne.

L'empereur de Russie répondit à Czartoryski (3-15 janvier 1813), qu'en ce qui concernait les formes, il avait toujours préféré celles qui étaient les plus libres, mais qu'il ne pouvait pas accepter l'idée de l'indépendance ; que la Lithuanie, la Podolie et la Volhynie se considéraient comme des provinces russes, et qu'aucune logique au monde ne persuaderait jamais la Russie de les soumettre au pouvoir d'un autre prince. C'était ainsi qu'il parlait avec sincérité de la question territoriale et qu'il trompait au sujet de celle qui se rapportait à la Constitution ; en effet, il savait fort bien que les égards dus à la Prusse et à l'Autriche lui permettraient, aussi peu dans l'une que dans l'autre de ces questions, d'agir avec une liberté entière. Quelles seraient, en réalité, ces formes, c'est ce qu'on put prévoir déjà, lorsque l'empereur composa (2-14 mars 1813) un Conseil de gouvernement suprême pour la Pologne, en lui donnant pour gouverneur le général russe Lankoï, adversaire par principe de toute nationalité et de toute Constitution polonaises, et pour membres trois conseillers, le Prussien Colomb, Loubecki, décrié comme russophile, et le patriote Vavrzewski. Cette mesure fut suivie, quelques semaines après (avril), de la dissolution du Conseil de confédération ; ensuite la Pologne fut administrée provisoirement en pays conquis, à cette exception près qu'on fit tout pour entretenir la vanité polonaise, en permettant, même en Lithuanie, toutes les manifestations et toutes les fêtes nationales et en formant une armée po-

lonaise dans le duché de Varsovie. C'est pourquoi, tant que durait le congrès de Vienne et pendant qu'Alexandre était brouillé avec les autres puissances, tout le monde en Pologne nourrissait les plus belles espérances.

Kosciuszko écrivit, à cette époque, à l'empereur, pour l'engager à se faire roi de Pologne et à donner au pays une Constitution. Alexandre lui répondit, avec une flatterie, qui ne lui coûtait rien, pour la nationalité polonaise, le jour (3 mai 1814) qui était l'anniversaire de la promulgation de la Constitution de 1791 en Pologne, en disant qu'il convaincrail les Polonais que leur prétendu ennemi remplirait leurs vœux. Mais aussitôt que les affaires polonaises eurent été réglées à Vienne (21 avril 3 mai 1815); que l'étendue du nouveau royaume de Pologne eut été fixée, et qu'on le vit restreint à un petit nombre de voïvodies (8), un mécontentement subit commença à refouler toutes les anciennes espérances. Kosciuszko, invité à retourner dans son pays, le refusa, si l'on n'y ajoutait pas aussi la Lithuanie; dès lors, Alexandre parlait de lui avec dédain, comme Napoléon l'avait fait autrefois, dans une occasion semblable. L'entourage du czar augmentait encore le mécontentement du dernier. Déjà à ce moment, il se sentait blessé par la conduite peu délicate de ces gens qui, à ce moment, comme ils allaient le faire si souvent encore, répondaient aux concessions par des exigences; au lieu de se contenter de l'amélioration de leur position, telle qu'on la leur offrait, ils réclamaient, sur un ton superbe, leur indépendance et ils demandaient à tirer, pour eux-mêmes, les plus grands avantages des révolutions de cette époque, même après n'avoir fait que les efforts les plus faibles.

Histoire de la Constitution.

Une proclamation d'Alexandre promet aux Polonais (13-25 mai 1815) l'usage officiel de leur langue, leur armée et leur administration séparées, sous des fonctionnaires indigènes, ainsi qu'une Constitution, la liberté du commerce et de plus grandes facilités dans les rapports avec les anciennes parties de la Pologne. Le même jour, on avait publié les traits fondamentaux d'une Constitution. Elle se trouvait, il est vrai, diminuée par la suppression de bien des dispositions salutaires, lorsque, plus tard, elle sortit, dans sa forme définitive, des mains de Novosilzov, qui avait dû la refondre (fin de 1815). Mais, telle qu'elle était restée, elle fut accueillie avec enthousiasme en Pologne et à l'étranger, parce que, d'après sa teneur, elle accordait les conditions essentielles de la liberté nationale, c'est-à-dire des ministres responsables, des juges indépendants, une presse libre, le libre exercice de la religion, etc. Si ces concessions avaient été seulement maintenues avec sincérité, quelque grande qu'eût été la ténacité avec laquelle les Russes eussent résisté aux demandes ultérieures, on aurait pu croire que, dans ces limites étroites, il aurait pu se former un autre noyau de la nationalité polonaise avec la perspective d'un avenir heureux. Mais cette supposition, aussi bien que cette conclusion, est peut-être fondée sur une manière de penser tout à fait occidentale et ne serait guère concédée par les Russes et par les Polonais. Des Polonais sincères (1) ont avoué eux-mêmes qu'une exécution sincère de la Constitution n'aurait pas empêché, en Po-

(1) Tels que Mochnacki dans son *Histoire de la Révolution polonaise*.

logne, la révolution qui, disent-ils, avait été déjà préparée par l'établissement du royaume ; ce peuple, ajoutent-ils, qui ne peut, en aucune façon, séparer le souvenir de son ancienne liberté de celui de sa grandeur d'autrefois, « ne vit et ne se comprend que dans la révolution ».

C'est dire, en d'autres termes, ce que surtout Novosilzov et d'autres ennemis des Polonais avaient l'habitude de leur reprocher. Ce peuple, disent-ils, est saisi d'une espèce de manie de faire des révolutions et des conspirations ; n'ayant pas d'État à lui, il est devenu le propagateur d'une idée de liberté tout à fait abstraite, telle qu'elle est conforme à son passé plein d'anarchie et à sa position actuelle si désespérante. Cette idée, ajoutent-ils, répand dans toutes les directions une influence au plus haut degré fécondante, en même temps qu'elle reçoit elle-même, de tous les côtés, cette impulsion salutaire, et cela à un moment où, au milieu des conspirations et des révolutions, des persécutions et des bannissements, les champions de la liberté commençaient partout à faire complètement abstraction de la stabilité de la propriété et de l'ordre dans la maison et dans l'État. Précisément, à partir de ces jours où les patriotes polonais avaient conçu des espérances nouvelles et plus vives, ces tendances révolutionnaires n'ont trouvé, il est vrai, que trop d'aliments et trop de motifs pour se développer, de la façon la plus rapide, en Pologne, par suite de la manière dont procédaient les Russes pour lesquels la bonne foi et la loyauté, ainsi que l'accomplissement des promesses les plus modérées, étaient des choses impossibles.

Déjà les premières mesures, prises par les Russes, allaient le prouver. Lorsqu'il s'agissait de nommer le gou-

verneur, tout le monde s'attendait à ce que, Cosciuszko étant devenu impossible, Czartoryski obtint ce poste, soit à cause de la position occupée par sa famille, soit par suite de ses rapports personnels avec Alexandre. Cette famille était devenue, sous le roi Auguste III, la plus riche de tout le pays ; dans les derniers temps de l'existence de la Pologne, son ambition s'était élevée jusqu'à convoiter la couronne, et ses querelles égoïstes avec la famille Poniatovski avaient essentiellement contribué à amener la chute de la Pologne. Depuis que les Poniatovski l'avaient emporté, à Saint-Pétersbourg, sur les Czartoryski, ces derniers, de partisans de la Russie qu'ils avaient été auparavant, en étaient devenus les adversaires. Après la révolution de 1794, ils avaient été menacés de perdre leurs biens ; ils furent sauvés de cette position par le gouverneur général de la Lithuanie, Repnine, qui fit venir à Saint-Pétersbourg, comme gages de la fidélité de la famille, les fils du vieil Adam Czartoryski. Alors, il arriva, et les sentiments bienveillants de l'empereur Paul pour les Polonais y étaient pour beaucoup, que le jeune Adam Czartoryski fut élevé (depuis 1795) avec Alexandre, et qu'il devint plus tard son ami et son conseiller ; cette amitié, pendant quelque temps, prit un caractère encore plus intime, par suite de la liaison qui s'établit entre l'empereur et la sœur de Czartoryski, la femme du grand veneur de Narichkine.

Depuis ce temps, nous avons toujours retrouvé les traces de l'influence exercée par Czartoryski sur Alexandre ; bien que ce dernier dût souvent s'opposer aux conseils politiques de son favori, il ne lui avait cependant jamais retiré sa confiance. Lorsque, du temps de l'influence de Napoléon, Czartoryski avait dû être éloigné

du ministère des affaires étrangères, il était resté, comme *curateur* de l'université de Vilna, à la tête de l'instruction publique dans toute la Pologne russe. Assisté par le comte Thaddée Czacki, il y avait fondé un grand nombre d'écoles et il avait fait naître une vie intellectuelle toute nouvelle à Vilna, par suite de l'influence qu'y exerçaient les établissements rivaux d'instruction secondaire dirigés par des Français et des Allemands et représentés par Snjadecki et Kollontay. De cette manière, Czartoryski avait mérité le témoignage de Novosilzov, quand celui-ci disait que, par son activité comme curateur, il avait retardé d'un siècle la fusion entre la jeunesse russe et les jeunes gens lithuaniens. Depuis 1812, Alexandre avait rendu à son ami la place qu'il avait occupée dans son entourage immédiat, afin de délibérer avec lui sur toutes les affaires polonaises. Au congrès de Vienne, il l'avait traité en représentant et ministre de la Pologne et, en dernier lieu, il s'était servi de lui, pour donner un lustre national et libéral au premier gouvernement provisoire (depuis le 20 juin 1815). Mais au moment qui nous occupe ici, lorsqu'il s'agissait de l'organisation définitive du pays et que les voix les plus influentes dans les conseils d'Alexandre demandaient, d'une manière fort claire, un Russe comme gouverneur de la Pologne, on écarta froidement Czartoryski et l'on confia ces fonctions au général Zaionczek, vieillard infirme dont on n'avait pas à redouter une action indépendante.

On fit entrer dans le Conseil d'administration (ministère), les ministres du duché de Varsovie Matouszevicz, Mostovski et Potocki, à côté de Vielhorski et de Vavrzewski, hommes, pour la plupart, que personne ne

croyait assez courageux pour maintenir leur position suivant l'esprit de la Constitution. Ils souffraient, sans s'y opposer, qu'on leur adjoignît un plénipotentiaire russe, Nicolas Novosilzov, comme autrefois, dans le duché de Varsovie, ils avaient eu à côté d'eux un délégué français. Comme il était dit dans le rescrit relatif à cette question (29 juin 1816), c'était « d'après le vœu des ministres et du gouverneur » que Novosilzov fut autorisé à assister aussitôt à leurs séances où, parlant au nom de l'empereur, il transformait ses paroles en ordres et où il s'immisçait dans toutes les choses et surtout dans les affaires financières qu'il contribuait, pour sa part, à désorganiser. Ce qui était plus incompatible encore avec l'idée d'une administration nationale, c'était la nomination du grand-duc Constantin, appelé au commandement suprême de l'armée. Dans cette position, le grand-duc se conduisit comme le régent du pays et il y introduisit le pernicieux système russe (1) qui consistait à s'attacher les officiers supérieurs, en leur donnant une forte solde et en leur permettant toute espèce d'actes arbitraires et l'exploitation lucrative des subsistances militaires. Ce système produisit un grand mécontentement parmi les officiers des grades inférieurs dans l'armée nationale, dans les rangs desquels on avait placé aussi tous ceux des officiers polonais qui, autrefois, avaient servi dans l'armée russe, ce qui aliéna, de plus, à l'empereur même les cœurs de ces officiers qui auparavant avaient été ses partisans.

Avec de tels arrangements et avec de telles personnes,

(1) Cf. Neyfeld : *Polens Revolution und Kampf* (La révolution et la lutte de la Pologne), 1832, p. 66.

on ne pouvait pas supposer qu'une Constitution en Pologne devint jamais une vérité. Bien des personnes commençaient à désespérer de la voir réaliser et de voir convoquer les représentants du pays. Toute l'organisation du royaume était trop visiblement calculée pour tranquiliser les Russes, jaloux au sujet de leur influence prédominante en Pologne. En effet, on savait (Cf. tome 1^{er}, p. 280) que pas un seul des conseillers d'Alexandre n'avait approuvé les privilèges nationaux et constitutionnels, accordés par le czar à la Pologne ! La réflexion la plus simple avait dû leur démontrer qu'une grande puissance libre, telle que l'Angleterre, peut bien laisser subsister, à côté d'elle, un pays dépendant de la Couronne et gouverné par l'absolutisme, tel que le Hanovre, mais qu'on ne pourrait même pas s'imaginer le cas contraire. C'était ainsi que Stein avait essayé de détourner l'empereur de ses projets et que, déjà en 1812, il avait prédit que l'esprit despotique de ce prince et l'esprit constitutionnel du peuple en Pologne ne pourraient pas se concilier et que le premier supprimerait le second ou bien que le dernier aurait le dessus sur l'autre. C'était encore ainsi que le général Lankoï avait déconseillé l'octroi d'une Constitution, dans un Mémoire où il avait dit que les Polonais n'étaient pas même capables de comprendre seulement les institutions russes de Catherine II.

Celui qui parlait de la manière la plus énergique, c'était Pozzo, quand, dans un Mémoire (8/20 octobre 1814) il exhortait le czar à ne pas se fier à la comparaison trompeuse qu'il établissait entre la Pologne et la situation de la Hongrie qui, ayant passé à l'Autriche par voie d'héritage, avait imposé à cette dernière sa position indépendante comme une condition indispensable. La Russie,

au contraire, ajoutait-il, en acceptant un tel rapport vis-à-vis de la Pologne, renoncerait à sa conquête ; elle briserait sa connexion immédiate avec l'Europe et elle continuerait à suivre la conduite de son ennemi qui voulait rétablir la Pologne, afin de rejeter la Russie dans la barbarie. Avant tout, il avait dissuadé le czar de la pensée d'une Constitution qui rendrait, disait-il, le faible insolent et le fort et le vainqueur envieux, en même temps qu'elle deviendrait dangereuse aux voisins. Malgré toutes ces voix contraires, la Constitution avait été promulguée, mais son exécution fut retardée jusqu'en 1818. A peine y procédait-on, que les adversaires, pleins de rancune, se levaient de nouveau. Le général Michaël Orlov, plein de jalousie, voulait, avec un certain nombre d'autres officiers, présenter au czar une protestation contre cette Charte. Même après que le pas décisif eut été fait, Karamsine osa (1), dans une lettre (17 octobre 1819), reprocher au czar son caprice si peu digne d'un véritable homme d'État et qui le portait à croire que, comme chrétien, il devait faire du bien à ses ennemis. Le czar, disait-il, réparerait le partage de la Pologne par un partage de la Russie ; il y recueillerait des applaudissements, mais il provoquerait le désespoir de ses Russes ; « le rétablissement de la Pologne serait ou la ruine de la Russie, ou bien les Russes arroseraient la Pologne de leur sang et ils prendraient encore une fois d'assaut la ville de Praga. »

Néanmoins, résistant obstinément à toutes ces objections qui n'étaient que de trop bonnes prophéties, l'empereur insista sur l'exécution de la Constitution polonaise.

(1) Cf. Tourguenev, *loc. cit.*, tome I^{er}, p. 510.

Elle impliquait, en effet, une obligation d'agir de la même façon à l'égard de la Russie, obligation que le czar reconnut publiquement dans le fameux discours qu'il prononça à l'ouverture de la première diète polonaise (27 mars 1818). Il y déclara que les institutions libérales, mises dès lors en pratique, lui avaient toujours tenu à cœur, et qu'avec le secours de Dieu, il espérait étendre leur influence salulaire sur tous les pays que la Providence divine avait confiés à ses soins. A ce moment, Alexandre était arrivé à l'apogée de la splendeur de son libéralisme. La diète se termina presque sans difficultés d'aucune sorte. L'empereur invoqua la confiance de la nation, en ajournant indéfiniment la présentation d'un budget ; car, disait-il, on ne pourrait pas introduire, dans le pays, un nouveau système financier, avant que la liquidation, jusqu'alors inachevée, de la dette publique fût terminée ; on lui accorda cette marque de confiance. L'empereur fit présenter un Code pénal à la diète, qui l'accepta avec un empressement précipité. Elle rejeta, au contraire, une loi sur le mariage et sur le divorce qui lui avait été soumise et qui aurait modifié les dispositions du Code civil. Le czar témoigna même aux députés la satisfaction que lui causait cette marque de leur indépendance. De cette manière, on semblait de tous les côtés être disposé à montrer des égards, de la douceur, de la reconnaissance et de la confiance. Ceux qui, parmi les Polonais, croyaient facilement ce qu'ils désiraient, conçurent de nouvelles espérances. Ceux qui, en Russie, voulaient le progrès, attendaient avec la plus vive impatience ce qui allait arriver. En Allemagne et en France, on entendait, de nouveau, retentir la gloire de cet empereur libéral.

Revirements.

La diète de Varsovie avait été, effectivement, l'apogée du libéralisme d'Alexandre; à partir de ce moment, l'arrêt et la marche rétrograde dans les affaires politiques de son empire remplacent, avec une grande promptitude et avec une conséquence logique surprenante, le mouvement progressif. Soit que l'empereur eût voulu paraître à l'Occident, au congrès d'Aix-la-Chapelle, entouré de cette nouvelle auréole, soit qu'à l'Est il eût voulu réconcilier ses Russes avec la Constitution polonaise, il osa promulguer la Charte russe; c'était ce qu'il avait fait de plus fort dans cette direction, mais c'était aussi son dernier pas dans ce sens. Cette nouvelle tournure des choses s'annonça déjà pendant la clôture de la diète de Varsovie. Même avant que l'empereur partit pour Aix-la-Chapelle, il avait été blessé par le ton libéral, mais modéré d'une requête dans laquelle la diète polonaise exprimait quelques vœux et où elle signalait quelques violations de la Constitution commises par les ministres, mais en les excusant aussitôt elle-même, avec des égards pleins de ménagement, en disant que les ministres manquaient d'expérience constitutionnelle. Dans un rescrit, adressé au Conseil des ministres (4 septembre 1818), l'empereur fit censurer la Chambre de ce blâme qu'elle n'avait, disait-on, aucun droit d'émettre (1). Parmi les vœux exprimés par elle, il y avait eu une loi de recrutement; l'empereur répondit que l'article 91, autorisant la Chambre à délibérer sur ce sujet d'après les communications faites par le roi, donnait à ce dernier le droit de faire de telles

(1) Cf. *Coup d'œil sur l'état politique du royaume de la Pologne. Par un Polonais*. Paris, 1832. Annexe n° 17.

communications, mais qu'il ne l'y obligeait nullement. Si la Constitution, dans son ensemble, était considérée, ce qu'on faisait presque partout à cette époque, comme une concession spontanée du souverain, on aurait dit qu'en Pologne l'octroi réel des différents articles de la Charte n'était qu'un effet de la grâce du monarque et que leur exécution n'était qu'une espèce d'essai dont la durée et la marche progressive devaient dépendre de la sagesse des sujets du pays. En effet, les historiens russes avouent, sans la moindre honte, qu'on suivait le principe d'après lequel l'empereur était au-dessus de la Constitution et non pas au-dessous d'elle (1).

Aux mois d'octobre et de novembre, Alexandre était à Aix-la-Chapelle. La connaissance plus exacte de l'état de choses en Allemagne et en France commençait alors à inquiéter le czar. Pendant son séjour en France et en Belgique, après la fin du congrès, quelques insensés, ayant appartenu à l'ancienne armée de Napoléon, avaient conçu le dessein, resté cependant à l'état de projet (2), de s'emparer de l'empereur sur la route d'Aix-la-Chapelle à Bruxelles et de l'obliger à proclamer Napoléon II. Au printemps de l'année suivante, Kotzebue devint la victime du zèle servile avec lequel il avait servi la Russie ; à de petits intervalles, on vit se succéder les attentats contre Ibell et contre le duc de Berry. Ces armes, dirigées sur les princes et sur les serviteurs des souverains, durent, même dans les souvenirs du czar, si irritable, donner une importance plus grande à ce projet

(1) Comme dans von Smitt : *Geschichte des polnischen Aufstands und Krieger* (Histoire de l'insurrection et de la guerre en Pologne).

(2) Cf. *Notice historique sur le complot formé contre l'empereur Alexandre*. Paris, 1819.

d'enlèvement qu'on avait voulu exécuter en Belgique. L'explosion de la révolution en Espagne (1820) fut ensuite le signal du revirement le plus prononcé dans le système gouvernemental d'Alexandre. Peu de temps auparavant, la politique extérieure du czar en Allemagne avait du moins conservé les apparences du libéralisme et, dans l'intérieur de son empire, il avait fait encore des démarches d'après lesquelles on aurait pu conclure qu'il comptait poursuivre ses anciens desseins relatifs au servage en Russie. Mais, à partir de ce moment, on vit s'arrêter tout à coup même les dernières mesures de réformes qui avaient été encore en voie d'exécution, et le gouvernement russe cessa soudain de flatter le peuple par ces dehors de libéralisme et de lumières.

Sociétés secrètes.

Au milieu de tous les grands événements de cette époque, et par suite du contact continu avec l'étranger, il était bien naturel que le même esprit plus éclairé qui s'était emparé d'Alexandre pendant sa jeunesse eût pénétré aussi dans quelques cercles du peuple russe, quelque resserrés qu'ils fussent naturellement. La grande uniformité de la vie russe avait été puissamment interrompue par toute la nature de ces temps et, en dernier lieu, par les guerres à l'intérieur et à l'extérieur. La manie de voyager qui avait saisi les Russes depuis que Alexandre avait écarté les obstacles par lesquels les voyages avaient été jusqu'alors rendus fort difficiles ; le séjour de tant de réfugiés français et allemands qui s'étaient établis en Russie ; plus tard (1812), la dispersion d'un si grand nombre de prisonniers étrangers sur tout le territoire russe ; ensuite (1813), le départ des troupes et des milices pour l'étranger ; les combats livrés par

elles, pendant une guerre de trois ans, sur des champs de bataille lointains, ainsi que l'occupation de la France, pendant le même nombre d'années : tout cela avait donné, même à la plus grande masse du peuple russe, un grand nombre d'idées nouvelles et une tout autre manière de voir les choses. Comme c'était arrivé en Espagne, en Italie et en Pologne surtout, le monde des officiers avait été initié à des sphères de la pensée et de la société qui, auparavant, leur avaient été complètement inconnues. Un flot d'idées nouvelles pénétra ainsi au-delà des frontières russes avec les soldats rentrant dans leurs foyers ; les rayons d'une régénération intellectuelle se firent jour dans les rangs de cette armée qui sentait qu'elle formait la classe la plus influente et la plus puissante. Un certain nombre d'âmes généreuses, appartenant à la partie éclairée de la nation, furent entraînées vers les idées, l'instruction et les imaginations des hommes de progrès en Europe. Bien que, sous d'autres rapports, le Russe professe un réalisme froid, on vit cependant s'établir, dans ces petits cercles, le même enthousiasme et le même idéalisme d'un caractère politique, littéraire et philanthropique qui, pendant si longtemps, avaient animé l'empereur ; qui lui avaient gagné les sympathies de ces mêmes cercles et qui, au commencement, avaient attiré l'empereur vers eux.

Dans une conversation avec Eylert, Alexandre avait dit, en 1813, que ces guerres amèneraient une nouvelle époque pour la Russie ; ses projets tendaient, à ce moment encore, à marcher de front avec son siècle. Cette manière de penser s'était alors répandue dans le pays ; le libéralisme devint une espèce de mode par laquelle on pouvait espérer être agréable à l'empereur. Celui-ci ne

l'avait pas seulement toléré, mais il l'avait encouragé; des personnes qui, après une absence d'une certaine durée, retournaient après 1816 en Russie, trouvaient la censure et l'espionnage de la police pour ainsi dire ajournés, comme ils voyaient aussi que la manière d'être et de parler, même dans la capitale, était entièrement changée. C'était surtout l'influence de la littérature étrangère qui se faisait sentir d'une manière toute nouvelle. En Pologne, l'université, nouvellement fondée, (7/19 janvier 1817) de Varsovie avait ajouté un nouveau centre d'instruction nationale à ceux qui existaient déjà à Vilna, à Posen et à Cracovie. Les villes de Varsovie et de Cracovie représentaient la direction française et classique de la littérature, tandis qu'à Vilna on voyait régner plutôt le romantisme allemand (1), avant que les Niemcewicz et les Mickiewicz eussent assuré la victoire de l'école romantique sur les Demesovski et ses partisans, comme Pouchkine, en Russie, avait triomphé de Derschavine. Lelevel, qui s'était formé par la science allemande, donna, à partir de 1818, un grand essor à l'étude des sciences morales, ainsi qu'à l'histoire de l'art et des antiquités, et il devint, avec Mickiewicz, le principal propagateur de cet esprit jeune et libéral qui prépara la jeunesse polonaise à la révolution ultérieure. Appelé plus tard, en 1821, à Vilna, Lelevel, par ses leçons publiques sur l'histoire, se fit autant aimer dans cette ville, où Golouchovski, un des élèves de Schelling, faisait à côté de lui des cours sur la philosophie, de

(1) Cf. Cybouski: *Ueber die litterarische Bewegung in Polen. In Prutz' lit. Taschenbuche* (Sur le mouvement littéraire en Pologne. Dans l'Almanach littéraire de Prutz), IV.

même que Danilovicz y professait le droit, et Onacevicz la statistique et la diplomatie.

Un mouvement semblable dans les esprits s'observait, à cette époque, à Saint-Pétersbourg même. La littérature des publicistes français, les ouvrages de Benjamin Constant, y étaient tout aussi connus qu'à Paris. On traita alors, pour la première fois, dans des ouvrages écrits en langue russe, de la politique, de la législation et de l'administration. Peu de temps après la conclusion de la paix, Nikolas Tourguenev, dans son livre, supprimé en 1825, sur la Théorie des impôts, présentait les institutions anglaises comme des modèles à suivre, et il s'attaqua, d'une manière fort vive, à la question relative à l'abolition du servage; ce qui, suivant les différents lecteurs, frappait le public et lui plaisait ou lui déplaisait. Mais, avant tout, c'était la poésie étrangère qui exerçait une puissante influence sur la jeune génération et surtout sur les jeunes gens dans l'armée. La frivolité hardie, par laquelle lord Byron exhalait sa rage contre les mœurs et les préjugés aristocratiques et monarchiques dont les individus ne pouvaient pas triompher, trouvait un écho naturel dans les cœurs des libéraux parmi les Russes. On dévorait ses œuvres et on les imitait. Ce fut le génie de Byron qui donna son caractère particulier à toute l'école des poètes russes depuis Pouchkine, comme il avait exercé cette même influence sur les poètes polonais.

Le comte Potocki, qui lisait beaucoup, portait jusque dans le Conseil d'État et jusque dans l'antichambre du cabinet de l'empereur les nouveaux ouvrages du poète anglais, son *Siècle d'airain* qui flagellait, par une satire amère, l'empereur, ses alliances et ses congrès; les con-

seillers d'État s'amusaient à le lire pendant leurs séances. On faisait circuler, en manuscrit, une littérature toute nouvelle de chansons patriotiques et d'épigrammes qu'on répandait avec un grand zèle. Dans l'espace de trois mois, on fit, disait-on, par exemple, dix mille copies d'une pièce démocratique et nationale, intitulée *Goudima* (1). Quel était l'esprit régnant dans ces jeunes poésies et dans ces jeunes poètes, c'est ce qu'on peut supposer d'après les simples indications suivantes : pour avoir écrit son *Ode à la Liberté*, Pouchkine fut exilé, par Alexandre, de Saint-Petersbourg, et son imitateur, Rylejev (2), devint la malheureuse victime de la conspiration militaire dans laquelle était impliqué aussi son ami Alex. Bestouchev avec ses trois frères. Rylejev et son frère Nikolas étaient également du grand nombre de ces officiers poètes et écrivains, tels que Fedor Glinka, le prince Odayevski, Rosen, Küchelbecker et autres, qui tous ont pris part à cette révolte.

Mais déjà plusieurs années avant l'explosion de cette catastrophe sanglante, quelques-uns des cercles auxquels appartenaient ces jeunes gens désireux de s'instruire, les natures supérieures, qui se sentaient profondément révoltées par la corruption systématique régnant dans le monde des hommes d'État et des fonctionnaires en Russie, avaient songé aux moyens de concentrer, de fixer et de diriger vers un but utile et pratique, tout en restant dans les voies légales, leurs idées nouvelles et libérales : ils en étaient venus aux Sociétés secrètes. Déjà

(1) Cf. Tourguenev, *loco cit.*, tome I, p. 81, et C. von Martens : *Denkwürdigkeiten* (Mémoires), 1848.

(2) Son poème *Vaïnarovski* a été inspiré par le *Poullava* de Pouchkine, comme celui-ci doit son origine au *Mazeppa* de lord Byron.

vers 1817, il s'était formé (1) une union dite du *Bien public* qui se perdit dans l'obscurité, sans se développer davantage; d'autres *Sociétés libres* avaient surgi dans les rangs des troupes en garnison à Saint-Petersbourg; deux de ces Sociétés s'étaient formées dans le régiment Ismaïlov, et l'une d'elles était présidée par le prince Yevgueni (Eugène) Obolenski; mais elles aussi n'avaient qu'une courte durée de quelques mois. D'autres délibérations, qui eurent lieu, à la même époque, au sujet d'une Société de ce genre, entre Nikolas Tourguenev, le général Michaël Orlov et le comte Mamonov, étaient également restées sans résultat. Tous les trois étaient francs-maçons, des hommes d'un caractère désintéressé comme on en trouve rarement : Tourguenev était entièrement occupé de ses études, relatives aux réformes, et des moyens de les réaliser; Mamonov était un patriote ardent qui, en 1812, avait fait des sacrifices énormes; Orlov enfin, était un philanthrope d'une imagination facile à exciter et qui, comme général de division, commandant le second corps d'armée, s'était donné beaucoup de peine pour fonder des écoles à la Lancaster, à la création desquelles il avait consacré de fortes sommes d'argent. Ce ne fut qu'en 1818 qu'on réussit à fonder effectivement une *Union du Bien public*, comme une imitation du *Tugendbund*; elle se proposa de prêter aux tendances du gouvernement, qui le poussaient vers les réformes, un appui moral, entre autres par un journal dont on présenta le projet à l'empereur; on était même assez naïf pour songer, un jour, à informer le czar de l'existence et de l'organisation de cette Société.

(1) D'après le fameux *Rapport du comité d'enquête* de 1826. Paris, 1827.

Des hommes appartenant aux familles les plus considérables, surtout des officiers de la garde et des hommes de lettres, faisaient partie de cette Société inoffensive. Les frères Mouraviev, Alexandre et Michaël, se trouvaient parmi ses fondateurs; le premier était un des officiers les plus instruits et un des hommes les plus estimés, d'une profonde sensibilité religieuse, qui faisait qu'à un âge avancé déjà, il se laissait entraîner dans le mysticisme, par la lecture des ouvrages de Jakob Boehme (1). Le prince Troubetzkoï faisait la propagande en faveur de cette société, et engagea à y entrer Tourguenev (fin de 1819), qui trouva que les desseins de ses membres n'étaient pas encore mûrs, et même qu'ils avaient un caractère puéril, mais qui comptait les gagner à son plan favori, à l'abolition du servage, et qui, plus tard, passa les plus beaux moments de son existence intellectuelle parmi eux. Cette Société n'exerçait pas une action à proprement parler, ni dans la capitale, ni à Moscou ou à Toulchine (Podolie), le quartier général du second corps d'armée, où elle avait des ramifications; même le journal qu'elle avait songé à fonder resta à l'état de projet. L'empereur avait été informé de l'existence de cette Société. Aussitôt que les premiers événements inquiétants, dans le sud-ouest de l'Europe, commencèrent à remplir l'âme du czar d'angoisses au sujet de conspirations sourdes, il chargea son aide de camp Alexis Orlov d'avertir son frère d'avoir à se tenir sur ses gardes (2). Cependant,

(1) Tel le trouvait Hansteen, en 1829, à Irkoutsk. Cf. *Reiseerinnerungen aus Sibirien* (Souvenirs d'un voyage en Sibérie), 1854, p. 51.

(2) Tous les deux étaient fils naturels de Fedor-Grigorievitch Orlov; si Catherine II ne les eût légitimés, la famille des Orlov se serait éteinte avec l'écrivain Gregori (Grégoire) Orlov, mort en 1826.

semblable en cela aux petits princes allemands, Alexandre n'osa pas user d'une sévérité et d'une rigueur plus grandes, tant que la cause des révolutions avait encore toutes les chances de l'avenir pour elle; en effet, le czar croyait cette association aussi répandue et aussi terrible qu'elle était restreinte et impuissante.

Durant le cours de l'année 1820, l'esprit séditieux des soldats, dans les pays latins, semblait se propager directement jusqu'en Russie, lorsque la conduite brutale d'un nouveau colonel fit éclater une mutinerie dans le régiment de la garde Samonov; lors de la réorganisation de ce régiment, on en éloigna deux frères du nom de Mouraviev-Apostol (1), dont Serges, apôtre enthousiaste de la liberté, homme à moitié sauvage et à moitié civilisé, était un des conspirateurs les plus hardis de 1825. L'empereur attribua encore le mouvement dans un régiment dont il était lui-même le chef à l'action des Sociétés secrètes; son imagination terrifiée lui faisait voir partout ces fantômes dont il se croyait entouré de tous les côtés. En effet, le désir plein d'attrait d'être initié à ces menées se répandait, à cette époque, comme une véritable épidémie. En Pologne, il y avait, depuis 1819, une branche, bientôt tombée en décadence, de la franc-maçonnerie, que le major Valeriane Loukasinski avait fondée pour conserver ainsi la nationalité polonaise. En 1820, le capitaine Moyevski fonda les *Templiers*, dont on se moqua plus tard, comme de mystiques. En Lithuanie, où l'on se voyait moins observé, il se forma, parmi les étudiants

(1) Fils d'Ioanne Mouraviev-Apostol, dont on possède une traduction des *Nuées* d'Aristophane, ainsi que la description d'un voyage en Tauride (1823).

de Vilna, des associations d'un caractère moral et scientifique comme dans les universités allemandes. Telle était la *Société des Gueux*, qui se plaisait à composer des satires contre l'administration, la noblesse et les vices de la littérature et de la société en Russie; telle était encore l'association des *Rayonnants*, une espèce de *Burschenschaft*, qui avait été formée, en 1819, par Thomas Zan, autour duquel s'était réuni un comité plus restreint (les Philarètes); ce fut de son sein que sortit Adam Mickievicz, dont les premières poésies parurent en 1821.

Dans de telles circonstances, il faut s'étonner que la défense formelle et rigoureuse de toutes les Sociétés secrètes ne fût prononcée, en Pologne, que vers la fin de 1821 (6/18 décembre), et, en Russie, plus tard encore (12/24 août 1822). Mais il faut dire qu'à cette époque on prit la chose tellement au sérieux, qu'on ordonna même de publier la bulle du pape (du 24 juin 1822) contre les carbonari en Russie (14/26 septembre), et qu'on comprit dans cette défense même les francs-maçons, qui, cependant, n'avaient exercé dans aucun pays une influence plus bienfaisante qu'en Russie et qui comptaient l'empereur lui-même parmi leurs membres. Ces défenses produisirent momentanément leur effet sur celles de ces sociétés qui étaient inoffensives, et sur ceux de leurs membres qui avaient le sentiment de la légalité. La société des *Rayonnants*, à Vilna, opéra sa dissolution. Les membres de l'*Union russe du Bien public* avaient, déjà auparavant (février 1821), après une délibération préalable tenue à Moscou, prononcé la dissolution de leur société. En effet, ils étaient convaincus que ces moyens n'avaient aucune efficacité, dans un pays où

l'éloignement extérieur et la différence intérieure dans leurs opinions séparent les quelques hommes qui pensent, sous le rapport de l'espace aussi bien que sous celui de l'intelligence, de même que ces rares penseurs, de leur côté, sont tous séparés des masses grossières par l'immense abîme que la culture intellectuelle creuse entre eux. Au contraire, les membres les plus obstinés des Sociétés secrètes, désespérant de la cause des réformes pacifiques, continuèrent, précisément après la publication de toutes ces défenses, à persévérer dans des associations plus dangereuses qui se proposaient des buts plus téméraires, associations qui, plus tard, pendant les derniers jours de l'empereur et sur sa tombe encore fraîche, allaient amener des révoltes sanglantes !

Réactions dans le domaine des lumières.

Longtemps avant qu'on en fût venu à ces mesures contre les Sociétés secrètes, on avait déjà commencé à suivre une marche rétrograde dans tout ce qui se rapportait aux réformes qui jusqu'alors avaient été ce qu'Alexandre avait eu de plus cher. La tolérance, les ménagements et la douceur à l'égard de toutes les religions, de toutes les sectes et de toutes les confessions, avaient formé un des principes qui semblaient être solidement enracinés dans l'âme d'Alexandre, aussi bien pendant l'époque première de son indifférentisme en matière de religion que, plus tard, durant la période où il était devenu croyant. En coopérant avec le métropolitain Plato, il avait essayé de ramener, par la conciliation, à une espèce d'union confessionnelle, les orthodoxes russes, dont les opinions différentes et absurdes, par rapport aux formes extérieures de la religion, cachaient les antipathies du vieux parti russe pour les tendances euro-

péennes. La secte relativement moderne des Doucho-borzes que le peuple, en Russie, appelle des francs-maçons, avait été établie, en 1801, par l'empereur, en colonie sur les bords de la Malotschna; plus tard, elle dégénéra et il fallut la transporter dans la province du Caucase. Les cercles mystiques de Saint-Pétersbourg, se rattachant aux doctrines de Jak. Boehme, à celles de Saint-Martin et de Swedenborg, avaient été supprimés par Catherine, mais Alexandre leur avait permis de revivre. Le czar avait essayé, par plusieurs ukases (1804 à 1807), de relever les juifs de l'abandon dans lequel ils croupissaient. Les jésuites avaient trouvé un asile en Russie, à l'époque où ils étaient supprimés dans tous les autres pays. Et quant au protestantisme, non-seulement le gouvernement, mais encore l'école de théologie à Moscou, qui se conciliait avec l'école allemande, avait formellement essayé de s'en rapprocher.

Le gouvernement montra plus d'humanité que les Gourovski, ainsi que d'autres panégyristes du système prévalant plus tard, qui disaient que c'était un avantage si la religion excluait les lumières et que les prêtres végé-tassent comme des bêtes ignorantes. En effet, le pouvoir voulait faire entrer l'Église grecque dans les voies d'un développement intérieur, et vivifier ses formes extérieures et matérielles par la valeur morale de la prédication ainsi que de l'enseignement religieux, et par un commencement de sollicitude pastorale. On était tellement convaincu que l'activité extraordinaire de la Société biblique et de ses ramifications en Russie ébranlerait, jusque dans ses fondements, le formalisme rigide de l'Église russe, que, dans le camp des catholiques rigoureux, on craignait tout simplement que le protestantisme ne fût inoculé à

toute la Russie (1). C'est pourquoi les jésuites et leurs partisans étaient les ennemis terribles, implacables et infatigables de la Société biblique. Ils tombèrent, il est vrai, comme nous l'avons vu plus haut (Cf. t. III, p. 30), et ils durent quitter l'empire au commencement de 1820, à cette époque où l'on redoutait, en général, tout ce qui avait le caractère d'une corporation et d'une Société; mais leur chute réagit, en même temps, sur tout ce qui était propagation des lumières. Ils n'avaient rien négligé pour exciter aussi le clergé russe contre la Société biblique. Araktcheyev, homme très-influent, qui, par l'intermédiaire de ses affidés dans la direction de l'instruction publique, avait, déjà auparavant, provoqué plus d'une mesure antilibérale, se rattacha aux métropolitains, dont les inquiétudes avaient été réveillées. Il amena l'archimandrite Photius, qui était en odeur de sainteté, à faire à Alexandre des représentations au sujet de la confusion qui régnait dans l'Église. Le faible empereur céda à ses sollicitations. On remplaça le prince Galitzyne, dans la présidence de la Société biblique, par le métropolitain Seraphin; aussitôt l'activité de cette Société se ralentit, pour cesser, plus tard, sous Nicolas, « provisoirement », c'est-à-dire pour toujours.

Dès lors, on ne regardait guère les membres de la Société biblique autrement que comme on regardait les carbonari en Italie et les membres de la *Burschenschaft* en Allemagne. Jusque dans la ville d'Astrachan, même les missionnaires écossais, gens fort inoffensifs, et leur activité ingrate, mais fort méritoire, n'étaient pas à l'abri

(1) Cf. De Maistre : Œuvres, tome IV, p. 24.

de l'espionnage soupçonneux dont le gouvernement russe entourait toutes les Sociétés et toutes les associations (1). L'influence qu'exerçait Araktcheyev sur les choses de l'intelligence et sur les affaires ecclésiastiques devint encore plus funeste et plus étendue aussitôt qu'aux anciens ministres libéraux et amis des lumières, aux Rasoumovski et aux Galitzyne, succéda l'amiral Schichkov, cet ami de l'obscurantisme qui, dans son discours d'introduction, déclara inutile et nuisible l'instruction primaire dans les plus basses classes du peuple, instruction pour laquelle, au commencement, on avait voulu faire de si grandes choses. Ainsi, encore du vivant d'Alexandre, on détruisit au vol toutes les améliorations qui, pendant vingt ans, avaient été créées et préparées lentement et avec beaucoup de peine. En effet, pendant le règne de cet empereur philanthrope, les choses en vinrent à un tel point que, déjà en 1824, les juifs de la Pologne étaient menacés d'être transportés, en masse, dans la Russie méridionale; il est vrai que, cette fois-là encore, ils trouvèrent moyen de prévenir une mesure aussi radicale et aussi dure.

Revirement dans la question du servage.

Le sort qu'avait subi la question relative à la propagation des lumières, fut aussi celui qui était réservé à la « philanthropie d'État » en Russie, et surtout à la grande question du servage. Peu de temps après qu'on eut promulgué l'abolition du servage dans les provinces baltiques, une ordonnance impériale avait placé le gouvernement de Pskov sous les ordres du gouverneur général

(1) Cf. Henderson : *Researches and travels in Russia*, 1826, p. 133, 132.

des trois provinces allemandes. A cette époque-là, on croyait encore que cette démarche était une mesure préparatoire par laquelle on essaierait d'appliquer l'émancipation aussi à la Grande-Russie, et, dans toute l'Europe, on ne s'attendait pas à moins que de voir l'abolition du servage devenir générale en Russie. Encore à cette époque, la noblesse de Dynabourg, dans le gouvernement de Vitebsk, avait nommé une commission (avril 1819), à fin d'améliorer le sort de ses paysans d'après l'exemple donné par les provinces baltiques, démarche qui avait été encore accueillie avec éloges par l'empereur Alexandre. Mais cette mesure marqua déjà, dans cette direction, l'extrême limite jusqu'à laquelle le progrès devait aller. L'aventurier Paulucci lui-même avait, dit-on, fait accroire au czar qu'il se tramait une conspiration contre la vie du souverain au sein de la noblesse de Pskov; on était alors certain d'agir par des moyens de ce genre sur l'esprit d'Alexandre. En même temps commencèrent aussi les résistances cachées, les réactions presque imperceptibles, qui opposent une digue infranchissable à tous les grands changements dans un tel état de routine qui n'est pas ébranlé par la discussion publique. On enterrait, dès lors, dans la poussière des archives du ministère de l'intérieur, les plaintes au sujet de la vente des esclaves qui, à cette époque, arrivèrent aux autorités suprêmes, et qui, au commencement, avaient encore fortement ému l'empereur; mais, dès cette époque, le souverain ne s'en préoccupa plus.

Pendant qu'on discutait ces plaintes au sein du Conseil d'État, l'amiral Schichkov avait fait insérer, dans les procès-verbaux de ces séances, des déclarations pleines de fiel contre les principes dont les jeunes Russes s'étaient

imbus dans les universités allemandes, faisant par là des allusions piquantes aux frères Tourguenev, ces fauteurs zélés de l'émancipation. Même ceux des amis de ces frères qui étaient animés de sentiments humains et qui, en politique, étaient des hommes libéraux, tels que l'amiral Mordvinov, se séparèrent, dans cette question, des frères Tourguenev, tandis que leurs ennemis, par haine contre les efforts tentés par eux, impliquèrent, plus tard, l'un de ces frères dans le procès fatal de 1826. L'empereur était alors libre de donner un grand exemple à la noblesse, sans encourir la moindre responsabilité personnelle. Il s'offrit à lui une occasion inespérée et des plus favorables pour tenter cette grande œuvre, lorsque deux hommes aussi considérés que le comte Voronzov et le prince Mentchikov voulaient complètement émanciper leurs serfs, expressément avec l'intention de donner un exemple général et de manière à atteindre ce but. Ils demandèrent à l'empereur la permission de former une association, composée de propriétaires fonciers animés des mêmes sentiments, et dans le sein de laquelle on devait élaborer le règlement de l'émancipation. Plusieurs gentilshommes avaient signé la déclaration provisoire, qui fut approuvée par l'empereur. Nikolas Tourguenev appuya encore cette affaire par un Mémoire (28 décembre 1819) qui, pour un moment fugitif, attisa le zèle vacillant d'Alexandre. Mais aussitôt on murmura à l'oreille de l'empereur le mot de menées révolutionnaires, et le czar refusa de sanctionner cette association. Les gentilshommes isolés qui auraient mis à exécution l'émancipation des serfs eussent été, par conséquent, exposés à la haine des autres nobles; ils durent donc abandonner leur projet. En face de cette faiblesse de l'empereur,

Tourguenev maudissait (1) sa crédulité trompée par des hommes sans foi et sans loyauté, sans cœur, sans volonté et sans force. L'issue malheureuse de cette affaire fit que tout espoir d'employer utilement sa vie s'évanouit alors pour Tourguenev qui nourrissait peut-être l'ambition de jouer, dans la réforme de la condition des paysans, de l'administration et de la jurisprudence en Russie, le même rôle que Stein avait dû, un jour, jouer en Prusse.

Revirement dans la question des Constitutions.

De même que, dans ces affaires de la nature la plus noble, c'est-à-dire dans la question de l'instruction et de la délivrance du peuple, Alexandre revenait alors sur ses pas, de même aussi dans tout ce qui se rapportait aux affaires constitutionnelles, en Russie et en Pologne, il suivait une marche rétrograde. La Constitution pour la Russie, annoncée à Varsovie, n'avait pas été une fantasmagorie pure; le projet en avait été élaboré, déjà à cette époque, dans tous ses détails; il a été trouvé, plus tard, parmi les papiers de Novosilzov et on l'a publié en 1831 (2). Mais il resta oublié dans les cartons, aussitôt qu'il y eut eu la première petite agitation constitutionnelle à Varsovie et surtout à partir des mouvements de 1820. Lorsque, à cette époque, qui était celle de la révolte dans le régiment de Semenov, Karamsine adressa à l'empereur une lettre, dans laquelle il développait l'opinion que le moment était alors venu pour donner une Constitution à la Russie, cet historien si dévoué au gouvernement, qui s'était tant prodigué pour l'appuyer et à

(1) Cf. *La Russie et les Russes*, tome II, p. 472.

(2) Cf. *Portfolio*, n° 40, 41.

qui on avait laissé passer tant de libertés, fut aussitôt envoyé à Kexholm (1). Du reste, eût-on même fait une tentative pour exécuter la Constitution, rien que le contenu de ce projet aurait dû faire naître des craintes au sujet de son sort et de son développement, quand bien même il n'y aurait eu, dans le reste de l'Europe, pour les Constitutions, aucune espèce de danger qui aurait pu produire ces appréhensions. En effet, tout regard jeté sur ce projet et chaque trait qu'on raconte relativement à l'histoire de son origine, mettent à nu, au milieu de l'époque des tendances libérales et des travaux consacrés au même but, le fond despotique du caractère de l'empereur que nous avons rencontré derrière toutes ces belles paroles libérales.

Quand l'empereur, raconte-t-on, entendait parler, dans les délibérations, d'une libre élection des représentants, il était saisi d'horreur à la pensée que, de cette manière, il pourrait avoir comme député l'ancien ministre Panine. On disait donc, dans la Constitution (art. 114) : que l'empereur lui-même devait choisir les différents députés parmi deux candidats qui lui seraient proposés pour chaque siège. Alexandre se déclarait toujours favorable à la responsabilité ministérielle ; mais lorsqu'on lui demanda si, par conséquent, un ukase serait non valide sans le contre-seing d'un ministre, Alexandre s'empressa d'y répondre négativement. En effet, ce qui est en parfaite harmonie avec cette disposition du czar, c'est que, dans ce projet, toute la Constitution a été rendue illusoire par la réserve d'une législation sous forme d'ordonnances impériales. C'est ainsi que même cette œuvre constitu-

(1) D'après un passage dans les Mémoires de Castlereagh.

tionnelle, telle qu'elle était projetée, semble donner raison à ceux qui croient que la sincérité d'un libéralisme vrai est incompatible avec l'habitude d'agir d'une manière arbitraire et despotique. Les expériences faites, à cette époque, en Pologne, confirment encore davantage cette opinion. Il s'en fallut peu que les bienfaits si bruyamment annoncés de l'empereur à l'égard de ce peuple se terminassent, déjà sous son règne, par la fin de cette existence nationale qu'on venait de lui accorder. Lors de l'ouverture de la seconde session de la diète à Varsovie (13 sept. 1820), l'empereur fit encore sa confession de foi relativement à la nécessité des institutions représentatives; mais il y mêlait déjà des avertissements, quand il disait qu'il fallait se tenir sur ses gardes contre les théories politiques du jour, ainsi que des exhortations dans lesquelles il disait que ce n'était qu'en suivant la morale chrétienne que les Polonais pourraient recouvrer ce glorieux privilège.

Malheureusement ces avis du czar ne trouvaient pas, dans cette assemblée, des auditeurs bien disposés à les accueillir. Les mouvements jusqu'alors encore sans tache et nullement vaincus en Italie et en Espagne maintenaient les esprits, si faciles à exciter, des Polonais dans la tension la plus violente. Par conséquent, lorsque le ministre Mostovski leur disait que, dans ces temps de troubles qui empêchaient encore l'avènement de la liberté et du bonheur complets, il fallait attendre prudemment et ne pas s'offusquer des abus, ces exhortations furent aussi peu écoutées que les avertissements de l'empereur. A la méfiance on répondit par la méfiance; après que le gouvernement eut refusé d'accorder les demandes constitutionnelles, les députés les exprimèrent d'une manière plus

déterminée; les nouvelles propositions du gouvernement rencontrèrent un nombreux parti de la résistance qui se repentait d'avoir, pendant la première session, fait des avances avec tant de bonne foi et avec tant d'égards, et qui condamnait la docilité des ministres, pour avoir accepté silencieusement les actes inconstitutionnels de l'empereur. Les frères Nemoyevski du palatinat de Kalisch, hommes que Microslavski a comparés, il est vrai, à Mirabeau et à Condorcet, mais tout en les rejetant, avec ces derniers, comme des êtres médiocres n'ayant que des vertus stériles et que de bonnes intentions, ces frères, disons-nous, formaient le centre de ce parti qui prit d'autant plus pour règle de sa conduite le devoir d'insister sur l'observation de la Constitution, que le gouvernement semblait davantage s'étudier à la rendre illusoire.

Un projet de procédure criminelle, qui avait été présenté aux députés et dans lequel on n'avait pas fait entrer le jury, fut repoussé presque à l'unanimité; d'autres propositions eurent le même sort; il n'y eut que deux lois de peu d'importance qui furent votées. L'empereur blâma les députés, lors de la clôture de la session, de s'être abandonnés ainsi aux séductions du jour qui étaient à la mode, et il leur dit qu'ils retardaient ainsi l'œuvre de la restauration; par conséquent, cette dernière, de même que la Constitution, n'était à ses yeux qu'un essai. Il rejeta, à plusieurs reprises, les vœux exprimés par la première diète et réitérés par celle-ci; puis il rappela, avec insistance, aux ministres: qu'ils n'avaient à entrer dans aucune discussion sur l'application de la théorie constitutionnelle à la Charte polonaise, dont les articles douteux ne pouvaient être interprétés que par leur auteur qui seul connaissait ses propres intentions! Cette transformation

de la Constitution en une simple comédie n'était pas ce qu'il y avait de pire dans les déclarations impériales ; un danger plus grand se trouvait dans les allusions au retard apporté à la restauration. Combien peu c'était là simplement une expression jetée au hasard, c'est ce qu'on allait voir plus clairement l'année suivante, lorsque la position et l'avenir des révolutions dans l'Europe méridionale avaient déjà complètement changé et que l'empereur prit, en menaçant, comme prétexte l'état des finances polonaises, pour mettre formellement et expressément en question l'existence prolongée de la Pologne et sa séparation nationale. C'est à partir de ce moment que commence, ce que nous aurons à raconter plus tard, le travail incessant de ses instruments russes qui essayeront d'étouffer en Pologne tout mouvement libre de l'esprit et non-seulement de miner, mais aussi d'enterrer la Constitution, travail dont les fruits seront successivement la perte complète de toutes les illusions, une profonde amertume, le désespoir et la révolte.

Mais ce qui était bien plus remarquable et plus frappant que tous ces revirements dont nous venons de parler, c'était la transformation qui s'opéra dans l'empereur Alexandre, par rapport à la politique extérieure, aussitôt que le mouvement révolutionnaire des colonies espagnoles en Amérique se fut tout à coup communiqué à la mère patrie en Europe, et qu'en partant de cette dernière, il avait transmis ses secousses aussi à d'autres pays et ébranlé l'Italie aussi bien que la Grèce. Mais ces changements qui se firent dans l'âme de l'autocrate russe ne peuvent être décrits qu'en connexion avec l'histoire de ces révolutions. C'est précisément vers le commencement de tous ces mouvements que notre récit s'est avancé jusqu'ici, dans

toutes les directions, comme vers un premier but, pour diverger de nouveau de ce même but, comme d'un nouveau point de départ, également dans toutes les directions. En passant à ces nouveaux sujets d'étude, nous sortons de l'atmosphère étouffante de l'histoire des cabinets et des bureaux, où nous avons été obligé de demeurer presque exclusivement, pendant cette première période de la Restauration, pour respirer l'air libre que nous rencontrerons dans le mouvement des grandes masses populaires, où l'histoire prendra des proportions plus considérables et où le récit de l'historien acquerra un caractère plus vif et plus animé.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME

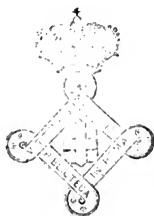


TABLE DES MATIÈRES

DU CINQUIÈME VOLUME

III. LES RÉACTIONS DANS LES ANNÉES 1815 A 1820

LA PRUSSE

Position historique de la Prusse vis-à-vis de l'Allemagne. .	1
L'Allemagne fonde ses espérances sur la Prusse.	17
Premières espérances et leur fin soudaine.	21
Frédéric-Guillaume III.	26
Conduite du roi dans sa politique extérieure.	34
Conduite du roi vis-à-vis des réformes intérieures.	38
Influences étrangères s'opposant à la Constitution.	44
Hardenberg.	49
Divisions profondes parmi les amis des réformes.	58
Stein.	67
La gauche de la noblesse.	73
La droite de la noblesse.	81
Premiers succès du parti rétrograde.	88
Agitation constitutionnelle de 1817.	94
Crise. Congrès d'Aix-la-Chapelle.	101

CONSTITUTIONS ET DIÈTES DE L'ALLEMAGNE DU SUD

Opposition entre les Constitutions ainsi que les états de l'Allemagne du Sud et ceux du Nord, les grandes puissances et la Diète germanique.	107
<i>La Bavière.</i>	111
La Constitution bavaroise.	118
<i>Le grand-duché de Bade</i> et sa Constitution.	124
Premières sessions de la <i>diète du duché de Nassau.</i>	130
Première session de la <i>diète bavaroise.</i>	132
Première session de la <i>diète badoise.</i>	139
Agitation constitutionnelle dans le <i>grand-duché de Hesse.</i> . .	144
L'intérim constitutionnel dans le <i>Wurtemberg</i> , 1817-19. . .	150
L'assassinat de Kotzebue.	154
Impressions causées par le meurtre de Sand ; jugements sur lui.	160
Effets du crime de Sand. — Les événements de Prusse. — Wilhelm von Humboldt.	163
Les résolutions de Karlsbad.	170
Les résolutions de septembre de la Diète germanique ; la manière dont elles furent accueillies.	175
L'opposition faite par le Wurtemberg.	182
La Constitution wurtembergeoise.	188
Délibérations du cabinet de Vienne.	192
L'Acte final du congrès de Vienne.	199
L'exécution des nouvelles lois ; leur introduction.	211
Persécutions en Prusse.	223
Les états du royaume et l'édit sur la dette publique de 1820. .	223
Les états provinciaux.	230
Coup d'œil jeté en arrière et en avant.	238

7. — LA RUSSIE

Réformes et réactions en Russie.	246
L'empereur Alexandre.	252
Les premières cinq années des réformes politiques de l'empereur Alexandre.	259

TABLE DES MATIÈRES

377

Contrastes.	265
Le gouvernement se détourne des réformes pour s'occuper, à partir de 1805, de la politique extérieure	270
Second lustre des réformes politiques d'Alexandre depuis 1808. — Speranski.	272
Résistances.	276
Le gouvernement se détourne de nouveau des réformes, et s'occupe, depuis 1812, des affaires étrangères. Dispositions religieuses d'Alexandre.	285
Le sentiment de sa valeur personnelle s'accroît davantage dans l'âme du czar.	292
Empiètements de la Russie sur la politique européenne. . .	296
Le département de la guerre.	306
Action exercée sur l'industrie et l'agriculture.	311
Le servage.	318
Les provinces baltiques.	324
La Pologne.	331
Le royaume de Pologne sous la domination russe.	340
Histoire de la Constitution.	344
Revirements.	352
Sociétés secrètes.	354
Réactions dans le domaine des lumières.	363
Revirement dans la question du servage	366
Revirement dans la question des Constitutions.	369

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES



LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE, A PARIS

Au coin de la rue Vivienne

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN & C^e, ÉDITEURS

A BRUXELLES, A LEIPZIG ET A LIVOURNE

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

DES

CONCLAVES

DEPUIS MARTIN V JUSQU'A PIE IX

PAR F. PETRUGCELLI DELLA GATTINA

MEMBRE DU PARLEMENT ITALIEN

4 volumes in-8 à 6 fr. le volume

L'ouvrage que nous annonçons est le livre le plus nouveau en histoire qui ait paru depuis longtemps. Il éclaircit trois faits inexplorés :

L'existence et la révélation permanente de l'indigénat italien; et par conséquent l'existence de l'unité italienne dans sa base nationale, malgré ces circonscriptions politiques apparentes que l'on appelle les États.

L'anticatholicisme de la pensée italienne, sous toutes ses formes : philosophie, théologie, politique, poésie, beaux-arts, malgré l'orthodoxie officielle, imposée et avouée de la nation.

L'histoire de la papauté derrière les coulisses, de la papauté à nu, chez elle, — les conclaves, — histoire complètement inconnue ou entièrement faussée.

Entre l'Italie et la papauté, il y a eu un duel à mort qui a duré quinze siècles.

Dans les trois assauts, — dans les trois époques, — de ce farouche combat, se sont trouvées en face l'une de l'autre : la papauté et l'unité; la papauté et l'indépendance; la papauté et la liberté. C'est dans ce drame titanique que se déroule l'histoire de l'Italie. La papauté croyait avoir triomphé. Elle pensait avoir tué l'unité, anéanti l'indépendance, écrasé la liberté. Un jour, un homme de génie et un homme de tête se rencontrent dans une ville de bains en France. Ils se comprennent, ils se donnent la main; et Solferino et San Martino consacrent l'aspiration séculaire de l'indépendance italienne. Un homme de cœur et d'induction suit

l'impulsion, et il glane dix millions d'Italiens sous la faux des Bourbons. L'unité italienne est fondée. La papauté temporelle, mutilée, agonise.

Sur ce canevas est tracé l'histoire de chaque conclave. Et ce n'est pas l'auteur qui la raconte. Il a exhumé des archives européennes plus de cent mille dépêches de souverains, de ministres, d'ambassadeurs, de cardinaux, de conclavistes. Il les laisse parler. Et quel franc babillage éclate dans le ménage!

Toute cette histoire tissée d'ombre, de mystères, d'intrigues, voit le jour pour la première fois. Elle est navrante. La lumière éblouit. L'institution divine du Vicaire du Christ sombre.

À la fin de chaque conclave, lorsque la toile se lève, lorsque le pape entre en scène et que l'institution absorbe l'homme, on le saisit sur le fait, on raconte son action sur l'Europe et la réaction de l'Europe sur lui. On comprend par là l'activité diplomatique des couronnes. Quelle sera la puissance qui pressera davantage sur le sacré collège? quel est le pape que l'on désire? sous quelle volonté les cardinaux ont-ils été façonnés? quelle passion les travaille? voilà les données du nouveau drame. Quel sera le dénouement? voilà le conclave.

Puis, à la fin de chaque siècle, est décrite la physionomie générale et synthétique de l'Italie, le cachet que l'existence de l'indigénat imprime à la nation est révélé; et à côté de l'Italie officielle et politique, se dresse l'Italie intellectuelle, toujours frondeuse, toujours antipapale. Les doctrines de chaque penseur sont indiquées. Des grands génies, parmi ceux qui ont donné une signification spéciale à la civilisation italienne, l'auteur a esquissé un profil plus fini. Tout marche, tout vit, les cadavres eux-mêmes ressuscitent sous un autre masque, sous un autre nom.—Machiavel s'appelle Cavour, Ferrucci s'appelle Garibaldi, et Frédéric II, Victor-Emmanuel. La transformation de l'Italie est exacte autant que fatale. La filiation de la papauté est complète, car nous la suivons dans toutes ses évolutions. Nous voyons comment l'évêque de Rome se transforme en pontife; comment le pontife se change en souverain d'un État et en souverain du monde; comment ce souverain, toujours pontife, touche le faite de la puissance humaine; comment il cesse d'être pontife et se résigne à être roi; comment ce roi succombe sous la marche de la liberté du monde. Nous apprenons enfin, exemples en mains, *l'art de faire le pape*, selon les théories des grands politiques de la cour de Rome, selon la tactique des grands maréchaux des conclaves. — Machiavel, quelquefois Scapin, tuent le Saint-Esprit.

La toile tombe à la fin. Après la chute de Pie IX, la mission de la papauté sera finie. Elle se décompose déjà. Saint-Pierre rend ses clefs au Christ, dont le règne sur la terre va commencer et dont les apôtres s'appelleront désormais Kant. Adam Smith, Fourier, Watt, Geoffroy-Saint-Hilaire, Lessing, Humboldt, Volta, Victor Hugo, Arkwright.

Ce livre est une vaste résurrection: il est la politique et la dynamique de l'histoire. Tout y marche par *train express*. De grandes synthèses, de grands tableaux. Pas de détails inutiles, pas de pédanterie sans portée. Le savant, la femme, le peuple, la jeune fille, tout le monde peut le lire sans fatigue et sans ennui.

L'ouvrage sera envoyé franco à toute personne qui en fera la demande, accompagnée du montant en timbres-poste ou en un mandat sur la poste.

